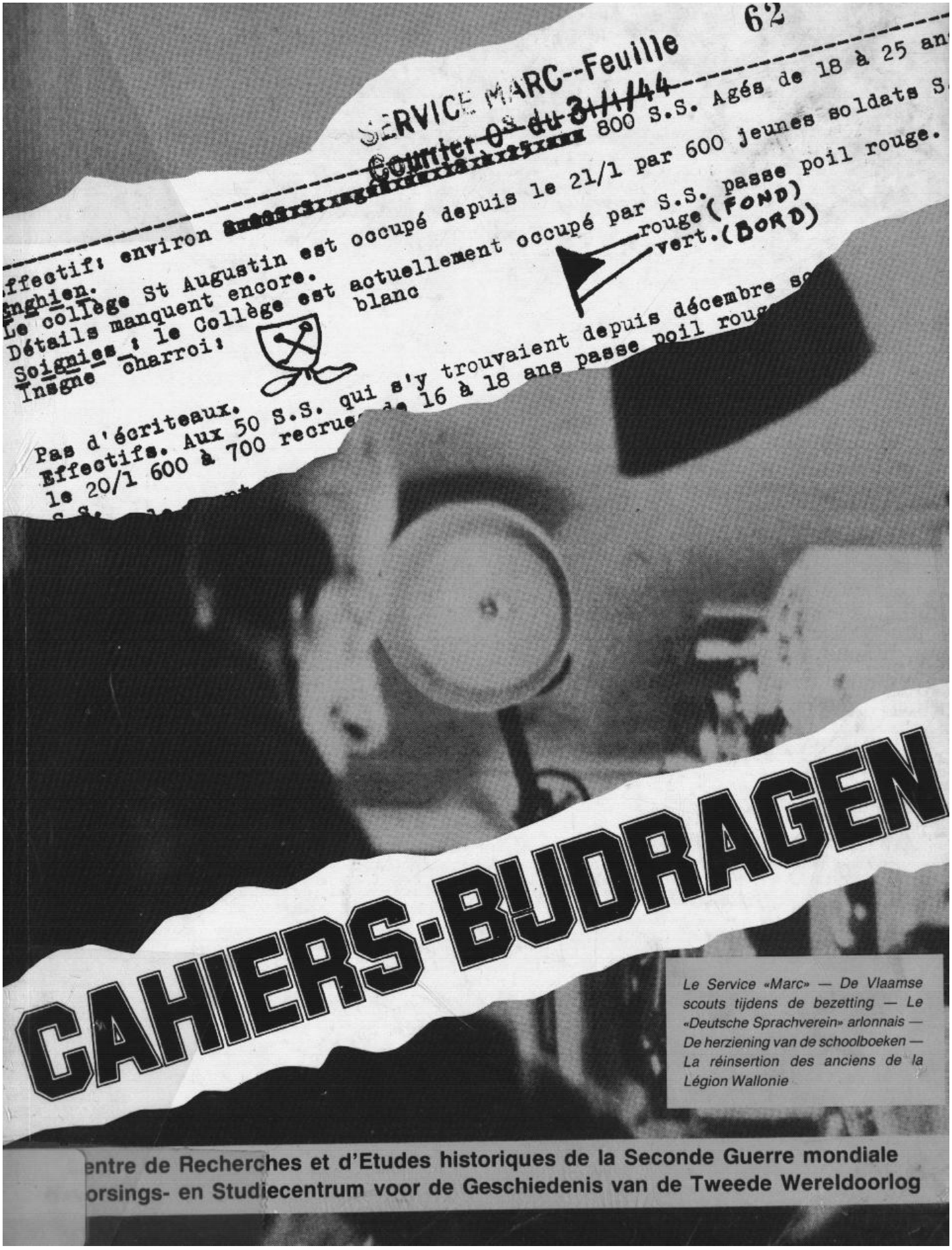


CAHIERS-BIJDRAGEN

Le Service «Marc» — De Vlaamse scouts tijdens de bezetting — Le «Deutsche Sprachverein» arlonnais — De herziening van de schoolboeken — La réinsertion des anciens de la Légion Wallonie

entre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale
orsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog

Wetenschappelijk Komitee		Comité scientifique
Voorzitter	L. Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen - Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales.	Président
Ondervoorzitters	F. Balace, F. Erauw.	Vice-présidents
Leden	H. Balthazar, M. Bassleer, J.L. Charles, H. Corijn, L. De Vos, J. Gotovitch, J. Jacob, V. Janssens, E. Lamberts, J. Lory, G. Michotte, P. Muls, E. Persoons, J. Pilate, L. Radoux, C. Segers, J. Stengers, L. Van Brussel, J.L. Vellut, E. Witte.	Membres
Redaktiekomitee		Comité de rédaction
wnd. Direkteur	J. Gotovitch	Directeur f.f.
Redaktie-sekretarissen	A. Dantoing, F. Selleslagh	Secrétaires de rédaction
Wetenschappelijke medewerkers	A. Colignon, D. Martin, W. Meyers, R. Van Doorslaer, J. Vanwelkenhuyzen.	Collaborateurs scientifiques

De auteurs zijn verantwoordelijk voor de artikels die verschijnen in de *Bijdragen*.

Het redaktiekomitee aanvaardt slechts één repliek op een artikel. De schrijver ervan mag op de repliek antwoorden. Van verdere polemiek wordt beslist afgezien.

Integrale of gedeeltelijke overname uit de *Bijdragen* is niet toegelaten, behoudens voorafgaande toestemming van het *Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog.*©

De artikels die in de *Bijdragen* verschijnen worden samengevat en gerepertorieerd in *Historical Abstracts* en *America: History and Life*.

Les articles publiés dans les *Cahiers* n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Le Comité de rédaction n'accepte qu'une seule réplique à un article. L'auteur de celui-ci aura la faculté de la faire suivre de ses observations. Après quoi le débat sera tenu pour clos.

La reproduction intégrale ou partielle des *Cahiers* est interdite sauf autorisation expresse du *Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale.*©

Les articles paraissant dans cette revue sont résumés et répertoriés dans *Historical Abstracts* et *America: History and Life*.

L 1/1

CAHIERS - BIJDRAGEN

14

décembre / december 1991

MINISTERIE
VAN ONDERWIJS

Algemeen Rijksarchief

NAVORSINGS- EN
STUDIECENTRUM
VOOR DE GESCHIEDENIS
VAN DE TWEEDE
WERELDOORLOG

MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE

Archives Générales du Royaume

CENTRE DE RECHERCHES
ET D'ETUDES
HISTORIQUES DE
LA SECONDE GUERRE
MONDIALE

BIJDRAGEN

14
December 1991

CAHIERS

14
Décembre 1991

INHOUD

Etienne VERHOEYEN
Le Service de renseignements «Marc» (1942-1944). 1ère Partie P. 6

Christine VAN DER CRUYSSEN
Handhaaf en bouw! De werking van het VVKS tijdens de Tweede Wereldoorlog P. 61

Jean-Marie TRIFFAUX
Une page d'histoire de l'occupation allemande à Arlon: le *Deutsche Sprachverein* P. 125

Kristel DE SMEDT
De herziening van de schoolboeken tijdens de bezetting (1940-1944) P. 177

Jean-Marc VANDERLINDEN
La réinsertion socio-professionnelle des anciens de la «Légion Wallonie». Première approche P. 203

Samenvattingen - Résumés - Summaries P. 269

Publikaties' - Publications P. 278

SOMMAIRE

Leuvenseplein, 4 - Bus 19,
1000 Brussel - Tel. 218.45.27

Place de Louvain, 4 - Bte 19,
1000 Bruxelles - Tél. 218.45.27

Etienne Verhoeyen

LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS «Marc» (1942-1944). 1ère PARTIE.

Dans l'ensemble de l'étude historique de la résistance belge, celle des services de renseignements et d'action (SRA) n'en est qu'à ses débuts. Le travail entamé par feu Jean Dujardin a dû être arrêté prématurément. Il a cependant accompli une besogne de pionnier en se servant essentiellement, l'un des premiers, des archives des services mêmes, alors qu'auparavant l'historiographie de la résistance se faisait le plus souvent sous forme de mémoires ou de travaux d'hommage [1].

Au terme de son étude sur le service *Luc*, Jean Dujardin avait exprimé l'intention d'écrire l'histoire de la seconde phase du même service, connu sous la dénomination de *Marc*. Le présent article constitue cette suite annoncée.

Dans la première partie de cette étude, nous présenterons d'abord une brève récapitulation de l'historique du service jusqu'au printemps 1942. Nous suivrons ensuite les développements ultérieurs à partir de l'arrivée de Max Londot, parachuté en juin 1942, ainsi que la structure et le fonctionnement du service. Dans la seconde partie, qui paraîtra dans une prochaine livraison des *Cahiers*, nous examinerons la nature des renseignements recueillis, le mécanisme de leur acheminement vers Londres et les liaisons radio-télégraphiques avec la Grande-Bretagne. Dans un dernier chapitre, nous exposerons dans quelle mesure et de quelle façon le service a été financé par la Sûreté de l'Etat à Londres.

Pour l'historien, le service *Marc* se distingue des autres SRA par l'abondance de documents disponibles. Une grande partie de ces documents (notamment 60 courriers de renseignements envoyés à Londres entre le 5 mai 1943 et le 19 juin 1944) se trouvent au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale.

---

1 Les études de J. Dujardin ont été publiées dans les *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*. La première concerne les rapports entre le service de renseignements *Mill* et le *Mouvement National Belge* (n° 2, octobre 1972). La seconde, qui nous intéresse plus spécialement, traite de l'histoire du service *Luc* entre 1940 et la mi-1942 (n° 6, octobre 1980).

Les archives du service ont été mises à la disposition du Centre par l'Union des Services de Renseignements et d'Action avec l'accord du chef de service, M. Max Londot. Sauf autre indication, tous les documents utilisés pour la rédaction de cette étude proviennent de ce fonds auquel il sera référé sous l'abréviation LM.

Soulignons enfin que cette étude a été réalisée avec l'aide de l'Union des Services de Renseignements et d'Action.

Luc-Marc est un «grand» service, non seulement par la valeur qui lui a été reconnue par le gouvernement belge et par les alliés, mais encore par le nombre de ses agents: plus de 5.000. Etant donné ce grand nombre d'agents, on comprendra qu'il n'est pas possible de les citer tous dans une étude d'ensemble ou de faire état de l'activité de tous. Cela ne veut dire en aucune façon que le travail des agents de base et des auxiliaires n'a pas été de grande importance. Bien au contraire: si le service «marche», c'est en grande partie grâce à eux. Dans un entretien accordé à Jean Dujardin, Max Londot, chef du service d'octobre 1942 jusqu'à la libération, a souligné à juste titre que la réussite de *Marc* a été le résultat d'un travail d'équipe. Londot était, disait-il, «le ciment entre les cailloux qui formaient eux-mêmes l'édifice. Il faudra donc penser, dans la mesure du possible, à tous les cailloux qui ne jouent parfois pas de rôle vraiment actif mais souvent dangereux» [2].

De la description du fonctionnement du service devrait se dégager un tableau d'ensemble tel qu'on peut le reconstituer à partir des archives disponibles. Ce tableau n'était évidemment pas connu à l'époque par les agents, pour des raisons de sécurité évidentes. Soulignons que, même si nous avons essayé de retracer ce tableau aussi fidèlement que possible, des omissions et des inexactitudes sont presque inévitables, et que de plus cette vue d'ensemble d'un service est, par la force des choses, plus statique que la vie du service même qui évolue comme un organisme vivant. Une image de synthèse n'est possible qu'en schématisant l'événement, et en le situant dans un contexte qui déborde souvent le cadre du service.

L'activité de *Luc-Marc* a consisté essentiellement dans le rassemblement et la transmission de renseignements militaires aux alliés. Cependant - et quoique les renseignements transmis constituent l'objet même de l'activité du service - le contenu des courriers transmis ne sera pas l'objet essentiel de cette étude. Il ne faut en effet pas oublier qu'un courrier partait en principe chaque semaine, et que chaque courrier comptait, certainement à partir de fin 1942, plusieurs centaines de pages.

---

2 Entretien Max Londot-Jean Dujardin, 28/1/1984.

Il est dès lors impossible de même résumer leur contenu. Par contre, les objets principaux de l'observation des agents seront indiqués.

Etant donné qu'une grande partie de cette étude sera consacrée aux liaisons du service avec «Londres», il est utile de définir plus exactement ce vocable. Chaque service de renseignements qui transmet à Londres y possède en réalité deux correspondants qui travaillent la main dans la main. Il y a d'une part le *Belgian desk*, la section Belgique du *Secret Intelligence Service* (SIS) que dirige le capitaine (major à partir de début 1942) Page. C'est le SIS qui reçoit et exploite, au profit des états-majors alliés, les renseignements militaires transmis, qui forme les agents envoyés en mission, qui leur fournit un code et par conséquent décode les messages codés arrivant du terrain, qui dresse les questionnaires adressés aux services et qui leur donne conseils et instructions. Le second correspondant de l'autre côté de la Manche est la Sûreté de l'Etat belge, plus particulièrement sa section Renseignements, dirigée à partir de mai 1941 par le lieutenant (plus tard capitaine) Jean Nicodème. La Sûreté de l'Etat dépend organiquement du ministère belge de la Justice. Elle est dirigée par un Administrateur a.i., le magistrat Fernand Lepage, nommé en novembre 1940. Elle est le destinataire direct des rapports, non codés en code britannique, et reçoit, de la part du SIS, les messages et rapports envoyés par les services après décodage. Entre ces deux correspondants à Londres (l'entité «Londres» est désignée par le nom de *Maud* dans la plupart des documents), la collaboration est complète. S'il est vrai que l'armée britannique et plus tard l'état-major interallié sont les destinataires ultimes de la plupart des renseignements, il ne faut pas en déduire pour autant que la Sûreté de l'Etat agit en tant que son subordonné. Les candidats pour des missions spéciales sont choisis de commun accord, leurs ordres de mission sont conçus conjointement par le SIS et la Sûreté, ainsi que les instructions aux services. Toutefois, dans certains cas spécifiques, le SIS se réserve le droit de prendre des décisions unilatérales, notamment en matière de sécurité.

Les liaisons entre «le terrain» (la Belgique occupée) et Londres se font soit directement par radio, soit indirectement par la voie terrestre. Si la première présente des dangers et des difficultés, c'est surtout la seconde qui a suscité une multitude de problèmes. En effet, les rapports partant de Belgique sont transportés par des porteurs (appelés «courriers») à travers la France jusqu'en Espagne. En France, les courriers doivent franchir clandestinement la «ligne rouge» de la Somme et la ligne de démarcation jusqu'en France non occupée, où la Sûreté a établi depuis fin 1941 un «poste central». Celui-ci se chargera de transmettre les rapports, toujours par porteurs, soit à Barcelone soit à Marseille. De Barcelone, ils sont acheminés par les soins des services britanniques ou belges jusque Lisbonne, d'où ils partent en avion à Londres. Ceux qui arrivent à Marseille sont, jusque début 1943, acheminés par bateau à Lisbonne.

Pendant un certain temps, il a été possible de transmettre les rapports directement de Vichy à Londres par avion (via la Suisse) grâce aux bons offices des services diplomatiques américains, mais cette possibilité a disparu en novembre 1942. On imagine dès lors les énormes problèmes qu'a suscités l'évacuation du courrier par la voie terrestre. Aussi bien en France occupée que dans la zone non occupée, administrée par le gouvernement de Vichy, le risque d'arrestation est constant, surtout au passage de la ligne de démarcation. Ce risque augmente encore à partir de novembre 1942 avec l'occupation totale de la France. En Espagne, pays neutre où l'activité du contre-espionnage allemand est considérable, une extrême prudence s'impose. La Sûreté de l'Etat y dispose de plusieurs «antennes» clandestines, notamment à Barcelone et à Saint-Sebastien, travaillant souvent sous couverture diplomatique, ce qui, dans un pays neutre dont le régime penche plutôt vers l'Allemagne, nécessite des précautions supplémentaires. Afin de contourner ces obstacles, des opérations de ramassage du courrier par avion (*mail pick-up*) ont été montées en France, mais à partir de début 1944 seulement.

Les problèmes complexes posés par la transmission terrestre et les solutions y apportées par les services belges et anglais mériteraient à eux seuls une étude approfondie [3]. Il ne peut en être question dans cette étude consacrée à un seul service, mais il sera inévitable d'évoquer ces problèmes dans leurs grandes lignes, puisque *Luc-Marc* a également utilisé la voie terrestre.

Etant donné que le service *Marc* est la continuation du service *Luc*, il m'a paru nécessaire pour la bonne compréhension de résumer d'abord l'étude de J. Dujardin sur le premier stade du service. Ce résumé sera complété, à la lumière de nouvelles recherches, par quelques données sur le champ de recrutement du service, sur l'activité de sabotage et sur le service «courriers».

1. LE SERVICE *LUC*: BREF RAPPEL

Création

Comme la plupart des services de renseignements qui ont fonctionné en Belgique occupée, le service *Luc* est une création spontanée d'hommes «du terrain». Leurs noms sont connus: Georges Leclercq, grand invalide de la guerre 1914-1918 et fonctionnaire à la Direction Générale des Cultes au ministère de la Justice, dont un fils est tombé pendant la campagne de

3 Une première étude de synthèse à ce sujet a été publiée par Jean FOSTY, «Les réseaux belges en France», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972.

mai 1940; André Cauvin, avocat et cinéaste, et Henri Bernard, capitaine-commandant du Génie et chargé de cours à l'Ecole de Guerre. Il importe de souligner le milieu social des fondateurs. Le milieu de la Justice (ministère et Palais), celui de l'ERM et le milieu militaire en général fourniront en effet un nombre important des premiers agents de *Luc*. Quand Bernard revient le 30 septembre 1940 de France, où il a été attaché au cabinet du ministre de la Défense nationale, un embryon de ce qui deviendra le service *Luc* est déjà en place [4]. Ce noyau se rattache essentiellement au milieu de la Justice. En effet, dès l'été 1940 est formé au sein de ce département un groupe qui se destine à la résistance, le «groupe des 25». En font partie, Georges Leclercq, son chef hiérarchique Edouard Pomba, les concierges Théophile Vansteenbeeck et Léopold Evrard, André Broze, directeur aux Identifications Judiciaires à la Sûreté Publique, et une vingtaine d'autres fonctionnaires. C'est dans ce groupe que Leclercq a puisé les premiers agents de *Luc* dont la création date de septembre 1940 [5]. Le rôle de Broze y est, du moins au début, assez important: c'est lui qui met Leclercq en rapport avec Cauvin, qu'il connaît dès avant la guerre, et c'est encore lui qui cherche la première voie d'évacuation du courrier, comme nous le verrons plus loin [6].

En dehors du ministère de la Justice, mais toujours dans le même milieu, il convient de signaler un certain nombre de magistrats qui ont eu une grande part dans le service *Luc*. Ce sera le groupe VN/P, dans lequel on retrouve Marcel Paulsen, juge de première instance à Bruxelles, et surtout Jules Richard, substitut du procureur du Roi à Bruxelles, qui aura

---

4 Avant de rentrer, Bernard a rencontré à Villeneuve-sur-Lot le lieutenant de réserve Georges de Henau. Celui-ci a été envoyé en mission de Londres via Lisbonne par l'attaché militaire belge, le colonel Wouters, et par le *War Office*. De Henau quitte Lisbonne le 11 septembre 1940; de là il se rend en France non occupée. Il est chargé d'une double mission qui ne lui a été communiquée qu'oralement: il doit encourager les militaires belges restés en France à rejoindre les forces armées belges en formation en Grande-Bretagne, et essayer d'en trouver d'autres qui accepteraient de faire du renseignement militaire en Belgique occupée. Bernard accepte avec enthousiasme la seconde proposition de G. de Henau. Voir: H. BERNARD, *Août 1940-avril 1942*, inédit, 1983, p. 7, Archives UFAS (avec des remerciements au colonel V. Marquet).

5 Rapport d'activité d'Edouard Pomba, 14/3/1945. Pomba situe son recrutement le 5 septembre 1940. Selon son rapport, il est «secrétaire et conseiller» de Leclercq jusqu'au début 1942 (LM, n° 18).

6 Dans des attestations d'après-guerre, Bernard et Cauvin ont souligné l'importance de Broze dans la création du service. Selon Bernard, Broze était un des conseillers les plus influents de Leclercq, «en quelque sorte le directeur politique du service». Selon Cauvin, Broze aurait même été «responsable de la création du service Luc». Si cela peut paraître exagéré, il est toutefois certain que dès le début Leclercq a été conseillé et entouré par des supérieurs qui jugeaient devoir rester dans l'ombre. Broze faisait partie du conseil de direction à partir de septembre 1940 et il a dirigé une sous-section d'une dizaine d'agents, dont Florent Verhulst, inspecteur à la Sûreté Publique. Broze a cessé ses activités pour *Luc* lors du départ de Leclercq pour la Grande-Bretagne début 1942, mais il a continué une activité dans la presse clandestine. LM, n° 12.

une position importante comme conseiller de Leclercq et de ses successeurs.

Il va de soi qu'un service de renseignements n'est rien sans agents, puisque ce sont eux qui, en première instance, fournissent les renseignements jugés utiles pour les Alliés. Le nombre de ceux qui ont travaillé dans le service *Luc* proprement dit n'est pas connu exactement. Henri Bernard a estimé ce nombre à à peu près mille [7]. A Londres, en juin 1942, Leclercq parle de 1.500 agents [8]. Ces chiffres dépassent largement la réalité: on peut conclure tout au plus à environ 400 agents (voir: Annexe I). Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas dans tous les cas d'agents à temps plein, et il serait faux de se les imaginer comme vivant tous dans la clandestinité. Cette «armée de l'ombre», ainsi qu'on aime désigner les SRA, est constituée par des hommes et des femmes, jeunes et plus âgés, qui sont recrutés par tel ami, telle connaissance, tel collègue et qui, chacun à leur endroit de travail ou de résidence, essayent de glaner des renseignements qui peuvent intéresser «Londres», centre magique du monde pour ceux qui, en ce début de la guerre, refusent de croire à l'asservissement au régime hitlérien et qui veulent contribuer à le «bouter dehors», selon une expression fort en usage à l'époque.

Fin 1941, *Luc* dispose en tout cas de sections à Louvain, Liège, Verviers, dans le Hainaut, dans le Luxembourg, à Anvers, dans les Flandres, à Hasselt, et bien entendu à Bruxelles, où est installée la direction des trois *Luc* (Leclercq, Cauvin, Bernard). Ceux-ci participent activement au recrutement. C'est ainsi que Bernard apporte des amis du milieu militaire (à Anvers, dans le Hainaut, dans le Luxembourg) et notamment des élèves de l'ERM, dont un certain nombre auront une part importante dans la transmission du courrier en France. *Luc* recrute aussi dans le monde ecclésiastique: l'abbé Froidure, connu par les «Stations de Plein Air» (où le fils de Leclercq avait été moniteur), le père dominicain Daniel Duesberg dans le Hainaut. En avril 1941, le service *Cone*, créé par Raoul Derivière sous la couverture d'une «Amicale d'Enfants d'Anciens Combattants» est intégré dans le service, et au cours de l'été 1941, *Luc* parvient à raccrocher certaines rescapés du service *Martiny-Daumerie*, sauté en mai 1941.

A ce stade du début, *Luc* est un service qui s'occupe de tout: renseignements militaires, politiques, administratifs, confection de «listes

7 H. BERNARD, *op.cit.*, p. 13.

8 Rapport de Leclercq à la Sûreté de l'Etat, 24/6/1942 (LM, n° 3).

noires» de collaborateurs, interception du courrier de ceux-ci, évasion, tentatives de sabotage, voire d'attentats politiques [9].

Transmission du courrier

On le sent: c'est un service qui en est encore à chercher son chemin. Et en premier lieu le chemin de Londres. C'est le cas de tous les services qui ont été créés sur le terrain et même pour celui qui a été, avant l'invasion allemande, en contact avec des représentants de l'*Intelligence Service*, le service *Clarence*. Il en est de même pour le gouvernement belge en exil à Londres mais en sens inverse. En novembre 1940, celui-ci crée de toutes pièces une administration de la Sûreté de l'Etat qui, elle aussi, devra chercher son chemin dans la reprise de contact avec le pays occupé. Le premier délégué de la Sûreté arrivera en Belgique en juillet 1941 et contactera, entre autres, les dirigeants de *Luc*. Mais ceux-ci n'ont pas attendu son arrivée pour essayer de remédier à ce manque de contact.

Tant que le service ne disposera pas d'un poste émetteur avec opérateur - ce qui ne sera pas le cas avant la mi-1942 -, la voie terrestre sera le seul moyen d'évacuer le courrier. Cet aspect de la vie d'un service mérite qu'on s'y arrête un peu plus longuement, pour plusieurs raisons. La première est que la voie terrestre a été utilisée pendant toute l'occupation, parallèlement à et en complément au trafic radiotélégraphique. La seconde - et elle n'est pas la moins importante - est que l'étude du mode de transmission via la France par *Luc-Marc* est en quelque sorte exemplaire pour la quasi-totalité des services de renseignements belges. Cet exposé revêt par conséquent un intérêt général.

La première tentative de transmettre du courrier à «Londres» de la part de *Luc* se situe fin 1940. La démarche est faite par André Broze. En juillet 1940, il a rencontré à Montpellier une de ses connaissances d'avant-guerre, dont les attaches avec le «Deuxième Bureau» français lui étaient connues [10]. Il s'agit de Maurice Simon, directeur des ventes chez *His Master's Voice* à Bruxelles, et qui a été déposé le 18 juin 1940 par un navire britannique au Verdon, dans l'embouchure de la Gironde en France. Simon est en effet le premier Belge qui est envoyé en mission par un service britannique, ce qu'il ne cache pas à Broze. Quoique les documents

---

9 *Luc* n'est pas le seul service à pratiquer ce «mélange» presque inévitable. Le service de renseignements *Zéro* s'occupe également d'évasion, de petits sabotages, et la *Libre Belgique* clandestine fut solidement ancrée dans le «milieu *Zéro*». Le service *Martiny-Daumerie* pratiquait à la fois le renseignement et l'évasion, mais d'une façon fort cloisonnée.

10 Note de A. Broze, 14/10/1946 (LM, n° 12).

sur sa mission ne manquent pas, elle est loin d'être claire [11]. Rentré à Bruxelles en octobre 1940, Simon renoue le contact avec Broze, qui le met en rapport avec Cauvin, croyant que Simon pourrait évacuer le courrier. En réalité, Simon ne dispose d'aucun moyen de communication avec Londres, ni poste radio, ni voie d'acheminement, de sorte que cette tentative s'est avérée vaine. Selon l'historique du service *Luc* dressé par la Sûreté de l'Etat, une autre tentative aurait eu lieu à la même époque via la ligne *Tulipe*, également sans résultat [12].

---

11 Maurice Simon, né en 1903, aurait travaillé avant l'invasion pour l'ambassade britannique à Bruxelles. A la même époque, il était en rapport avec Marc Fluhr, secrétaire général de l'Ecole Française à Anderlecht et agent du «Deuxième Bureau» français. Fin mai 1940, Simon s'embarque à Boulogne pour l'Angleterre. Par l'entremise d'un de ses anciens patrons à Bruxelles, T.G. Harman (qui travaillera plus tard au *Political Warfare Executive*), il est présenté à des responsables d'un service secret anglais. Il s'agit probablement d'un service de propagande créé en 1938, connu sous le nom *Electra House*, dépendant du *Foreign Office*, et opérant en été 1940 en coopération avec la «Section D» de l'*Intelligence Service*, section qui sera en partie à la base du futur *Special Operations Executive*. Selon un document anglais du 11/5/1944, Simon avait une triple mission: obtenir des renseignements sur des documents administratifs nécessaires pour la Belgique et pouvant servir à d'autres agents, examiner la possibilité de faire paraître des journaux clandestins en Belgique, et contacter «un ancien chef du Deuxième Bureau français» (Fluhr probablement). Simon serait réembarqué par une vedette anglaise sur la plage de La Panne dans la nuit du 17 au 18 août 1940, ou, à défaut, le 17 septembre. Mais il n'était à aucun de ces deux rendez-vous. Arrêté par la police française dès son arrivée au Verdon, il fut libéré en se référant à Fluhr. Par la suite, il accepta une mission pour les services de renseignements de l'Armée de l'Air française (SR Air 40). Le rôle de Simon semble assez trouble: arrêté en juillet 1941, il fut assez vite libéré, ayant accepté ou ayant fait semblant d'accepter de travailler pour les Allemands. Il retourna en Grande-Bretagne en août 1942 et y fut attaché au *Political Intelligence Department* (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 53).

12 *Tulipe*, faux nom de Joseph Degreef, fut déposé le 23 juin 1940 sur la côte belge par une vedette anglaise, en compagnie de deux agents (Edgard Daune et Jacques Thibau). Ces deux derniers étaient envoyés par l'*Intelligence Service*, Degreef par un «bureau franco-anglais». Il s'agissait d'une simple mission de reconnaissance, puisque les agents devaient être réembarqués le 25 juin 1940. Ce réembarquement n'eut pas lieu. Degreef, né en 1896, aurait fait du renseignement en 1914-18 et aurait été recruté en 1939 par l'ambassade britannique. Avec Daune et Thibau, il noua des contacts à Bruxelles avec plusieurs agents du service *Tegal*. Degreef se déplaçait beaucoup, notamment en Suisse et à Vichy, où il se serait recommandé d'«un officier belge nommé Bernard». Il s'agit probablement de Henri Bernard, un des trois «*Luc*». Degreef, n'ayant pas le moyen de communiquer avec Londres et ayant un comportement suspect, fut écarté de *Tégal* début 1942. Il fut arrêté en août 1942. Dix-sept agents de son groupe, y compris lui-même, furent exécutés en octobre 1943 au Tir National (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 45).

Liaison *Luc-Benoit*

Début 1941, une solution du problème courrier s'offre à *Luc*. En effet, le 20 février 1941 arrive chez Henri Bernard le lieutenant Pierre Hauman [13]. Il se présente en émissaire du commandant Hervé Doyen, qui, en France non occupée, s'efforce de mettre sur pied une ligne d'évasion et un service de renseignements, avec la complicité du «Deuxième Bureau» français. Le service que dirige Doyen est connu sous le nom de *Benoit*. Dans les mois qui suivent, d'autres émissaires de Doyen et du «Deuxième Bureau» se présentent: André Bauman (*Hiboux*) en mars, le capitaine d'aviation Max Guisgand, le sous-lieutenant d'aviation Raymond Jamar à la même époque. Dans l'autre sens, *Luc* envoie également des courriers en France, à Montpellier ou à Limoux: Jacques Baert, l'élève pilote Jean Dieudonné et Gustave Martens [14]. Le lien entre *Benoit* et *Luc* est encore resserré en mai 1941 par l'arrivée auprès de Doyen du commandant Constant Van de Vloet, agent de *Luc* et avant guerre attaché militaire adjoint à Paris. Van de Vloet deviendra l'adjoint de Doyen jusqu'à son départ en Grande-Bretagne début 1942 [15]. Au printemps 1941, *Luc* est donc le principal correspondant de *Benoit* en Belgique. A la même époque, certains renseignements sont également transmis au service *Zéro*, avec lequel Cauvin est en contact.

La position de Doyen est, aux yeux de Londres du moins, quelque peu ambiguë. D'une part, il a offert au gouvernement belge d'organiser des passages de Belges désirant rejoindre les forces armées en Grande-Bretagne. Cette offre est faite par l'entremise du lieutenant Vincent Gevers, qui arrive à Londres tout au début de 1941. Etant donné qu'il a participé aux premiers efforts pour établir des lignes de passage [16], Gevers est renvoyé à Lisbonne à la mi-février 1941 avec mission «de lier les différentes bonnes volontés existant en France (Doyen) et en Espagne

---

13 Pierre Hauman, né à Buzeu en Roumanie en 1911, fut affecté en août 1940 au Service de Dépôts du Matériel Belge en France. Il est probable qu'il y a rencontré H. Bernard. En février 1941, il entre en contact avec des officiers du «Deuxième Bureau» français, pour le compte desquels il remonte en Belgique et forme un réseau de renseignements qu'il dirigera sous le nom de *Tégal*. Ses renseignements sont également remis au cdt. Doyen (service *Benoit*). Hauman fait plusieurs voyages clandestins aller-retour en Belgique, où il s'installe définitivement en août 1942. Arrêté par la *Geheime Feldpolizei* le 29/9/1943, il est libéré par les troupes alliées le 3/9/1944. Par la suite et jusqu'à la fin de la guerre, il accomplit plusieurs missions pour les services de renseignements américains, d'accord avec la Sûreté de l'Etat (*Curriculum vitae* de P. Hauman, s.d., Archives UFAS).

14 Gustave Martens, électricien né en 1913, est un agent direct de Leclercq. Il a été prisonnier de guerre jusqu'en janvier 1941. Pour le compte de *Luc*, il entreprend plusieurs voyages à Limoux chez Doyen. Arrêté le 30/11/1941 à la ligne de démarcation, il sera fusillé le 13/3/1944 (LM, n° 8).

15 A Londres, le cdt. Van de Vloet occupera une fonction à la Sûreté de l'Etat.

16 Voir note 4.

(Polchet) avec l'antenne du Portugal» [17]. A cet effet, Doyen envoie à Barcelone le lieutenant Pierre Schul. A noter qu'à ce moment, il n'est pas encore question de transmettre des renseignements. D'autre part, le gouvernement belge, notamment par des déclarations d'officiers belges faites à Londres, sait que Doyen s'occupe de renseignements qu'il transmet au «Deuxième Bureau» français, qui de ce fait couvre son activité en France. Toutefois, tout au début de juin 1941 arrivent à Londres les premiers renseignements transmis par Doyen à l'antenne de la Sûreté à Lisbonne. Mais Londres voit d'un mauvais oeil les liens de Doyen avec le «Deuxième Bureau» français, auquel il transmet la totalité des renseignements qu'il reçoit (donc aussi ceux en provenance de *Luc*), alors qu'il trie ceux qu'il envoie à Londres et qu'en plus il les expédie sous le seul nom de *Benoit*, obscurcissant ainsi les sources véritables et gonflant son importance [18]. Or, le gouvernement belge désire qu'un lien *direct* soit établi entre Londres et les services dont il connaît l'existence en Belgique. C'est une des raisons pour lesquelles la Sûreté, d'accord avec les services britanniques, envoie un premier délégué: le capitaine de réserve Pierre Vandermies (*Dewinde*), parachuté seul en France non occupée le 13 juin 1941 [19]. Vandermies est chargé, entre autres choses, de la coordination des services existants et, éventuellement, du remaniement de leur fonctionnement. Son ordre de mission ne le dit pas explicitement, mais il n'est pas douteux que dans l'esprit de la Sûreté il s'agissait de «contourner» le Deuxième Bureau et Doyen, dont on ne veut pas se défaire tout à fait, d'abord parce qu'il a tout de même un certain rendement et surtout parce que son service constitue un excellent camouflage pour les

---

17 *L'année 1941*, 2/4/1942 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 135). Cette note du capitaine Nicodème, responsable de la section Renseignements à la Sûreté de l'Etat, est d'une importance capitale pour la bonne compréhension des difficultés rencontrées par la Sûreté en 1941, notamment en rapport avec Doyen.

18 Il ne s'agit pas, ici, de juger de la valeur du travail accompli par le service *Benoit*, puisque son histoire reste à écrire, y compris celle de ses rétroactes qui remontent aux premières tentatives de rétablir la liaison dès novembre 1940. Toujours est-il que Londres se méfiait de Doyen pour les raisons indiquées. Nous savons maintenant qu'un grand nombre de collaborateurs des services de renseignements français (désignés inadéquatement par la notion «Deuxième Bureau»), tout en dépendant formellement de l'administration de Vichy, travaillaient en secret pour la cause alliée. Mais en 1941, il était sans doute difficile de percevoir ces nuances. De plus, les correspondants belges de Doyen croyaient sincèrement que par lui tous leurs renseignements seraient transmis à Londres, ce qui n'était pas toujours le cas. Pour *Benoit*, voir: *Pap. W. Ugeux*, n^{os} 219-226.

19 Pierre Vandermies, né en 1901, est ingénieur et officier de réserve de l'aéronautique. C'est d'ailleurs par le service *Martiny-Daumerie*, dirigé par deux fonctionnaires de l'Aéronautique civile, et via des patriotes français de Roubaix, qu'il est parti en Angleterre en janvier 1941. il y arrive en mai 1941. Au terme de sa mission de 1941, il rentre à Londres où il remplit une fonction à la Sûreté de l'Etat, jusqu'à son second départ en novembre 1942 pour une mission d'inspection des services belges en France et en Belgique. Fin 1943, il accepte une troisième mission en Suède (pour ses diverses missions, voir: *Pap. W. Ugeux*, n^{os} 234-238, 280-284).

activités que la Sûreté veut déployer en France parallèlement à celles de *Benoit* [20].

Fin juillet-début août 1941, Vandermies rencontre les chefs de *Luc* à Bruxelles. Il leur propose une nouvelle voie d'évacuation du courrier. Celui-ci pourra désormais passer par Roubaix, où Vandermies a accroché le groupe autour de Joseph Dubar (*Jean de Roubaix*), dont le mérite pour les services belges est inestimable [21]. Dubar ou un de ses agents transportera le courrier jusque Lyon ou Montpellier. A Lyon, il sera pris en charge par les services diplomatiques américains qui l'enverront via Berne en avion. De Montpellier il sera évacué jusque Barcelone, où il rejoindra la valise diplomatique britannique [22]. *Luc* accepte en principe cette proposition, heureux d'enfin entrer directement en contact avec un délégué de Londres. Mais un voyage inopiné de Doyen en Belgique en octobre 1941 vient de nouveau jeter la confusion parmi les services belges. Il rencontre, entre autres, Leclercq et Cauvin. Doyen se présente comme mandaté par Pierre Bouriez (*Sabot*), le remplaçant permanent de Vandermies sur le terrain (Bouriez a été parachuté le 3 octobre 1941). A qui faut-il obéir ? Qui est le véritable délégué de Londres: Vandermies ou Doyen ? En attendant des instructions plus précises de Londres, Vandermies, peu avant son départ pour l'Angleterre, remonte en Belgique et prend provisoirement les dispositions suivantes: *Luc* continuera à passer ses renseignements à Doyen, sauf quand le service jugera qu'ils ne doivent en aucun cas tomber aux mains du «Deuxième Bureau» français. Dans ce dernier cas, ils passeront par la voie Roubaix-Lyon ou Roubaix-Montpellier, où s'est installé *Sabot*.

---

20 Une note probablement rédigée pour J. Nicodème fin 1941 est plus explicite à ce sujet que le texte de l'ordre de mission de Vandermies. L'auteur écrit que la mission de Vandermies «s'avérait extrêmement délicate en ce sens qu'il s'agissait de nous dégager du 2e Bureau français» (CREHSGM, *Papiers Ugeux*, n° 135).

21 Sur Dubar, voir: Jean FOSTY, «Les réseaux belges en France», dans *op.cit.*, et du même auteur, *La guerre secrète des SRA*, Bruxelles, Ed. Collet, 1987, pp. 77-79.

22 A Lyon, deux fonctionnaires belges sont la cheville ouvrière de l'organisation. Pour le renseignement, il s'agit de Georges Oreel, employé au Consulat de Belgique. Il sera abattu par les Allemands en mai 1944. Pour l'évacuation de «colis» (agents brûlés et personnes voulant aller en Angleterre), Vandermies a fait appel à Jacques Lagrange, attaché au Consulat général des Etats-Unis, chargé des intérêts belges. Lagrange échappera de justesse à l'arrestation en novembre 1942 et pourra se réfugier en Suisse. A Barcelone, l'antenne de la Sûreté est assurée par l'officier Pierre Schul (*Spirou, Christian*) et par son adjoint Hector Renard (*Antonio*). Soulignons aussi le rôle clandestin important joué par le consul général de Belgique à Barcelone, Marc Jottard (*Gaston*). Pour Lagrange et Oreel, voir: *Pap. W. Ugeux*, n° 303.

Départ des trois *Luc* - Leur succession

Les derniers mois de 1941 ne sont pas favorables au service *Luc*. Deux manoeuvres du contre-espionnage allemand, montées l'une indépendamment de l'autre, vont mettre en danger les dirigeants de *Luc*. Ceux-ci, qui sont heureusement avertis, réussissent à échapper à l'arrestation et à gagner Londres [23]. A peu près au même moment, Doyen et ses principaux collaborateurs sont arrêtés par la Surveillance du Territoire française. Ils sont libérés le 10 décembre 1941. Si Doyen, fort de l'appui du «Deuxième Bureau» français, veut continuer, Londres a désormais pris une décision. Le 18 janvier 1942, l'Administrateur a.i. de la Sûreté de l'Etat ordonne à *Luc* d'éviter tout contact avec Doyen. Celui-ci sera rappelé à Londres. Il se soumettra, mais à contre-coeur.

Les trois *Luc* brûlés quittent la Belgique en décembre 1941 (Bernard) et janvier 1942 (Leclercq et Cauvin). Ces deux derniers sont confiés par William Ugeux, chef de *Zéro* à *Jean de Roubaix*, qui les accompagne jusqu'à la ligne de démarcation. De là, ils sont acheminés vers Lyon. Avant leur départ, Leclercq et Cauvin ont été cachés à Bruxelles, le premier chez Léopold Evrard, concierge du ministère de la Justice, le second par le substitut Richard et par quelqu'un qui ne fait que son entrée dans le service, l'ingénieur André Delvigne, dont il sera encore question [24].

A Lyon, Leclercq et Cauvin rencontrent Pierre Bouriez (*Sabot*), qui sera dorénavant chargé de l'évacuation du courrier de *Luc*, et qui par ses fonctions de délégué permanent de la Sûreté et de coordinateur et «banquier» des services belges a un droit de regard sur ceux-ci. A Lyon se joint à eux Pierre Depreter, instituteur à Bruxelles et agent de *Luc* depuis début 1941. En septembre 1941, il a quitté le pays suite à l'arrestation de son épouse et de l'agent Marcel Jonckheere, dont il a reçu des renseignements, qu'il a transmis à Henri Bernard [25]. En France, il s'est joint à Doyen à Limoux. Il se trouve parmi les agents de Doyen qui ont été emprisonnés fin novembre 1941 et libérés peu après [26]. Fin janvier-début février 1942, il est décidé de commun accord entre Leclercq, Bouriez, Cauvin et Depreter que ce dernier assurera la succession de Leclercq en tant que chef du service. Puisqu'il porte l'indicatif VN/5, il sera

---

23 Pour des détails sur cet épisode, lié à l'arrestation de l'agent parachuté Jean Cassart en décembre 1941 et la manipulation par l'*Abwehr* du courrier Jamar, voir: J. DUJARDIN, «Le service Luc», dans *op.cit.*

24 Pour le départ de Leclercq et de Cauvin, voir: A. CAUVIN, *La liaison dangereuse*, Bruxelles, Ed. Collet, 1988.

25 *Anklageverfügung* en cause de P. Depreter, 31/12/1943 (LM, n° 54).

26 «Rapport du major Doyen sur l'arrestation par la Sûreté française des membres de son service et de lui-même», Londres,, 29/4/1942 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 225).

connu dans le service sous le nom de *Cinq*. Si la décision de remplacer Leclercq par Depreter se comprend, il est plus malaisé d'expliquer le choix de l'ingénieur Delvigne comme adjoint de Depreter. Ce choix causera de graves problèmes au service.

Jusque fin 1941, André Delvigne est un résistant isolé. Il est vrai qu'il est depuis avant mai 1940 en rapport avec le juge Paulsen, agent de *Luc*, mais il est certain que jusqu'au 15 décembre 1941 Delvigne ignore l'existence de ce service. Il s'est occupé essentiellement de l'évacuation vers la France de militaires anglais et français, de tentatives de sabotage (fabrication de pastilles au carborandum, utilisées avec succès dès mars 1941 sur des véhicules allemands) et occasionnellement de renseignements [27]. Or, le 15 décembre 1941, Delvigne se trouve chez le juge Paulsen lorsque le domestique de Cauvin vient annoncer que Cauvin et Leclercq ont dû se cacher suite à l'arrestation de Jean Cassart, agent de Londres avec lequel ils avaient rendez-vous le jour de son arrestation. Delvigne s'offre pour aller chercher les deux chefs de *Luc* et les conduire chez le substitut Richard. Par la suite, il héberge Cauvin durant les trois dernières semaines de son séjour en Belgique en janvier 1942. A cette occasion, Cauvin trouve que Delvigne, quoique correct et dévoué, ne fait pas preuve d'un désintéressement total [28]. D'autre part, Delvigne dispose de solides connaissances techniques et de beaucoup de relations.

Le 10 février 1942, Depreter remonte en Belgique. Contrairement aux instructions de Leclercq, il décide de partager la direction du service avec Delvigne [29]. Après une visite de Depreter à Bouriez en avril 1942, il est confirmé que Depreter s'occupera du secteur renseignements et Delvigne du secteur sabotage, comme convenu avec Leclercq. Mais le matériel de sabotage fait défaut, Depreter accepte que Delvigne «assurerait pour 50 % la part de la direction dans le service de renseignements» [30]. Delvigne s'occupera, selon cette division du travail, du «Palais» (de Justice), de la magistrature et de la «ligne rouge», c'est-à-dire le contact avec les communistes (voir *infra*). Il sera connu dans le service sous le pseudonyme *Police* ou encore *Polis*.

Evacuation du courrier

Les lignes d'évacuation du courrier et de «colis» (personnes désirant s'évader ou agents brûlés) vers la France sont réorganisées suite à la

---

27 Rapport du liquidateur du service Luc sur l'activité de Delvigne, 31/5/1947 (LM, n° 59).

28 A. CAUVIN, *op.cit.*, pp. 92-93. Cette opinion, émise en 1988, est confirmée par le rapport du liquidateur du service *Luc* en 1947.

29 Lettre de Depreter à Bouriez, 6/5/1942 (LM, n° 60).

30 Voir note 29.

rupture avec le service *Benoit*. L'évacuation du courrier en France, cette fois vers *Sabot* exclusivement, est mise au point par Bouriez, Leclercq et Depreter fin janvier 1942: «Le courrier sera descendu chaque semaine par porteur directement de Bruxelles à Lyon; je verrai tous les samedis l'agent du *Cinq*; nous aurons ainsi contact continu direct et rapide entre nous» [31]. A cet effet, Depreter se met, sur le conseil de Leclercq et ce dès son retour en Belgique en février 1942, en rapport avec Eugène Dumon à Uccle (*Tom*). Dumon déploie depuis l'été 1940 une activité clandestine débordante. Lui-même, son épouse et ses deux filles Andrée et Micheline s'occupent de l'aide à des militaires anglais, dont certains seront évacués par la ligne *Comète*. Les Dumon sont en contact avec diverses personnes liées à la Croix-Rouge, avec les époux Jonckheere, qui à leur tour sont en rapport avec Pierre Depreter. D'autre part, Dumon s'entoure de quelques élèves de l'Ecole Royale Militaire, qui semblent avoir été recrutés par Henri Bernard à la fois pour *Luc* et pour l'*Armée Belge Reconstituée*. C'est parmi ceux-ci que Dumon et Depreter trouveront ceux qui assureront la fonction de courrier international de Bruxelles à Lyon. Citons Jacques Liénard (*René*), Paul Lauwers (*Pol*, qui, lui, n'est pas élève à l'ERM), Raoul Vignoble (*Raisin*), Guillaume Puttemans et Georges Terlinden (qui ne transporte pas du courrier mais des «colis»). Liénard et Lauwers sont introduits auprès de Dumon par leur camarade de l'ERM Hubert Casin. Entre février 1942 et son arrestation en juillet 1942, Liénard fait entre 10 et 15 voyages aller-retour; c'est lui qui accompagne Depreter lorsque celui-ci se rend chez Bouriez en avril 1942 [32]. Vignoble est arrêté en gare d'Aulnoye le 10 juin 1942 par la police française, qui le remettra aux Allemands. Il en est à son dixième voyage, et il est porteur de documents que le contre-espionnage allemand ne tardera pas à exploiter [33].

Les courriers internationaux ne transportent pas que les rapports de renseignements que le service veut faire parvenir à Londres, mais aussi la correspondance échangée entre Bouriez et Depreter, ainsi que les fonds que Bouriez remet au service *Luc* sur instruction de Londres. Il est dès lors évident que leur rôle est des plus importants et des plus dangereux, puisqu'à chaque voyage ils doivent franchir clandestinement la ligne de démarcation en France. Bouriez et Depreter sont conscients de ce danger. L'un des deux courriers passe la ligne de démarcation sans les documents qu'il a emportés: avant le passage il les remet à un frontalier qui les lui restitue après le passage. L'autre courrier passe la ligne en possession de

---

31 Rapport *Sabot* n° 18 du 15/2/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

32 Pour l'activité de la famille Dumon, voir: REMY, *Réseau Comète*, Paris, Librairie Académique Perrin, I, pp. 93 et suiv. La famille Dumon sera arrêtée en août 1942, sauf Micheline qui fera un travail remarquable dans la ligne Comète. Jacques Liénard, arrêté en juillet 1942 en France, s'évadera en 1943 et reprendra du service comme courrier international. A partir de juin 1944, il participera à des opérations de parachutage pour le service *Marc*.

33 Voir la déclaration de Otto Weil, *Sonderführer* de l'*Abwehr*, 1946 (LM, n° 83).

ses documents. C'est Bouriez qui signale cela à Londres dès avril 1942, et il ajoute: «Luc vient de s'entendre avec le 2e Bureau français. Il favorise en Belgique le passage de prisonniers évadés français moyennant quoi le 2e Bureau s'engage à couvrir ses deux agents pour ennuis éventuels en zone libre. Si le courrier était pris en zone libre, les agents demanderont l'avis du 2e Bureau et ils seront aussitôt libérés avec leur courrier intact» [34]. Etant donné que Vignoble a été arrêté en zone occupée, plus précisément dans la zone interdite du Nord sous l'autorité du général von Falkenhausen à Bruxelles, cet accord conclu avec le 2e Bureau français n'a pu jouer en sa faveur. Par précaution, la dénomination du service *Luc* sera changée en *Marc* à la suite de l'arrestation de Vignoble. Il semblerait toutefois que cette nouvelle dénomination était déjà dans l'air depuis un certain temps, à savoir depuis l'arrestation de Doyen et de Depreter en France fin 1941 [35]. Elle n'a toutefois pas été appliquée à cette époque-là.

L'arrestation de Vignoble en juin et celle de Liénard et de Puttemans en juillet 1942 nécessitent la réorganisation du service courrier. Il est probable que Bouriez y a contribué. En effet, celui-ci dispose d'un adjoint, le lieutenant Jules Lacomblez (*Max*) qui dès le début de 1942 a fait plusieurs voyages en Belgique, notamment chez Depreter et Delvigne. De plus, en avril 1942, Bouriez a établi une «antenne» à Paris, destinée en premier lieu à rassembler des renseignements et qui sera appelée le «centre Delpa» [36]. Un agent de Bouriez, Willy de Quin (*Jean-Jacques*) est envoyé à Paris pour établir le contact avec René Delhaize, un oncle de Bouriez. En mai 1942, *Max* remonte en Belgique et demande à Depreter de mettre deux de ses agents à sa disposition.

Ces deux agents, Paul Gheude (*Serge*, et Paul Lauwers (*Pol*), arrivent à Paris en mai 1942. Le courrier de *Delpa* est évacué à Lyon via Chalon-sur-Saône, où il est réceptionné par Léon Bour. Or, c'est à partir d'août 1942 que le courrier de *Luc* est également remis à Bour [37]. Le but est d'éviter que les courriers de *Luc* doivent encore passer la ligne de démarcation; dorénavant Bour portera les plis à Lyon. La liaison entre Bruxelles et Châlon est assurée par Oscar Simon (*Simplet*), lui aussi élève à l'ERM. Mais cette ligne ne donne pas satisfaction. Après une visite de Gheude à Bruxelles en août 1942, Depreter décide que le courrier de *Luc*

---

34 Rapport de *Sabot* n° 32 du 20/4/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

35 Lettre de Depreter à Bouriez, 6/5/1942 (LM, n° 60).

36 Le nom *Delpa* est formé par les premières syllabes de «Delhaize» et de «Paris». René Delhaize, futur président de la Confédération des entreprises belges en France, était un oncle de Bouriez, auquel il a apporté vraisemblablement un soutien logistique. La même combinaison de syllabes a été appliquée par Bouriez pour d'autres centres de renseignements qu'il a établis: *Delbo* (Bordeaux), *Delly* (Lyon).

37 Rapport de *Sabot* n° 50 du 13/8/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246). Rapport de O. Simon, s.d. (1943) (LM, n° 67).

sera évacué par le Centre *Delpa* à Paris. De là, il sera acheminé sur Paray-le-Monial, avec destination finale Lyon. En effet, depuis mars 1942, le service *Luc* dispose d'un sous-secteur en France, dirigé par l'ingénieur Pierre Moreau, qui peut évacuer «colis» et courrier via Paray-le-Monial. Cette voie sera utilisée jusqu'à l'arrestation de Moreau en mars 1943, notamment par Jean Van Schuerbeek, dont le rôle ne s'est d'ailleurs pas limité à celui de courrier, ainsi que nous le verrons plus loin [38].

Mais n'anticipons pas. Car l'évacuation du courrier n'est certes pas le seul problème auquel le service *Luc* doit faire face en 1942. Il y a celui de la liaison radiotélégraphique, qui ne sera résolu qu'en été 1942; il y a le fait que *Luc*, tout en étant un service de renseignements s'occupe également de sabotage, et il y a enfin une dispute qui éclate en mai 1942 entre Depreter et Delvigne, les deux chefs du service *Luc* par la volonté de Depreter.

Sabotage

Commençons par l'activité de sabotage. Aux yeux de Georges Leclercq, son fondateur, le service *Luc* n'est pas qu'un service de renseignements. Lorsque Leclercq fait rapport à la Sûreté de l'Etat, il intitule son texte: «Rapport sur l'organisation Luc - Service de renseignements militaires, politiques, judiciaires, *Sabotage*, évacuation des Belges, Anglais et Français vers la Grande-Bretagne» [39]. Dans ce contexte, il faut souligner que le troisième *Luc*, Henri Bernard, officier d'active, a adhéré à l'*Armée Belge Reconstituée* (ABR), formation paramilitaire qui se destine à la résistance armée. De ce fait, certains agents recrutés par Bernard sont à la fois des *Luc* et membres de l'ABR, qui depuis le printemps 1941 a fusionné avec la *Légion Belge*. Ceci, et l'arrivée en Belgique, le 3 octobre 1941, du capitaine Jean Cassart donnera un certain essor aux velléités de sabotage de *Luc*. Cassart est en effet chargé par le *Special Operations Executive* britannique et les services belges de Londres de recenser les groupements paramilitaires et d'examiner les possibilités de sabotage. Le lendemain de son arrivée, Cassart prend contact avec Bernard, son camarade de promotion. Bernard le présente aussitôt à Leclercq et Cauvin (celui-ci héberge Cassart pendant un certain temps). Cassart remet 100.000 F à Leclercq ainsi que le matériel parachuté avec lui, e.a. des bombes altimétriques [40]. Le gros du matériel de sabotage réceptionné par Cassart et une équipe de *Luc* lors du

38 Rapport (d'après-guerre) de P. Moreau, s.d. (*Papiers W. Ugeux*, n° 164).

39 Rapport de G. Leclercq à l'Administrateur de la Sûreté de l'Etat, 24/6/1942 (LM, n° 3).

40 Rapport de liquidation du service Luc, 27/12/1946 (LM, n° 2).

parachutage du 8 novembre 1941 est également remis à *Luc* [41]. Par l'entremise de Bernard et de Leclercq, ce matériel est distribué à leurs groupes à Anvers, à Louvain, à Liège, dans le Hainaut et dans les Ardennes. Des actes de sabotage sont exécutés aux aérodromes de Deurne et de Gosselies, à l'atelier de chemin de fer de Ronet et dans la région de Mons [42].

Or, Londres n'aime pas que soient mélangés renseignement et sabotage. Il exige au contraire un cloisonnement strict. Plusieurs raisons motivent cette exigence. La première tient à la nature même du travail accompli par ces services. L'activité de renseignement est guidée et contrôlée par le SIS, le sabotage par un autre organisme spécialement créé à cet effet en 1940, le *Special Operations Executive* (SOE). Bien que ces services collaborent dans une certaine mesure, notamment dans le domaine de la radio-transmission, il s'agit de deux organismes différents entre lesquels se manifestent d'ailleurs une certaine rivalité et des tensions assez fréquentes. Leurs intérêts sont en effet opposés. Le SIS a tout intérêt à ce qu'un réseau de renseignements fonctionne tout à fait dans l'ombre pour qu'il puisse avoir la vie longue et une activité fructueuse. Le SOE, en organisant ou en faisant organiser des actes de sabotage stimule l'action immédiate et peut, de ce fait, exposer ses troupes et parfois la population civile à la répression allemande (risque d'infiltration, arrestation, prise et parfois exécution d'otages). Tout cela en supposant que le renseignement et le sabotage soient du domaine de *différents* réseaux. Le SIS est d'autant plus opposé à ce que ces activités soient mélangées lorsqu'elles se manifestent dans le *même* réseau: le sabotage des uns peut en effet mettre en danger la recherche du renseignement des autres; des arrestations dans le secteur sabotage peuvent en entraîner dans le secteur renseignement, sauf si le cloisonnement entre les deux secteurs est absolu. Plusieurs messages adressés par le SIS et la Sûreté à leurs réseaux belges, fin 1941-début 1942, font foi de ce souci. A titre d'exemple, voici un message envoyé à *Sabot*, mais destiné à *Luc* précisément: «Pour Luc de

---

41 Il s'agit de l'opération *Irradiate I* à Vaux-Chavanne, au cours de laquelle furent parachutés quatre containers en trois paquets contenant des explosifs, des armes, du matériel de sabotage et 500.000 FB (*Operations SOE/PWE/Sûreté pour la période 29.3.1941 au 31.12.1943, Papiers W. Ugeux*, n° 47). L'argent devait être remis au service *Luc* pour que celui-ci essaie de faire libérer de la prison de Saint-Gilles «un commandant belge et un major anglais» (câble de Londres à Cassart, 12/11/1941, Archives UFAS). Le «major anglais» est l'agent SIS Emmanuel Hobben, parachuté le 9/1/1941 et arrêté le 4/6/1941. Quant au «commandant belge», il s'agirait d'un certain Lejeune, qui n'a pu être identifié plus exactement. La tentative ne réussit pas, et l'argent fut remis à Cassart. Pour la mission Cassart, voir: LM, n^{os} 33-49.

42 H. BERNARD, *op.cit.*, p. 30. Dans son rapport rédigé à Londres en juin 1942, G. Leclercq signale le sabotage de plusieurs trains allemands avec plusieurs dizaines de morts, 16 locomotives mises hors de service, plusieurs sabotages industriels et 7 avions détruits par altimètres (3 à Chièvres, 1 à Coxyde, 2 à Deurne). Seuls les résultats pour les avions sont signalés par Leclercq comme «contrôlés».

Lep et major stop Votre service renseignements rend service énorme stop Ordre formel pour sécurité vous et vos dévoués stop Rien à faire avec sabotage ni saboteurs (...) stop Les vrais patriotes nous servent au mieux en nous envoyant renseignements» [43].

Or, à cette époque, le service *Luc* dispose toujours de groupes de sabotage, qui selon Depreter ont une activité insuffisante, faute de matériel [44]. On sait très peu de choses sur l'activité, fût-elle réduite, de ces groupes de sabotage. Il est certain que deux agents de *Luc*, Paul Gheude et Hubert Casin ont essayé, le 3 avril 1942, de faire sauter l'hôtel Plaza à Bruxelles, «où, d'après les renseignements de Luc, Goering devait passer la nuit. La charge d'explosifs est malheureusement découverte avant que la fusée n'ait pu brûler entièrement» [45]. L'incident est rapporté par la police allemande: «Les soupçons se portent contre un inconnu, âgé d'environ 25 ans. Les recherches entreprises jusqu'à présent sont demeurées vaines. L'engin était fabriqué au moyen d'éléments qu'on a trouvés au domicile de l'ingénieur Guilissen» [46].

La référence à Jean Guilissen nécessite une parenthèse sur les rapports entre le service *Luc* et le milieu communiste, dont Guilissen faisait partie [47]. Le premier contact entre le service *Luc* et le milieu communiste semble s'être réalisé en automne 1941. En effet, en octobre 1941, Jean Cassart qui vient d'être parachuté, est introduit auprès de Paul Romedenne, chef de service aux usines Boël à La Louvière [48]. Par Romedenne, Cassart est mis en liaison avec «un groupement communiste du Hainaut», qui selon le rapport de mission de Cassart «ne reçut ni argent ni matériel». Mais il n'est pas exclu que du matériel de sabotage, remis par Cassart à Leclercq, lui ait été passé à l'insu de Cassart. En effet, fin

---

43 Cable de Londres à *Sabot* n° 51 du 6/5/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 241). «Lep» désigne l'Administrateur a.i. de la Sûreté de l'Etat, Fernand Lepage. «Major» désigne le major Page, responsable de la section belge du SIS.

44 Lettre de Depreter à Bouriez, 17/6/1942 (LM, n° 60).

45 Lettre de H. Casin à Bouriez, 6/5/1946 (LM, n° 67).

46 J.-L. CHARLES & Ph. DASNOY, *Les rapports secrets de la police allemande*, Bruxelles, 1972, t. I, p.15. Hubert Casin était né en 1916 (il a trouvé la mort dans un accident d'avion en 1947). Selon une lettre du père de Casin du 22/11/1947, c'est son fils qui a fabriqué et transporté la bombe à retardement.

47 Il fut arrêté en mars 1942 et fusillé le 9/5/1942. Guilissen était assistant à l'ULB et appartenait aux cadres qui furent parmi les fondateurs des Partisans. Il s'était spécialisé dans la fabrication d'explosifs et de bombes à retardement, dont deux furent utilisées lors d'un attentat à l'occasion du départ de Bruxelles d'un contingent de la Légion Wallonie en mars 1942.

48 Rapport de Mme Nicodème, s.d. C'est par Mme Nicodème que Cassart fut présenté à Romedenne. Le nom de Romedenne avait été donné à Cassart par Jean Nicodème, chef de la section Renseignements à la Sûreté de l'Etat à Londres, et qui était avant-guerre ingénieur chez Boël.

1941, un futur cadre des Partisans, Jean Roch, est mis en rapport avec Leclercq et reçoit de celui-ci des crayons détonateurs à retardement et des bombes altimétriques [49]. Or, Cassart a apporté du matériel de ce genre. C'est sans doute Roch et ses amis que Cassart veut désigner par le «groupement communiste du Hainaut», étant donné que Roch est originaire de La Louvière, où son père est échevin socialiste. Le père de Roch est d'ailleurs évacué par *Luc* lorsqu'il part en Grande-Bretagne. Dans le rapport remis par Leclercq à la Sûreté en juin 1942, il juge nécessaire d'attirer l'attention sur l'existence d'un lien entre *Luc* et des groupements communistes [50]. Après le départ de Leclercq, *Luc* a continué le contact avec les communistes: «la collaboration est parfaite pour le service de S (= Sabotage). N'attendons que le matériel» [51]. Ce matériel, nous le verrons plus loin, n'est jamais arrivé. Il est dès lors possible que, faute de matériel demandé à Londres, des groupes de sabotage de *Luc* se sont adressés à des communistes comme Jean Guilissen, qui fabriquent eux-mêmes des engins.

Nous ne possédons aucune indication précise sur la nature des renseignements qui auraient été transmis à *Luc* par sa «ligne rouge», ni sur l'identité des sources. Jean Roch semble connu de Cauvin [52] et Richard De Kriek, un ami de Cauvin, a été en rapport avec l'avocat communiste Bob Claessens, arrêté toutefois en juillet 1941. C'est De Kriek, arrêté le 28 février 1942, qui est considéré par Depreter comme le chef de la «ligne rouge», qui par la suite est reprise par Delvigne. Par les rapports de *Sabot*, Londres est au courant de l'existence de ces liens entre *Luc* et des communistes, et ne semble pas les désapprouver [53].

Contradictoirement avec leur attitude générale vis-à-vis du sabotage, le SIS et la Sûreté ne désapprouvent pas l'existence, dans une même organisation en l'occurrence *Luc*, de groupes de renseignements et de groupes de sabotage. Mais ils exigent des «cloisons étanches» entre les deux secteurs [54]. A première vue, la direction de *Luc* s'est conformée à ce désir: «Luc m'écrit en date du 27/5/1942 que le service renseignement et le service sabotage sont deux services distincts. Une cloison étanche les sépare et en aucune façon il n'y a double emploi d'agents. Le service

---

49 Interview de J. Roch par J. Gotovitch, 1975 (CREHSGM).

50 Leclercq a rédigé un rapport spécial à ce sujet, qui n'a malheureusement pas été retrouvé.

51 Lettre de Depreter à Bouriez, 30/4/1942 (LM, n° 60).

52 Rapport de R. De Kriek sur l'activité de Cauvin, 29/10/1946 (LM, n° 14).

53 Les instructions spéciales remises à Max Londot une dizaine de jours avant son parachutage disent explicitement: «Si le réseau communiste avec lequel Luc est en contact possède un service de renseignements, il voudra bien continuer à se charger de l'évacuation de leur courrier».

54 Câble à *Sabot*, 8/5/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 241).

renseignement ne peut donc souffrir à cause du sabotage. (...) Le service sabotage demande d'urgence le matériel demandé, car actuellement il travaille avec des fournitures de fortune» [55].

Ce matériel, maintes fois réclamé, n'est jamais arrivé. Une des raisons, sinon la principale, est la dispute qui éclate en mai 1942 entre Depreter et Delvigne. Nous avons vu qu'au départ de G. Leclercq, il avait été stipulé que Delvigne ferait fonction d'adjoint de Depreter et qu'il serait responsable du sabotage. Suite au mécontentement manifesté par Delvigne à ce sujet, Depreter lui avait cédé deux sources de renseignements. C'est dire que le renseignement et le sabotage ne sont pas aussi cloisonnés que l'affirme Depreter vis-à-vis de Bouriez. En mai 1942, Depreter est convaincu que Delvigne veut s'emparer de la direction du service. Malgré les bons offices de médiation de Bouriez, mis au courant du différend par Depreter, l'affaire se termine en dispute ouverte, suivie d'une rupture inévitable. Début juin 1942, Bouriez écrit à Londres: «Voici les changements qui seront appliqués sauf contre-ordre de votre part. *Police* a été pris en flagrant délit de plusieurs mensonges. Il a subtilisé des renseignements de la ligne Luc et les a remis à un service franco-américain. On ne peut donc avoir confiance en lui. Dans ces conditions, je laisse *Cinq* à sa place comme chef de la ligne Luc, mais en le plaçant sous l'autorité morale de Jules Richard, substitut qui était le fournisseur principal des renseignements administratifs pour le service Luc. (...) Je séparerai les deux antagonismes, diviserai leur fortune selon les besoins de chacun (...) et j'aiguillerai doucement *Police* vers une voie de garage, où il ne pourra plus nuire» [56]. Mais Londres ne se contente pas d'une voie de garage. En août 1942, Delvigne y est convoqué sous prétexte qu'un rôle important l'y attend. Par une série de circonstances imprévisibles, et bien qu'il ait prétendu le contraire, Delvigne n'est jamais arrivé à Londres.

Cet épisode ne signifie cependant pas la fin de l'activité de sabotage de *Luc-Marc*. Il est vrai qu'elle sera mise en veilleuse et que seules seront utilisées dans la suite les pastilles au carborandum, dont l'effet pour les carters des véhicules allemands s'avère désastreux. Etant donné que ces effets destructifs ne se font sentir qu'après un certain temps, il est quasi impossible pour la police allemande de repérer ceux qui les ont causés [57]. En réalité, à partir de la mi-1942, le service *Luc*, devenu *Marc* s'oriente

---

55 Rapport de *Sabot* n° 40 du 6/6/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

56 Voir note précédente.

57 Dans sa note de service à Londres du 4/11/1942, Max Londot écrit qu'il rappelle régulièrement à ses agents qu'il leur est interdit de faire partie de groupes de sabotage et de groupements paramilitaires. Il ajoute toutefois: «Le seul sabotage que nous nous permettons est l'emploi de pillules à base de carborandum pour le grippage des moteurs des autos et des camions de la *Wehrmacht* et des locomotives. Le procédé déroute assez l'ennemi» (LM, n° 78).

exclusivement vers le renseignement, et il semble bien que Londres n'en soit pas mécontent [58].

A plus forte raison, il n'est plus question de la «suppression de traîtres rexistes et certaines personnes nuisibles», à laquelle G. Leclercq semblait attacher une certaine importance. Dans son rapport à Londres, rédigé en juin 1942, mais se référant évidemment aux événements antérieurs à son départ en janvier 1942, il affirme que «plus de 30 individus de ce genre ont payé leur dette» (il parle surtout de suppression de membres de la «Gestapo»). Or, jusque janvier 1942, la Belgique a connu très peu d'actions de ce genre. Les premières victimes sont des collaborateurs, tués en août-septembre 1941, à Leuze et à Tournai, par des membres de la *Phalange Blanche*. Une longue enquête à ce sujet n'a pas permis d'éclaircir les dessous de ces premiers attentats, et n'a certainement pas établi un lien quelconque entre leurs auteurs et le service *Luc* [59]. Le 1er octobre 1941, un rexiste est tué par une bombe piégée à Bruxelles. Cet attentat est l'oeuvre d'un groupe communiste. Un autre attentat contre un militaire allemand à Bruxelles, en décembre 1941, est revendiqué par une femme d'origine russe [60]. Les sources disponibles, notamment celles d'origine allemande qui sont très complètes en la matière, ne mentionnent pas d'autres attentats contre des personnes en 1941. Le seul plan de ce genre qui semble avoir existé avec certitude dans le service *Luc* est un projet d'exécuter Paul Colin, directeur politique de l'hebdomadaire *Cassandre* et du *Nouveau Journal*. Ce projet semble exister depuis juin 1941 et de toute façon avant le départ de Leclercq et de Cauvin [61]. Une tentative d'exécuter Colin est entreprise en janvier 1942; elle échoue [62]. Il semblerait qu'un groupe autour de Martial Van Schelle a nourri un projet pareil pendant un certain temps [63]. Van Schelle, champion de natation et homme d'affaires bien connu à Bruxelles, est un agent d'Eugène Dumon. C'est Gilberte Denis du groupe Dumon qui l'a approché [64]. Il semble surtout avoir aidé financièrement. Van Schelle est arrêté le 15 janvier 1943;

---

58 Cfr note 43.

59 Voir: E. VERHOEYEN, «Un groupe de résistants du Nord-Hainaut: La Phalange Blanche», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 12, 1988.

60 A. DE JONGHE, «De strijd Himmler-Reeder», dans *Bijdragen tot de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, nr. 4, (1976), p. 97.

61 Voir: *Tout risque d'être perdu y compris l'honneur*, brochure éditée par la Fédération Nationale de l'A.S. démobilisée, s.d., p. 33. Dans un rapport du 21/4/1942 à la Sûreté, Cauvin mentionne l'existence d'«équipes de choc d'hommes décidés, avec pour mission de supprimer certains traîtres». En 1941, Richard De Kriek, agent de *Luc* et ami de Cauvin, aurait à la demande de celui-ci «relevé les allées et venues de Colin» (Rapport sur l'activité de Cauvin, 29/10/1946, LM, n° 14).

62 Voir A. OOMS & P. DELANDSHEERE, *La Belgique sous les nazis*, II, Bruxelles, Edition Universelle, s.d., p. 33.

63 Lettre de H. Casin à Bouriez, 6/5/1946 (LM, n° 67).

64 Rapport de Paul Lauwers, s.d. (LM, n° 67).

il sera exécuté comme otage le 12 mars 1943. La motivation allemande de cette exécution signale que Van Schelle dirige depuis février 1942 un «groupe terroriste» auquel il a transmis des explosifs et qu'il a, dans un cas, incité ce groupe au meurtre, qui ne fut toutefois pas accompli (Colin ?) [65].

Liaison par radio.

Examinons maintenant le problème des liaisons radiotélégraphiques. Vu la lenteur, bien explicable d'ailleurs, avec laquelle des documents sont transmis à Londres, il est évident qu'un service de renseignements a tout intérêt à pouvoir «correspondre» directement avec Londres, autant pour que les renseignements ne perdent pas leur actualité que pour résoudre des problèmes qui demandent une solution urgente. Ce moyen, c'est la communication par radio clandestine, procédé qui n'est pas sans dangers puisque la *Funkabwehr* allemande guette le trafic par les ondes et dispose de moyens pour localiser des émetteurs clandestins et capturer les opérateurs.

Depuis le retour de Vandermies à Londres, en novembre 1941, la Sûreté a une connaissance directe du service *Luc* et reconnaît en lui un organisme très important. Dès lors, fin décembre 1941, le SIS et la Sûreté décident d'envoyer un radiotélégraphiste à *Luc* et *Zéro*. C'est René Bruaux, (*Roll*), qui ne sera parachuté qu'en mars 1942 et ne sera destiné qu'à *Zéro*. Le même jour que Bruaux arrive Jean Cornez (*White, Béret*) qui est destiné à *Luc* exclusivement. Il s'adresse à Edouard Cuvelier, un ami de Vandermies, qui l'a choisi en 1941 comme agent de liaison entre *Zéro* et *Luc* mais en mars 1942, Cuvelier a perdu le contact avec *Luc*, de sorte que Cornez ne peut fonctionner comme opérateur pour *Luc*. Il envoie quelques télégrammes, mais est arrêté en pleine émission le 15 avril 1942 [66].

Le 28 mai 1942, Londres envoie un second opérateur à *Luc*: Joseph Romainville (*Botte*). Comme Cornez, il passe par Roubaix, puis se présente comme convenu chez Léopold Evrard, concierge au ministère de la Justice

---

65 Ce document m'a été aimablement communiqué par M. Albert De Jonghe.

66 Jean Cornez, né à Quaregnon le 23/11/1913 était officier de carrière. Il fut parachuté dans la nuit du 2 au 3 mars 1942 dans le Nord de la France, en même temps que Edouard Cleeren, destiné au service *Brave* fondé par le lieutenant Albert Stainier. Cornez, Cleeren, Bruaux et son compagnon Gérard Waucquez furent ainsi les premiers «poulets» (agents parachutés dans le jargon de l'époque) qui ont été accueillis par le centre de réception établi à Roubaix par Joseph Dubar et Paul Joly. Pour ne pas exposer son compagnon et les gens qui l'avaient aidé en France, Cornez a déclaré à la police allemande qu'il avait été parachuté seul à Vielsalm le 26/3/1942. Il fut fusillé le 3/10/1942 au Tir National, sans avoir révélé quoi que ce soit sur ses contacts. Voir: *Papiers W. Ugeux*, n° 63.

à Bruxelles, qui l'héberge pendant quelques jours. Ensuite, Eugène Dumon lui trouve une pension, le munit de faux papiers et le présente à Depreter, pour lequel il a emporté 150.000 F. Romainville a l'impression que les chefs de *Luc* sont trop imprudents. Il est vrai qu'il arrive en pleine bagarre entre Depreter et Delvigne. Il ne semble pas que Romainville ait émis pour *Luc*. En juillet 1942, d'accord avec Max Londot qui vient d'arriver, il se sépare du service *Luc* et forme équipe avec un autre agent parachuté, Emmanuel Jooris, avec lequel il forme le service *B.B.* [67].

Ainsi, en juin 1942, le service *Luc* se trouve toujours sans liaison radio avec Londres. Elle se réalisera enfin avec l'arrivée de Max Londot fin juin 1942. Mais avant d'entamer ce nouveau stade du service, et pour conclure ce chapitre, il convient de clarifier le financement du service - aspect qui sera également traité pour le service *Marc*.

Financement.

Le premier financement régulier fourni à *Luc* provient du service *Benoit*: 221.000 FB entre mai et décembre 1941. Ces sommes sont remises par Doyen à ses propres courriers (Bauman) ou aux courriers de *Luc*. C'est ainsi que la somme de 43.000 F remise en novembre 1941 à Gustave Martens, courrier de *Luc* n'arrive pas à destination puisque Martens est arrêté à la ligne de démarcation le 30 novembre. Une partie de la somme totale (50.000 F) est remise par Doyen lui-même lors de son voyage en Belgique en octobre-novembre 1941. Une autre partie est remise à Depreter en décembre 1941, lors du séjour de celui-ci à Limoux chez Doyen. En outre, 160.000 FF sont remis à l'adjudant Léon Delaissé (*Bob*) en février 1942, qui est remonté en Belgique avec Depreter, mais il n'est pas certain que cette somme soit destinée à *Luc* [68]. A partir de février 1942, *Luc* est alimenté par Bouriez, d'accord avec Londres, à concurrence

---

67 Emmanuel Jooris, parachuté le 24 mai 1942 avec Nicolas Monami, fut arrêté le 3/9/1943. Il mourut le 20/3/1945 au camp de Nordhausen sous le faux nom d'Emmanuel Vincent. La famille Jooris mérite une mention spéciale dans l'histoire des SRA. Elle comprit trois chefs de réseau: Emmanuel (*B.B.*), Antoine (*Bayard*), et Christian (*Zig*) et un opérateur radio Pierre (pour *Zéro* France). Comme pour son frère Emmanuel, les Allemands n'ont jamais connu le vrai nom de Pierre Jooris, et l'ont fusillé à Arras le 5/11/1943 sous le nom de Jacques Luncq. Pour l'activité de la famille Jooris, voir: Antoine JOORIS, *Souvenirs de guerre*, Bruxelles, édition privée, 1986.

68 *Sommes versées par Benoit à Luc*, note établie par la Sûreté de l'Etat, s.d. Depreter ne fait état que de 20.000 FB remis par *Benoit* en février 1942 (Lettre à *Sabot*, 19/8/1942). La somme de 160.000 FF emportée par Delaissé peut avoir eu comme but de reconstituer le service *Benoit* en Belgique; telle était du moins la mission confiée à Delaissé par Doyen (Rapport de L. Delaissé à Londres, 15/9/1943, *Papiers W. Ugeux*, n° 224). Les fonds dont disposait Doyen venaient d'une part de ventes de matériel militaire réalisées en France, d'autre part de la Sûreté à Londres, qui finançait Doyen via son antenne à Lisbonne.

de 40.000 F par mois. Ce budget est augmenté de 10.000 F à partir de juin 1942. Ces 50.000 F représentent les frais de service uniquement. Il faut y ajouter 10.000 F par mois pour les courriers (frais de déplacement, paiement des passeurs, etc) et trois fois 2.000 F par mois pour des épouses d'agents partis en Angleterre, ainsi que le traitement (1.000 F) pour Eugène Dumon, qui quitte son emploi en mars 1942 et pour Depreter, qui est révoqué comme instituteur en mai 1942 [69]. Par frais de service, il faut entendre les dépenses nécessaires pour la marche du service: frais de déplacement de Depreter, des courriers intérieurs et des agents, indemnisation des agents ayant quitté leur emploi ou vivant clandestinement, tickets de ravitaillement, frais nécessités par les «colis» (hébergement, faux papiers, etc), frais photographiques pour les rapports. En outre, pour parer à des frais inattendus ou exceptionnels (achat de documents sur l'armée allemande par exemple), chaque service dispose d'une réserve, dont une bonne partie alimentera la «caisse secours», qui vient en aide aux familles d'agents arrêtés et qui est parfois utilisée pour essayer de racheter la libération d'un agent arrêté ou du moins de retarder son procès. Cette réserve est constituée par les sommes envoyées de Londres et emportées le plus souvent par des agents parachutés. Ainsi, Bruaux a emporté 250.000 F pour *Luc* (dont 200.000 F seulement ont été remis à *Luc*, le reste étant retenu par Delvigne - ce sera un des griefs formulés par Depreter contre lui), et Romainville apporte encore 150.000 F et 500 dollars, de sorte qu'en juin 1942 *Luc* dispose d'une réserve de 375.000 F [70]. Signalons enfin, pour mémoire, les 100.000 F remis à Leclercq par Cassart, qui ont probablement servi aux groupes de sabotage.

Telle est la situation en juin 1942. *Luc* est un service disposant certainement de plusieurs centaines d'agents permanents et auxiliaires, mais il est sans liaison directe avec Londres. L'évacuation des rapports, dont Londres reconnaît la très grande valeur, fonctionne bien par le système des courriers Bruxelles-Lyon. L'ambiguité causée par l'activité de Doyen a disparu, mais le service est en proie à une crise interne au niveau de la direction, à laquelle la diplomatie de Bouriez et la «tutelle morale» du substitut Jules Richard ont apporté une heureuse solution. Toutefois, quand Max Londot arrive «sur le terrain» fin juin 1942, il aura bien du fil à retordre.

---

69 Rapport n° 32 de *Sabot* du 20/4/1942 et lettre de *Sabot* à *Luc* du 20/6/1942 (LM, n° 60).

70 Lettre de Depreter à *Sabot*, 17/6/1942 (LM, n° 60).

II. LE SERVICE *MARC* JUSQU'EN OCTOBRE 1942

Arrivée de Max Londot

L'arrivée de Londot marque un tournant important dans l'histoire du service. Max Londot, ingénieur des mines, est né à Liège le 4 juin 1911. Fait prisonnier à la fin de la campagne de mai 1940, il s'évade après cinq jours et, par la France, gagne l'Afrique du Nord. Au Maroc, il prend contact avec le capitaine Joseph Doudot, marié à une Belge et - selon l'expression de son biographe - «une des figures légendaires du contre-espionnage français» [71]. Londot assiste Doudot dans son travail et passe en Grande-Bretagne en janvier 1942. Après un entraînement de plusieurs mois suivi dans les écoles spéciales de l'*Intelligence Service*, Londot est parachuté dans la nuit du 23 au 24 juin 1942 au nord de Douai. Il est accompagné de deux autres agents: Firmin Crahay (*Bara*) et Gérard Kaisin (*Briard, Alex*). Ils passent tous les trois par le centre de réception de Roubaix et repartent chacun auprès du service auquel ils sont destinés: Londot à Bruxelles, Crahay à Lyon, et Kaisin reste à Roubaix, centre de *Zéro*-France qu'il doit diriger [72].

Sa mission

Dans des documents d'après-guerre, il est affirmé que Londot avait pour mission «de prendre en mains la direction du service belge Luc-Marc» [73]. Cette formule est un raccourci qui doit être nuancé. Son ordre de mission, rédigé à Londres le 4 juin 1942, définit sa *mission principale* comme suit: «se mettre à la disposition du Service Luc», en fait en tant que «doublure éventuelle» du radio-télégraphiste qui a été envoyé à *Luc* en mai (Romainville). Puisque Romainville est destiné à Depreter, Londres juge que Londot «devrait, à notre avis, plutôt être mis à la disposition de *Police*» [74]. Il est bien entendu qu'il travaillerait pour *Police* uniquement dans le cadre des activités de renseignements de celui-ci et non pas pour le service sabotage. Au moment de la rédaction de l'ordre de mission de Londot, Londres sait qu'il existe des tensions entre Depreter et Delvigne,

---

71 Henri KOCH-KENT, *Doudot, figure légendaire du contre-espionnage français*, Ed. Casterman, 1976. Parmi les Belges aidés par Doudot au Maroc, l'auteur cite nommément Jean Cassart, Maurice Durieux (parachuté en décembre 1942 et l'un des fondateurs du groupe de sabotage *Nola*), Robert Francotte (envoyé à Casablanca pour le compte de la Sûreté le 1/6/1941), l'avocat Van Aubel et le «gentil Max Londot (p. 178).

72 Rapport de Crahay sur son voyage, 30/7/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 240).

73 Voir e.a. le rapport justifiant l'octroi d'une distinction honorifique.

74 Delvigne donc. Il est à remarquer que l'arrivée de Londot *en tant que second radio* pour *Luc* est annoncée par câble à *Sabot* dès le 3/6/1942 et confirmée le 11/6/1942.

mais n'en mesure pas encore toute l'ampleur. Mais lorsque Londot arrive, la situation s'est éclaircie par l'élimination de Delvigne de la direction. Londot ne travaillera donc pas pour Delvigne, mais assistera Depreter. Etant donné que vingt jours se sont écoulés entre la rédaction de (la première version ?) de son ordre de mission et le départ effectif de Londot, il est probable que sa mission ait été quelque peu modifiée, et que son rôle de «conseiller» ait été renforcé. Il nous a dit, en 1989, que *Page* et Nicodème lui ont donné «carte blanche» quant à la direction du service. Il est toutefois certain que tant que Depreter a dirigé le service, Londot n'a rien fait qui puisse lui donner l'impression qu'il venait prendre sa place.

Etant donné que Londot est envoyé, entre autres, en qualité d'opérateur radio, son ordre de mission contient des conseils à ce sujet qui méritent d'être relevés, car ils reflètent l'inquiétude de Londres sur la situation des services en général. En effet, on exige de Londot un minimum d'émissions d'une durée maximale de vingt minutes et d'émettre, si possible, en dehors de Bruxelles. La raison de cette inquiétude est évidente: plusieurs des opérateurs radio envoyés depuis fin 1941-début 1942 se sont fait surprendre en pleine émission par le *Funkabwehr* [75]. C'est pourquoi Londres recommande une très grande prudence et donne à Crahay, co-équipier de Londot, une mission de «secours» en matière de radio. Crahay lui-même doit se mettre à la disposition du service «colis» (évacuation de personnes) de *Sabot*, mais il emporte un poste qui sera installé à Lyon, où il sera manipulé par René Bruaux, ancien opérateur de *Zéro*, brûlé en Belgique. Par ce poste seront transmis des messages moins urgents de *Zéro* et de *Luc*, auxquels il sera répondu via leurs propres postes en Belgique, l'écoute n'offrant pas de danger de repérage. Etant donné que les services de repérage allemands n'opèrent pas en France non occupée, le plan est adéquat [76]. Le poste

---

75 Albert Stainier, parachuté en novembre 1941 et dont la mission *Saga* fut considérée comme très importante par la Sûreté et le SIS, fut arrêté le 10/3/1942 en émettant à Korbeek-Lo, Jean Cornez fut pris dans des circonstances identiques à Bruxelles le 15/4/1942, et René Bruaux, radio de *Zéro*, échappa de justesse à l'arrestation le 2/5/1942, grâce au sang-froid de son garde du corps, le gendarme François Malmédy, qui fut abattu sur place par les Allemands. De plus, le 6/5/1942, trois autres agents de la Sûreté-SIS (Gérard Waucquez, Joseph Van Hooff et Marcel Thonus) furent arrêtés à Bruxelles suite à une manoeuvre d'infiltration de l'*Abwehr*.

76 Le plan est communiqué par câble et note à *Sabot* en juin 1942. Il est également exposé dans l'ordre de mission de Londot et bien sûr dans l'ordre de mission de Crahay, daté du 3/6/1942. Ce projet fut élaboré par le major Page du SIS et par Jean Nicodème de la Sûreté. A ce propos, Nicodème écrit à Page: «Nous pourrions relier (le poste BARA) avec le service Luc en Belgique, service qui est certes l'un des plus importants. L'émission en France libre étant certes beaucoup moins dangereuse qu'en Belgique, le service Luc disposerait ainsi en France libre d'un poste d'émission. (...) Nous donnerions comme instructions au service Luc d'avoir une boîte aux lettres sûre à Lyon. Un intermédiaire irait chercher les messages déposés et ceux-ci nous seraient par conséquent envoyés par BARA. L'ami de Lyon (= Georges Oreel) sert d'ailleurs à la transmission du courrier Luc et en moins de 48 heures il y a moyen de se rendre de

emporté par Crahay est remis à Bruaux à Lyon le 13 juillet 1942, et celui-ci s'en servira jusqu'en janvier 1943, alternativement pour le service *Sabot*, le Poste de Commandement Belge et de temps à autre en effet pour les services belges [77].

Outre d'un poste émetteur et d'une somme de 200.000 F qui servira de réserve, Londot est muni d'instructions pour le service *Luc-Marc* et d'une lettre d'encouragements signée par «le vieux Luc», c'est-à-dire Georges Leclercq. Les instructions comportent l'interdiction, pour les agents de renseignement, de s'occuper de sabotage et de faire partie d'une formation paramilitaire quelconque («Il y a toujours lieu de rester parfaitement cloisonné et d'éviter à tout prix l'entrée en contact avec les services de sabotage, de propagande et de résistance passive. Les agents doivent faire uniquement du renseignement et ne pas s'exposer inutilement.»). Il est également conseillé de séparer les groupes qui s'occupent du passage de militaires désirant partir en Grande-Bretagne et des agents brûlés. A côté d'instructions pour l'évacuation du courrier (vers *Sabot* exclusivement), il y a une demande d'examiner d'autres moyens que la voie terrestre: la liaison maritime au départ de la côte belge ou bretonne, la liaison par pigeons et la liaison par avion, à partir du Nord de la France. Signalons dès à présent que de ces trois moyens, seul le ramassage du courrier par avion a été réalisé en 1944 [78].

Arrivé à Bruxelles avec l'aide de *Jean de Roubaix* (J. Dubar), Londot se rend d'abord chez Léopold Evrard, concierge au ministère de la Justice, qui l'introduit auprès de Claire Duysburgh (*Cousine*), et c'est par elle qu'il est mis en contact avec Depreter. Le rôle important joué dans le service par Claire Duysburgh mérite qu'on s'y arrête un instant. Née en 1909 et dactylo au ministère de la Justice, elle travaille d'abord avec Leclercq,

---

Belgique jusque Lyon. Nous aurions par conséquent là-bas un poste radio absolument sûr» (Lettre de Nicodème à Page, 29/5/1942, *Papiers W. Ugeux*, n° 240). Après leur arrivée, Londot a proposé un système de communication radio entre lui-même et le poste BARA, notamment en vue de recevoir rapidement un accusé de réception du courrier *Marc* à Londres, mais il ne semble pas que ce système ait été utilisé (Lettre de Londot à *Sabot*, 15/8/1942).

77 Rapport de R. Bruaux à Londres, 24/5/1943 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 232).

78 Il est bien entendu que plusieurs agents en service ont utilisé des pigeons pour transmettre des messages ou des renseignements. Ce fut notamment le cas pour le service *Carol*, créé début 1943 après le parachutage de Jean Ceyssens (*Gibbon*) le 20/12/1942. Ce service envoyait par pigeons uniquement des extraits microfilmés de la presse censurée. *Carol* pouvait compter sur la collaboration de plusieurs agents de *Luc-Marc*: Cauvin a collaboré à l'élaboration de la mission à Londres, les parents et l'épouse de Cauvin ont prêté leur aide à Ceyssens, dont les proches collaborateurs étaient des «Luc»: le juge Paulsen et l'avocat Robert De Keersmaecker, qui prit la succession de Ceyssens au départ de celui-ci en mars 1943. Voir: J. FOSTY, *La guerre secrète des SRA*, Bruxelles, Ed. Collet, 1987, pp. 173-177.

puis, après le départ de celui-ci, devient la collaboratrice directe de Depreter et la secrétaire du réseau. Elle continue ce travail avec Londot jusqu'à son arrestation en mars 1943. C'est elle qui centralise et dactylographie le courrier.

Peu après son arrivée, Londot rencontre également le substitut Jules Richard et William Ugeux, qui dirige depuis fin 1941 le service *Zéro* et qui est en instance de départ pour Londres. Ugeux et Richard ainsi que Depreter le mettent au courant des tenants et aboutissants de «l'affaire *Police*» et de l'éviction de ce dernier du service. Londot a une très bonne impression de Depreter: «travailleur, dévoué, suffisamment prudent, aimé du service. A mon avis il est très bien à sa place à la tête du service. (...) Je vais donc travailler à ses côtés et ferai en sorte qu'il ne puisse avoir aucune raison de se froisser de mon aide et qu'il ne prenne pas celle-ci comme un amoindrissement de son autorité» [79].

Suite à l'arrestation d'un agent [80], au cours de laquelle il apparaît que la police allemande connaît le signalement de Depreter, celui-ci et Londot estiment qu'il est préférable que Depreter disparaisse de la scène quelque temps («mais pas des coulisses», ainsi que l'écrit Londot à Nicodème). Dès lors, Londot travaillera avec l'adjoint de Depreter, Eugène Dumon, qui est arrêté à son tour le 11 août 1942. De ce fait, Londot devra s'occuper activement de la bonne marche de l'organisation. De plus, Londot ne pourra pas longtemps compter sur Depreter, car celui-ci sera arrêté le 9 octobre 1942. C'est la première «casse» sérieuse au sein de *Marc*. Nous y reviendrons.

Les problèmes qui se posent à la direction du service sont multiples. Il est évident que Londot et ses collaborateurs s'en occupent simultanément. Mais pour la bonne compréhension des événements, il nous paraît indiqué de sérier les problèmes et de les traiter séparément.

L'affaire *Police*

Commençons par les développements ultérieurs de «l'affaire *Police*», car cette affaire n'est pas réglée par l'isolation de Delvigne. Dès son arrivée, Londot se propose de mettre en veilleuse les groupes «Marc» connus de *Police*, car il craint que celui-ci ne devienne un danger pour le

---

79 Rapport de M. Londot (qui signe *Jendel*) à Nicodème, 6/7/1942 (LM, n° 70). Ce rapport est transmis à Londres par *Sabot* fin juillet (il accompagne le rapport *Sabot* n° 47 du 25/7/1942). La dernière phrase semble suggérer que Depreter craignait tout de même d'être supplanté par Londot, ce qui n'est pas étonnant étant donné que la querelle avec *Police* était encore toute fraîche.

80 Il s'agit de Paul De Keyser (VN/I), qui a été recruté par Leclercq, et qui fut arrêté le 29/6/1942 (LM, n° 58).

service. William Ugeux, qui arrive à Londres le 4 août 1942, y fait rapport sur le fonctionnement des services en Belgique, e.a. sur «l'affaire *Police*», c'est du moins ce qu'on peut présumer [81]. De toute façon, c'est pendant la présence d'Ugeux à Londres, le 18 août 1942, qu'arrive à *Sabot* un câble ordonnant le rappel de *Police* à Londres. Celui-ci reçoit la nouvelle le 28 septembre. Il remet une partie de son groupe de Bruxelles et ce qui reste de son groupe de sabotage à l'industriel Joseph Hartzheim, le groupe de Louvain et l'autre partie du groupe de Bruxelles à Jean Van Oorlé, substitut du procureur du roi à Louvain, dont nous reparlerons. *Police* quitte la Belgique le 9 octobre et arrive à Lyon le 20, chez Georges Oreel. Comme il n'a pas d'instructions pour l'évacuation de *Police*, Oreel le dirige sur Ugeux, revenu entretemps de Londres et chargé de la coordination des services belges travaillant au-dessus de la Loire. Par une série de malentendus et probablement par la réticence de *Police* à partir en Angleterre, le départ n'a pas lieu. Ugeux décide dès lors de le rattacher au Poste de Commandement Belge qu'il dirige de Grenoble. *Police* formera une ligne autonome appelée *Elle*, qui évacuera ses courriers via Roubaix. Cette ligne n'a rien donné, et pour cause. Car à partir du moment où *Police* est éjecté de *Marc*, il se retrouve pratiquement isolé. Il apparaît de plus en plus que *Police* a gonflé son importance. Cette situation peut être illustrée par le développement de ce qui va devenir le service *Jean*, dont la cheville ouvrière est le substitut du procureur du roi à Louvain, Jean Van Oorlé [82]. En 1941, celui-ci travaille encore avec le commandant Albert Lambert de Louvain, qui s'occupe de plusieurs activités clandestines. Après l'arrestation de Lambert en février 1942, Van Oorlé est mis en rapport avec *Police* par l'intermédiaire d'un agent de *Luc*, le juge Willem Terlinck. Dès ce moment, Van Oorlé transmet son courrier à *Police* sous l'indicatif «ligne M» (de *Maurice*, nom de guerre de Van Oorlé). Sept courriers «M» sont ainsi remis par *Police* à Jules Richard, qui les incorpore sous pli fermé dans les courriers *Luc-Marc*. Or, après l'éviction de *Police*, il apparaît que les courriers de Van Oorlé ont constitué la très grosse majorité de ce que *Police* a remis à Richard, de sorte que l'on peut dire que la ligne «M» doit être attribuée à Van Oorlé plutôt qu'à *Police*.

Le jour même du départ de *Police* en France, le 9 octobre 1942, plusieurs arrestations ont lieu dans le service *Marc*, dont celle du chef, Depreter. Max Londot, qui prend alors le service en mains, applique des mesures d'extrême prudence. Il soupçonne *Police* d'avoir la main dans les arrestations (ce soupçon s'avère non fondé) et dès lors refuse d'accepter le courrier de la ligne «M», avec laquelle il veut couper tout contact, étant

---

81 Dans son premier rapport à Londres du 4/7/1942, Londot écrit en effet: «Vous aurez de plus amples renseignements par la visite ou par le rapport que vous fera parvenir *Walter*», *Walter* étant Ugeux.

82 Jean Van Oorlé, né à Houtain-l'Evêque en 1908, fut arrêté le 2/3/1943 et exécuté à Wolfenbüttel en 1944.

donné qu'elle a passé auparavant par *Police*. Van Oorlé, ne comprenant rien à cette décision, fait appel à Jules Richard, qui lui révèle la véritable personnalité de *Police*. De son côté, Van Oorlé constate que le service *Police*, qu'il croit couvrir tout le territoire, se réduit en fait au sien propre. Devant cette constatation, Richard décide qu'il n'y a plus de raison de se méfier de la ligne «M» et en réfère à Londot. Celui-ci décide en novembre 1942 d'accepter à nouveau les courriers «M», qui seront microfilmés par Van Oorlé et remis à *Marc*, cachetés. Le 26 novembre 1942, Londot justifie cette décision dans un message à Londres: «En effet, la personne qui dirige ce groupe depuis le départ de *Police* est tout à fait sûre et sérieuse. Elle appartient à la magistrature et est bien connue de *Louis* (= Jules Richard). Puisque *Police* est enfin parti j'aiderai ce groupe de tout mon pouvoir». On trouve un écho de cette appréciation dans le premier rapport que Van Oorlé adresse à Londres sous le nom de *Jean*: «Je crois pouvoir dire que le chef du service *Marc* a en moi une confiance entière» [83].

«Puisque *Police* est enfin parti...» Au moment où Londot écrit cette phrase, Delvigne est déjà de retour à Bruxelles, où il rencontre Van Oorlé, à qui il dit qu'il revient de Londres. Van Oorlé signale ce fait à Londot et à Londres. Le chef de *Marc* en est très mécontent [84], mais il réussira à éviter tout contact avec *Police*. Ce contact ne peut être évité par Van Oorlé, qui reçoit de temps à autre des renseignements de *Police*, les accepte mais ne les intègre pas dans son courrier. Les deux hommes se voient encore la veille de l'arrestation de Van Oorlé. Le 4 février 1943, celui-ci est arrêté à Bruxelles en possession de rapports codés, au cours d'une visite de routine par la police allemande de l'établissement où Van Oorlé a donné rendez-vous [85]. De ce fait, *Police* est totalement «en l'air». Par la suite, il essayera encore de rentrer en contact avec Ugeux, mais sans y réussir. La Sûreté de l'Etat a considéré que les activités SRA de *Police* ont pris fin en novembre 1942, c'est-à-dire au moment où la «ligne M» (Van Oorlé) a été raccrochée à *Marc*, qui évacuera désormais son courrier sous l'indicatif de «Jean».

Le tandem *Cinq-Jendel*

Pendant plus de trois mois, de fin juin à début octobre 1942, le service *Marc* est dirigé en fait par deux chefs: Pierre Depreter (*Cinq*, qui est le

---

83 LM, n° 59.

84 «Vous dire que *Boris* (= Londot) a dansé de joie en l'apprenant serait le contraire de la vérité» (Rapport de W. Ugeux, 25/11/1942, *Papiers W. Ugeux*, n° 287).

85 Rapport d'interrogatoire d'Otto Weil, *Sonderführer* de l'*Abwehr*, par la Sûreté de l'Etat, 1947, p. 16-17 (LM, n° 83). L'arrestation de Van Oorlé est rapportée à Londres par Londot dans sa note de service du 28/2/1943. La ligne Jean fut continuée par le beau-frère de Van Oorlé, le gendarme Dominique De Waele.

chef en titre, et Max Londot (*Jendel*) [86]. Certaines notes de service sont signées conjointement «*Cinq*» et «*Jendel*», d'autres sont rédigées par l'un ou l'autre séparément. En août 1942, Londres demande à Londot via *Sabot* s'il tient à recevoir personnellement les notes destinées au service. Sa réponse nuancée définit assez bien sa position vis-à-vis de Depreter: «Afin de ne pas froisser certaines susceptiblités, continuez donc à envoyer vos notes pour le service Luc à *Cinq*. (...) J'ai en effet pu le juger et l'apprécier: bien qu'assez jeune et par moments un peu imprudent, il fournit un excellent travail étant très dévoué. Sa manière de travailler est en général bonne et je l'aide et le conseille de mon mieux. Je dois cependant user de diplomatie car il craint continuellement d'être écarté, ce qui serait évidemment parfaitement injuste vu les services qu'il a rendus et qu'il est encore à même de rendre. Il faut reconnaître en effet qu'il n'a pas toujours eu la tâche aisée, et qu'il a repris le service à un moment où tous les agents étaient égaillés. Il l'a fait avec beaucoup d'allant et avec assez de réussite. Il commence d'ailleurs à avoir pleine confiance en moi et en mon désintéressement. Il me sera donc beaucoup plus facile de lui faire admettre certaines choses et nous pourrons alors travailler en étroite collaboration sans qu'il soit nécessaire de mettre l'un de nous sous la dépendance de l'autre. Je ne suis pas venu ici pour jouer mon petit dictateur et préfère donner des conseils plutôt que des ordres. J'estime que le travail s'en ressentirait» [87].

A certaines occasions, cependant, Londot agit en véritable chef de service. En partie, ces initiatives personnelles sont sans doute inspirées par le fait que Depreter, suite à l'arrestation de Paul De Keyser, a dû se mettre en veilleuse pendant quelque temps. Mais elles le sont peut-être aussi par le désir de donner un nouvel élan au service: «Afin d'être parfaitement au courant de la situation et dans le but de stimuler tous les agents, je me suis permis de leur communiquer une soi-disant note provenant de vous et dans laquelle vous demandiez la situation actuelle pour chacun des secteurs» [88]. Londot ajoute humblement qu'il a pris cette initiative à l'insu de Depreter. Mais l'astuce s'avère efficace. Les courriers du 21 et du 28 septembre 1942 contiennent en effet des aperçus assez détaillés du contrôle effectué dans la plupart des secteurs. De son côté, Depreter signale à Londres le fonctionnement de quinze secteurs, dont il compulse et vérifie le courrier et les croquis transmis chaque semaine à Bruxelles. Il promet pour le prochain courrier «le relevé complet de tous les secteurs

86 Ce pseudonyme ainsi que celui de *Boris*, n'est utilisé que dans les contacts avec Londres. Pour les agents, Max Londot était et est toujours *René*.

87 Lettre de Londot au capitaine Nicodème, 15/8/1942 (LM, n° 71). Il est à remarquer que celui-ci tutoie Londot dans ses notes de services. Les deux hommes se sont évidemment connus à Londres, alors que Depreter n'est qu'un indicatif (VN/5) pour Nicodème.

88 Note de service partie dans le courrier du 2/9/1942 (LM, n° 78).

du pays tombant sous mon contrôle» [89]. Dans la même note, il ajoute qu'il s'occupe activement de l'organisation d'un service de renseignements en Allemagne même, par le truchement d'agents se faisant embaucher comme travailleurs volontaires, dont deux à Düsseldorf [90]. Ce projet audacieux, pour lequel Depreter et Londot ne cessent de demander des garanties à Londres au cas où il arriverait quelque chose à ces agents, est toutefois resté à l'état embryonnaire.

Mais la répression allemande ne tardera pas à mettre fin à la collaboration fructueuse entre *Cinq* et *Jendel*.

La «casse» d'octobre 1942

Il n'est pas aisé de reconstruire les «casses» qui se produisent à intervalles réguliers dans les organisations de résistance en général et dans les services de renseignements en particulier. Si certaines arrestations sont fortuites (au passage de la ligne de démarcation, par exemple), d'autres sont souvent le fruit de l'exploitation patiente par le contre-espionnage allemand de documents saisis sur ou chez des agents arrêtés, de leurs aveux plus ou moins complets ou tout simplement de manoeuvres d'infiltrations habiles par des agents allemands, qui peuvent, par la confiance qui peut leur avoir été faite, connaître quelques rouages du service infiltré.

La première grande «casse» que connaît le service *Marc* - celle d'octobre 1942 - est un de ces accidents qu'on a du mal à reconstruire. Le fait que des arrestations sont effectuées en même temps à Bruxelles, à Liège et à Paris, tendrait à faire croire qu'il s'agit d'une opération concertée. S'il est vrai qu'il existe probablement un lien entre les arrestations faites à Bruxelles et à Liège, il semblerait pourtant que celles de Paris se sont effectuées indépendamment et d'ailleurs par un service de police différent.

Tout semble commencer le 10 juin 1942 par l'arrestation de Raoul Vignoble en gare d'Aulnoye dans le Nord de la France. Vignoble, qui assure depuis plusieurs mois l'évacuation du courrier du service *Luc* de Bruxelles vers Paris, est arrêté par la police française. Comme il est porteur de documents «suspects», il est remis à la police allemande. Otto Weil, officier de l'*Abwehr* chargé de l'enquête, a déclaré après la guerre: «Grâce au matériel découvert on a pu déceler l'existence de plusieurs centaines

89 Note de service du 23/9/1942 (LM, n° 78).

90 Ces deux agents (VN/D et VN/D/1) fournissent des renseignements et s'occupent occasionnellement du passage de prisonniers de guerre belges et français, qu'ils munissent de faux papiers de travailleurs volontaires.

d'agents travaillant pour le service Luc et j'ai pu établir un premier tableau d'organisation de ce service» [91]. Dans un premier stade, l'*Abwehr* ne connaît que les indicatifs dont les agents ou chefs de secteurs signent leurs rapports et dont on peut retrouver des traces dans le rapport synthétique tel qu'il est établi par l'état-major à Bruxelles. Mais cela peut déjà orienter les recherches. Les Allemands ont-ils d'abord voulu frapper les courriers internationaux du service ? Toujours est-il qu'ils en arrêtent cinq en moins de deux mois: André Bauman [92] le 26 juin à Salès-de-Béarn, Georges Terlinden à Castillon à la ligne de démarcation, Guillaume Puttemans et Jacques Liénard à Mareuil-sur-Belle - tous trois en juillet [93]. Le 11 août 1942 sont arrêtés Eugène Dumon, sa femme et une de ses filles. Ceci s'explique sans doute par le fait que Dumon était responsable de l'équipe des courriers et s'occupait activement de l'évacuation d'agents brûlés et d'aviateurs alliés vers la France. Mais auparavant, le 29 juin, la police allemande a arrêté à Bruxelles un des premiers agents de *Luc*, Paul De Keyser [94]. A cette occasion, les Allemands soumettent à l'épouse de De Keyser un signalement répondant parfaitement à celui de Pierre Depreter, ce qui prouve qu'ils veulent aussi frapper à la tête. Ils ont d'ailleurs soumis ce même signalement à Bauman lors de son arrestation quelques jours auparavant [95].

Le 9 octobre 1942, la *Geheime Polizei* fait plusieurs rafles à Bruxelles. Tôt le matin, elle descend au Palais de Justice de Bruxelles, un des berceaux du service. Les Allemands arrêtent un des concierges, Léopold Evrard, agent *Luc* depuis le début. L'autre concierge, Théophile Van Steenbeeck, également à *Luc* depuis 1940, est abattu en voulant s'enfuir. Son fils Henri, photographe du service depuis quelques mois, peut se sauver. Il peut avertir Pierre Depreter qui disparaît sur le champ et se rend chez Arthur De Groeve, agent du service, architecte à Berchem-Ste-Agathe. Malheureusement, la GFP est déjà chez De Groeve et l'a arrêté avec sa femme. La souricière que les policiers allemands ont tendue a été efficace, puisque le chef du service même y est attrapé. Depuis des mois,

---

91 Déclarations faites par Weil à la Sûreté de l'Etat en 1946 (LM, n° 83). Vignoble sera déporté en Allemagne en 1943, où il disparaîtra.

92 Bauman (*Hibou* dans le service *Benoit*) est arrêté par la *Grenzschutzpolizei*, mais à la demande de la GFP de Bruxelles, ce qui pourrait indiquer que son arrestation est la suite de celle de Vignoble.

93 Terlinden réussira à s'échapper et à gagner la Grande-Bretagne. Liénard et Puttemans seront enfermés à la prison de Castres (Tarn), d'où ils pourront s'échapper en 1943 (LM, n° 67).

94 De Keyser, né en 1919, militaire de carrière, fut recruté début 1941 par Georges Leclercq dès son retour de captivité. Il était l'agent de liaison entre *Luc* et le service *Cone*, où furent également faites plusieurs arrestations. Celle de Paul De Keyser entraîna le départ pour l'Angleterre du chef de *Cone*, Raoul Derivière, qui remit son service à *Luc* avant son départ (LM, n° 58).

95 Attestation d'André Bauman, 14/2/1948.

la maison De Groeve sert de refuge à des aviateurs et à des agents brûlés à évacuer.

C'est cet indice qui permet de supposer que les arrestations faites à Bruxelles et à Liège en octobre 1942 sont interconnectées. Depuis quelques mois, en effet, deux agents hollandais de l'*Abwehr* ont réussi à s'infiltrer dans le groupe VN/H à Liège, qui ne s'occupe pas uniquement de renseignements mais aussi d'évasions [96]. Les aviateurs abattus et les prisonniers de guerre évadés sont évacués par plusieurs lignes, soit par Florenville soit par Heer-Agimont. Mais certains d'entre eux sont convoyés vers Bruxelles, où ils sont accueillis par De Groeve, qui, en principe, les remet à la ligne d'évasion *Comète*. On peut donc supposer que les Allemands sont descendus chez De Groeve, ayant été renseignés par leurs deux agents infiltrés dans le groupe VN/H à Liège de l'existence de ce centre d'accueil. La raison pour laquelle Depreter se trouvait chez De Groeve le 9 octobre n'est pas connue. On peut supposer qu'il a voulu s'enfuir en utilisant les contacts de De Groeve. L'accident est d'autant plus tragique que Max Londot a déjà en septembre 1942 décidé de se séparer des VN/H liégeois. L'action néfaste des deux agents de l'*Abwehr* ne tardera d'ailleurs pas à se faire jour dans leurs rangs: le 15 octobre 1942 et les jours suivants ont lieu des arrestations en masse à Liège et parmi

96 Pour cette infiltration, voir: P. VAN LIESHOUT, *Het Hannibalspiel*, Bussum, Van Holkema & Warendorf, 1980, pp. 22 et suiv. La manoeuvre d'infiltration fut organisée par la *Nebenstelle* Groningen de l'*Abwehrstelle* Wilhelmshaven à partir de la seconde moitié de juin 1942. Elle fut la suite logique de l'exploitation d'éléments recueillis à l'occasion de l'infiltration de groupes de résistance hollandais. Elle fut menée par deux agents hollandais de l'*Abwehr* Gerardus Stellbrinck et Jos Hoosemans. Celui-ci était déjà au service de l'*Abwehr* avant l'invasion. Fin juin 1942, Stellbrinck parcourut la filière d'évasion du groupe VN/H jusque Givet. En été 1942, Stellbrinck et Hoosemans réussirent à gagner la confiance d'Arthur Renkin, chef du groupe VN/H à Liège, et de plusieurs de ses collaborateurs. Le ver était dans le fruit. Le groupe VN/H semble avoir commencé son activité sous la dénomination de service JAM. Le chef de groupe, Arthur Renkin, aurait été contacté en été 1940 par M. Apper, secrétaire du vice-gouverneur de la Société Générale, en vue du passage de militaires belges en Angleterre. Il serait entré en contact avec Georges Leclercq en septembre 1940, auquel il remit des renseignements tout en s'occupant d'évasions. Le groupe était en contact avec des résistants hollandais, qui fournissaient également des agents et aviateurs à évacuer. Renkin connaissait personnellement De Groeve, à qui il remit des partants (*Historique du service JAM*, par A. Renkin, et *Rapport sur la ligne JAM*, par la Sûreté de l'Etat, 12/1/1949, LM, n° 6).

les agents en contact avec le groupe liégeois [97]. D'autres personnes sont également arrêtées: l'abbé Froidure et l'épouse de Depreter [98].

A peu près au même moment des arrestations ont lieu à Paris, à cause de l'infiltration d'une femme à la solde des Allemands (le SD). A Paris s'était établi, au printemps de 1942, le centre *Delpa*, dépendant du réseau *Sabot*, et qui pendant quelques mois recevait les courriers de *Luc-Marc* destinés à Londres. Ce centre, animé partiellement par d'anciens agents de *Luc* (dont Paul Gheude) est anéanti par l'action de cette femme en octobre 1942. L'épouse de Gheude et une femme qui lui sert de courrier sont également arrêtées à Bruxelles, par la *Sicherheitspolizei* cette fois, alors que les autres arrestations ont été effectuées par la *Geheime Feldpolizei*. Comme l'action de ces deux polices était rarement coordonnée, on peut présumer que les arrestations faites à Paris n'ont aucun rapport avec celles de Bruxelles et de Liège.

Après l'arrestation de Depreter, Max Londot entreprend la réorganisation du service. La casse n'a pas seulement décapité le service, mais, comme le signale Londot à Londres, les services photographique et de dessin sont également en l'air, et plusieurs groupes de *Marc* sont fortement atteints [99]. C'est pourquoi Londot coupe le contact avec

---

97 Le 15 octobre 1942 eurent lieu quinze arrestations, non seulement à Liège, mais aussi parmi les collaborateurs hollandais du groupe. Douze des victimes furent fusillées en 1943 (parmi elles se trouvaient trois religieux). Un autre agent, Louis Rademecker, commissaire de police adjoint à Liège et ancien agent français, fut arrêté le 6 décembre 1942 et abattu à la citadelle de Liège le 14 mars 1943. Rademecker s'occupait activement d'évasions, en collaboration avec Gertrude Moors et le lieutenant hollandais Nicolas Erkens. G. Moors, qui connut une fin tragique à Ravensbrück en 1944, a remis une vingtaine d'aviateurs alliés à la ligne JAM, à partir de début 1942. Ceux-ci furent conduits à quatre refuges différents à Liège par A. Renkin, Paul Balteau et Rademecker, qui procurait également les faux papiers nécessaires (*Rapport sur la ligne JAM*, établi par le service de liquidation des réseaux d'évasion de la Sûreté de l'Etat, 19/2/1949, LM, n° 6).

98 Pierre Depreter fut fusillé à Pappenweiler le 23 mai 1944. Après son arrestation, la GFP note qu'il était recherché depuis longtemps (en fait depuis octobre 1941) et continue: «Depreter a tenté de se servir d'une arme, mais a pu en être empêché à temps. Il a été trouvé en possession de documents d'espionnage et d'une forte somme d'argent» (Rapport du 3/11/1942, dans J.-L. CHARLES et Ph. DASNOY, *Les dossiers secrets de la police allemande en Belgique*, Bruxelles, Editions Arts et Voyages, 1972, II, p. 55). Les Allemands n'ont jamais su qu'il avait été le chef du service. Son acte d'accusation, qui porte la date du 31/12/1943, est extrêmement bref et ne contient que quelques éléments sur son activité en 1941 et sur son séjour en France fin 1941-début 1942. Cela prouve que ses interrogateurs n'ont pas su tirer grand-chose de lui. Tout au long du séjour de Depreter à la prison de Saint-Gilles, Max Londot est resté en contact indirect avec lui. Il espérait le sauver moyennant une forte somme, 150.000 FB de l'époque (Note de service du 3/1/1944). Londot ajoute dans cette note: «Je vous rappelle que le *Cinq* était le chef du service Marc et que sa conduite en prison a été exemplaire malgré les mauvais traitements» (LM, n° 200).

99 Note de service du 17/10/1942 (LM, n° 78).

certains groupes, en organise d'autres et surtout impose un cloisonnement rigoureux et l'interdiction absolue de s'occuper d'autre chose que de renseignements [100]. Il présentera le résultat de cette réorganisation dans un schéma d'organisation, envoyé à Londres début 1943. Ce document sera la base de notre essai de description de la structure et du fonctionnement du service au chapitre suivant.

III. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Après l'arrestation de Pierre Depreter, Max Londot procède à une réorganisation du service, tant au niveau des secteurs qu'à celui des services centraux.

La Centrale

La «Centrale» à Bruxelles est, à cette époque, composée du chef du service, de son adjoint, de deux photographes, de deux dessinateurs, d'une secrétaire et des dactylos. L'adjoint du chef de service est le jeune Jean Van Schuerbeek (VN/7, *Joseph*), né à Molenbeek le 8 novembre 1920. Avant l'invasion, il a fait ses études à l'école des cadets à Namur, puis à l'ERM. Au 10 mai 1940, il est sous-officier et a l'ambition de devenir officier. Prisonnier de guerre, il est libéré le 13 décembre 1940. L'ERM étant fermée, il s'inscrit à l'ULB et travaille au Secours d'Hiver. Au printemps 1942, il veut partir pour l'Angleterre. Il fait part de ce désir à son camarade Jacques Liénard, élève-officier à l'ERM et à ce moment un des courriers internationaux du service *Luc*. Celui-ci le présente à Arthur Degroeve, qui dans *Luc* s'occupe de l'évasion. Degroeve le recrute pour le service. En mars 1942, Van Schuerbeek est chargé d'établir une liaison avec la France. Il entre en contact avec l'ingénieur français Pierre Moreau, dont la femme possède une propriété à Paray-le-Monial, d'où le franchissement clandestin de la ligne de démarcation est possible. Dès lors, Van Schuerbeek assure le contact avec Moreau à Paris et parfois avec Georges Oreel, qui réceptionne à Lyon le courrier du service. En septembre 1942, il accompagne Oscar Simon en France dans le but de l'introduire comme courrier international. Van Schuerbeek abandonne ce travail pour se consacrer à la liaison avec plusieurs secteurs à l'intérieur

100 Dans une lettre à William Ugeux, chef du PCB, datée du 28/11/1942, Londot écrit: «Le service Marc est maintenant complètement rétabli. Ces derniers événements m'ayant permis de faire un grand nettoyage, j'estime que la qualité des renseignements fournis par notre organisation ne pourra qu'y gagner.» Et il ajoute: «J'ai le plaisir de vous annoncer que l'un des responsables du coup de filet du 9/10/1942 repose désormais en paix dans l'un des cimetières du Grand Bruxelles. L'ouvrage a été bien fait et il n'y a aucune suite». Il n'a pas été possible de déterminer de qui il s'agit. (LM, n° 189).

de la Belgique. Il connaît donc bien les rouages internes du service. Le service photographique a dû être réorganisé suite à la casse d'octobre: Henri Van Steenbeeck, qui photographiait le courrier avec l'appareil Leica apporté par Max Londot, a dû prendre la fuite. Il est remplacé par deux autres agents du service. Un bureau de dessin fonctionne à partir de décembre 1942; il est assuré par Franz Biernaux, sous-officier, et Henri De Saedeleer, assistant à l'ULB (fermée), qui prendra progressivement la direction du «bureau technique» du service et deviendra l'adjoint technique de Londot. Celui-ci dispose d'une secrétaire, Ghislaine de Menten de Horne, qui connaît le moyen de raccrocher la plupart des secteurs en cas d'arrestation de Londot. La dactylographie est assurée, en grande partie, par Claire Duysburgh (*Cousine*). Celle-ci, née en 1899, dactylo au ministère de la Justice, fait partie du service à partir de 1941. Après l'arrestation de Depreter, avec lequel elle a collaboré étroitement, elle installe un bureau dactylographique du service à la place Jonckheere à Anderlecht. Elle tape chaque semaine le courrier de huit secteurs et aménage en janvier 1943 un bureau central du service au 138a de la rue Philippe Baucq à Etterbeek, près du pont du Germoir. A cette adresse, Marguerite Baugniet, épouse Lazare, exploite une blanchisserie. A partir de janvier 1943, le service y dispose d'une boîte-aux-lettres centrale, où Van Schuerbeek ou Londot lui-même viennent chercher le courrier en vue de sa rédaction définitive et de la photographie.

En février 1943 Londot peut transmettre à Londres un tableau détaillé du fonctionnement du service [101]. Il dénombre à ce moment 25 secteurs, dont 10 travaillent exclusivement ou principalement dans la partie néerlandophone du pays, trois en France et un groupe en formation en Allemagne. La transmission du courrier de ces secteurs à la centrale se fait par des «agents itinérants»: 4 pour les secteurs en Belgique même, 2 pour les secteurs français, 1 pour le groupe en Allemagne. Ces courriers entrent à la direction du service à partir du mercredi de chaque semaine, sauf celui de la «ligne Maurice» [102] et du secteur VN/P, qui entrent le lundi. Ils sont soit déposés par un agent du secteur en question à une boîte-aux-lettres à Bruxelles, soit ramenés à Bruxelles par un «agent itinérant», parmi lesquels les femmes jouent un rôle prépondérant. Pour donner une idée de la «chaîne de transmission» des rapports des secteurs, voici un exemple, datant de la mi-1943: Le courrier du secteur VN/44 est remis au «facteur» *Françoise* le samedi. Celle-ci, de son vrai nom Blanche Charlier, le dépose le même jour à la boîte-aux-lettres «Aspirine», qui est connue par le chef

---

101 *Tableau de fonctionnement du Service Marc*, envoyé dans le courrier du 10/2/1943. Avec l'ironie qui lui est propre, il intitule le service comme «l'Office du Travail de l'IS». LM, n° 91.

102 La «ligne Maurice» est le nom qui fut donné pendant un certain temps au service *Jean*, dirigé jusque début 1943 par Jean Van Oorlé et dont le courrier fut évacué par *Marc* jusqu'à la fin de l'occupation.

de groupe et le «facteur» en même temps. Le samedi soir, le courrier y est enlevé par H. De Saedeleer, qui le remet au chef de service. Ainsi, il existe trois maillons entre Max Londot et le chef de secteur. Du samedi soir au lundi matin, Londot et Van Schuerbeek sont occupés à la composition du courrier global tel qu'il sera envoyé à Londres. Le lundi, la mise en page est faite par deux dessinateurs et deux dactylos. Ensuite, le courrier est (micro-)photographié jusqu'au mercredi matin, puis il est emballé et il part en principe vers la France le mercredi à 10 heures. Pour cette évacuation, le service dispose de deux lignes différentes (une ligne en trois étapes par Paris, une ligne directe via l'Ardenne) et de quatre agents (huit si on compte les doublures).

La «centrale» fonctionne donc sept jours sur sept, avec une activité accrue pendant le week-end. A la composition du courrier hebdomadaire s'ajoutent la rédaction des notes de service destinées à Londres et des réponses aux notes de Londres, celle des notes aux chefs de secteur et la supervision des liaisons radio. En février 1943, le service ne dispose en fait que d'un opérateur radio (*Bird*, Pierre Libotte) et de 20 endroits d'émission, surtout dans la région liégeoise et aux environs de Louvain. Les émissions sont surveillées par cinq «gardiens». De plus, à cette époque, Londot tient en réserve deux opérateurs recrutés sur place et un technicien qui, à la demande du chef de service, construit de nouveaux postes [103]. En principe seuls les renseignements urgents sont transmis par radio. Dans ce but, chaque courrier est résumé. A partir de juillet 1943, ce travail sera effectué par Jacques Liénard.

En 1943, le service *Marc* est durement mis à l'épreuve par la répression allemande. En mars, la police allemande frappe à la tête du service, et en juin c'est surtout la province de Liège qui est touchée. Il faut bien dire que dans les deux cas, elle a été aidée par des agents du service, qui agissaient en agent double ou par peur.

La «casse» de mars 1943

Début décembre 1942, Fernand Rigot, chef de secteur dans le service, recrute son ancien élève, *Bobby*, né en 1922. *Bobby* était jusque fin 1940 employé de banque. Tombé sans travail, il décide début 1941 de partir pour l'Angleterre. Sur des indications recueillies à Bruxelles, il se rend dans le Nord de la France, croyant qu'il serait aidé par une filière d'évasion, dirigée par Jules Derichebourg de Lens. Mais cette filière est infiltrée. Le 25 mars, *Bobby* et une vingtaine d'autres candidats à l'évasion (dont au moins un faux) sont arrêtés à Arras. Un conseil de guerre allemand condamne *Bobby* à neuf mois de prison, qu'il passera à Loos

103 Voir le chapitre sur les liaisons avec Londres.

(Lille). Libéré le 23 février 1942, il rentre à Bruxelles, et entre donc dans le service *Marc* quelques mois plus tard. Le 5 décembre, Rigot le présente à Max Londot (qui a pris ses quartiers chez Rigot depuis le 2 septembre), qu'il ne connaît que sous le nom de *René Bréchard*. Il est chargé de se rendre chaque samedi à Liège pour prendre le courrier des secteurs AR (dirigé par André Mathy) et W (dirigé par Henri Naime). A partir de la mi-janvier 1943, il est également chargé du rôle de courrier entre Paris et Bruxelles. La première fois, il se rend à Paris en compagnie de Jean Van Schuerbeek, qui est entretemps devenu l'adjoint de Londot et qui a recruté en mars 1942 l'ingénieur français Pierre Moreau. Celui-ci dirige à Paris le secteur VN/E de *Marc* et assure pendant un certain temps la transmission vers Lyon du courrier descendant. Début mars, *Bobby* est également chargé d'accompagner à Paris deux agents brûlés du service, Joseph Hynck et Marcel Thomas. Le 9, il est de nouveau à Paris en possession de deux lettres pour Moreau. Dans une de ces lettres, Londot annonce à Moreau la rupture des relations. En effet, à la même époque, Londot a chargé Franz Biernaux de regrouper certains agents français sous sa direction, et d'essayer d'établir une liaison de courrier directe avec l'Espagne.

Mais le 10 mars, *Bobby* et Thomas sont arrêtés par la *Sipo* chez Moreau. Le jour même, Moreau leur a dit qu'il a recruté «un agent formidable». Or, celui-ci est un agent redoutable du SD, Adolphe Manet, qui a déjà été à la base d'arrestations à Bruxelles en 1941, de l'anéantissement du centre «Delpa» à Paris (par lequel le courrier de *Marc* a passé pendant quelques mois) et de l'arrestation de Pierre Bouriez (*Sabot*) en janvier 1943. Moreau est également arrêté. *Bobby* remet ses deux lettres à la police allemande et accompagne celle-ci à l'hôtel où loge Hynck, qui est arrêté sur-le-champ. Le lendemain, *Bobby* est conduit à Bruxelles par les Allemands, qui installent une souricière dans son appartement, où des documents de service sont découverts. Le vendredi 12, *Bobby* se rend sous un prétexte à la blanchisserie de la rue Philippe Baucq à Etterbeek, où le service dispose depuis août 1942 d'un bureau pour la confection du courrier. Ce jour-là, Max Londot y a rendez-vous avec Franz Biernaux qui revient de France. Un quart d'heure après *Bobby*, la *Sipo* arrive et arrête tous ceux qui sont présent: Biernaux, Van Schuerbeek, Claire Duysburgh (dactylo du courrier), et la propriétaire de la blanchisserie, Mathilde Baugniet. Max Londot, qui a dû s'absenter, échappe de justesse à l'arrestation. Le samedi 13, *Bobby* est amené à Liège et y fait arrêter deux agents avec lesquels il avait rendez-vous, André Mathy, chef du secteur VN/AR, et Mme Geuns, chez qui le courrier du secteur VN/W est déposé. Pendant cette opération, *Bobby* essaye de s'évader sans y réussir. Il est ramené à Paris, où il accepte définitivement

de travailler pour le contre-espionnage allemand, jusqu'à son évasion en Espagne fin 1943 [104].

Voilà, décrits sèchement, les événements tragiques de mars 1943 qui montrent clairement que la police allemande avait l'intention de décapiter le service, avec l'aide de *Bobby*. A sa décharge, on peut noter que d'autres agents qu'il connaissait, notamment à Liège, n'ont pas été arrêtés. D'autre part, ceux qui ont été appréhendés ne sont pas des moindres: Van Schuerbeek, adjoint du chef de service: André Mathy, que Londot avait considéré comme son successeur possible; Biernaux, dessinateur du service et organisateur de *Marc*-France; Claire Duysburgh, une des dactylos permanente du service. Ajoutons que Londot, dont *Bobby* savait qu'il avait rendez-vous au «Germoir» a également risqué d'être arrêté.

La casse de mars 1943 nécessite une nouvelle réorganisation de la direction du service. Début avril, Londot peut déjà annoncer à Londres: «Le service est complètement reconstruit en Belgique. Si j'étais arrêté, VN/LL et VN/RK/24 me remplaceraient avec l'aide morale de Louis» [105]. Le *Louis* dont il est question n'est pas De Saedeleer, mais le magistrat Jules Richard, qui sera arrêté en mai 1943. A partir de mars 1943 donc, Londot a deux adjoints: H. De Saedeleer (VN/LL) et Fernand De Breyne (VN/RK/24) [106]. Il définit leurs tâches respectives dans un document manuscrit. De Saedeleer s'occupera des tâches suivantes: l'organisation des lignes d'évacuation du courrier, la fabrication de cachets et de cartes d'identité, la direction du bureau de dessin, la liaison avec le service photographique, la mise en lieu sûr des courriers expédiés, et, avec les agents A 12, la critique des rapports des chefs de secteur et la confection d'une carte de l'état récapitulatif de l'occupation militaire [107].

---

104 Pour les détails de l'histoire de *Bobby* et de la casse de mars 1943, voir: LM, n^{os} 86-88. Il fut condamné en janvier 1949 aux travaux forcés à perpétuité.

105 Note de service du 7/4/1943, partie dans le courrier du 14 avril (LM, n° 198).

106 F. De Breyne, né en 1921, était élève officier à l'ERM au moment de l'invasion. Prisonnier de guerre libéré le 13/12/1940, il commence des études de géologie à l'ULB, puis à l'UCL. En mai 1942, il est recruté pour le service par Charles Deventer (ERM), un des fondateurs du secteur VN/RK. De juin à septembre 1942, il assure la transmission du courrier en France jusqu'à Chalon-sur-Saône. A partir d'octobre 1942, il s'occupe principalement du courrier intérieur (Bruges, Gand et Louvain), récoltant ainsi les rapports de cinq secteurs. Entre mai et août 1943, en tant qu'adjoint du chef de service, il répare la suite des casses survenues dans plusieurs secteurs, recrute 5 nouveaux chefs de secteur et assure leur liaison avec Bruxelles. Brûlé en septembre 1943, il tente de partir en Angleterre. N'ayant pas réussi, il reprend du service en février 1944 dans le secteur VN/AT (Tournai-Courtrai-Valenciennes) et fonctionne comme assistant de l'opérateur Léon Collard (*Warp*), parachuté en mai 1944.

107 LM, n° 92.

Pour la rédaction des «contre-rapports» (évaluation critique des rapports des chefs de secteur), De Saedeleer est assisté jusqu'au printemps de 1943 par le couple d'agents VN/A6 et VN/A6B (de là, VN/A/12), les époux Marcel Demonceau-Rita Bonjean. Ils sont tous les deux licenciés en sciences économiques, et Demonceau est officier de réserve. Rita Bonjean, qui travaille à l'Office National du Travail, est entrée au service de *Luc* en mars 1942. Peu de temps après, elle y est suivie par son mari. En juin 1942, ils entrent en rapport avec Arthur De Groeve pour l'hébergement de soldats alliés et d'agents brûlés. Par De Groeve, le couple fait la connaissance de H. De Saedeleer, qu'il a fait conduire chez eux à son retour de France [108]. Suite à l'arrestation de De Groeve le 9 octobre, ils entrent dans l'illégalité et s'occupent depuis novembre 1942 de la rédaction des contre-rapports. Il s'agit de la comparaison et de la vérification des renseignements fournis, en incitant parfois les agents à être plus complets ou plus précis. Après l'arrestation de M. Demonceau, c'est surtout De Saedeleer qui rédige les contre-rapports. Il le fait d'une manière scientifique et dans un style souvent marqué d'un humour caustique. Un exemple célèbre dans le service est celui-ci: «Soixante mille camions [allemands] en réparation à Bruxelles ? Vous avez sûrement un ancêtre marseillais» [109]. Le style propre à De Saedeleer incite parfois Max Londot à mettre en garde ses chefs de secteur à ce sujet: «Ces critiques sont faites le plus souvent par un de nos amis. Or, celui-ci ne connaît aucun de vos agents mais seulement leurs indicatifs. C'est pourquoi ces critiques seront parfois un peu sèches et amères à avaler par l'intéressé. Je compte sur vous pour les enrober dans du sucre afin que la susceptibilité de quelques agents ne soit pas désagréablement chatouillée» [110]. Il ne fait pas de doute, pourtant, que les critiques contenues dans les contre-rapports étaient bénéfiques et souvent nécessaires.

Le travail de centralisation et de critique des renseignements et de préparation du courrier donnera à De Saedeleer un «agenda» bien rempli. Le dimanche, il s'occupe, avec Londot, De Breyne et une dactylo, de la mise en page du courrier qui partira en Angleterre. Le même jour, il participe à la rédaction des réponses à donner aux notes de service et à la photographie du courrier, avec le photographe (Jean Dewell) et avec son épouse *Elzeke* (Elisabeth Jacobs). Le lundi, De Saedeleer rédige les «contre-rapports» et des notes aux secteurs, et le soir, il remet le courrier filmé à *Bébert*, Robert Poquet, machiniste de Flobecq qui travaille sur la

---

108 De Saedeleer, d'opinion socialiste et ayant eu une certaine activité dans le PSB clandestin, a en effet accompagné jusqu'en France Joseph Bondas, secrétaire général de la FGTB lorsque celui-ci est parti pour Londres en juin 1942.

109 Cité dans: G. DUCHATELET & Ch. RESPAUT, *Les services de renseignements en Belgique, 1940-1945*, ERM, 97e TAW., p. 73.

110 Lettre à VN/RY, 18/7/1943, LM, n° 106.

ligne Paris-Bruxelles et emporte chaque semaine le courrier à Paris avant le mercredi (pour le «doubler», le service dispose de deux machinistes tenus en réserve). Le mardi, De Saedeleer a divers rendez-vous pour la remise des notes destinées aux secteurs (avec Londot, De Breyne, *Eliane* [111] et *Aspirine* [112]), et le mardi soir, il remet le courrier (à l'état original) à Jacques Liénard qui en fait un résumé. Le mercredi, il rencontre de nouveau *Eliane* et lui remet des notes à faire dactylographier par *Marie*. Le jeudi et le vendredi, il rencontre *Eliane*, *Aspirine* et *César* dans le même but, et le soir il a rendez-vous avec VN/L/5 (l'architecte Eugène Stassin) pour lui remettre les croquis à refaire, qui font partie du courrier rentré. Le samedi, il reçoit en retour les croquis et les textes dactylographiés, travail préparatoire à la composition du courrier définitif le dimanche. Et ainsi de suite...

Les tâches de Fernand De Breyne (*Rodolphe*) sont également nombreuses: rédaction des réponses aux notes de service des agents, gestion d'une partie de la «Caisse soutien», règlement des frais du service, organisation de boîtes-aux-lettres pour les secteurs (si possible une ou plusieurs par secteur), distribution du courrier à taper aux dactylos, des croquis à César (César Henderick, beau-frère de Depreter).

Il est évident que le travail accompli par la direction du service n'est possible que grâce à l'activité des agents de base répartis dans le pays. Pour la facilité de la liquidation des services, ceux-ci ont été groupés dans des «secteurs», qui correspondaient dans les grandes lignes aux «groupes» ayant fonctionné sous l'occupation. Par «groupe», il faut entendre un certain nombre d'agents, recrutés par ou travaillant pour un «chef de groupe». Si ces agents sont généralement actifs dans une région plus ou moins délimitée géographiquement - celle qui est «couverte» par le chef de groupe - il n'en est pas toujours ainsi. Un chef de groupe travaillant à Bruxelles, par exemple, peut avoir des contacts à Anvers ou à Mons. Si ces «contacts» transmettent régulièrement leurs renseignements à ce chef de groupe, ils font partie de son «secteur», même si d'autres secteurs travaillent dans la région où ils habitent. Dans une même province, plusieurs groupes ou secteurs peuvent donc se chevaucher. Dans une même rue peuvent ainsi habiter deux agents du même service qui s'ignorent pour la simple raison qu'ils transmettent leurs renseignements à un autre chef de secteur.

---

111 Elise Verhasselt, née en 1898. Recrutée début 1943 par Claire Duysburgh, elle installa dans sa librairie avenue Voltaire une des boîtes centrales du service où elle reçut le courrier de neuf secteurs. Arrêtée le 14/8/1943, elle est décédée à Ravensbrück le 24/4/1945.

112 «Aspirine» est le nom de la boîte-aux-lettres centrale installée au 109 de la rue Lesbroussart dans la pharmacie exploitée par Georges François.

Les secteurs

Au moment où Max Londot reprend la direction du service après l'arrestation de P. Depreter, *Marc* compte une quinzaine de groupes répartis sur tout le pays (avec des ramifications en Allemagne et aux Pays-Bas), ainsi qu'un groupe en France.

Après la «casse» d'octobre 1942, Londot entame un «grand nettoyage». Il a déjà coupé le contact avec le secteur VN/H d'Arthur Renkin en septembre 1942 (en 1943 l'indicatif sera toutefois encore utilisé pour un autre secteur, centré sur la province de Brabant), il en supprime d'autres qui ne lui donnent plus satisfaction, et il en forme de nouveaux. Cette réorganisation amènera en fait une extension du service, de sorte qu'en décembre 1942, Londot signale le fonctionnement effectif de 21 secteurs [113]. Huit secteurs ont leur activité principale dans la partie flamande du pays, avec une certaine prépondérance dans les deux Flandres et surtout en Flandre occidentale, où travaillent les secteurs VN/44 (un des plus anciens du service), VN/U et VN/Kha. De plus, le secteur VN/AR, dont la direction se trouve à Liège, compte un nombre appréciable d'agents en Flandre (Limbourg, Campine), grâce au recrutement infatigable de *Mercure* (Anne-Marie de Heusch).

La formation et l'évolution d'un secteur sont difficiles à saisir. Prenons deux exemples: le secteur VN/U, travaillant dans les deux Flandres, et le secteur VN/AR, et commençons par ce secteur.

VN/AR

Le secteur VN/AR trouve son origine dans l'activité patriotique d'un clan de routiers-scouts de la région liégeoise, dirigé par le notaire Jules Jacob et Armand Delsemme, professeur de physique et de chimie à l'athénée de Tamines. Un des routiers, Robert Debouny, est fiancé à une fille de Georges Leclercq, fondateur du service *Luc*. A partir du printemps 1941, Delsemme, né à Verviers en 1918, transmet à celui-ci des renseignements militaires par l'intermédiaire de Debouny. En même temps, il transmet des renseignements industriels et économiques à un certain *Georges*, un Français de Lille, à la demande duquel il aurait réalisé une liaison radio entre Liège et Lille. Il continue son travail pour le service *Luc* sous l'indicatif ARI et organise avec ses routiers le comité de réception qui a reçu les containers parachutés en novembre 1941 à Vaux-Chavanne et destinés à Jean Cassart. Pour obtenir des renseignements précis, Delsemme s'engage pendant trois mois et demi comme ouvrier électricien chez Cockerill, à 5F60 de l'heure (de la mi-octobre 1941 jusque fin janvier

113 Lettre de Londot à W. Ugeux, 7/12/1942 (LM, n° 189).

1942). Pendant ce temps, il y organise des centres de résistance, obtient des renseignements industriels et transmet un rapport sur le communisme dans le monde ouvrier wallon. Au printemps 1942, son groupe compte une soixantaine d'agents. Il s'entend avec Arthur Renkin (chef du groupe VN/H) pour couvrir la région de Liège. Le «service Gamma» (nom donné par Delsemme à son secteur) prend extension jusqu'en Campine, en Hesbaye, vers la région Namur-Charleroi et la région Verviers-Eupen. Cette dernière est dirigée par Jacques Mali (VN/AR3), étudiant à l'université de Liège et habitant Dolhain (à l'époque sur la frontière belgo-allemande étant donné l'annexion des Cantons de l'Est au *Reich*). Brûlé par l'arrestation du notaire Jacob en juin 1942, Delsemme est à son tour arrêté en juillet, mais il réussit à s'échapper. Décidé à quitter le pays, il transmet, le 1er août 1942, son secteur à son adjoint André Mathy, et part pour Lyon le 4 août [114].

Mathy est sans doute la recrue la plus importante de Delsemme. Docteur en médecine à Liège, né en 1912, il travaille depuis juillet 1941 avec l'avocat liégeois Albert Régibeau (*Mr. Arthur*), qui est en rapport avec l'éditeur liégeois wallingant Georges Thone à Nice. Celui-ci est en contact avec l'ancien 5e Bureau français (service de renseignements de l'Armée de Terre). Après l'arrestation de Régibeau en avril 1942, Delsemme reprend certains des agents de celui-ci dont Mathy et Robert Sauveur, qui organisera par la suite plusieurs secteurs du service *Marc*, e.a. dans le Hainaut (VN/JC) et dans la province de Namur(VN/JO). En août 1942, Mathy reprend donc la direction du secteur VN/AR à Delsemme sous l'indicatif VN/AR2. Peu après son arrivée, Max Londot (également Liégeois) se met en rapport avec Mathy. Des rapports confiants s'établissent - les deux hommes, qui ont presque le même âge, se tutoient - et Mathy procure à Londot quelques endroits d'émission qui seront utilisés plus tard par l'opérateur Pierre Libotte (*Bird*). Début décembre 1942, le secteur VN/AR2 comprend 118 agents réguliers et immatriculés et environ 200 indicateurs. La région couverte par ce secteur important a comme limites, au nord, la frontière hollandaise, à l'est, cette même frontière et la (nouvelle) frontière belgo-allemande, au sud de la ligne Stavelot-Hamoir-Namur et à l'ouest la ligne Namur-Gembloux-Wavre-Hamme-Mille-Louvain-Aarschot-Herentals-Turnhout [115]. C'est dire qu'il compte des agents dans une partie importante du centre et de l'est du pays. Londres doit à ce secteur des informations de la plus haute importance sur les installations de radar allemandes en Belgique (voir le chapitre sur la nature

114 Via Limoges, Montauban, Toulouse, et l'Hospitalet, il franchit les Pyrénées le 13 août, quitte Barcelone le 25 et est arrêté le même jour et interné au camp de Miranda jusqu'au 2 août 1943. Libéré, il est à Lisbonne le 15 septembre et arrive à Londres le 15/10/1943. En août 1944, il se portera candidat pour une mission de renseignements en Belgique, qui sera annulée à cause de l'avance rapide des troupes alliées (LM, n° 95).

115 *Rapport sur l'activité du groupe VN/AR2*, 3/12/1942 (LM, n° 95).

des renseignements). Le secteur est en pleine expansion lorsqu'en mars se produit le drame: Mathy est arrêté suite à l'arrestation de *Bobby* (voir ci-avant: la casse de mars 1943). Et ce n'est pas tout.

Fin 1942, Charles Chavée, propriétaire d'une pharmacie et adjoint de Mathy, recrute comme agent Dieudonné Thonon, qui dit qu'il est bien introduit auprès de la *Geheime Feldpolizei* de Liège, sur laquelle il pourrait fournir des renseignements. Début 1943, il est considéré officiellement comme agent du service, reçoit son matricule et le nom de guerre *Willy*. A partir de mars 1943, après l'arrestation d'André Mathy, il devient adjoint de Chavée, qui reprend la direction du secteur VN/AR. Peu après, Thonon réussit à convaincre Chavée de centraliser la documentation du secteur en un seul endroit, boulevard d'Avroy à Liège. Chavée y rassemble en effet les documents les plus importants, une très importante somme d'argent et un stock d'armes. Mais ce bureau saute le 12 mai, et plusieurs courriers et un agent du secteur sont arrêtés. A la même occasion, Thonon est également arrêté pour la forme. En effet, quelques heures après la rafle, Chavée l'aperçoit dans une voiture de la GFP stationnée devant l'hôtel où Chavée vit à cette époque. Mais Thonon n'est pas en rapport qu'avec le service *Marc*. En novembre 1942, il est entré en contact avec des Partisans de la région d'Aywaille, dont Jules et Jean Bourguet, desquels il reçoit 150 cartes d'identité de la commune. Au printemps de 1943, Thonon essaie de compromettre le groupe d'Aywaille (offre d'une vente frauduleuse de sucre, proposition de s'emparer des timbres de ravitaillement de la commune, plus tard de vider le coffre-fort d'Aywaille). En juillet, Bourguet l'aperçoit également dans une voiture de la GFP. Entretemps, le 3 juin commence à Liège et au Limbourg une série d'arrestations dans le service *Marc* causées par Thonon (dont celle de Chavée et de Léon Leynen, substitut du procureur du Roi à Hasselt, qui transmettait à Liège les rapports provenant du Limbourg). Brûlé aussi bien auprès du service *Marc* qu'auprès des Partisans, Thonon est attiré dans un guet-apens à Godinry en août 1943, interrogé par des Partisans et par un agent de *Marc*, et abattu. Sur lui on trouve trois «*Ausweis*» de la *Sipo* de Liège, dont un à son nom.

Dans le cas de Thonon, il est clair que le service *Marc* a été berné dès le début par un agent allemand, dont l'action a été particulièrement néfaste puisqu'elle a pratiquement anéanti une grande partie du secteur VN/AR. En effet, dans les mois qui suivent, une quarantaine d'arrestations auront lieu dans les provinces de Limbourg et de Liège, directement ou indirectement à cause de Thonon. Liège particulièrement est durement frappé, car en juin 1943 également d'autres arrestations y auront lieu dues à la trahison d'un agent de l'*Abwehr*, qui fut déjà à la base de l'arrestation de Jean Cassart et d'une dizaine d'agents de Louvain et de Liège du

service *Luc* fin 1941-début 1942 [116]. Les agents VN/AR qui ne furent pas arrêtés ont été regroupés dans d'autres secteurs (le secteur Sacha, VN/J, VN/JL et particulièrement dans le secteur qui fut dirigé jusqu'à la libération par *Mercure*, c'est-à-dire Anne-Marie van den Bosch Sanchez y Aguilar, épouse de Heusch, que Max Londot a considéré à juste titre comme un des piliers du service). A la liquidation du service, il fut constaté que le secteur VN/AR proprement dit, ayant fonctionné jusqu'en juin, a totalisé 159 agents et auxiliaires, le secteur de *Mercure* (VN/AR223) 160.

VN/U

Pour le secteur VN/U, nous nous déplaçons vers l'autre bout du pays, dans les deux Flandres. Disons tout de suite que d'autres secteurs étaient actifs dans cette région qui de par sa situation géographique et sa position stratégique (région côtière) était une source de renseignements importants. Les autres secteurs sont VN/Kha et VN/44 [117]. Celui qui deviendra le chef du secteur VN/U, Fernand Strubbe, est né en 1921. Son désir de faire une carrière dans l'aviation militaire se trouve brutalement frustré par l'invasion. Fils d'un ancien combattant et invalide de 14-18, il veut rejoindre la Grande-Bretagne pour y servir. En septembre 1941, n'ayant pas réussi à partir, il est recruté pour un service de renseignements par Paul Rose, instituteur habitant Ploegsteert. Rose avait été recruté en mars 1941 par le douanier Georges Marc (*Ali 99*), faisant partie de l'organisation dirigée à Roubaix par Joseph Dubar et Paul Joly. Strubbe accepte de faire du renseignement en Belgique. Les informations transmises sont bien reçues à Londres: la première suite à un renseignement donné se situe le 28 octobre 1941. Il s'agit du bombardement par la RAF d'un objectif à Ypres, signalé par Strubbe et Rose.

Après l'arrestation du douanier Marc en décembre 1941, Rose et Strubbe se trouvent sans liaisons. Par l'intermédiaire de Paul Gheude, Strubbe entre en mars 1942 en contact avec le service *Luc*. il y travaille successivement sous plusieurs indicatifs, et prend celui de VN/U en mai 1942. A partir de ce moment, il prend la direction d'un secteur qui, par le nombre d'agents et par les renseignements fournis (p.ex., en 1943-1944 sur les armes secrètes) deviendra une des sections les plus importantes du service. Le 13 juin 1942, il transmet des renseignements détaillés sur Prosper De Zitter, agent redoutable de l'*Abwehr* (il avait déjà été question

116 Pour le rôle de Thonon et de Nessu dans la «casse» de juin 1943, voir: LM, n° 89.

117 Au sujet de Maurice Royaux, chef du secteur VN/44, Max Londot a donné après la libération l'appréciation suivante: «certainement le meilleur agent du service et un des piliers de celui-ci. (...) Il était aveuglément suivi par ses agents et pouvait demander à ceux-ci un rendement qui dépassait nettement celui des autres secteurs» (LM, n° 93).

du «Sans Doigt» dans une note de Strubbe à P. Rose du 1er février 1942). Le courrier de VN/U est remis successivement à Paul Gheude (qui part en France en juin 1942), ensuite, dans un café à Bruges, à Eugène Dumon ou à sa fille Aline, à partir de fin 1942 à Jean Van Schuerbeek et à *Françoise* à Gand, et parfois directement à H. De Saedeleer ou à Max Londot (Strubbe rencontre celui-ci pour la première fois au café Marignan à la Porte de Namur à Bruxelles, fin 1942). En 1944, le secteur VN/U disposait d'une boîte-aux-lettres permanente avenue de Béco à Ixelles, chez Séraphine Rinskoff (c'est la boîte dénommée «Vibreur»), Strubbe, qui avait l'âge pour être convoqué pour le travail obligatoire, a pu y échapper parce qu'il était soi-disant agent d'assurances et grâce à des certificats médicaux attestant qu'il souffrait d'une maladie qu'en réalité il n'avait pas.

Au total, le secteur VN/U a compté 242 agents et auxiliaires, la plupart à Bruges et environs, à Ypres, à Gand, à Courtrai, à Dixmude, à Roulers et dans des localités moins importantes dans les deux Flandres. Strubbe fut assisté à partie de 1943 par sa fiancée, Paula Wyckaert, qui tapait le courrier et fournissait des renseignements en provenance du Nord de la France, où le secteur avait d'ailleurs des ramifications. On trouvera un profil socio-professionnel de 172 agents et auxiliaires de ce secteur dans l'annexe I. Citons, parmi les principaux agents, le professeur Robert Bulcke, l'étudiant Roger Deloof, José De Geyter, conducteur des Ponts et Chaussées (qui disposait de six sous-agents ayant fourni des renseignements sur le Mur de l'Atlantique, les armes secrètes, le trafic ferroviaire) et Marcel Verhaeghe, qui accepta librement d'aller travailler en Allemagne pour y faire du renseignement (cette tentative échoua,mais il ne put toutefois rentrer qu'en 1945). [118]

---

118 Ce bref examen du secteur VN/U est basé sur une importante documentation faisant partie des Archives Luc-Marc (n° 108) et des documents communiqués par M. Fernand Strubbe.

ANNEXE I

Nombre et profil des agents

1. Agents *Luc*

A l'époque où la Sûreté de l'Etat pensait à une liquidation séparée du service *Luc* (*grosso modo* jusqu'à l'arrivée de Max Londot en juin 1942), des tentatives furent faites pour dresser des listes d'agents ayant été actifs dans ce premier stade du service. Pour autant que ces listes soient disponibles [119], on arrive à un total de 384 agents, dont 40 femmes (10,4 %). Ces agents ont été répartis en 16 groupes. Cinq de ces groupes ont continué dans leur intégralité dans la phase *Marc*: le groupe Van Hecke (VN/F, 11 agents dans le stade *Luc*), le groupe Paulsen (10 agents), le groupe De Keyser (13 agents), le groupe Debouny (15 agents) et le groupe Depreter (7 agents). Le nombre des agents *Luc* ayant continué dans *Marc* revient à 88 (23 %). Deux groupes ont poursuivi leur action chez Athos, totalisant 83 agents. D'autres agents (au total 42) ont continué individuellement dans d'autres réseaux: *Boucle, Zéro, Clarence, Carol, Samoyède, Bravery, Beaver-Baton, Janvier, Bayard*. Les agents *Luc* proprement dits qui n'ont plus continué dans un service de renseignements après le départ de Leclercq sont 151 (39 %). Par la suite, certains d'entre eux ont toutefois eu une autre activité de résistance: presse clandestine (André Broze, par exemple), *Mouvement National Belge, Partisans* ou *Front de l'Indépendance*.

Parmi les agents *Luc*, on remarque un certain nombre de personnes qui ont par la suite joué un rôle de premier plan dans d'autres formes de résistance ou dans la vie politique de l'après-guerre: Jean Roch (futur chef d'état-major des *Partisans*), Louis Van Brussel (futur commandant des opérations des *Partisans* pour la région flamande), Louis Camu (ancien commissaire royal à la réforme administrative, futur banquier et cadre actif de l'*Armée Secrète*), le colonel Brutus Siron (un des futurs dirigeants de l'*Armée de Belgique*), Guillaume Hanson (juge de paix à Louveigné, qui, en 1942, a rendu l'arrêt concluant à l'inconstitutionnalité de la CNAA) et Alfons Vranckx (futur ministre).

Cinq agents *Luc*, partis en Angleterre ont par la suite été envoyés en mission spéciale par le SIS et la Sûreté de l'Etat: Pierre Libotte et Louis Demeester pour le service *Marc*, Jacques Geerinckx (pour *Zéro*; il fut tué à l'atterrissage le 20 mai 1943), Robert Debouny (pour le PCB) et Désiré Logeot (pour *Boucle*).

---

119 LM, n° 25.

2. Agents *Marc* [120]

Pour dresser un profil des agents *Marc*, nous disposons du fichier des agents et d'une liste dressée probablement en 1948 [121]. Il s'agit, dans les deux cas, de documents non définitifs ou incomplets. Pour pouvoir dresser un profil plus ou moins complet des agents, il faudrait avoir accès aux dossiers de la Sûreté de l'Etat. Même dans ce cas, on n'obtiendrait qu'une image approximative, certains éléments, tels que le domicile ou la profession, des dossiers de liquidation reflétant une situation d'après-guerre.

Afin de bien comprendre le profil qui suit, il est bon de savoir que le Corps d'Agents de Renseignements et d'Action comprend 5.266 agents proprement dits et environ 13.450 auxiliaires. Les agents sont subdivisés en officiers (catégorie 1 à 4A - colonel à sous-lieutenant) et adjudants (catégorie 4B). Les auxiliaires comprennent les catégories 5 et 6 (auxiliaires de 1ère et 2e classe) et les auxiliaires occasionnels (catégorie 7). Parmi les 18.716 personnes reconnues comme membres du Corps d'Agents de Renseignements et d'Action, on compte 1.539 officiers: 1 colonel (W. Dewé), 6 lieutenants-colonel (dont Max Londot), 50 majors, 190 capitaines, 932 lieutenants et 360 sous-lieutenants. En outre, 3.727 agents ont obtenu le grade d'adjudant.

Pour ce qui est du service *Marc*, nous avons pu tirer les conclusions suivantes des éléments dont nous disposons:

- **Nombre d'agents:** Les chiffres que nous donnons ci-dessous sont des chiffres minimum, étant donné qu'un certain nombre de cas d'agents proposés au statut n'étaient pas encore solutionnés au moment de la confection de la liste. De plus, il faut tenir compte du fait que quelques centaines de personnes, ayant eu une certaine activité dans le service *Marc*, ont été reconnues pour un autre service où leur activité fut plus longue.

Le nombre d'agents proprement dits du service *Marc*, ayant donc eu une activité continue pendant six mois au minimum, s'élève à 767, dont 243 officiers et 524 adjudants. Ce dernier chiffre n'est pas absolument certain, mais le nombre des officiers est en tout cas exact. Parmi les officiers, on compte 1 lieutenant-colonel (M. Londot), 3 majors (G. Leclercq, P. Depreter et H. De Saedeleer), 23 capitaines, 167 lieutenants et 49 sous-lieutenants. De ces 243 officiers, 133 ont été exécutés ou ont

---

120 Je tiens à remercier M. Maurice Royaux, président de l'USRA, et M. et Mme F. Strubbe-Wyckaert de l'aide qu'ils m'ont apportée en vue de la rédaction de cette annexe.

121 LM, n° 94 (liste) et annexe 13 (fichier).

perdu la vie d'une autre façon (en captivité, par exemple) pendant la guerre.

Le nombre d'auxiliaires 1ère et 2e classe s'élève à 2.873. Ajoutés aux officiers et adjudants, on obtient 3.640 agents et auxiliaires. En y ajoutant au moins 1.340 auxiliaires occasionnels, on obtient un chiffre total d'environ 5.000 personnes. Le nombre de personnes arrêtées pour raisons de service est de 452 (8 %).

Dans les analyses qui suivent, nous avons exclusivement tenu compte des agents et auxiliaires de 1ère et 2e classe (jusques et y compris la 6e catégorie).

- **Sexe**: Parmi les 3.640 personnes concernées, nous avons relevé 561 femmes (15,4 %). Il s'agit là aussi d'un chiffre minimum. Le nombre de femmes pour la totalité des ARA n'étant pas connu, il est impossible de faire une comparaison. Par contre, cette comparaison est possible pour les officiers. Parmi les 243 officiers *Marc*, on retrouve 15 femmes (6 %). Ce pourcentage correspond exactement à celui de la totalité des officiers ARA, où l'on compte 103 femmes sur 1.539 personnes.

Parmi les quinze officiers féminins de *Marc*, on compte 4 capitaines: Ghislaine de Menten de Horne, Claire Duysburgh, Elisabeth Jacobs [122] et Anne-Marie Van den Bosch, mieux connue dans le service comme *Mercure*; 7 lieutenants: Anny Claeys [123], Maria Rodrigus, Alice Stryp, Clémence Vanderstraeten [124], Elise Verhasselt [125], Marie-Louise De Boeck, Marie-Claire Waterloos; 4 sous-lieutenants: Rita Bonjean, Marguerite Bulpa, Nelly Liénard [126] et Irma Larivière [127]. Quatre d'entre elles (Bonjean, Rodrigus, Vanderstraeten et Verhasselt) ont été arrêtées pour des faits de résistance, seule la première est revenue d'Allemagne.

---

122 Elisabeth Jacobs, connue comme *Elzeke* dans le service, est l'épouse de Henri De Saedeleer, avec lequel elle a accompli un travail considérable et quasi quotidien pour la réalisation du courrier microfilmé.

123 Anny Claes (future épouse de Maurice Royaux) a dirigé pendant un an le secteur VN/44 en l'absence de Royaux.

124 Clémence Vanderstraeten était l'épouse d'Arthur De Groeve. Elle fut arrêtée le 9 octobre 1942 en même temps que P. Depreter. Elle est décédée en Allemagne vers le 25 avril 1945.

125 Elise Verhasselt (*Eliane*), née en 1898, était libraire avenue Voltaire à Bruxelles. Sa librairie fit fonction de boîte-aux-lettres centrale. Recrutée en février 1943, elle assura également la transmission du courrier entre Liège, Gand et Bruxelles. Arrêtée le 14 août 1943, elle est décédée à Ravensbrück le 24 avril 1945.

126 Nelly Liénard, soeur de Jacques Liénard, était en 1943-44 courrier entre Tournai (secteur VN/AT, dirigé par Pierre van Rutten) et Bruxelles.

127 Irma Larivière était l'épouse de Jacques Colpacci, qui dirigeait le secteur VN/RM. Né en Russie en 1907, il débuta dans le service en 1941, fut arrêté en mars 1943 et fusillé le 24 juin 1943.

- **Profession et milieu social**: Sur base des éléments disponibles, il n'a pas été possible de dresser un profil socio-professionnel de tous les agents et auxiliaires de *Marc*. En effet, pour certains secteurs, le fichier ne mentionne pas la profession des agents. Par conséquent, nous avons dû nous limiter à un échantillon, qui en comprend 486, à peu près 10 % du nombre total des agents et auxiliaires, et que nous croyons assez représentatif. Nous avons choisi trois secteurs bien distincts: le secteur VN/CM (région de Mons), le secteur VN/U (deux Flandres) et le secteur VN/N, secteur central comprenant des agents répartis sur tout le territoire. Nous n'avons pu disposer que de quelques paramètres: sexe, âge moyen à l'année d'entrée au service et profession. Pour deux des trois secteurs, nous avons également pu déterminer l'année d'entrée au service. L'état civil des agents n'est malheureusement pas mentionné sur les fiches individuelles d'agents, et même s'il l'avait été, les données auraient été incertaines, car il aurait été impossible de déterminer si l'état civil mentionné (sans doute un état de fait d'après-guerre) correspondait aussi à l'état civil de la période d'activité. De plus, nous n'avons pris en considération que les agents et auxiliaires ayant eu une activité régulière, c'est-à-dire les agents proprement dits et les auxiliaires de 1ère et 2e classe.

a) LE SECTEUR VN/CM (région de Mons)

Ce secteur fut dirigé par Georges Coeckelbergs, en 1940 élève officier à l'ERM. En tout, 247 personnes ont été reconnues pour ce secteur, dont 17 officiers [128]. Nous en prenons 120 en considération.

* **Sexe**: 14 des 120 agents sont des femmes (11,6 %). Ce chiffre est inférieur à celui obtenu pour tout le service.
* **Année d'entrée au service** (connue pour 93 agents = 100 %): 1941: 3 (3,2 %); 1942: 23 (24,7 %); 1943: 32 (34,4 %);1944:35 (37,6 %).
* **Age moyen à l'année d'entrée au service**: 36 ans (la date de naissance n'est pas connue pour 32 personnes. L'agent le plus âgé est Louise Pinchart d'Hyon, née en 1868; le plus jeune est W. Bebrucq de Havré, né en 1933 (écolier, il fut courrier à l'intérieur du secteur).
* **Profession** (connue pour 87 personnes): - agents du secteur public: 34, dont 5 employés communaux, 12 agents de la SNCFB (dont 1 ouvrier), 8 douaniers, 1 éclusier, 2 employés aux PTT, 1 militaire de carrière, 4 gendarmes; - secteur privé: 29, dont 12 indépendants,

128 Parmi ceux-ci on trouve, outre le chef de secteur, Léon Hecq, né en 1885, tailleur à Quiévrain. Avec son épouse Marguerite Murez et leur fils, né en 1921, il fut recruté en février 1942. Pendant plus d'un an, leur domicile était un «point de chute» pour les courriers internationaux qui portaient le courrier en France. En 1944 quelques émissions eurent lieu chez eux.

5 cadres (dont 3 ingénieurs et 1 directeur d'usine), 4 ouvriers, 3 employés, 3 personnes exerçant une profession libérale et 2 industriels; - étudiants: 13, dont 2 à l'ERM au 10 mai 1940, et 1 écolier; - personnel enseignant: 2; - religieux: 2.

Parmi les 14 femmes prises en considération, il n'y en a qu'une exerçant une profession rémunérée (directrice de maternité à Mons); une autre faisait des études d'asistante sociale.

b) LE SECTEUR VN/U (deux Flandres)

Ce secteur, créé en 1942, mais dont certains agents étaient déjà en activité dès 1941, totalise 242 agents. Nous en prenons 172 en considération (jusques et y compris les auxiliaires 2e classe). Le secteur était dirigé par Fernand Strubbe, né en 1919.

* **Sexe**: 24 agents sont des femmes (13,3 %), dont 10 (41 %) exercent une profession rémunérée.
* **Profession**: indépendants et commerçants: 30 (17,4 %); employés: 24 (14,9 %); ouvriers: 14 (8,1 %); enseignants: 11 (13 si on y inclut 2 religieux enseignants) (6,3 %); agents SNCB: 10 (5,8 %) + agents d'autres secteurs publics: 6 (3,4 %), soit 9,3 % (dont 2 agents de police, 1 éclusier, 1 cantonnier, 1 garde champêtre); étudiants: 10 (5,8 %); militaires de carrière: 9 (5,2 %) (dont 1 officier); douaniers: 9 (5,2 %); professions libérales: 5 (2,9 %); fonctionnaires: 5 (2,9 %); industriels: 4 (2,3 %); gendarmes: 2 (1,1 %); cadres: 2 (1,1 %); cultivateurs: 1 (0,5 %); infirmières: 1 (0,5 %); sans: 11 (dont 1 retraité et 1 invalide); inconnu: 17.
* **Année d'entrée en service** (inconnue pour 8 personnes): 1941: 8 (4,8 %); 1942: 39 (23,7 %); 1943: 57 (34,1 %); 1944: 60 (36,5 %).
* **Age moyen au moment d'entrée en service**: 32 ans (inconnu pour 17 agents).

c) LE SECTEUR VN/N (secteur central)

Ce secteur, rattaché à la direction du service, compte 228 agents et auxiliaires, dont 194 ont été pris en considération. Il s'agit de collaborateurs directs de la Centrale (photographes, dactylos, courriers, boîtes-aux-lettres centrales, hébergeurs du chef de service ou opérateurs radio) ou d'assistants des opérateurs radio (dans la région de Beaumont et dans le Tournaisis p.ex.).

* **Sexe**: De tous les groupes d'agents du service *Marc*, le secteur VN/N est très certainement celui où le nombre de femmes est le plus élevé: 75 sur 194 agents (38,6 %). Le secteur était d'ailleurs dirigé par une femme, Ghislaine de Menten de Horne, secrétaire particulière de Max Londot en tant que chef de service et sa future

épouse. Ce nombre élevé est dû en grande partie au rôle particulier dévolu à ces agents: dactylos, courriers, logeuses. De ces 75 agents féminins, 36 exerçaient une profession rémunérée (48 %). On y trouve les catégories professionnelles suivantes, qui selon des vues traditionnelles, peuvent être considérées comme des «professions féminines»: indépendantes/commerçantes: 11 (32 %) [129]; employées: 8 (23 %) dont 3 dactylos, 1 secrétaire et 1 employée de mairie en France [130]; enseignantes: 4; ouvrières du textile: 4 [131]; artistes: 2 (1 pianiste, 1 artiste peintre/graveur); fonctionnaires: 2; infirmières: 2; concierge: 1; étudiante: 1.

* **Age moyen à l'année d'entrée au service**: 41 ans. L'âge le plus élevé est 69 ans (Marie Van Noten, recrutée en 1944). Les plus jeunes ont 19 ans lorsqu'ils sont entrés dans le service: Henri Van Steenbeeck en 1940 et Gisèle Evrard en 1942. L'âge est inconnu pour 23 agents.
* **Profession** (pour la totalité des 194 personnes prises en considération, la profession de 144 agents est connue, ce chiffre formant 100 %): indépendants/commerçants: 44 (30 %) [132]; agents du secteur public: 23 (16 %) dont 5 fonctionnaires, 5 militaires de carrière, 2 agents SNCFB [133], 3 gendarmes, 3 douaniers [134], 2

---

129 On y retrouve e.a. la libraire Elise Verhasselt, une fermière de 64 ans qui a hébergé le radio L. Collard, une épicière d'Uccle qui «tenait» la boîte-aux-lettres dénommée «Pacha», Jacqueline Gadeyne qui tenait une maroquinerie avenue Louise (la boîte-aux-lettres «Crocodile») deux exploitantes d'une papeterie place Brugmann (la boîte-aux-lettres «Bonnes Soirées»). Ces deux dernières, Marie et Marguerite Van Noten, étaient nées respectivement en 1875 et 1879.

130 Il s'agit de Gabrielle Vincent, née en 1924, qui travaillait à la mairie de Hestrud et qui procurait des faux papiers aux assistants du radio Delpire dans les villages français de Hestrud et de Cousolre et à Beaumont (Hainaut).

131 Il n'est pas évident que ces quatre femmes exerçaient leur profession dans l'*industrie* textile. Le genre de profession (couturière, tailleuse, cravatière) suggère plutôt qu'elles travaillaient chez elles, sans qu'on puisse dire si c'était en indépendantes ou non. La tailleuse est Jeanne Hecq, épouse du fermier Achille Meunier, et sans doute apparentée aux Hecq de Quiévrain (voir note 128).

132 Parmi ceux-ci, on trouve e.a. des boîtes-aux-lettres: le droguiste Lucien Stiennon («Sel de Soude»); le fourreur C. Bevernage («Lapin»); le boulanger J. De Coninck («Pistolet»); le coiffeur N. Van de Keymolen («Figaro»); le coiffeur A. Gillaerts («Perruque I»); le pâtissier A. Lodewick («Pâtes»). Nous avons inclu dans la catégorie «indépendants» 9 fermiers et cultivateurs, domiciliés pour la plupart dans la région de Beaumont. Parmi eux Achille Meunier, né en 1877, dont la ferme à Grandrieu était connue à Londres depuis 1943 comme un «centre de réception pour poulets» (agents). Son fils Fernand (*François*), mécanicien né en 1912, était l'adjoint du radio G. Delpire, et était notamment responsable du transport du matériel parachuté à Bruxelles.

133 Il s'agit de Robert Poquet (*Bébert*), machiniste sur la ligne Bruxelles-Paris, qui transportait le courrier à partir de la mi-43, et M. Piette, employé à la gare du Midi, qui remettait le courrier à évacuer à Poquet, et qui a joué un rôle lors de la «libération» du train de prisonniers politiques de la gare de la Petite-Ile le 2 septembre 1944.

gardiens de prison, 1 commissaire de police, 1 pompier, 1 employée de mairie; employés: 20 (13,9 %); professions libérales: 14 (9,7 %) dont 5 docteurs en médecine, 4 pharmaciens [135], 2 avocats, 2 architectes, 1 notaire; enseignants: 9 (6 %); cadres: 6 (4 %) [136]; ouvriers: 6 (4 %) [137]; étudiants: 5 (3,4 %) dont deux élèves officiers à l'ERM; industriels: 3; infirmières: 2; religieux: 2; artistes: 2; domestique: 1.

* **Nationalité**: Parmi les agents de ce secteur se trouvent 5 Français: deux douaniers; une employée de mairie; et deux Parisiennes: Mme Greuse, qui a logé Jacques Liénard en 1942 lorsqu'il transportait le courrier en France, et Mme Rafaelli, qui a fonctionné comme boîte-aux-lettres en avril-mai 1944.

- **Les chefs de secteur**: Sur toute la durée de l'occupation, le service *Marc* a compté 48 secteurs, dont certains n'ont fonctionné que pendant une période restreinte,soit à cause d'arrestations, soit parce qu'ils n'ont été formés qu'après un certain temps. Les chefs de secteur sont évidemment les agents les plus importants du service: ils recrutent des agents, dirigent leurs travaux, résument leurs renseignements, les tranmettent à la centrale et sont responsables vis-à-vis du chef de service quant à la bonne marche de leur secteur. Ce travail exige non seulement de la prudence et de la discipline, mais aussi des qualités intellectuelles et des capacités de décision. Ceci explique, peut-être, le fait que les chefs de secteur de *Marc* se situent socialement au-dessus de la moyenne.

a) SEXE: Parmi les 48 chefs de secteur, on trouve 3 femmes (6,4 %). Ce chiffre est inférieur à la moyenne du service, mais plus élevé que le taux de femmes parmi les chefs de réseau.

b) AGE MOYEN (année de référence: 1942): 35 ans.

---

134 Ces gendarmes (J. Decroos, M. Barre et I. Letoret) et douaniers (dont deux Français: J. Leroy à Sebourg et O. Petit à Hestrud) ont facilité les passages de frontière clandestins du courrier, aidé dans la recherche de terrains de parachutage et dans la protection des opérations de parachutage mêmes.

135 Deux de ceux-ci, Georges François et son assistant Julien Hahn, exploitaient une pharmacie sise rue Lesbroussart, qui était l'une des boîtes-aux-lettres centrales du service connue sous le nom d'«Aspirine».

136 Parmi les cadres, on trouve 5 ingénieurs, dont 2 ingénieurs commerciaux sortis de l'ULB. Parmi ceux-ci, on peut mentionner Paul Coulon, adjoint au chef du service de renseignements des *Partisans*, et avec lequel Max Londot était en rapport. Coulon fut tué en action en décembre 1945.

137 Deux mécaniciens, un menuisier, un ouvrier journalier et un vitrier. La plupart de ceux-ci ont prêté de l'aide lors d'émissions radio.

c) PROFESSION (connue pour 42 personnes): agents du secteur public: 15 (35,7 %), dont un magistrat, 4 militaires de carrière, 1 officier de gendarmerie, 3 fonctionnaires; secteur privé: 15 (35,7 %), dont 4 ingénieurs, 5 indépendants/commerçants, 4 industriels/administrateurs de société; professions libérales: 3 (2 docteurs en médecine, 1 médecin dentiste); étudiants: 4,dont 2 élèves officiers à l'ERM; enseignants: 2; artiste: 1; sans profession: 2 (Anne-Marie Van den Bosch et Constant Hubin, invalide).

Le profil que nous venons de tracer des agents et auxiliaires de trois secteurs importants (rappelons qu'il s'agit de 486 personnes, à peu près 10 % de la totalité des agents et auxiliaires du service) permet de nuancer l'opinion, souvent émise, que l'on retrouve toutes les catégories sociales dans «la résistance». Soulignons tout de suite qu'il s'agit ici de résistance non armée.

Il est vrai que des femmes font partie du service, mais elles sont nettement sous-représentées par rapport à l'ensemble de la population féminine. Parmi les raisons qui peuvent expliquer cette sous-représentation, on pourrait avancer le niveau relativement peu élevé de l'activité professionnelle des femmes à l'époque dont nous traitons. A côté de cet élément, il ne faut pas oublier que le travail dans un service de renseignements tel que *Marc* exige un minimum de connaissances dans le domaine militaire. Il y avait certes des femmes qui rassemblaient des renseignements militaires, mais il est frappant de constater que l'on retrouve le nombre de femmes le plus élevé dans le secteur central VN/N, qui constituait en quelque sorte l'infrastructure du service. Le rôle de boîte-aux-lettres, courrier, logeuse (pour n'en citer que quelques uns qui sont nombreux dans ce secteur et qui sont souvent confiés à des femmes) n'est certes pas sans danger et exige une grande habileté et du sang-froid, mais ne demande pas les connaissances requises pour l'observation militaire.

Il est vrai également que presque toutes les catégories professionnelles sont représentées parmi les agents du service, mais on constate une nette sous-représentation d'ouvriers (le pourcentage pour les trois secteurs est le plus élevé dans le secteur VN/U) et une quasi-absence de fermiers, sauf dans le secteur central. Les catégories les mieux représentées, du point de vue professionnel, sont les classes moyennes (indépendants, commerçants, moins d'industriel), les employés et les agents du secteur public, ainsi que, dans une moindre mesure, les professions intellectuelles (enseignants, cadres, professions libérales). Ceci est encore plus le cas pour les chefs de secteur, dont les ouvriers sont absents. Ceci dit, le profil que nous avons dressé permet quand même de conclure, en tenant compte des restrictions précitées, que toutes les catégories sociales sont effectivement représentées parmi les agents du service *Luc*. Il est un autre élément qui

ne découle pas des froides statistiques, mais qui semble pourtant avoir été réel et qui de toute façon a été souligné par ceux que nous avons rencontrés. Cet élément est constitué par le fait que les barrières sociales et idéologiques existant avant l'invasion ont véritablement été abolies au cours de l'activité «pour la cause commune». Un simple caporal de 23 ans pouvait «commander» le secteur VN/U, ayant sous ses ordres un industriel ayant deux fois son âge. Max Londot, qui se caractérise comme un libéral de droite, formait une équipe parfaite avec Henri De Saedeleer, socialiste de gauche. Mais il est évident que cette réduction de la distance sociale serait très difficile à mesurer.

Quant à l'année d'entrée au service, on constate que la plupart des agents ont été recrutés en 1943 et 1944. En l'absence de connaissance des mobiles qui les ont incités à entrer dans un service de renseignements, il est impossible de déterminer s'il y a une corrélation entre la date d'entrée et l'évolution de la guerre. Par contre, il est certain que le service a connu son grand essor à partir de 1943. Il est dès lors permis de penser que le nombre relativement élevé d'agents recrutés en 1943 et 1944 s'explique en premier lieu par cette extension, qui nécessitait un recrutement intensif d'agents.

Christine Van der Cruyssen

HANDHAAF EN BOUW ! DE WERKING VAN HET VVKS TIJDENS DE TWEEDE WERELDOORLOG.

In dit artikel, gebaseerd op het eerste deel van onze gelijknamige licentiaatsverhandeling (K.U.L., 1990, 151 p.) probeerden we de werking van het Vlaams Verbond der katolieke scouts tijdens de Tweede Wereldoorlog te rekonstrueren. Het is opvallend dat men in de talrijke werken die de oorlogsjaren behandelen weinig of geen aandacht besteed heeft aan de werking van de Vlaamse scouts. In overzichtsartikels over de geschiedenis van deze beweging beschreef men deze periode soms summier als een tijd vol materiële moeilijkheden, met de invoering van het uniformverbod en de afschaffing van de beweging door de bezetter die hard optrad. We hebben ons over de bronnen gebogen om te zien of het wel zo een vaart liep.

We behandelen enkel het VVKS en niet de twee andere scoutsverbonden - de Waalse, katolieke FSC en de tweetalige neutrale BSB - omdat vlug bleek dat ze alle drie de bezetting anders beleefden. Zo legde de BSB-leiding de werking stil in 1943 en VVKS was de enige van de drie die door de Duitsers benaderd werd om mee te helpen aan de opbouw van een kollaborerende eenheidsjeugdbeweging. We hebben wel aandacht voor de verbonden waar ze met het VVKS samenwerken in de overkoepelende organen.

De eigenlijke bezettingsperiode behandelen we in de vier eerste hoofdstukken. In het vijfde hoofdstuk beschrijven we de periode na de bevrijding tot de kapitulatie van Duitsland (september 1944-mei 1945). In een laatste deeltje bekijken we de effekten van WOII op scouting.

1. EERSTE OORLOGSMAANDEN (10 MEI 1940 - AUGUSTUS 1940).

De Duitse inval in België op tien mei 1940 bracht het oorlogsgeweld waaraan na enkele weken een einde kwam door de kapitulatie van koning Leopold III. Gedurende deze Achttiendaagse Veldtocht sneuvelden vele soldaten onder wie talrijke scouts. Anderen verdwenen daarna voor lange

tijd in krijgsgevangenschap. Voor deze Vlaamse en Waalse scoutsslachtoffers, die hun plicht ten opzichte van België tot het einde volbrachten, werd in 1943 een gedenkteken opgericht te Orval [1].

Maar ook in het burgerleven bleven de scouts niet passief na de invasie. Op elf mei vertrok al een omzendbrief voor de 20.000 leden van de BPBBSS-associatie. In dit bericht riep Armand De Coninck op tot algemeen dienstbetoon, met uitzondering van militaire aktiviteiten. In navolging van de Franse, Engelse, Poolse en Noorse padvinders dienden de Belgische scouts zich ter beschikking van hun vaderland te stellen [2]. Op verschillende plaatsen wachtten de scouts deze oproep niet af en meldden zich al vanaf de tiende mei bij het gemeentebestuur. Met de teoretische instrukties van de verbondsleiding in het achterhoofd werden konkrete opdrachten vrij vlug en gemakkelijk opgevolgd [3]. Scouts liepen estafette voor de politie, de Inlichtingendienst en de andere hulporganizaties. Verder waren scouts aktief in de legerhospitalen en op de hulpposten van het Rode Kruis, hielpen met het afschermen van openbare gebouwen zoals scholen en oefenden kontrole uit op de naleving van de verduisteringsvoorschriften. Ook het regelen van verkeer vertrouwde men toe aan jongeren, omdat de openbare diensten volledig ontredderd waren en het een hele tijd duurde vooraleer deze weder ingericht waren. Op verschillende plaatsen hielpen padvinders mee aan de opvang van vluchtelingen die al vanaf tien mei arriveerden. Men begeleidde hen naar gemeenschappelijke slaapplaatsen terwijl men hun bagage op een primitieve maar efficiënte wijze - met behulp van stootkarren - vervoerde [4].

Deze effektieve hulp van de jongens verminderde sterk na enkele dagen tengevolge van de regeringsoproep van veertien mei 1940. Hierdoor dienden alle mannen tussen zestien en vijfendertig jaar oud zich naar bepaalde plaatsen - eerst in België, later in Frankrijk - te begeven waar ze de werfreserve van het Belgisch leger zouden vormen [5]. Bovendien verlieten sommige families die in strategische of gevaarlijke gebieden

---

1 Brief uit Orval aan VVKS, 1/1/43; (NSA, *PDN*) - *L'ami des scouts*, 11/44, nr 1, p. 11 *Coups de dents*, Brussel, z.d., p. 20 - J. DE MEYER, *Inleiding tot het verkennen* , Leuven, 1944, p. 12 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *The left handshake. The Boy Scout Movement during the war 1939-1945*, z.p.z.d., p. 117 - *Mémorial de la XIVe unité Albert I en 1946*, Antwerpen, z.d., p. 32.

2 Oproep tot de scouts van 11/V/1940 (NSA, *PDC*, C).

3 L. BIESEMANS, *Ik heb toen "ja" geantwoord. 1936-1987*, Vilvoorde, 1986, p. 27 - J. GHYSEN, *Aalst 1940-1944. Een stad onder Duitse bezetting*, Tielt, 1973, p. 269-270 - *Meer dan vijftig jaar scouting. St.-Jorisgroep Landen, 2de Limburg*, Landen, z.d., geen p.

4 *Leidersblad*, 10/44, XV jg., nr. 9, p. 15 e.v. J. GHYSEN, *op.cit.*, p. 269-270 - *50 jaar Sint-Martinusscouts Ieper (1935-1985)*, Ieper, 1985, p. 33-34 - *St.-Jan Berchmans Scoutsgroep Aarschot*, 1925-1975, z.p.z.d., p. 21.

5 Zie verder de volgende bladzijden.

woonden met hun kinderen de stad en vluchtten naar een rustiger omgeving. De achterblijvers van vijftien jaar of jonger en een deel van de aalmoezeniers verleenden dan de verdere hulp [6].

Ook na de kapitulatie bleven de eerste twee maanden van de bezetting volledig in het teken staan van dienstbetoon. Gewone scoutsvergaderingen vonden pas opnieuw plaats vanaf eind juli en augustus als de oudere scouts uit Frankrijk waren teruggekeerd [7]. De verstoring van het normale scoutsleven was niet rechtstreeks te wijten aan de houding van de bezetter. Op het moment van de invasie was er wel een (eerste) uniformverbod afgekondigd, een maatregel die afhankelijk van regio tot regio een aantal weken of maanden gehandhaafd bleef. Voor de rest konden de groepen en distrikten hun aktiviteiten ongeveer ongestoord verder zetten. De bezetter streefde immers rust na en hoopte na de kapitulatie met zo weinig mogelijk manschappen België te domineren (zodat de rest dan in andere landen ingeschakeld kon worden). De vrees voor afschaffing van de scoutsbeweging zoals in de eerste wereldoorlog werd niet bewaarheid en het verbond legde zijn werking niet stil omdat de lagere leidersniveaus toch verder konden werken. Wel dacht de verbondsleiding verder na over de organizatievorm in oorlogstijd en kwam tot de konklusie dat een katakombenwerking door kontaktverlies negatieve gevolgen kon hebben. Er werd dan besloten om aktief en in het openbaar verder te werken, ondanks de risico's die hieraan verbonden waren [8].

Belgische scouts in Frankrijk.

Met het oog op de werfreserve van het Belgisch leger trof de regering heel wat maatregelen. De niet-gemobilizeerde mannen van zestien tot vijfendertig jaar vormden de doelgroep. Men noemde hen CRAB. Dit was de afkorting van *Centre de Recrutement de l' Armée Belge* en ze werd gebruikt als verzamelnaam van de mannen die uiteindelijk naar Frankrijk zouden trekken. Op tien mei kwam het bericht dat deze mannen afkomstig uit de provincies Luxemburg, Limburg, Namen en Luik zich dienden te

---

6 *Scouting in Ieper*, p. 34 - D. BREMS, *Jong-Brabant. 1941-1978. Evolutie van de achtste Leuven in het kader van scouting in Vlaanderen*, Licentiaatsverhandeling, Katolieke Universiteit Leuven, dept. Moderne Geschiedenis, 1987, p. 26.

7 *Scouting in Landen*, g.p. - *Mémorial...*, p. 32 - W. MEYERS, *Macht uitgeoefend op de jeugdbewegingen tijdens WO II*, lezing, 29/11/88, Ufsal, Koekelberg.

8 *Leidersblad*, 2-3/45, XV jg, nr 2, p. 36 - R. CLEMENT e.a., *Van zondagsschool en studentenbond tot scouting. Bijdrage tot de geschiedenis van de jeugdwerking in Halle tijdens de 19e en 20e eeuw*, Halle, 1983, g.p. - *50 jaar 13e St. Joris zeescouts Antwerpen. Jaarboek 1978-'79*, Antwerpen, z.d., p. 29 - L.C. PICALAUSA en C. VAN DER BRUGGEN, *Belgian Youth Movements and Problems*, in *The annals of the American Academy of Political and Social science. Belgium in transition*, Philadelphia, 1946, p. 112.

verplaatsen naar Erquelines en Binche. De dertiende kreeg Algemeen Scoutskommissaris De Coninck opdracht van Jaspar, de Minister van Openbaar Welzijn, de zorg over de jongens op zich te nemen. 's Anderendaags had De Coninck kontakt met kardinaal Van Roey die hem bisschop Karel Cruysberghs meegaf voor de geestelijke leiding. Terzelfdertijd volgde het bericht dat de eerder genoemde kategorie mannen van al de provincies zich op eigen kracht naar Poperinge, Roeselare en Ieper dienden te begeven. Dit bevel werd goed opgevolgd wegens het officiële karakter van de oproep in de media en de gedachte dat de jongeren aan de Duitsers - en aan het front - konden ontsnappen als ze wegtrokken. Tegen deze massale invasie waren de plaatselijke autoriteiten van de betrokken gemeenten niet opgewassen zodat het er vrij chaotisch aan toe ging. Slaapgelegenheid en voedsel vond men bijna niet [9]. Het bericht van de vijftiende mei dat de CRAB zo snel mogelijk en op eigen krachten Zuid-Frankrijk moesten bereiken kwam dan niet geheel onverwacht, al was dit bevel vooral ingegeven door de naderende Duitse troepen en niet door de ontoereikendheid van de verzamelplaatsen in België [10]. Nog diezelfde dag verliet een speciale scoutstrein Brussel en bereikte drie dagen later met zijn 1200 overwegend Brabantse jongens die behoorden tot één van de drie Belgische scoutsverbonden Montpellier. Deze plaats werd een eerste verzamelcentrum van de scouts. Deze werden in patrouilles ingedeeld en stonden onder de hogere leiding van Armand De Coninck die hulp kreeg van Tuts en del Marmol, de kommissarissen van BSB en FSC. De oorspronkelijke bedoeling om de scouts uit de regeringskampen te halen werd uitgebreid tot de hulpverlening aan alle zestien tot twintigjarigen [11]. De scouts die niet met de trein mee waren omdat ze ofwel geen weet hadden van dit Brussels initiatief of omdat ze te laat in het station

---

9 *Scoutisme au service de la jeunesse* (NCWOII, *PM*) - Brief van Engelen van 21/VIII/1940 en brief namens de leiding van Clos Chivaud door de kampleider (= Engelen) aan scoutsbroeder van 10/I/1945 (VAr, *PE*)- *Leidersblad*, 11-12/44, XV jg, nr 10, p. 36 - *L'ami des scouts*, 11/44, nr 1, p. 4-5 - D. DE RUYVER, *De vlucht naar Anduze. Het verhaal over de C.R.A.B. en de R.C.B.L.*, Zottegem, z.d., p. 9 - J. VANWELKENHUYZEN en J. DUMONT, *1940, Le Grand Exode*, Brussel, (1983), p. 216 - R. DERINE, *Repressie zonder maat of einde? Terugblik op de collaboratie, repressie en amnestiestrijd*, Leuven, 1978, p. 71 - L. PAPELEUX, *Scouts et Crabs en 1940*, in *La Vie Wallone*, 9/74, XLVIII jg., nr. 3, 163-175, p. 164.

10 D. PODEVIJN, *Een bijdrage tot de geschiedenis van de (V.)K.A.J.-beweging in het verbond Aalst (1927-1977)*, Licentiaatsverhandeling, Katolieke Universiteit Leuven, dept. Moderne Geschiedenis, 1983, p. 17 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 117.

11 Dit werd de konkrete invulling van de taak die minister Jaspar aan De Coninck had toevertrouwd - *Scoutisme au service de la jeunesse* (NCWOII, *PM*) - Brief van G. Dricot (NCWOII, *EC*, 1076) - Inlichtingsfiche van M.J. Dury (NCWOII, *EC*, 1077) - R. Slypsteen (NCWOII, *EC*, 1107) - CRAB-France 1940 (14/5 - 6/8), 18 stencils, p. 1 (NCWOII, *EC*, 1146) - *Leidersblad*, 11-12/44, XV jg., nr 10, p. 66 - *L'ami des scouts*, 11/44, I jg., nr. 1, p. 4-5 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 117 - J. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 28-31 - L. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 164 - J. VANWELKENHUYZEN en J. DUMONT, *op.cit.*, p. 35.

aankwamen vertrokken alleen of in groep per fiets, motorfiets of te voet naar het zuiden. Niet iedereen bereikte het doel; door de evolutie van de strijd slaagden de Duitsers er immers in een deel van Frankrijk te bezetten. De jongeren die daarna aankwamen stonden voor een gesloten Franse grens en keerden na één of meerdere vruchteloze pogingen om deze toch over te steken naar huis terug. Voor hen was de "tocht naar Frankrijk" nog voor het einde van mei afgelopen [12].

Anderen bereikten wel Zuid-Frankrijk al verliep de tocht vrij moeizaam. De padvinders hadden het voordeel van hun trekkers- en kampopleiding en hielpen elkaar en de anderen waar ze konden. De voedselbevoorrading vormde een groot probleem. De reservisten hadden eten voor één of twee dagen mee in het vooruitzicht van de rekrutering maar het leger bood geen hulp. Gelukkig waren er jongens met zakgeld en kregen anderen wat voedsel toegestopt van de meevoelende Franse burgers. Deze vriendschappelijke stemming veranderde drastisch vanaf 28 mei, de dag waarop Leopold III kapituleerde. Van toen af werden de Belgen niet langer als bondgenoten beschouwd, maar als overbodige meeëters. Deze vijandige houding duurde tot 21 juni toen Frankrijk op zijn beurt kapituleerde. Daarna wilden de Fransen wel hulp verlenen maar dikwijls was dit onmogelijk omdat ze zelf te weinig eten hadden. De evoluerende houding ten opzichte van koning Leopold III leidde ook bij de Belgen in Frankrijk tot tegengestelde opinies over onze vorst [13].

De slechte omstandigheden tijdens de tocht naar Frankrijk vielen moeilijk te dragen voor de gedesilluzioneerde jongeren die begonnen te beseffen dat het leger hen eigenlijk niet nodig had. Eind mei bereikten velen Montpellier waar FSC-aalmoezenier Francken werkzaam was. Ze verbleven er onder andere in een vluchtelingenoord waarna ze verdeeld werden over twaalf kampen in en rond deze stad. Hier bleven ze ter beschikking van de militaire overheid en wachtten tevergeefs op een oproepingsbevel. Te Limoges bevond zich eveneens een grote groep

---

12 J. GHYSEN, *op.cit.*,p. 270 - G. TILKIN, *De scouts van de eerste eenheid St. Joris van het St. Jozefscollege Hasselt 1921-1954. Ontstaan en groei gesitueerd in de geschiedenis van scouting in Vlaanderen*, Licentiaatsverhandeling, Katolieke Universiteit Leuven, dept. Moderne Geschiedenis, 1989, p. 94 - J. REUSSENS, *Verslag van onze vluchtreis naar Frankrijk*, Rumst, z.d., g. p. - *1930-1980. Herdenkingsboek uitgegeven ter gelegenheid van 50 jaar scouting te Zwijndrecht*, z.p. z.d., p. 30.

13 Brief van Engelen van 21/VIII/1940 en van 10/I/45 (VAr, *PE*) - *Scoutisme au service... (NCWOII, PM)* - *L. BASTIJNS, Le calvaire de notre Jeunesse sur les routes de France*, in *Pays Réel*, 14/9/40 - Vragenlijst van M. Devos (NCWOII, EC, 1000) - Verslag Jos De Maegd en brief van R. Van der Kelen aan VH (NSA, VVKS, L) - *Kompas, Tijdschrift voor jonge mannen van VVKS*, 1946, (II)jg., nr. 3, p. 14 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 26 - D. PODEVIJN, *op.cit.*, p. 77 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 117 - *75 jaar scouting op het Onze-Lieve-Vrouwecollege*, z.p.z.d., p. 45-46 - D. DE RUYVER, *op.cit.*, p. 27 en p. 30 - M. MERKENS, *Un scout belge chez les Nazis : Jacques van Elder. Mort au camp de Hertzburg*, 1944, Verviers, 1946, p. 13.

jongeren onder wie 180 scouts en ook te Rouen trachtten de padvinders wat orde in de chaos te scheppen [14]. Eénmaal hier aangekomen was de tocht nog niet ten einde. De volgende etappe was Toulouse en omgeving (in het departement Haute Garonne). Hier bleven Belgen toestromen van dertien tot vijftien juni en ook Armand De Coninck vestigde er zijn voorlopig hoofdkwartier. In Toulouse verliep alles aanvankelijk ongeordend. De CRAB-scouts verrichtten hier keukenaktiviteiten evenals de KAJ die op dat moment al kontakt had met de Franse arbeidersjeugd (JOC). Nadat de ouder dan twintigjarigen onderverdeeld werden in werkkompagnies en Toulouse verlaten hadden, verzamelde men de 13.000 zestien- tot negentienjarigen op zestien juni in het Sportpark. Ze hadden het toen niet gemakkelijk om aan eten en dergelijke te geraken omdat ze door de burgerlijke autoriteiten als militairen beschouwd werden terwijl de legerleiding hen als burgers aanzag en geen van beiden hen financieel steunde [15]. In het Sportpark werd door de Belgische Luitenant-Generaal Selliers de Moranville, belast met het lot van de jongens, na overleg met Armand De Coninck aan de 13.000 wachtenden meegedeeld dat ze verdeeld gingen worden in tachtig *Compagnies de Jeunesse* van telkens ongeveer 250 man die verder opgesplitst zouden worden in peletons van tachtig en sekties van veertig eenheden. Per drie kompagnies had een militair uit het hoger kader de algemene leiding. Hij was verantwoordelijk voor de bevoorrading, de veiligheid en de administratie. Er was ook een aalmoezenier per drie kompagnies. De scoutsleiding kreeg de opdracht uit haar leden het kader voor deze kompagnies te vormen. De 300 scouts volstonden niet om al de leidinggevende posten te kunnen bezetten. Men streefde er wel naar de scouts over zoveel mogelijk kompagnies te verdelen. De ontbrekende plaatsen gaf men door aan leiders van andere jeugdbewegingen of aan universitairen. Het waren dus niet enkel de scouts die een organizatorische rol speelden tijdens het verblijf in Frankrijk [16]. Na enig puzzelwerk werden de leiders aangeduid zonder rekening te houden met de scoutsrang die ze in België bekleedden. De vraag van de scouts om zoveel mogelijk met de kameraden bijeen te blijven kon men onmogelijk inwilligen. De indeling van de jongeren in de verschillende groepen veroorzaakte heel wat administratieve en disciplinaire problemen [17].

---

14 Brief Engelen van 21/VIII/1940 en 21/I/1945 (VAr, *PE*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 28-31.

15 CRAB-France 1940, p. 2 (NCWOII, *EC*, 1146) - *De verkenner. Maandblad (VVKS)*, 9/49, IV jg., nr. 7, p. 2 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 26 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 119 - J. VANWELKENHUYZEN en J. DUMONT, *op.cit.*, p. 219-220 - *Scouting op het OLV-college*, p. 45-46.

16 J. VAN WELKENHUYZEN en J. DUMONT, *op.cit.*, p. 164 - H. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 164 - H. WEYNS, *In de maalstroom van fase-F, 1940*, Sterrebeek, 1989, p. 4 - H. HAAG, *Rien ne vaut l'honneur. L'église belge de 1940 à 1945*, Brussel, 1946, p. 87 - J. OZER, *507e Compagnie*, Verviers, 1946, p. 9 en p. 21.

17 *Scoutisme au service*, (NCWOII, *PM*) - Proces-verbaal van onderhoud van VH met Rabou, p. 20 (NSA, VVKS, L) - J. OZER, *op.cit.*, p. 19 en p. 24.

Het vinden van geschikte bestemmingen voor de jongeren was moeilijk. Sommige leiders wisten pas de dag van het vertrek waar ze heen moesten. Allen kregen een dorpje in de departementen Gard (Gers), Haute Garonne, Hérault of Ardèche toegewezen.Voor negentien juni hadden alle kompagnies Toulouse per trein of te voet verlaten. Als laatste verliet de hogere scoutsleiding de stad om zich in Mauzevin te vestigen. Zo zouden ze temidden van de jongens wonen, want niet minder dan zes kompagnies hadden dit dorp als verblijfplaats toegewezen gekregen [18].

De inwoners van Toulouse waren opgelucht na het vertrek van de massa jongens omdat hun aantal aanleiding had gegeven tot enorme problemen in verband met voedselbevoorrading. Bij de nieuwbakken leiders lagen de gevoelens anders: met behulp van enkele vlugge instrukties en een minimum "opleiding" van enkele dagen in een kazerne, wat brood, vlees en levensmiddelen en vooral de mededeling dat ze hun plan moesten trekken, mochten ze met de hun toegewezen jongens vertrekken naar de aangeduide dorpen in de vier eerder genoemde departementen. De eerste kontakten verliepen niet altijd vlot, sommigen waren niet geschikt voor de hun opgelegde taak maar de meesten wilden wel bewijzen dat ze als scouts de nodige basis hadden gekregen om een leidinggevende funktie aan te kunnen. In deze geest was op de bijeenkomst van de scoutsleiders en -voortrekkers op 29 mei besloten dat de jongeren geen scout moesten worden, maar dat ze wel de kans kregen het scoutisme mee te beleven in Frankrijk [19].

Bij de aankomst van de CRAB-jongeren verdubbelde op sommige plaatsen het aantal inwoners bijna, wat moeilijkheden met bevoorrading meebracht [20]. Na hun aankomst zochten de scouts slaapplaatsen en richtten keukens in buiten of in de buurt van een kookplaats. Zoals vroeger op kamp werden dagelijks andere groepjes belast met de keukendienst die ook water halen en hout sprokkelen omvatte. Intussen was een andere groep op zoek naar voedsel. Aanvankelijk leverde het dorp dit, maar later niet meer. Dan dienden de jongens soms 20 tot 30 kilometer ver te gaan om voedsel te bekomen. De fietsen van de personen die zo naar Frankrijk waren gekomen kwamen hierbij uitstekend van pas. Nog later kon men bij de Franse diensten voor enkele frank de volgende levensmiddelen per dag en per persoon verkrijgen:

---

18 *Scoutisme au service en Mauzevin 1940*, p. 27 (NCWOII, *PM*).

19 *Scoutisme au service en Mauzevin 1940*, p. 3 (NCWOII, *PM*) - J. OZER, *op.cit.*, p. 9 en p. 25 - L. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 165.

20 Voorbeeld: Sarrant: 300 inwoners - 230 CRAB, Mauzevin: 900 inwoners - 750 CRAB (oorspronkelijk: 1500 CRAB) - Mauzevin 1940, p. 7 en 503e Cie CRAB de Sarrant (Gers) - *Rapport fait par le chef de Cie, Thierry Cogels au chef del Marmol*, (NCWOII, PM) - J. OZER, op.cit., p. 17 en p. 40 - L. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 166.

brood	450 gram
zout	5 gram
droge groenten/rijst	25 gram
suiker	15 gram
"koffie"	10 gram
vet	8 gram
vlees (+been)	100 gram

Ze konden dit voedselpakket aankopen met de tien frank die de Belgische staat na een tijdje dagelijks voor elke persoon aan de kampleiding ter beschikking stelde en met een deel van het loon van de jongens die werkten op boerderijen en wijngaarden. Zij moesten aan de kampleiding ongeveer twee vijfden van hun loon afstaan voor het gemeenschappelijk fonds. Soms leverde het leger wat keukenmateriaal maar meestal aten de jongens buiten op gesjorde banken met wat gamellen, konservenblikken en zelfgemaakte bestekken. Het eten zelf was soms lekker klaargemaakt en af en toe was er een grotere hoeveelheid beschikbaar, maar globaal gezien was het voedsel te weinig gevarieerd en beperkt in hoeveelheid [21]. In Mauzevin werd de helft van de jongens op een bepaald moment vergiftigd door het eten van slechte sardines. Verder maakte het voedseltekort de jongens zwakker waardoor ze gemakkelijker vatbaar waren voor ziekten. Dit werd nog versterkt door de gebrekkige hygiëne. De meesten liepen rond met muggebeten en de strozakken werden elke week met creosote behandeld om ze te ontdoen van ongewenste bezoekers. Er was bovendien gebrek aan medicijnen; zo diende een kompagnie veertien dagen verder te werken met één persoonlijk EHBO-kistje. In Auch betaalde de prefektuur enkele dagen de apotekers maar vanaf 25 juni kwam er een einde aan zodat ook hier een tekort aan medicijnen en Rode Kruis-materiaal ontstond. Er waren maar enkele dokters die onregelmatig hun tochten maakten en die de jongens (gratis) verzorgden. Vaak weigerden geneesheren de CRAB te onderzoeken. Deze toestand leidde soms tot dramatische gebeurtenissen zoals bijvoorbeeld het overlijden ten gevolge van een slecht verzorgde wonde van de Mechelse scoutsleider Paul Schroeter. Het was begrijpelijk dat er een voortdurende vrees voor epidemies heerste [22].

---

21 *Scoutisme au service* en Bijvoegsel III, *Mauzevin*, 17/VII/40 (NCWOII, *PM*) - De WOLF, *De bange meidagen na 1940*, p. 11 (NCWOII, EC, 1075) - F. VERBEELEN, *Oorlog 1940. Herinneringen van een opgeroepene*, kopies van een met de hand geschreven tekst (NCWOII, *EC*, 1163) - *Leidersblad*, 11-12/44, XV jg., nr. 10, p. 38 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 30-31 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 119 - L. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 166-168 - *Saussan 1940. Camp d'entrainement de 137 scouts belges en terre de France*, z.p. z.d., p. 24-25 - J. OZER, *op.cit.*, p. 56.

22 *Scoutisme au service, Mauzevin 1940*, p. 13 en p. 24-25 en bijvoegsel III, *Mauzevin*, 17/VII/40 (NCWOII, *PM*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 30 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 119 - J. OZER, *op.cit.*, p. 42 - L. PAPELEUX, op.cit., p. 166 - H.WEYNS, *op.cit.*, p. 20.

Ook het heimwee zorgde voor problemen, zeker na 21 juni toen Frankrijk op zijn beurt kapituleerde en het leek of de oorlog voorbij - en de terugkeer naar huis nabij - was. Om deserteren te verhinderen verzamelde de leiding de identiteitskaarten en hield vanaf juli - wanneer een deel van de burgerlijke vluchtelingen de streek verliet - dagelijks appèl met naamafroeping. Enkelen ondernamen een mislukte vluchtpoging. De leiding begreep dat deze melancholie kon afnemen als de jongens in kontakt konden komen met hun Belgische familie. Zo kon men meteen de geruchten over het vernietigen van de Belgische steden en het krijgsgevangen nemen van de CRAB ontkrachten. De post kon verstuurd worden via het Internationale Rode Kruis te Parijs. In korte berichtjes stelde de leiding de ouders op de hoogte van de verblijfplaats en de goede aankomst van hun zoon. De leiders gaven enkel korte algemene info omdat ze zoveel ouders moesten verwittigen. Vaak bereikten de kaartjes na enkele dagen of weken hun bestemming. Sommige brieven daarentegen arriveerden een paar maanden na de thuiskomst van de jongens en bleken geopend door de Duitse censuur. De eerste brieven uit België bereikten de kampen pas begin augustus, een moment waarop de jongens al vertrekkensklaar stonden om de terugtocht aan te vatten [23].

Een andere manier om de zwaarmoedigheid te verdrijven was de jongens voortdurend bezighouden. De leiding stelde een goedgevuld programma op dat er voor de niet buiten het kamp werkende leden globaal als volgt uitzag:

6.30:	opstaan
7.15:	H. Mis (soms biecht)
8.30:	ontbijt
9.00:	slaapzaal opruimen
9.45:	inspektie
10.00:	ploegleidersvergadering
10.15:	vlaggegroet (Belgische vlag),appèl
10.30:	diensten of lessen
12.15:	vrij of lessen
12.30:	middagmaal
13.15:	rust
15.00:	diensten of lessen of sport
17.00:	turnen
17.45:	vrij
18.00:	avondmaal

23 *Pour écrire en Belgique*, brieven van Engelen van 21/VIII/40 en 10/I/45 (VAr, *PE*) - Verslag J. De Maegd , p. 3. (NSA, *VVKS, L*) - Bijvoegsel III (NCWOII, *PM*) - DE WOLF, *De bange meidagen van 1940*, p. 12 (NCWOII, *EC*, 1075) - D. BREMS, *op.cit.*, p. 26 - D. PODEVIJN, *op.cit.*, p. 79 - H. WEYNS, *op.cit.*, p. 21 - J. OZER, *op.cit.*, p. 54, p. 69 en p. 91 - L PAPELEUX, *op.cit.*, p. 168 en D. DE RUYVER, *op.cit.*, p. 25.

19.30: lokaal open (lezen,...)
soms kampvuur
22.00: slapen [24]

In bepaalde minder goed geleide kompagnies, waar de leiding zich volledig van de jongens isoleerde, was er van een dagorde of een andere vorm van organizatie helemaal geen sprake. Bovendien slaagde niet elke leidersploeg erin om het juiste evenwicht te vinden tussen persoonlijke kontakten en discipline. Voor de verzwakte jongeren was rust een noodzaak. Daarom lastte men een siësta in en voorzag men voldoende uren slaap. De mis, de vlaggegroet en de inspektie bleken heel belangrijk. Deze vormen van nationaal en religieus ceremonieel konden de jongens immers boeien. De vaderlandsliefde kwam ook tot uiting tijdens de vieringen van elf en eenentwintig juli, ook al verliepen deze niet overal zonder strubbelingen [25].

Sommige jongens werkten zoals eerder gezegd op een boerderij of in een wijngaard. Anderen hielpen met het herstellen van wegen of met het schilderen van het gemeentehuis. In de kampplaats zelf waren ook diverse werkzaamheden mogelijk. Naast het sjorren van banken, het versieren van de kamers en het bouwen van karretjes was er ook werk voor herstellers van kledij, knopen, fietsen, valiezen en schoenen. Uiteraard deed de algemene schaarste zich hier ook gelden. Zo liepen de jongens van het departement Gard bijna allemaal in korte broek rond: de pijpen van de lange broeken werden immers gebruikt om het zitvlak van de broeken te herstellen. De wasdienst was populair; de CRAB-bakkers, kappers en aspirant-geneesheren werden eveneens met open armen ontvangen. Daarnaast besteedde men tijd aan scoutstechnieken zoals morse, EHBO, knopen leggen en afstanden schatten. Helemaal schools werd het in de taalkursussen, de lessen wetenschappen en het geschiedenisonderricht. Fysische inspanningen leverde men tijdens de sport- en spelbeoefening terwijl men tot rust kon komen tijdens allerhande gezelschapsspelletjes, met uitzondering van het verboden gokken voor geld. Te Mauzevin werd zelfs een krantje uitgegeven waaraan zowel de opstellers als de lezers plezier beleefden. Het kampvuur tenslotte was een belangrijke sociale aktiviteit. Het was de gelegenheid om de aalmoezenier, enkele dorpelingen of de militaire verantwoordelijke uit te nodigen [26].

---

24 Dagorde VT's, werd in kamp uitgehangen (VAr, *PE*) - Brief van H. De Bruycker en F. Van Damme aan VC van 8/VII/40 en brief van H. Van Damme aan VC van 7/VIII/40 (NSA, *VVKS, L*).

25 Op de problemen in verband met de viering van beide feestdagen gaan we dieper in in deel II, hfdst. 2 van onze licentiaatsverhandeling (verhouding Vlaanderen-België).

26 Brieven van Engelen van 21/VIII/40 en 10/I/45 (VAr, *PE*) - Verslag J. De Maegd, p. 2 en brief van H. De Bruycker en F. Van Damme aan VC (NSA, VVKS, L) - Bijvoegsel III, Mauzevin 17/VII/40, *Scoutisme au service en Mauzevin 1940*, p. 17-19 en p. 34 (NCWOII, *PM*) - J. OZER, *op.cit.*, p. 26, p. 32, p. 54, p. 70 en p. 83 - L. PAPELEUX,

Als de groep op goede voet stond met de inwoners resulteerde dit wel eens in materieel voordeel onder de vorm van levensmiddelen. De officier die het gezag had over de kompagnie was teoretisch altijd raadpleegbaar. In de praktijk hielden sommige militairen zich liever met vrouw en kinderen dan met de jongens bezig. Deze zochten dan ook geen kontakt met de kompagnie en lieten graag de hun opgedragen administratieve taken over aan de leiding. In Mauzevin werden dertig jongens voor deze papiermolen ingeschakeld. Ze maakten naast allerhande - vaak nutteloze - lijsten ook persoonlijke fiches voor iedere jongen en een gele kaart voor de Inlichtingsdienst voor vluchtelingen. Verder was er een goed kontakt tussen de leiders onderling die soms korrespondeerden met de hogere scoutsverantwoordelijken. Hiervan was de FSC-kommissaris Charley del Marmol de aktiefste. Hij legde elke dag met zijn autootje en een rantsoen benzine een honderdtal kilometer af om toch zoveel mogelijk kompagnies te bezoeken. Armand De Coninck, bisschop Karel Cruysberghs en VVKS-aalmoezenier Willem Van Cauwelaert daarentegen toonden zich wel eens in een kamp in de buurt van Mauzevin, maar de meer afgelegen groepen kregen hen niet te zien. Andere aalmoezeniers waren aktiever. Velen wilden zich niet op een bepaalde plaats vestigen en fietsten vaak tot veertig kilometer per dag om zoveel mogelijk jongeren te bereiken. Deze aalmoezeniers hadden wel financiële problemen. Half juni ontvingen ze nog geen loon ondanks het akkoord dat Cruysberghs met Luitenant-Generaal Selliers de Moranville had gesloten.

Van buitenuit kwam intussen weinig steun. De hulporganizatie Pro Juventute leverde te Mauzevin wel eens tien hemden en zes paar kousen, maar voor 750 mensen was dit uiteraard maar een druppel op een hete plaat [27]. Uiteindelijk kwam ook tot grote vreugde van de jongens het kontakt met de Duitsers tot stand onder vorm van een verordening die de terugkeer van de jongeren en de vluchtelingen naar België regelde. Enkelen gingen op dit aanbod niet in en trokken verder naar Spanje van waaruit ze zich aansloten bij de Geallieerden. Anderen konden individueel met auto's of vrachtwagens mee naar huis of waagden de terugtocht per fiets en in groep. Het grootste deel ging eerst naar Toulouse en stapte daar op de trein tot in Brussel. De terugtocht verliep niet zo eenvoudig omdat vele (spoor)wegen beschadigd waren. De eerste jongens vertrokken eind juli, de laatsten arriveerden op twintig augustus te Brussel. Op dat moment was Armand De Coninck al een twaalftal dagen thuis, wat

---

op.cit., p. 167-171 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 119 en L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 30-31.

27 Brieven van Engelen van 21/VIII/40 en 10/I/45 (VAr, *PE*) - Brief P. de Sadelaer aan Jos (= Van Gulck) van 19/VIII/40 en brief van Van Rompaey aan VC van 11/V/44 (NSA, *VVKS, L*) - Brief van Hainaut aan Ganshof van 14/VII/40 (NCWOII, *PG*) - *Scoutisme au service en Mauzevin 1940*, p. 9 en p. 20 (NCWOII, *PM*) - DE WOLF, *De bange meidagen van 1940*, p. 9 (NCWOII, *EC, 1075*) - *L'ami des scouts*, 11/44, I jg., nr. 1, p. 5 - J. OZER, *op.cit.*, p. 25 en p. 51-52 - L. PAPELEUX, *op.cit.*, p. 167.

sommige leiders hem zeer kwalijk namen. Ze verweten hem zijn scouts in de steek te hebben gelaten. Toch had hij een belangrijke rol gespeeld bij de organizatie van het vertrek. Voedselbevoorrading, administratie, kontakten met een geneesheer en met de militairen stonden nog op het programma. Met deze voorbereidingen was op sommige plaatsen al gestart vanaf vijf juli toen een militaire nota in verband met het vertrek rondgestuurd werd naar de kampverantwoordelijken. Na de bittere ontgoocheling van een aangekondigd vertrek dat men steeds verschoof naar de volgende dag, begroetten allen het uiteindelijk vertreksein met dubbele vreugde [28].

De thuiskomst betekende niet het einde van het Frans avontuur: er werd nog lang over nagekaart. Half juni had de KAJ-proost Cardijn al zijn dank betuigd aan de scouts voor de redding van de vele jongeren, een idee dat sommige ouders en jongens overnamen, zoals bleek uit verschillende brieven en kontakten na de reis [29]. Sommige leiders hielden kontakt met elkaar, er was zelfs het voorstel om één jaar na de gebeurtenissen een bijeenkomst te houden maar dit idee werd niet verder uitgewerkt. De hogere leiding maakte een evaluatie van het verblijf in Frankrijk. Globaal was er reden tot tevredenheid: een 300-tal leiders had zijn taak tot het einde volbracht; tien anderen hadden er de brui aan gegeven. Niet alle leiders waren even geschikt om een groep onbekende, hongerige, vermoeide en melancholische jongeren, die daarenboven even oud waren als zijzelf, op te vangen en te begeleiden. Sommigen voelden zich superieur ten opzichte van de jongeren, handhaafden een ijzeren schooltucht of vervielen in overdreven militaristisch gedoe. De anderen slaagden er in om fysieke en morele weerbaarheid aan te kweken bij de jongens die vaak voor het eerst met diverse problemen gekonfronteerd werden [30].

Minder positief was dat men vanuit vlaamsgezinde VVKS-hoek brieven naar Van Haegendoren stuurde met klachten over de VVKS-ers De Coninck en Van Cauwelaert. Hun werd een systematische negering van VVKS ten laste gelegd. De briefschrijvers waren blijkbaar niet op de hoogte van het

---

28 Brieven van Engelen van 21/VIII/40 en 10/I/45 (VAr, *PE*) - *Scoutisme au service en Mauzevin 1940*, p.46 (NCWOII, PM) - Verslag J. De Maegd, p. 4. Brief P. de Sadelaer aan VC van 11/V/44 en Nota van antwoord aan voorzitter Cols (NSA, *VVKS, L*) - *Kompas*, 3/46, (II) jg, nr. 3, p. 14 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 26 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 120 - J. OZER, *op.cit.*, p. 81 en p. 85 - L. PAPELEUX, , *op.cit.* p. 174 - H. HAAG, *op.cit.*, p. 87 - J. VAN BOSSELE, *Kortrijk tijdens de tweede wereldoorlog. Kroniek naar het dagboek van dokter Robert Mattelaer*, Kortrijk, 1986, p. 153.

29 *Scoutisme au service*, (NCWOII, *PM*) - *L'ami des scouts*, 11/44, I jg., nr.1, p. 5 - *1940-1945. Het dagelijks leven in België*, z.p., 1984-1985, p. 173.

30 *Scoutisme au service en 503e Cie CRAB de Sarrant*, p. 2 (NCWOII, *PM*) - J. OZER, *op.cit.*, p. 10, p. 102, p. 116.

in 1939 gesloten akkoord over de samenwerking van de drie scoutsfederaties onder leiding van Armand De Coninck in oorlogstijd. Van Haegendoren wilde ook informatie uit een andere hoek horen. Daartoe richtte hij zich niet tot de beklaagden maar tot de franstalige Leuvense VVKS-leider Rabou. Toen de Antwerpenaar De Coninck dit vernam was hij in zijn eer gekrenkt en hij stuurde een vlammend protest naar Van Haegendoren die besloot de zaken te laten rusten gezien de oorlogsomstandigheden.

De diskussies braken opnieuw los toen in 1944 Jos De Maegd, één van de eerder vermelde briefschrijvers en aanklagers van De Coninck en Van Cauwelaert, in de verbondsleiding werd opgenomen. De verwarring vergrootte nog toen ook leiders die niet in Frankrijk hadden gezeten zich in de diskussies begonnen te mengen [31]. Het grote probleem was dat Armand De Coninck in Frankrijk een oude droom had kunnen verwezenlijken: aan het hoofd staan van één grote Belgische scoutsvereninging die werkte in de traditie van Baden-Powell. Deze toestand wilde hij ook na de terugkeer in België bewaren. Hier stuitte hij echter op de vernieuwingsideeën van Van Haegendoren die onder andere ijverde voor een zelfstandig en vlaamsbewust VVKS-verbond. Zodoende ontstond er een vorm van onverzoenbaarheid tussen twee strekkingen binnen VVKS waarvan Van Haegendoren en De Coninck de woordvoerders waren.

2. TOENADERINGSPOGINGEN VAN DE NIEUWE ORDE (AUGUSTUS 1940-JULI 1941).

Na hun terugkeer uit Frankrijk hervatten de meeste scoutsgroepen hun werking. De VVKS-leiding kwam samen en zocht kontakt met de twee andere scoutsverbonden. Allen dachten na over de toekomst. Voorlopig kon men verder werken want de Duitse bezetter stond positief ten opzichte van de Vlaamse scouts die ze wilden inschakelen in de eenheidsjeugdbeweging. Oorlogsomstandigheden en de houding van de Kerk leidden tot een aangepaste vorm van scouting waarin dienstbetoon een centrale plaats innam.

De oudere scouts die uit Frankrijk terugkeerden, voegden zich weer bij hun scoutstroep en hielpen mee aan allerlei hulpakties. In Antwerpen verzamelden scouts kledij, sokken, ondergoed en schoenen voor krijgsgevangenen en soldaten. Rond Kerstmis 1940 haalden ze snoepjes en speelgoed op voor de kinderen die in het hospitaal verbleven. De inzamelmetode was steeds dezelfde. De inwoners kregen vooraf een bericht zodat ze wisten wanneer de scouts in burger langs kwamen. In de

---

31 Ganse dossier (NSA, *VVKS, L*).

regio Aarschot-Diest werkte men verder met de padvinderspost die men onmiddellijk na de bezetting oprichtte. Vanuit Aarschot trokken de verkenners per twee de buurt rond volgens vooraf uitgestippelde routes om brieven en pakjes te bezorgen, dit tot vreugde van de bevolking. Eenzelfde postdienst zetten de scouts ook op te Hasselt, Leuven, Mechelen en Herentals. In Landen verzamelde men rond Kerstmis oude kledingsstukken voor Winterhulp [32].

Deze vereniging werd opgericht op één november 1940 om materiële en morele steun te verlenen en de nodige middelen daartoe te verzamelen. Verder zorgde Winterhulp voor de koördinatie van al de bestaande instellingen die hulp verleenden. De hogere leiding beschouwde Winterhulp als een goed middel om de her en der verleende diensten nu beter te organizeren onder het motto "Winterhulp voor de jeugd, door de jeugd". Dat de scouts mochten meewerken aan dit werk vond de leiding zeer vererend. Het was belangrijk te weten dat Winterhulp niet overal even positief ontvangen werd. Men beschouwde de vereniging als een kollaboratie-instelling. Op dat moment had Maurits van Haegendoren zelf kontakten met de Duitsers, dus was het logisch dat hij weinig onder de indruk was van de kritiek die Winterhulp te verduren kreeg. Het verbond moedigde de leden aan om de laster tegen Winterhulp te helpen bestrijden.

In Antwerpen trad VVKS nog diezelfde maand toe tot de Algemene Raad van Winterhulp voor de provincie Antwerpen. Ook BSB verleende medewerking. De voornaamste taak van de scouts bestond er in om materiële hulp voor de behoeftigen te verzamelen door de verkoop van kentekens, het rondgaan met bussen op straat en het afhalen van eetwaren en kledingstukken, aktiviteiten die men elke maand zou herhalen. De scouts werkten ook aan de teoretische organizatie van vakantiekampen waarvoor Winterhulp op VVKS een beroep deed. Eénzelfde vakantie-initiatief werd ontplooid door de Nationale Instelling voor Sociaal Dienstbetoon aan de gezinnen van de militairen, die eveneens rekende op de scouts. De verbonds- en de gouwleidingen zegden de steun toe, maar de groepen verleenden niet de verwachte hulp. Sommige troepen hielden zich zelfs totaal afzijdig en de leiding vreesde dat scouting een slechte naam kreeg in bepaalde middens. In de omzendbrieven gaven de verbonds- en gouwkommissarissen heel wat info over Winterhulp met de bedoeling de twijfelaars toch tot medewerking te bewegen.

---

32 Gouwmededelingen 13, 23/IX/40 (VAr, *PVG, Go1*) - *50 jaar scouting te Aarschot*, kranteknipsel van 20-21/IX/75 (NSA, Scouts en gidsenbeweging I) - *Scouting in Landen*, g.p. - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 124 - H. HAAG, *op.cit.*, p. 133 - *Scouting in Aarschot*, p. 21 - *Witboek 1919-1969. 50 jaar scouting te Diest*, Diest, 1969, p. 12.

Blijkbaar hadden sommige scoutsgroepen bedenkingen bij een organizatie die onder andere in Antwerpen door VNV en Verdinaso gesteund werd. Of misschien wilden anderen gewoon de normale aktiviteiten verder zetten zolang dat nog mogelijk was en schoof men daarvoor de hulpverlening opzij. Er vonden in deze periode traditionele aktiviteiten als bosspelen, kerst- of pinksterkampen, troepsvergaderingen en weekends plaats [33].

Terwijl enkele groepen gesticht werden hield een andere groep op te bestaan "onder druk van de bezetter" [34]. Materiële moeilijkheden lagen echter aan de basis. Af en toe eiste men een lokaal op en het gebeurde dat door gebrek aan brandstof de lokalen onvoldoende verwarmd konden worden. De textielschaarste deed zich gevoelen. Het eerste uniformstuk dat ontbrak was de hoed. Om het uniform zo goedkoop mogelijk te houden stelde de verbondsleiding voor de hoed te vervangen door de goedkopere politiemuts. Er was toch al voorgesteld om de Engels uitziende hoed te vervangen om de Duitsers niet te provoceren. Terzelfdertijd nam Maurits van Haegendoren het initiatief om in plaats van de kenmerkende hoed een eenvormige verbondshalsdoek in te voeren, dit zowel om de scouts van andere bewegingen te onderscheiden als om uit te drukken dat het verbond belangrijk was. Deze centralizatieplannen stuitten op kritiek. De tegenstanders merkten fijntjes op dat de VC toch geen andere unitaire organizaties wilde nabootsen. De opmerking was een toespeling op de kontakten van Van Haegendoren met de Duitse bezetter in het kader van een eenheidsjeugdbeweging [35]. Deze en andere verdachtmakingen verhinderden de goede werking van de verbondsleiding.

---

33 VG aan DC'ers der gouw, 11/IV/40, 18/II/40, 26/II/40, 2/XII/40, gouwmededelingen 14 en Verslag vergadering van 3/V/41 (VAr, *PVG, Go1*) - VC aan alle C's, 12/III/41 (VAr, *PVG, V*) - DN aan alle leiders in de gouw, 20/IX/41 (NSA, *PDN*) - Brief van De Roover aan DC van 21/VI/41 (NDA, *PDC, J*) - Brief van DC aan medeleider van 30/VII/41 (NSA, *Knipsels 1940-1948*) - D. BREMS, *op.cit.*, p. 28 - *1940-1945. Het dagelijks leven in België*, p. 138.

34 R. CLEMENT, *op.cit.*, g.p. - L. BIESEMANS, *op.cit.* p.33 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 28 en p. 38 - *Scouting in Aarschot*, p. 25. In het gedenkboek formuleerde men een hele tijd na de feiten dat de plaatselijke groep ophield te bestaan onder druk van de bezetter. Op dat moment lag het nog niet in de bedoeling van de Duitsers om de scoutsbeweging af te schaffen. Waarschijnlijk klonk het heroïscher om te vertellen hoe streng de bezetter optrad.

35 Brief van VH aan VG van 14/XII/40, Toelichting tekst A en brief VG aan VH, 19/XII/40 (VAr, *PVG, V*).

Spanningen binnen de VVKS-verbondsleiding en het IFB.

Op zes augustus 1940 kwamen de VVKS-leiders voor de eerste maal samen na de gebeurtenissen in Frankrijk [36]. Enkele van hen hadden eerder al deelgenomen aan de vergadering van het Interfederaal Bureau van 10 juli. Daar praatte men over de toekomst van scouting en de resultaten van deze diskussies werden op zes augustus meegedeeld aan de verzamelde VVKS-ers. Hieruit bleek dat de BSB-ers Graux en Picalausa alle aktiviteiten wilden stopzetten. Ze oordeelden dat een van oorsprong Engelse beweging toch nooit aanvaard kon worden door de bezetter en dat het dus logischer was de scoutsorganizatie te ontbinden voordat de Duitsers een verbod konden uitvaardigen. De FSC-vertegenwoordigers huldigden dit radikale standpunt niet maar wisten niet goed hoe het verder moest in de toekomst. VVKS bepaalde dat de leden en de leiding de aktiviteiten zolang als mogelijk verder zouden zetten. Over dit door VVKS aanvaarde standpunt diskussieerde men verder op de VVKS-vergadering van zes augustus. Verbondsvoorzitter Antoine Cols stelde dat men niet verder kon zonder een Nationale Jeugdbeweging. Hiervoor dienden de scouts het initiatief te nemen om zo te verhinderen dat de Duitsers een eenheidsjeugdbeweging uit de grond konden stampen. De Antwerpse scoutsaalmoezenier, pater Lombaerts replikeerde dat een unitaire jeugdbeweging praktisch niet mogelijk was omdat de katolieke jeugdbewegingen zichzelf isoleerden.

De verhouding tussen de scouts en de KA-Jeugdwerken was inderdaad niet al te schitterend [37]. Armand De Coninck hoopte dat de drie scoutsfederaties verenigd werden in één autonoom scoutsverbond om zo eendrachtig te staan tegenover de bezetter. Met deze stelling stond hij lijnrecht tegenover de ideeën van Van Haegendoren die wel een vrijwillige samenwerking tussen de drie verbonden aanvaardde maar tegelijk vooral de Vlaamse eigenheid van VVKS wilde benadrukken. Allen waren er het wel over eens dat dienstbetoon het voornaamste middel was om aan de bevolking te tonen dat scouting nog steeds bestond. Bovendien kon deze hulpverlening aan de Duitsers duidelijk maken dat de scouts de handen uit de mouwen konden steken om het vaderland te dienen en misschien kon men de bezetter dan overtuigen dat het nuttig kon zijn de scouts verder te laten werken. Het leiden van jeugdkampen kon een belangrijke vorm van dienstverlening worden in deze oorlogsperiode. De Coninck opperde

---

36 Verslag der vertrouwelijke vergadering van dinsdag 6/VIII/40, gouw Antwerpen (door Van Gulck) (NSA, *Knipsels 1940-1948*). Het belang van deze vergadering werd aangeduid door Van Gulck die op het verslag in zijn archief een kaartje vastniette met "tekst van historisch belang". De tekst in het NSA was voorzien van een berichtje dat hij niet mocht ingezien worden "zonder toelating van VV Cols (reeds overleden) en zeker niet geschikt was voor publikatie".

37 Deze verhouding wordt uitgebreid behandeld in deel II, Hfdst. 3 van onze licentiaatsverhandeling (Kerk en Religie).

dat het noodzakelijk was om hierover als geünificeerd scoutsverbond een akkoord te bereiken met VNV, Verdinaso en Rex. Dit voorstel werd niet in overweging genomen [38]. Daarna schonk de vergadering het vertrouwen aan de leiding die de macht in handen had.

Deze hogere leiding besefte zeer goed dat de verstoring van het kontakt tussen de verschillende leidersniveaus een ernstige handicap vormde voor een normale werking van VVKS. Vroeger liepen de kontakten via de leidersvergaderingen, de aktiviteiten op de Kluis - het VVKS-centrum te Sint-Joris-Weert - en de tijdschriften. Tijdens de oorlog beschikte men over minder middelen. Op de Kluis richtten de scouts geen aktiviteiten meer in, groepsblaadjes mocht men niet meer uitgeven en ook de leidersvergaderingen en -kursussen vonden aanvankelijk niet plaats. Dit loste men op door de inleidingskursus voor Verkenners, net voor de oorlog gemaakt door Van Haegendoren, gratis ter beschikking te stellen van alle leiders die hier om vroegen [39].

Eind 1940 besliste de verbondsleiding om het voorzitterschap van het Dagelijks Bestuur in handen te geven van de verbondskommissaris die ook het uitvoerend leiderschap van de scouts verkreeg. De verbondsvoorzitter, die ook voorzitter van het Dagelijks Bestuur was, werd vanaf het moment van de wijziging leider van de verbondsraad. Konkreet betekende dit dat Van Haegendoren zijn positie versterkte [40].

De ideeën van laatstgenoemde waren duidelijk merkbaar in de vernieuwingsbeweging binnen VVKS. Door de aanpassing wilden de vernieuwers de scouts door de bezetting loodsen en voorbereiden op de taak tijdens de heropbouw van de naoorlogse maatschappij. De eerste aktiepunten, die centraal stonden in de nieuwjaarsboodschap van Van Haegendoren in naam van de verbondsleiding waren: centralizering, korpsgeest en propaganda. De centralizering van het gezag hield in dat de groepen strikt gehoorzaamden aan wat men van bovenaf meedeelde. Alle openbare aktiviteiten van de groepen werden een zaak van het verbond, zodat dit in laatste instantie wijzigingen of verbodsbepalingen kon doorvoeren. De verbondsleiding hoopte de korpsgeest te versterken. VVKS diende als beweging centraal te staan en niet de eigen groep. Dit betekende dat rijkere groepen een deel van hun materiaal spontaan ter beschikking van armere troepen zouden stellen en dat groepen met een leidersoverschot een deel hiervan zouden overhevelen naar minder goed

---

38 Verslag der vertrouwelijke vergadering (NSA, *Knipsels 1940-1948*).

39 Aan alle scouters, 9/40 (VAr, *PVG, V*) - Nota, voorstel verslag, onverbeterd, eind 40 (NSA, *PDN*).

40 VG aan alle GC, GA, DC, DA, 31/XII/40 (VAr, *PVG, V*). Eigenlijk was deze wijziging een aanpassing aan de realiteit. Als assistent van VV Cols nam VC Van Haegendoren al het grootste deel van het werk op zich.

draaiende en nieuw opgerichte groepen. Dit laatste gebeurde in het kader van ledenwerving waarvoor het moment geschikt leek: de bevolking was nog onder de indruk van de bewezen diensten, velen waren overtuigd van de noodzaak van jeugdwerk en men beschikte over meer leiders dan normaal omdat de jongeren de taak mee hadden overgenomen.

Teoretisch leek de inhoud van deze nieuwjaarsboodschap heel mooi, maar in de praktijk bleek dat ze vrij diktatoriaal overkwam bij de groepen die het moeilijk vonden om onder leiding van een autoritair gezag te staan [41]

Op interfederaal vlak besliste het IFB in oktober 1940 dat de drie scoutsverbonden elkaar zouden raadplegen wanneer één van hen benaderd werd door groepen of individuen voor om het even welke vorm van samenwerking. Waarschijnlijk was dit een reaktie op het feit dat enkel VVKS op dat moment door de Duitse bezetter benaderd werd. Tevens beklemtoonde het IFB zijn afzijdigheid van elke vorm van politiek, wat niet betekende dat de scouts altijd onverschillig moesten blijven voor de niet-partijgebonden jeugdpolitieke problemen [42].

Vier maanden later voerde men een hervorming aan de top van het IFB door. Voortaan berustte de leiding bij drie personen. Enkel deze drie mochten in naam van de scoutsbeweging de eventuele kontakten leggen met het koninklijk hof [43]. Deze centralizering voerde men door na eerdere moeilijkheden. FSC had immers foto's van prins Boudewijn als welp - die ze van het hof had gekregen - vermenigvuldigd en doorverkocht zonder de twee andere scoutsverenigingen in te lichten, terwijl ze eigenlijk ter beschikking waren gesteld voor publicitaire doeleinden van de drie verbonden. Na bittere reakties van onder andere Van Haegendoren, die het FSC hiervoor wilde straffen, bereikte men toch een kompromis: VVKS en BSB konden dezelfde foto's gebruiken voor het maken van postkaarten en mini-posters, beide verenigingen konden eerst enkele duizendtallen hiervan verkopen vooraleer FSC er verder gebruik mocht van maken. De verantwoordelijken van FSC werden op de vingers getikt. Men besloot om de winst ter beschikking te stellen van wie door de oorlog getroffen was. Zo voorzag men de foto's van VVKS van de tekst: "Verkocht door de

---

41 Aan alle scouters, 31/XII/40 (NSA, VVKS, Verbondsmededelingen 1940-1957) - Toelichting tekst A (VAr, *PVG, V*) - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 100-101 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 33 - *Handhaaf en bouw. De vernieuwing van het verkennen in het Vlaamsch Verbond der Katholieke scouts*, Brussel, 1945, p. 5.

42 VH: 2 teksten van een vorige zitting door het DB aangenomen, 14/III/41 (VAr, *PVG, V*) - *Décision prise par les Associations BPBS en BSB*, 17/X/40 (NSA, PDC, A).

43 De kontakten met het koninklijk hof onder vorm van telegrammen, gesprekken over de oprichting van een koninklijke welpenorde en het ter beschikking stellen van foto's van de prinsen behandelen we verder in deel II, hfdst 1 van onze licentiaatsverhandeling (Houding ten opzichte van de dynastie).

Padvinders van Vlaanderen ten voordele van Winterhulp". De verkoop leverde heel wat geld op, niet alleen omdat er na enkele maanden bij VVKS al een 20.000-tal de deur waren uitgegaan, maar ook omdat men per eksemplaar reuzewinsten boekte. De kostprijs van de grote en kleine kaarten bedroeg voor het verbond respektievelijk 0,985 en 0,15 frank. Men verkocht ze door aan de plaatselijke groepen voor 2,5 en 0,6 frank terwijl die ze aan de man brachtten voor vijf en één frank. Hoeveel geld deze aktie opbracht is niet geweten maar het was zeker dat men niet al de winst ter beschikking van Winterhulp stelde. Het verbond kondigde deze aktie immers niet enkel aan als een vorm van dienstverlening en propaganda maar ook als een geschikt middel om de kas van de groepen wat te spijzigen. Dit laatste wees er op dat de groepen die meewerkten een deel van de opbrengst mochten houden [44].

Kort daarna opperde Maurits Van Haegendoren ernstige bezwaren tegen de werking van Armand De Coninck in het Centraal Bureau van de BPBBSS-associatie. Terwijl het IFB er in slaagde om in de moeilijke momenten van mobilizatie, bezetting en uittocht naar Frankrijk eensgezind een standpunt te vertolken, bleek uit de aangehaalde voorbeelden dat het evenwicht geregeld ondermijnd werd door de uiteenlopende verlangens van de afzonderlijke verbonden. De kontakten tussen groepen die behoorden tot de verschillende verbonden verliepen zeer gevarieerd. De scouts van Vilvoorde ontmoetten een Brusselse scoutsgroep en bezochten het trainingscentrum van de FSC. In Mechelen daarentegen verzocht men de leiding om de oorspronkelijke tekst van een kampvuurnummer aan te passen. In een bepaalde passage spotte men met het verleden van de Walen. Dat was niet in overeenstemming te brengen met het streven naar samenwerking met de franstalige scouts [45].

Naar een eenheidsjeugdbeweging ?

Zoals algemeen verwacht streefden de Duitsers naar de eenmaking van de jeugdorganizaties. Hiervoor deden ze niet enkel een beroep op de Vlaamsnationale en Duitsgezinde jeugdverenigingen, maar ook op het VVKS [46]. Dit gebeurde niet toevallig. De Vlaamse en katolieke vleugel van

---

44 Van Bael aan alle DC's e.a., 10/IV/41 (VAr, *PVG, V*) - Brief van Cols aan VH van 28/I/41, brief van VH aan Cols van 3/II/41 en brief van VH aan medescouter van 27/II/41 (NS, *PDN*) - Brief van VH aan DC van 26/III/41 (NSA, *PDC, A*).

45 Brief van DN aan Emery, z.d. (NSA, *PDN*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 33.

46 Voor de gedetailleerde informatie baseerden we ons op volgende werken en artikels: W. MEYERS, *Het VVKS en de poging tot eenmaking van de jeugdbewegingen in Vlaanderen tijdens de bezetting (1940-1944)*, in Y.J.D. PEETERS, *Over volksopvoeding en staatsvorming. Een bundel opstellen aangeboden aan Dr. Maurits van Haegendoren ter gelegenheid van zijn 80e verjaardag*, Antwerpen, 1983, p. 78-94 - ID., *Jeugdbeweging*, in M. VAN DEN WIJNGAERT (red.), *Schoollopen in oorlogstijd. Het dagelijks leven van middelbare scholieren tijdens de Duitse bezetting (1940-1944)*, Brussel, 1988, p. 37-

scouting was een bloeiende beweging met een groot aantal leden. De leiding legde de nadruk op het Vlaamse, volkse karakter van de beweging en wenste gehoorzaamheid, discipline, orde en tucht, waarden waar ook de Duitsers voor gewonnen waren. VVKS was tevens de katolieke beweging die het meest onafhankelijk stond ten opzichte van de kerkelijke hiërarchie. De aalmoezeniers stonden de leiding bij op religieus vlak, zonder zelf de macht in handen te hebben. Hierdoor verschilde VVKS van de andere jeugdbewegingen die tot de Katolieke Aktie (KA) behoorden. Men beschouwde VVKS als een "hulpwerk" van KA, dit in tegenstelling tot de positie van de franstalige katolieke scoutsfederatie. De FSC kreeg het statuut van hoofdwerk van Katolieke Aktie, waarschijnlijk omdat de leiding meer het kerkelijk spoor volgde. De Duitsgezinde bewegingen stonden ook positief ten opzichte van Maurits Van Haegendoren die er toch in geslaagd was de onafhankelijkheid tegenover de Kerk en Wallonië door te drukken. Vanaf februari 1941 ging de bezetter zich rechtstreeks met de jeugdproblematiek bezig houden. Op dat moment werd Rudolf Hemesath, een legerluitenant en hoge funktionaris in de *Hitlerjugend (=HJ)*, benoemd tot gevolmachtigde van de *Reichsjugendführung* in België. Zijn taak bestond erin kontrole uit te oefenen op de bestaande jeugdbewegingen en te zoeken naar een metode om de eenheidsjeugdbeweging te stichten [47]. Deze was in februari nog niet tot stand gekomen, al werden er vanuit diverse hoeken pogingen ondernomen. Zo streefde het AVNJ (= Algemeen Vlaamsch Nationaal Jeugdverbond), de politieke jeugdbeweging van het VNV (=Vlaams Nationaal Verbond) onder leiding van Edgard Lehembre, naar de vorming van een volksbeweging. Hiervoor dacht het aan samenwerking met het DJV (= Dietsch Jeugdverbond), de jeugdafdeling van het Verdinaso (=Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen) én VVKS, terwijl na de totstandkoming geschikte individuen uit KSA en KAJ zouden aangetrokken worden. Dat plan mislukte omdat de Duitsers er niet aan dachten aan het AVNJ een exclusief statuut toe te kennen. Het AVNJ had te kampen met interne moeilijkheden. Een deel van de leden werd beïnvloed door het Nationaal Socialisme. Deze leden verzamelden zich onder leiding van Alfons Wachtelaer - die *SS*-steun genoot - en scheurden zich af van het AVNJ en het VNV in maart 1941. Meteen was de Vlaamse Jeugd (=VJ) geboren.

---

42 - ID, *Macht uitgeoefend op de jeugdbewegingen tijdens WO II*, lezing, 29/XI/88, UFSAL, Koekelberg - G. JANSSENS, *De Hitlerjugend-Vlaanderen*, in *Spiegel Historiael. Maandblad voor geschiedenis en archeologie*, II/83, XVIII jg., nr. 2, p. 62-74. Algemene vermeldingen vonden we bij *L' ami des scouts*, II/44, nr. 9, p. 1-3 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 56 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 102 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 123-124 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 32-34 - D. VAN DAEL e.a., *De vlag en de lading. Geschiedenis, principes en methodiek van VVKSM*, Antwerpen, 1986, p. A18 - P. COCLE, *West-Vlaanderen in de bezetting*, Roeselare, 1985, p. 107 - R. BONTE, *50 jaar scouting te Roeselare*, Roeselare, 1985, p. 65.

47 F. VAN LAEKEN en E. VERHOEYEN, *Lexicon-Politieke en Jeugdcollaboratie*, Brussel, 1985, p. 33.

Toen Hemesath ten tonele verscheen legde hij kontakten met de leiding van het verdeelde AVNJ, DJV, Dinaso-jeugd en VVKS inzake de struktuur van de eenheidsbeweging. Vooraleer daaruit iets konkreet kon groeien, dook Wachtelaer met zijn Vlaamse Jeugd op en voerde een grootse én suksesrijke propagandaslag. Zowel Lehembre als Wachtelaer wilden een eenheidsjeugdorganizatie onder hun leiding tot stand brengen. Dit werkte uiteraard de naijver en de verdeeldheid in de hand.

In mei bereikte Lehembre een belangrijk sukses toen de jeugdafdelingen van Rex-Vlaanderen, Verdinaso en VNV zich verenigden en DJV zich hierbij aansloot. Hij was er van overtuigd dat VVKS-VC Van Haegendoren ernstig meewerkte aan de voorbereiding van de eenheid. De VJ zag dit met lede ogen aan, zeker toen bleek dat het genoemde initiatief van Lehembre geen tegenstand van Hemesath kreeg. Deze stond ook positief ten opzichte van Van Haegendoren. Uit zijn briefwisseling weten we dat Hemesath hoopte op een eenheidsjeugdbeweging die a-politiek was en dat hij na realizatie daarvan voor Van Haegendoren een belangrijke plaats in het Ministerie van Jeugdopleiding in het vooruitzicht stelde. Vanaf mei was Hemesath heel entoesiast en er stellig van overtuigd dat zijn talloze kontakten met de verschillende jeugdbewegingen tot een gunstig resultaat zouden leiden. In de papieren van De Coninck vonden we een artikel uit een Brusselse krant van 26 mei 1941 dat handelde over de vereniging van de belangrijkste Vlaamse jeugdbewegingen. Hierbij werd ook melding gemaakt van de Katolieke Scouts, de BP Sea Scouts en de Vlaamse padvinders. Deze foutieve mededeling was misschien gepubliceerd met de bedoeling individuele scouts te beïnvloeden [48].

Van Haegendoren beschouwde men als een aktieve leider van een geschikte organizatie. Daarom nodigden de Duitsers hem uit voor een driedaagse studiereis naar Berlijn op initiatief van de *Reichsjugendführung*. Voor leiders als Wachtelaer en Lehembre leverde deze uitnodiging geen problemen op, dit in tegenstelling tot Van Haegendoren. Deze had zich voorgenomen om zijn scouts door de bezetting te loodsen. Daarom had hij volgens de verbondsraad kontakten met Hemesath gehad. Als hij dan opeens zou weigeren op de uitnodiging in te gaan betekende dit het verbreken van de relaties en misschien het verbieden van de scoutsbeweging. Thuis blijven kon en wilde de verbondskommissaris niet, maar hij was zich wel bewust dat de Berlijnreis heel wat problemen kon opleveren. Zijn aanwezigheid als hoofdleider van de scouts kon men immers interpreteren als een teken van sympatie voor de nieuwe orde van de kant van VVKS, een sympatie die op dat moment zeker bestond bij sommige leden en leiders. En was de benaming "studiereis" niet een dekmantel voor een propagandabijeenkomst en hersenspoeling van de verzamelde jeugdleiders? Uiteindelijk vertrok hij toch op acht juni 1941

48 Kranteartikel, 26/V/41 (NSA, *PDC, J.*).

zonder toestemming van het Hof of de Kerk. Het is onduidelijk of dit enkel het gevolg was van tijdsgebrek waardoor een gesprek op korte termijn met Hof en aartsbisdom niet tot de mogelijkheden behoorde, dan wel eerder als resultaat van een voorzichtige opstelling van deze hoge autoriteiten.

Van Haegendoren besloot in eigen naam te reizen en niet als scoutsleider, wat niet belette dat de Duitsers hem als verbondskommissaris van de scouts behandelden. Beroepsbezigheden zorgden er "toevallig" voor dat hij niet tegelijk met de andere jeugdleiders kon vertrekken. Hij bereikte op zijn eentje Berlijn waar hij kennismaakte met de organizatie van het Duitse jeugdleven en met de *HJ*. Hij was onder de indruk van bepaalde aktiepunten van de *HJ* die net als scouting veel aandacht besteedde aan de leidersvorming, gebruik maakte van een eisenstelsel, aandacht had voor kamperen, trekken en voor persoonlijke karaktervorming. Toch besefte hij dat deze vorm van jeugdbeweging niet geschikt was voor Vlaanderen, omdat de *HJ* te veel een militaire voorbereiding was die bovendien het heidendom in het vaandel droeg. In Berlijn maakten de leiders kennis met de nazi-jeugdbeweging en waarschijnlijk ook met de teorie van het Nationaal Socialisme in het algemeen, zonder dat beslissingen omtrent de eenmaking van de Belgische jeugd getroffen werden. Maar voor de vernieuwing in de VVKS-werking had de Berlijnreis een belangrijke konsekwentie: de splitsing *HJ/Jungvolk* leek Van Haegendoren zo pedagogisch verantwoord dat hij ook begon te ijveren voor een splitsing van de verkenners in junior- en seniortroepen [49]. Bij zijn terugkomst loofde de verbondsleiding hem om zijn moedige houding. Anderen merkten smalend op dat Van Haegendoren Hitler een bezoekje had gebracht. Het gerucht deed ook de ronde dat Maurits Van Haegendoren met 400 scouts overgelopen was naar de *SS* en dat de afschaffing van de beweging nabij was. De lokalizering en de bedoeling van deze praatjes was belangrijk: ze werden verteld in Antwerpen, waren gericht tegen de VC en vonden gretig gehoor bij een deel van de geestelijkheid. In 1944 diende Van Haegendoren zich zowel binnen als buiten de scoutsmiddens te verantwoorden voor deze reis, maar na ondervraging door een scoutskommissie en door de militaire rechtbank van Leuven sprak men hem vrij [50].

Op acht juli, na de Berlijnreis, werden de Vlaamse jeugdbewegingen ééngemaakt, met uitzondering van de "zuiver kerkelijke

---

49 Deze splitsing hebben we verder uitgewerkt in het volgende hoofdstuk.

50 Brief van Van de Pitte aan DN van 8/V/41 en brief Goeyvaerts aan DN van 7/V/41 (NSA, *PDN*) - Brief van Lavigne aan vriend Jozef van 22/XI/44 (GBIB, *PP*) - J. VAN HOVE, *Wij zaten teveel in de blokhut*, in *De Standaard* (=DS), 28/IX/82, p. 7 - *Rapport de la commission d' enquête à la cour d' honneur; Préambule aux conclusions de la commissiom d'enquête* en brief van X aan VG van 14/IV/45, (NSA, *PVH*) - VH, Gesprek, 10/VII/89 - M. VAN HAEGENDOREN, *Het Duitsche Staatsjeugdwerk (De Hitler Jugend)*, z.p.z.d. - D. BREMS, *op.cit.*, p. 29 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 102.

jeugdverenigingen". Op elf juli volgde het officieel bericht dat de jeugd van Vlaanderen verenigd was in de Nationaal-Socialistische Jeugdbeweging Vlaanderen (= NSJV). Blijkbaar rekende men VVKS op dat moment ook tot de zuiver kerkelijke jeugdbewegingen want de Vlaamse scouts maakten geen deel uit van het NSJV dat bestond uit DBV, Rex Jeugd Vlaanderen, de Vlaamse Jeugdherbergcentrale, het Vlaams Instituut voor Volksdans en Volksmuziek (=VIVO) en de Dietsche Meisjesscharen [51]. Van Haegendoren had onder druk van de Kerk een einde gemaakt aan alle onderhandelingen met de Duitsers. Deze veranderde houding van VVKS resulteerde onmiddellijk in een harde reaktie van de bezetter die de scouts in het oog hield en de werking ervan bemoeilijkte door nog meer verordeningen uit te vaardigen.

De Duitsers en VVKS

Gedurende deze periode van Nieuwe-Orde-toenadering stond de bezetter vrij mild ten opzichte van VVKS, wat niet betekende dat de scouts volledig onbelemmerd konden werken. Ze vielen immers onder de algemene verbodsbepalingen of verordeningen die afgekondigd werden voor (jeugd-)organizaties. Er was een vergader-, kampeer- en optochtverbod vanaf elf juli 1940. Ook moesten alle programma's aangegeven worden bij de plaatselijke *Kommandantur* die dan wijzigingen of schrappingen kon aanbrengen. De straffen voor eventuele overtreders waren een geldboete, een gevangenisstraf of dwangarbeid [52].

Globaal gezien mochten de scouts hun werking hervatten en trad de bezetter nog niet zo streng op. We vonden verslagen van patrouilletochten en vergaderingen en dit ondanks het feit dat marcheren in grote groepen verboden was. Blijkbaar had de plaatselijke kommandant het laatste woord wat uiteraard leidde tot regionale verschillen.

Zo verkregen Hasselt en Mechelen nog voor eind juni de toelating om verder te werken en om het uniform te dragen, iets later mochten ook de Luikse en Naamse scouts in uniform dienst doen. In Brussel trad men restriktiever op: een scoutsleider en -aalmoezenier werden gearresteerd en het dragen van het scoutsuniform bleef er langer verboden. De gouw

---

51 Een echte eenheidsjeugdbeweging kwam in België gedurende de bezetting niet tot stand. Over de verdere evolutie van de kollaborerende jeugdbewegingen kan men de nodige informatie vinden in de eerder vermelde artikels van W. Meyers en G. Janssens.

52 *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich für die besetzten Gebiete Belgiens und Nordfrankreichs. 10.5.40 - 19.7.1944*, geen specifieke melding - *Leidersblad*, 2-3/45, XV jg., nr.2, p. 36 - R. WALGRAVE, *Documenten over scouting tijdens de oorlogsjaren 1940-1945*, Antwerpen-Leuven, z.d., p. 51 - D. PODEVIJN, *op.cit.*, p. 81 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 28.

Antwerpen verkreeg als laatste de toelating voor het dragen van het uniform begin juli 1941 en dit pas na herhaald aandringen van gouwkommissaris Van Gulck [53]. Toen in maart 1941 in West-Vlaanderen alle aktiviteiten in uniform plaatsvonden, had Antwerpen nog af te rekenen met heel wat beperkingen: het uitgeven van gedrukte of getypte groepsblaadjes was verboden. Groepsspelen, grote openluchtaktiviteiten, het dragen van een uniform of kentekens, exploratie, sportdemonstraties, kaart lezen, spoor leggen, torenbouw,... waren eveneens taboe. De Antwerpse gouwkommissaris merkte terecht op dat één belangrijk ding niet verboden werd: dienstbetoon [54].

Begin juli 1941, op het moment dat de Duitsers vrijwel zeker waren van de eenmaking van de Belgische jeugd, kondigde generaal von Falkenhausen twee algemeen geldende verordeningen af in verband met jeugdaktiviteiten. Het dragen van het uniform werd toegelaten vanaf zeven juli 1941, wat in de praktijk betekende dat enkel het uniformverbod in de gouw Antwerpen werd opgeheven. Vanaf negen juli liet de bezetter ook het kamperen toe, zij het onder strenge voorwaarden. Deze toestemming werd half september 1941 ingetrokken maar ondertussen hadden toch vele scoutsgroepen de kans om op kamp te gaan met beide handen gegrepen [55].

Voor de verbondsleiding kwam deze toestemming kompleet onverwacht. De vrees voor afschaffing flakkerde weer op in april 1941 toen de Nederlandse padvindersbeweging verboden werd. De VVKS-leiding verborg het materiaal en al de belangrijke dokumenten en drukte een bidprentje als afscheidskadeautje voor alle jongens. De afschaffing kwam er tegen alle verwachtingen in niet en de prentjes werden pas na de oorlog uitgedeeld [56].

---

53 Verslag der vertrouwelijke vergadering (NSA, *Knipsels 1940-1948*) - Brief van Deman aan VG van 12/VIII/40, brief van VG aan DC's van Antwerpen, 30/VIII/40- Gouwmed. 13 van 23/IX/40 en 14 van 5/XII/40- Verslag der vergadering der DC's van groot Antwerpen, 11/VII/41 (VAr, *PVG, Go1*) - Bericht, 7/VII/41 (VAr, *PVG, L*) - Brief van Vinck aan Engelen, 6/X/40 - *Archief, Driemaandelijks tijdschrift van de vzw Nationaal Scoutsarchief*, 8-9/80, II jg., nr. 3, p. 9 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 36 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 96 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 27 - *Zeescouts Antwerpen*, p. 29 - *Scouting op het OLV-College*, p. 46 - H. HAAG, *op.cit.*, p. 133.

54 Nota, voorstel verslag, 1941 en nota leden DB door VH, 26/III/41 (NSA, *PDN*) - Gouwmed. 13 (VAr, *PVG, Go1*) - Brief van VG aan leider van 7/VII/41 (VAr, *PVG, L*) - Verbondsleiding aan alle C's, 12/III/41 (VAr, *PVG, V*) - 1929-1979. 33 St.-Paulus, Hoboken, 1979, p. 37.

55 Brief VG aan leider van 7/VII/41 (VAr, *PVG, L*) - *Scouting in Hoboken*, p. 37 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 28.

56 *Archief*, XII/81, III jg., nr. 4, p. 9 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 51 - E. FREDERICKX, *Vijftig jaar scouting. Proeve van geschiedschrijving der 24e scoutsgroep Merksem (1925-1975)*, Merksem, 1975, p. 21.

3. BEZINNINGSPERIODE (JULI 1941-FEBRUARI 1943).

De inschakeling van de scouts in de kollaborerende eenheidsjeugdbeweging was mislukt. De Duitsers reageerden met talrijke beperkingen van de scoutsaktiviteiten. Voorlopig duldden ze de scouts nog. In VVKS bezon men zich over de werking tijdens en na de oorlog. Tijdens de bezetting bouwden de scouts de hulpverlening verder uit en bewezen grote diensten in diverse vakantiekolonies. De naoorlogse werking werd voorbereid door Maurits Van Haegendoren en andere vernieuwers. De voorgestelde aanpassingen stuitten op hevig verzet van de meer behoudsgezinde leiders en veroorzaakten diskussies op verschillende leidersniveaus.

De werking aan banden.

Vanaf juli 1941 kwam een einde aan de positief-neutrale houding van de Duitse bezetter ten opzichte van de scouts. De beweging mocht verder werken, maar werd gedeeltelijk aan banden gelegd door verschillende verordeningen. In juli 1941 moesten de jeugdbewegingen een inventaris van hun materiaal maken en de lijsten hiervan ter beschikking stellen van de plaatselijke bevelhebber. Een maand later mochten de kinderen op school geen kentekens meer dragen. Zo mochten de scouts niet langer rondlopen met hun burgerkenteken en ook de fietsvlaggetjes moesten verwijderd worden. Vanaf september mocht men ook geen groepen meer oprichten [57].

Het verbod in verband met tentenkampen werd opnieuw van kracht in september 1941. Soms verleenden de Duitse bevelhebbers toestemming om te bivakkeren in gebouwen zoals schuren, zolders en huizen. Anderen overnachtten in zelfgemaakte boomhutten. In elk geval moesten de kampplaatsen 's avonds volledig verduisterd zijn om luchtaanvallen te voorkomen. Om dezelfde reden verbood men ook de kampvuren. De voedselschaarste leverde bijkomende problemen op voor de kampeerders. Het gebrek aan voedsel maakte de jongens zwakker zodat de leiding de aktiviteiten hieraan moest aanpassen. In de plaats van lange tochten en pleinspelen raadde men minder vermoeiende sluip-, bos- en estafettespelen aan. Men maakte ook meer tijd vrij voor knutselen, vertellen en zingen. Vaak werd de toelating om te kamperen niet of pas op het laatste moment

---

57 Gouwmed. 17, 24/IX/41 (NSA, *PDN*) - Brief van VG aan DC's van 28/VIII/41 (VAr, *PVG, Go1*) - *Leidersblad*, 2-3/45, XVI jg., nr. 2, p. 36 - *Archief*, XII/81, III jg., nr. 4, p. 9 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 42 - L. SCHEPENS, *Brugge bezet 1914-1918; 1940-1944. Het leven van een stad tijdens twee wereldoorlogen*, Tielt-Weesp, z.d., p. 268 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 21.

verleend wat de voorbereiding sterk bemoeilijkte. Mede door deze beperkingen was de ganse kampsfeer tijdens de oorlog duidelijk verschillend van die tijdens een vooroorlogs kamp [58].

Elke groep moest ook een maandprogramma opstellen. Dit dienden ze in bij de DC of de GC die ze aan de plaatselijke kommandant bezorgde. Deze kon dan willekeurig aktiviteiten en tochten schrappen. De groepen wisten niet goed waarom de ene aktiviteit wel en de andere niet toegelaten werd en ze wisten dus niet op voorhand wat de Duitsers gingen schrappen. De Antwerpse gouwkommissaris Jozef Van Gulck liet speciale invulformulieren drukken wat niet belette dat hij regelmatig op de *Kommandantur* moest verschijnen om uitleg te geven over al dan niet vermeende overtredingen. De Duitsers legden de verantwoordelijkheid voor het uitvoeren van de bevelen immers bij de gouw- en distriktskommissarissen en niet bij de groepsleiders. Zo konden de Duitsers globaler optreden en de aktiviteiten meer centralizeren [59].

Voor uitstappen waren speciale bewijzen, voorzien van de nodige stempels nodig. Sommige groepen legden meer de nadruk op binnenspelen om aan een deel van de administratieve moeilijkheden te ontsnappen. De aktiviteiten van de zeescouts werden tot een minimum herleid na het vaarverbod op de Schelde. De welpen mochten hun groet niet langer brengen omdat men deze aanzag als het V-teken [60]. Het bemoeilijken van de scoutsaktiviteiten door de bezetter bereikte een hoogtepunt in maart en april 1943 toen deze alle vormen van "weersport" en het dragen van het

---

58 Brief van Draye aan medescouter van 21/VII/42 (NSA, PDN) - *Bulletin officiel*, 28/V/42 en 10/IV/42 (NSA, *FSC 1938-1942*) - VG aan DC's van 28/VIII/41 en 22/VII/42 (VAr, *PVG, Go1*) - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 108 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 38 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 21 en p. 24 - *Scouting in Zwijndrecht*, p. 31 - F. PILAET, *Zeven lustrums. Geschiedenis van een scoutsgroep sinds haar stichting, zoals door tijdgenoten verteld werd aan en naverteld wordt door F. Pilaet*, Antwerpen, 1951, p. 88 - VVKS, *Groeipijnen*, Antwerpen, 1989, p. 27.

59 Verslag DC-vergadering Antwerpen, 11/VII/41 (VAr, *PVG, Go1*) - Artikel VG (VAr, *PVG, L*) - *Leidersblad*, 2-3/45, XVI jg., nr. 2, p. 36 - Gesprek met VH, 10/VII/89 - F. PILAET, *op.cit.*, p. 88 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 21 - L. SCHEPENS, *op.cit.*, p. 170 - D. VAN DAEL e.a., *op.cit.*, p. A18 - *Gedenkboek, aangeboden ter gelegenheid van de 50e verjaardag van de scoutsgroep 27e O.L.Vrouw van Lourdes*, Edegem, 1919-1969, z.p. z.d., g.p.

60 *Witboek 1919-1969*, p. 12 - *Zeescouts Antwerpen*, p. 39.

uniform verbood [61]. Op dat moment stond de bezetter openlijk negatief ten opzichte van de padvindersbeweging [62].

Naast deze specifieke verordeningen voor jeugdbewegingen werd de scoutsbeweging ook getroffen door de algemene perscensuur [63]. De militaire overheid moest toestemming geven om drukwerk te verspreiden. De inhoud ervan werd eerst door de Duitse censor gekontroleerd en aangepast. Deze maatregel trof de algemene scoutstijdschriften niet want deze verschenen niet meer tijdens de bezetting. De talrijke boeken die tijdens de bezetting uitgegeven werden, waren wel onderworpen aan de censuur die vanaf oktober 1942 weer preventief werd. Philip Tossijn, de VVKS-kommissaris voor pers probeerde deze te omzeilen door op alle oorlogsuitgaven de verschijningsdatum 1942 te plaatsen en door een vorm van zelfcensuur toe te passen in de publikaties. Zo publiceerde men tijdens de oorlog zo weinig mogelijk Engelse liederen om de bezetter niet voor het hoofd te stoten. De maatregel leverde het meeste problemen op voor de regionale of de plaatselijke blaadjes die vaak verboden werden en onmogelijk verder konden verschijnen door gebrek aan papier. De bezetter wendde de schaarste immers aan om bepaalde publikaties het zwijgen op te leggen. Hierdoor schakelde men een belangrijk regionaal en lokaal kommunikatiemiddel uit. De sluiting van het VVKS-studiecentrum De Kluis te Sint-Joris-Weert had hetzelfde effekt op verbondsniveau [64]. De belangrijkste kontakten legden de scouts tijdens de leiderskursussen.

Het VVKS en de andere jeugdbewegingen.

De verhouding met de Nieuwe Orde jeugdbewegingen evolueerde - vrij voorspelbaar - in negatieve richting. De leiding van de kollaborerende jeugdbewegingen had geen goed woord meer over voor de "splijtzwam van de Vlaamse jeugd". Hiermee doelde men op de scouts die niet wilden

---

61 Onder *weersport* vielen alle aktiviteiten die verward konden worden met militaire aktiviteiten of aktiviteiten die nut konden hebben wanneer men tot het verzet toetrad, zoals kaartlezen, kompas, morse, marcheren, ... Het verbod op de *weersport* behandelen we verder in het volgende hoofdstuk.

62 *Leidersblad*, II-III/45, XVI jg., nr. 2, p. 36 - *Archief*, XII/81, III jg., nr. 3, p. 9 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 21 - W. MEYERS, *VVKS en de poging tot eenmaking...*, p. 78-94.

63 Aanvankelijk mocht geen enkel dag-, week- of maandblad zonder voorafgaande toelating van de *Propaganda Abteilung (=PA)* verschijnen. Tot 10/40: preventieve censuur: artikels moesten vooraf ter goedkeuring voorgelegd worden. Daarna was de censuur achteraf van kracht en dit tot 10/42 wanneer de voorafgaande censuur terug werd ingevoerd voor artikels met een politieke, ekonomische of sociale inslag.

64 *Leidersblad*, 2-3/45, XVI jg., nr. 2, p.36 - *Archief*, 12/81, III jg., nr. 4, p. 9 - Gesprek R. Walgrave, 27/IX/89 - *Witboek 1919-1969*, p. 12 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 21 - D. PODEVIJN, *op.cit.*, p. 81.

meewerken aan een eenheidsjeugdbeweging. Zo ging te Vilvoorde het gerucht dat de leden van het AVNJ die vier scoutshoeden konden inleveren een speciaal kenteken kregen. De scouts kozen het zekere voor het onzekere en droegen hun hoeden niet meer. AVNJ-leider Lehembre verklaarde dat er wel goede scoutsindividuen waren, maar dat de beweging als geheel te weinig nationalistisch en revolutionair getint was. Het VNV verweet de scouts een dubbelzinnige houding: eerst onderhandelden ze met de Duitsers, daarna keerden ze zich tot Engeland. Er moest een einde komen aan dit tweeslachtig standpunt, de scouts moesten met andere woorden aansluiten bij de NO-jeugdbewegingen, anders kon hun lot definitief bezegeld worden. Deze dreiging werd niet uitgevoerd omdat de kollaborerende jeugdbewegingen niet meer door de bezetter gesteund werden in hun streven naar een eenheidsjeugdbeweging. De bezetter, die te maken had met de stijgende weerstand van de bevolking besefte al voor de kollaborerende jeugdbewegingen dat een eengemaakte jeugd niet meer tot de mogelijkheden behoorde [65].

De kontakten met KAJ en KSA, dé KA-jeugdbewegingen, varieerden. In Limburg en West-Vlaanderen waren de respektievelijke KA-proosten kanunnik Philips en kanunnik Dubois de scouts niet genegen. Dubois suggereerde dat de scouts niet meewerkten met de KA, dat KSA de enige goede jeugdbeweging was. Zulke opmerkingen zorgden ervoor dat de verhoudingen tussen de genoemde jeugdbewegingen bekoelden. Tijdens de bezetting was er geen algemeen orgaan van de KA werkzaam. Hierdoor bepaalden de plaatselijke leiders de onderlinge verhoudingen, wat meteen verklaart waarom de kontakten niet overal op dezelfde manier verliepen. Enkele Limburgse geestelijken schreven naar Philips om zich te beklagen over de scouts die volgens hen ontstonden om de KSA te boycotten. Philips benadrukte dat een scoutsgroep niet zomaar mocht ontstaan; als werk van KA was de toestemming van de KA-proost vereist. Als de

---

65 L. Biesemans, *op.cit.*, p. 40 en p. 43 - G. JANSSENS, *De Hitlerjugend-Vlaanderen*, p. 62-71. De bezetter besefte eveneens dat de meningsverschillen tussen de NO-jeugdbewegingen ook niet opgelost konden worden. Zo streefde de DeVlag naar een aansluiting bij Duitsland terwijl VNV het Dietse gedachtengoed bleef benadrukken. Deze tegenstellingen kwamen ook tot uiting in de houding van Lehembre die in het voorjaar van 1943 eerst alle leiders en daarna alle leden die lid waren van de DeVlag uit het NSJV verwijderde. In 1943 probeerden de Duitsers nogmaals een vinger in de pap van het Belgisch jeugdbewegingsleven te krijgen door de oprichting van de *HJ*-Vlaanderen. Deze groepering rekruteerde vooral uit de DeVlag maar kwam niet van de grond. Zeer weinig jongens voelden zich thuis in deze beweging die door G. Janssens werd beschreven als een anti-NSJV instrument dat volledig door de *Reichsjugendführung* gekontroleerd werd en dat nauwelijks rekening hield met Vlaanderen. Deze groepering rekruteerde vooral uit de DeVlag maar kwam niet van de grond. Zeer weinig jongens voelden zich thuis in deze beweging die door G. Janssens werd beschreven als een anti-NSJV instrument dat volledig door de *Reichsjugendführung* gekontroleerd werd en dat nauwelijks rekening hield met Vlaanderen.

oprichting op sommige plaatsen werd bemoeilijkt reageerden de scouts verbitterd. Deze negatieve gevoelens werden nog aangewakkerd door de onvrede over het statuut van hulpwerk binnen de KA [66].

Op andere plaatsen streefde men naar samenwerking. De aandacht voor het openluchtleven - één van de meest specifieke kenmerken van de scoutsbeweging - werd gedeeld met KSA en KAJ. Kanunnik Philips schreef dat er waardevolle elementen zaten in de scoutsmetode en de VVKS-leiding benadrukte zelf dat het kinderachtig was om leden uit andere jeugdbewegingen te rekruteren. De aangroei moest gebeuren met jongens die nog niet tot een jeugdbeweging behoorden.

Niet overal was er onderlinge konkurrentie. In Aalst en in Vilvoorde kwam het tot een echte samenwerking tussen de plaatselijke katolieke jeugdbewegingen. Deze woonden elkaars feesten bij of hielden onderling voetbaltornooien. De oorlogsomstandigheden en de reële druk van de Nieuwe Orde-jeugdbewegingen zorgden er in deze gevallen voor dat de verschillende katolieke jeugdbewegingen één front vormden. Vanaf 1942-1943 werkten leden van VVKS, KSA en Universitas samen met de seminaristen als leiders van vakantiekolonies van Winterhulp [67].

Wijzigingen binnen de scoutsbeweging.

In 1942 nam de VVKS-verbondsraad de beslissing om het statuut van de BPBBSS-associatie, bestaande uit de twee katolieke verbonden FSC en VVKS te wijzigen. Deze moesten twee afzonderlijke verbonden zijn die samenwerkten op paritaire basis. VVKS streefde ernaar om in de toekomst deze samenwerking te verstevigen door een gezamelijk standpunt in te nemen tegenover de bezetter, de pers, de kerkelijke en wereldlijke leiders van België en de Wereldorganizatie van de scouts. Als de twee katolieke scoutsverbonden een gezamelijk standpunt innamen stonden ze als associatie sterker in het IFB ten opzichte van BSB. Men werkte reeds samen op het vlak van dienstbetoon, metodes en technieken en het verkrijgen van financiële steun en beide verbonden onderzochten de mogelijkheid tot een koördinatie van de verzekering en de materiaal-uitrusting. De VVKS-verbondsleiding wilde dus zeker nauwe kontakten met FSC onderhouden. Van Haegendoren wilde echter voorkomen dat FSC

---

66 De hele diskussie over hulpwerk en hoofdwerk binnen de KA behandelen we in deel II, hfdst. 2 van onze licentiaatsverhandeling (Kerk en religie).

67 VH aan alle (A)(D)C's, 4/VII/41 (VAr, *PVG*) - KAW verslag van vergadering van 11/IX/41 - Brief van F. Lauwers aan P. van 17/VIII/41 - Brief van Meyers aan P. van 13/II/42 - Over KSA en patronaat: Philips, 1943 (GBIB, *PP*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 40-43 - R. BONTE, p. 67.

kontrole kon uitoefenen op VVKS. Konkreet betekende dit dat Van Haegendoren zich keerde tegen een BPBBSS-associatie die als een afzonderlijk organisme boven de twee verbonden stond. Het Centraal Bureau (=CB) van de associatie moest een schakel zijn tussen FSC en VVKS, geen dominerende macht. Niet iedereen binnen VVKS ging akkoord met het ingenomen standpunt. Armand De Coninck, hoofdkommissaris van de BPBBSS-associatie en gouwkommissaris van VVKS, wenste een sterk CB met leidinggevende bevoegdheid. Dit sloot het best aan bij zijn oude droom van een unitair katoliek scoutsverbond zoals voor 1929 bestond.

De Coninck leverde regelmatig ongezouten kritiek op het beleid van Van Haegendoren. Dit, gekombineerd met het feit dat de meerderheid van de VVKS-hoofdleiding in deze zaak de mening van Van Haegendoren deelde, zorgde ervoor dat de VVKS-vertegenwoordigers in het CB er onder invloed van de VC unaniem voor gewonnen raakten om De Conincks mandaat - dat verviel in januari 1943 - niet meer te hernieuwen. Voor het zover was bood De Coninck zelf formeel zijn ontslag aan. In januari 1943 verkoos men verbondsvoorzitter Antoine Cols zonder problemen tot zijn opvolger. Dit leverde wel moeilijkheden op binnen VVKS waar de funktie van verbondsvoorzitter vakant werd. Van Haegendoren kon deze post niet innemen wegens het groeiende wantrouwen jegens hem van sommige Antwerpse VVKS-verbondsleden. De Antwerpse gouwkommissaris Van Gulck, die zowel voor Van Haegendoren als voor De Coninck een geschikte kandidaat was, kon deze post evenmin bezetten wegens tijdsgebrek. De kwestie van dringende aard lostte men enkele maanden later op door de benoeming van de Leuvense Felix van den Abeele tot waarnemend verbondsvoorzitter. Deze beslissing stuitte op weerstand van de Antwerpse oppositie tegen Van Haegendoren die bitter reageerde, omdat de top van de beweging nu volledig in het Leuvense gevestigd was met verbondsaalmoezenier De Neuter, verbondskommissaris Van Haegendoren en verbondsvoorzitter Van den Abeele. Hierbij verloren de Antwerpenaren uit het oog dat er nog steeds meer Antwerpenaren dan Brabanders in de verbondsraad zaten.

De Coninck stelde zijn aftreden in de associatie ook voor als een aktie van Van Haegendoren die hem persoonlijk wilde treffen. Deze idee was begrijpelijk omdat de op papier geformuleerde opvattingen van Van Haegendoren over De Coninck op de één of andere wijze ergens achtergehouden werden, alhoewel het de bedoeling van de verbondskommissaris was dat De Coninck deze kon inzien en hierop schriftelijk kon reageren, om zo de nodige schriftelijke dokumenten te bezitten om in de toekomst over deze zaak neutraal te kunnen oordelen[68].

---

68 Verbondsraad van 28/VI/42, Normalizering groepen, D en CB, brief van VH aan DC van 14/VII/42, brief van VG aan VH van 7/IX/42, standpunt VR VVKS (VAr, *PVG, V*) - Brief van Renard aan DC van 25/VIII/41 (NSA, *PDC, H*) - Brief van VG aan DN van 5/IV/43,

Maurits van Haegendoren hechtte zeer veel belang aan de leiderskursussen. Deze belangstelling versterkte nog tijdens de bezetting omdat deze kursussen toen het enige kontaktmiddel waren voor de leiders. Men richtte kursussen in die aandacht besteedden aan één facet van de werking. De welpenleidsters kregen een eigen opleiding en men besteedde heel de oorlog door aandacht aan exploratie, lichamelijke opvoeding en volkskunst. Onder dit laatste verstond men een brede waaier van kulturele opvoeding waar onder andere heemkunde, folklore en zingen toe behoorden. Rond deze nieuwe aktiepunten werden regelmatig tiendaagse kursussen georganizeerd voor een beperkt aantal deelnemers. Het was de bedoeling dat elk distrikt minimum één deelnemer afvaardigde. Deze vrijwilliger vond men niet overal even gemakkelijk zoals bleek uit de oproepen van Van Haegendoren en Van Gulck. Blijkbaar was niet iedereen overtuigd van het belang van deze kursussen die tot doel hadden het peil van de beweging te verhogen en de leiding te helpen haar aktiviteiten aan te passen aan de omstandigheden. De meest entoesiaste deelnemers waren de leiders die vanuit hun eigen groep gestimuleerd werden tot deelname en omgekeerd schonk men vooral in deze groepen aandacht aan de in de kursus behandelde tema's.

Naast deze specifieke vormingskursussen vonden er ook meer algemene plaats die verschilden van de vooroorlogse doordat ze maar een paar dagen duurden. Sommige hiervan werden per distrikt georganizeerd om de verplaatsingsmoeilijkheden te beperken, anderen werden gecentralizeerd. De deelnemers konden voor zo een korte periode hun eigen voedsel meebrengen waardoor men het werken met rantsoenzegels kon vermijden. Het was de bedoeling om zoveel mogelijk leiders een basisopleiding mee te geven die men dan verder kon uitwerken na de oorlog. Tijdens deze bijeenkomsten maakte de verzamelde leiding kennis met de vernieuwingsideeën van het verbond onder leiding van Van Haegendoren. Deze opvattingen kon men tijdens de kursussen bespreken, bekritizeren, aanpassen en vervolledigen [69].

Eén van de nieuwe initiatieven was de oprichting van "oorlogstroepen". Hierin probeerde de leiding zoveel mogelijk jongens die nog

---

DC, *aide camp*, p. 6 en p. 8 (NSA, *PVH*) - *Procès verbal du conseil fédéral* 1/XI/41 (NSA, *FSC, 1938-1942*).

69 Volgende kursussen vonden plaats: 3-6/IX/1942: studieretraite voor verbondsleiding; 24-26/XII/1942: eerste konferentie voor leidersvorming; 27-29/XII/1942: konferentie voor aalmoezeniers; jan.-feb.: tweede konferentie voor leidersvorming; - : talrijke patrouilleleiderskursussen (per distrikt) - Verslag JVKA, 8/II/42 (GBIB, *PP*) - DN aan VT's, 31/I/41 en VH aan alle C's, 4/VII/41 (VAr, *PVG, V*) - *Handhaaf en bouw*, p. 5 en p. 20 - *Leidersblad*, X/44, XV jrg., nr. 9, p. 11 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 60 - *Scouting in Landen*, g.p. - R. CLEMENT e.a., *op.cit.*, g.p. - *Witboek 1919-1969*, p. 12 en p. 18 - J. DE MEYER, *Inleiding*, p. 12 - *Zoo kamperen verkenners, door commissaris voor verkenners*, Leuven, 1942, p. 65 - M. COPPIETERS, *Handhaaf en bouw*, in Y.J.D. PEETERS, *Over volksopvoeding en staatshervorming*, p. 43-46.

niet in een jeugdbeweging zaten, te verzamelen om hen de basisbeginselen van scouting bij te brengen. In tegenstelling tot de vooroorlogse scoutstroepen werkten deze groepen in op de massa van de verwaarloosde jongeren met de bedoeling om hen moreel en fysiek te beschermen [70]. Het verbond verzamelde ook de namen en adressen van de studerende leden om dan een nieuwe werking op de hogescholen te beginnen. Deze ontwikkeling kon belangrijk zijn voor de uitbreiding van de scouts. Over de konkrete uitwerking hiervan vonden we geen vermeldingen. Het was in elk geval duidelijk dat stappen in deze richting door de KSA niet aanvaard konden worden. Deze standenbeweging beschouwde de hogescholen en universiteiten immers als haar rekruteringsmilieu [71].

Naast de interesse voor nieuwe leden besteedde men ook aandacht aan de jongens die al lid van de beweging waren. Vanaf eind 1942 nam men maatregelen voor de scouts die in Duitsland verplicht tewerkgesteld werden. De leiding verleende de nodige informatie en stichtte een fonds waarvan men het geld gebruikte om aan de vertrekkenden een geschenk mee te geven [72]. Door te korresponderen bleven de kontakten soms behouden. Om de hulpaktiviteiten beter te organizeren maakten de scouts met Caritas Catholica en de KA-bewegingen deel uit van de vereniging "Hulp aan de Arbeiders in den Vreemde" (=HAV). Deze besteedde zowel aan de materiële als aan de morele problemen van de arbeiders aandacht. De verordening in verband met de verplichte tewerkstelling in Duitsland leidde tot het onderduiken van verschillende oudere voortrekkers en leiders. Een deel hiervan belandde uiteindelijk in het verzet [73].

De verbondsleiding stimuleerde verder de korpsgeest. Zo beschouwde men een groepsfeest als een zaak van het verbond want het was een openbare aktiviteit. De groepen stelden niet alleen het programma ter beschikking van het distrikt, ze dienden ook vijf à tien percent van de winst af te staan aan het verbond. Dit geld werd gedeeltelijk gebruikt om de nog voor het verbod opgerichte groepen financieel te steunen, wat de onderlinge solidariteit moest versterken. De rest van het geld gebruikte men om de globale aansluiting van VVKS bij de Algemene Toneelcentrale te betalen. De samenwerking werd ook gestimuleerd door het uitgeven van

---

70 VH aan alle scouters = Sporen-boodschap van 1/VII/41 (VAr, *PVG, V*).

71 VH aan alle leiders, 10/42 (NSA, *VVKS Verbondsmededelingen 1940-1957*).

72 Dit bestond uit enkele religieuze voorwerpen zoals biechtbriefjes, een geloofsverklaring,een rozenkrans, een missaal en een scoutsgebed. Daarnaast bevatte het pakje nog enkele andere nuttige leesboeken en eventueel een extra rantsoen rookgerei. Dit pakje kostte ongeveer twintig frank en werd aan de vertrekkende scouts meegegeven. Het idee werd ontleend aan de KAJ.

73 Brief van Verlinden aan medeleider van I/42 (VAr, *PVG, V*) - H. HAAG, *op.cit.*, p. 110 - W. MEYERS en F. SELLESLAGH, *De vijand te lijf. De Belgen in het verzet*, Antwerpen-Amsterdam, 1984, p. 55.

Zonnig Spoor. In dit boek stond het teoretisch jaarprogramma van een beginnende scoutstroep beschreven. Deze scoutsuitgave kende een vrij grote verspreiding tijdens en na de bezetting.

Ook de ledenwerving bleef belangrijk. Dit zagen we reeds bij de oprichting van de oorlogstroepen en deze bedoeling kwam ook duidelijk tot uiting in de ordewoorden van 1941 en 1942, respektievelijk "uitbreiding en korpsgeest" en "uitbreiding en zelfvorming". Met zelfvorming bedoelde de leiding de verzorging van het lichaam, dit zowel door het regelmatig ondergaan van een geneeskundig onderzoek als door lichaamstraining [74].

Naast deze vernieuwingen was er ook nog de zeer belangrijke invoering van het junior/senior systeem in het verkennen. Hierdoor konden de verkennerstroepen van 40 of meer gesplitst worden in twee leeftijdsgroepen: de juniors van elf tot veertien jaar en de seniors van veertien tot achttien jaar. Vanaf september 1942 gebruikte de leiding in plaats van junior en senior de termen jongverkenner en verkenner. Beide groepen kregen een afzonderlijke werking aangepast aan de leeftijd. Toch ging de leiding er van uit dat er tussen beide groepen meer samengewerkt werd dan tussen de welpen en de (jong)verkenners. Zo gingen de jongverkenners en de verkenners samen op kamp.

Het idee was volgens de officiële berichtgeving van het verbondskommissariaat ontleend aan de Engelse Vera Barclay [75]. Het organizatorisch voorbeeld van de *Hitlerjugend* vermeldde men op dat moment niet, wat logisch was, gezien de roddels die Van Haegendoren al te verduren kreeg. De dokumenten maakten evenmin melding van het feit dat een dergelijke splitsing al bestond in de KAJ, de KSA en de Chiro/Patronaten en dat met andere woorden de scouts de enige grote jeugdbeweging was die deze splitsing nog niet had doorgevoerd [76].

---

74 VH aan alle leiders van VVKS, XII/41-I/42 (VAr, *PVG, V*) - Brief van VH aan medeleider van 10/IX/42 (NSA, *PDN*).

75 Engelse dame die nauw samenwerkte met Baden-Powell en ook daarna een belangrijke plaats innam in de organizatie van de scoutsbeweging. Ze publiceerde onder andere volgende boeken die door Philip Tossijn in het Nederlands werden omgezet: *Het verkennen in de Roomsch katholieke kerk* en *Welpenspelen*.

76 De verbondsleiding wist zeker dat deze splitsing al bestond bij de andere bewegingen. Daarom is het merkwaardig dat er geen melding van gemaakt werd en dat Van Haegendoren ons vertelde dat hij zich baseerde op de splitsing binnen de *Hitlerjugend*. Dit vertelde hij in beperkte kring ook tijdens de bezetting. Dat leek vrij gevaarlijk want zo stelde hij zich nodeloos bloot aan de kritiek dat hij sympatie voor de bezetter koesterde. - VH aan alle scouters, 1941 (VAr, *PVG, V*) - VH aan alle leden van de VR, 23/IX/42 (NSA, *PDN*) - Gesprek met VH, 10/VI/89 - J. PERQUY, *Pedagogiek en scouting: aanpassing aan het katholiek en Vlaams milieu (1910-1940)*, Licentiaatsverhandeling, Katolieke Universiteit Leuven, Dept. Pedagog. wet. 1971, p. III - P. DELACOURT en R. DENYS, *Scouting* 75, Brussel, 1977, p. 4.

Binnen scouting bestond er weerstand tegen deze splitsing. Daarom haalde het verbond talrijke motieven aan om de keuze te verantwoorden. Vooreerst gebruikte men pedagogische argumenten: de mentaliteit van een elfjarige verschilde teveel van deze van een achttienjarige. Het was dus zeer moeilijk om aktiviteiten te hebben die beide groepen konden boeien. Het grote aantal oudere verkenners die de beweging verliet omdat ze de spelletjes te kinderachtig vonden, bevestigde deze opvatting. De nieuwe werking was er op gericht om tegemoet te komen aan de verschillende leeftijdssferen. Terwijl bij de jongverkenners het spel centraal stond, besteedde men bij de verkenners meer aandacht aan sportieve en levensechte aktiviteiten. Men beschouwde de verkenners niet als kinderen maar als volwassenen-in-spé met een eigen persoonlijkheid. Bij de jongverkenners besteedde men aandacht aan de tweede-klaseisen; de eerste-klaseisen vormden het peil van de verkennerstroep. Men duidde dit verschil aan om te verhinderen dat de groepen de splitsing enkel teoretisch - zonder programmawijziging - zouden doorvoeren. Aanvankelijk gebeurde dit inderdaad af en toe, wat problemen gaf bij de aanpassing van het systeem. Door de splitsing konden ook meer jongens getraind worden op leiderschap [77].

Naast pedagogische motieven maakte de verbondsleiding ook gebruik van de oorlogsomstandigheden om het stelsel in te voeren. Wegens de moeilijke tijd was het financieel niet zo eenvoudig om een nieuwe troep te stichten. De bezetter verbood dit trouwens vrij vlug. De splitsing van een verkennerstroep zorgde er dan voor dat het ledenaantal van een groep kon verdubbelen zonder dat men het Duitse verbod overtrad en zonder bijkomende financiële en administratieve moeilijkheden. De groepen reageerden verschillend op de ideeën van Van Haegendoren.

Mogelijke reakties:

1: bestaande verkennerstroep splitsen tijdens de bezetting.
2: in tijdens de bezetting ontstane troep splitsing direkt doorvoeren.
3: splitsing doorvoeren dadelijk na de bezetting.
4: in tijdens de bezetting opgerichte troep geen splitsing doorvoeren.
5: bestaande verkennerstroep niet splitsen.

De groepen die de splitsing vlug doorvoerden stonden in nauw en goed kontakt met de verbondsleiding. Na de bezetting werkte men de splitsing verder uit en het overgrote deel van de scoutsgroepen voerde ze in. Sommige groepen weigerden het systeem in te voeren. Het duurde tot

---

77 Elens aan DC's en DVL's, 5/IV/41 (VAr, *PVG, V*) - *Leidersblad*, XI-XII/44, XV jg., nr. 10, p. 48 - *Junior-Senior-Verkennen, VVKS* z.p.z.d.; p. 4 en p. 89 - J. DE MEYER, *Inleiding*, p. 30 - VVKS, *op.cit.*, p. 36 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 70 - *VVKS Tervuren, St. Hubertusgroep. Jubileumboek. De geschiedenis van de scoutsgroep van Tervuren 1919-1979*, Tervuren, 1979, p. 15-16.

in de jaren 1960 vooraleer de laatste groepen - waaronder de Dertiende Antwerpen - tot de indeling overgingen.

Binnen scouting bleek dus niet iedereen gewonnen voor het jongverkenner/verkenner systeem. De kritiek spitste zich toe op het feit van de vernieuwing: dit leek in strijd met de oorspronkelijke ideeën van Baden-Powell. Toen na de oorlog de Engelse scoutsbeweging eenzelfde splitsing doorvoerde, verminderde de kritiek op deze vernieuwing, maar richtte zich verder tegen Maurits van Haegendoren [78]. Hij had al onmiddellijk het verwijt te horen gekregen dat hij te vlaamsgezind was en dat hij zijn ideeën doordrukte zonder rekening te houden met de verbondsorganen. Hierop reageerde gouwkommissaris en verbondsraadslid Van Gulck in augustus 1942 bijzonder scherp: als de groepen niet wilden inzien dat de beslissingen genomen werden na goedkeuring door de meerderheid van het Dagelijks Bestuur of de verbondsraad en niet door Van Haegendoren zelf zoals gesuggereerd werd, als de groepen de verbondskommissaris niet vertrouwden, dan kon de beweging maar beter ophouden te bestaan. Van Gulck richtte deze oproep maar tot enkele mensen in zijn gouw, namelijk tot de mensen die ageerden tegen de VC. De rest stelde Van Gulck niet op de hoogte omdat hij ze niet nodeloos ongerust wilde maken en omdat hij hoopte dat alle plooien nog gladgestreken zouden worden [79].

Plaatselijke werking: dienstbetoon.

In de zomer 1941 verleenden de scouts hulp aan de kampen van het werk "Steun aan kinderen van Krijgsgevangenen" (=SKK) en aan de vakantiekolonies ingericht door Winterhulp [80]. Tijdens deze proefperiode hielp men reeds enkele honderden ondervoede kinderen. Sommige kampen, zoals die te Pulle en te Sint-Niklaas kregen het bezoek van prins Albert of van prins Boudewijn. Een duidelijker blijk van sympatie kon koning Leopold III niet geven. De kinderen waren onder de indruk van de

---

78 Artikel VG (VAr, *PVG, L*) - *Leidersblad*, XI-XII/44, XV jg., nr. 10, p. 42 - *Junior...*, p. 4 - D. VAN DAEL e.a., *op.cit., p. A 18* - *G. TILKIN, op.cit.*, p. 99 - *Scouting op het OLV-college*, p. 41 - *Scouting in Landen*, g.p. - VVKS, *op.cit.*, p. 33 en p. 39 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 70 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 47 en p. 60 - *Witboek 1919-1969*, p. 13 - *VVKS Tervuren*, p. 15-16.

79 VG zeer vertrouwelijk aan Antwerpse D., 25/VIII/42 (VAr, *PVG*, Go1) - Brief van A. De Sterck aan DN van 17/XI/42 (NSA, *PDN*).

80 Plaatsen waar in de zomer van 1941 een vakantiekolonie of kamp plaats vond onder scoutsleiding: SKK: Momignies, Pulle en Sint-Niklaas. WH: Hour-Havenne, Serville, kamp "Prins van Luik" te Maredsous en kamp "Prins Boudewijn" te Braine-l'-Alleud. *Commentaires sur les Camps de jeunes dirigés par les Scouts*, Brussel, 1941, p. 1 en *Wenken voor scoutsleiders bij het leiden van kampen voor niet-scouts*, Leuven, 1942, p. 65.

prinsjes en vooral van het feit dat Boudewijn (korrekt) Nederlands praatte. Prins Boudewijn had de beste herinneringen aan zijn kampbezoekjes zoals bleek uit een brief van het koninklijk hof aan De Coninck. De Winterhulp-kampen kregen ook de steun van kardinaal Van Roey die het tekort aan lokalen oploste door de gebouwen van de katolieke scholen open te stellen voor de kinderen op kamp [81].

Voorzien van deze dubbele steun werkte men verder om in de zomer van 1942 massaal hulp te kunnen verlenen. Binnen de VVKS-leiding richtte men een kommissariaat voor sociale hulp en dienstbetoon op onder leiding van Henri Draye. Dit kommissariaat gaf geregeld informatie over de te verlenen diensten, deed beroep op de scouts en verzamelde de kampverslagen. Het organizeerde ook een bijeenkomst van de leiders die geholpen hadden bij de kamporganizatie in 1941. Ook de FSC-helpers kwamen bij elkaar. Allen praatten over de resultaten van de kampen, over de wijze waarop ze gewerkt hadden, over de fouten die voorkomen moesten worden en over de organizatie van de toekomstige kampen. De weerslag van deze gesprekken was te vinden in de brochures *Commentaires sur les Camps de Jeunes dirigés par les Scouts* en *Wenken voor scoutsleiders bij het leiden van kampen voor niet-scouts*. Van deze laatste brochure waren de 600 gedrukte eksemplaren op een minimum van tijd uitverkocht. Hierin werd duidelijk dat de kampen veel verschilden van traditionele scoutskampen.

Net als in Frankrijk in de zomer van 1940 kreeg de leiding te maken met een groep van ongeveer 150 ondervoede en onderling onbekende jongens. Hier bracht men eveneens orde aan door de jongens in te delen in ploegen - in dit geval - van twaalf of dertien man en groepen van vijftig man. Deze opsplitsing zorgde er wel voor dat per kampperiode 24 scoutsleiders vereist waren [82]. De leiding raadde aan om veertien dagen dienst te verlenen. Langer was moeilijk omdat de taak zwaar en vermoeiend was en omdat niet iedereen zomaar een maand vakantie kon krijgen. Elk kamp of vakantiekolonie duurde één maand zodat per groep kinderen een vijftigtal scoutsvrijwilligers gevonden moesten worden. Heel wat jongens verleenden hulp, want in 1942 hielp VVKS mee aan de organizatie van dertien kampen voor SKK en aan een aantal Winterhulp-kampen. In hetzelfde jaar hielp FSC mee aan 35 kampen.

---

81 Brief van burggraaf Du Parc aan DC, 28/VIII/41 en van 26/VII/42, brieven van DC aan Du Parc van 13/VIII/41, 26/VIII/41 en 1/IX/41, brief van DC aan Leopold III (niet gedateerd), brief van DC aan Renard van 27/VIII/41 en brief van Renard aan DC van 25/VIII/41 (NSA, *PDC, H*) - CB van 23/IX/41 (NSA, *PDC, A*) - Brief van Esgain aan DN van 1/VIII/42 (NSA, *PDN*).

82 Ploeg van 24 leiders: 1 kampleider (1), 1 assistent-kampleider (1), 1 keukenmeester (1), 1 leider per 50 man (3), elk 2 assistenten (6), 1 ploegleider (12). *Wenken...*, p. 10 - *Commentaires...*, p. 4.

Het was duidelijk dat enorm veel scouts zich dienstbaar maakten aan deze vorm van hulpverlening, dit in tegenstelling tot andere vormen. Het grote sukses aan medewerking lag waarschijnlijk in de aard van de hulpverlening. In een periode waarin kamperen verboden was, golden deze vakantiekolonies als een interessant alternatief. De verbondsleiding beschouwde deze hulp als een kollektieve goede daad en als een dienst aan het vaderland. De scouts moesten niet zorgen voor de administratieve en de materiële hulp. Hiervoor zorgden de hulporganizaties zelf. De scouts stonden in voor de gezondheid van de jongens. Dit gebeurde door hen voldoende eten te geven, aandacht te hebben voor de lichamelijke hygiëne, een lange nachtrust, voldoende rustpozen en aangepaste aktiviteiten. Het was de bedoeling om de ondervoede kinderen voldoende aan te sterken zodat ze bestand waren tegen de komende winterperiode. Tijdens de kampperiode trachtte men aan de jongens een zekere vorm van eerlijkheid, beleefdheid en gehoorzaamheid mee te geven. De leiding schonk ook aandacht aan het gebruik van het ABN als uiting van Vlaamse fierheid. Wel benadrukte men dat eerlijkheid en dergelijke aangeleerd moesten worden aan de hand van de aktiviteiten en zeker niet door lessen. Hierin waren de jongens niet geïnteresseerd; het was immers vakantie. Het godsdienstig aspekt werd evenmin verwaarloosd: de permanent aanwezige (scouts)aalmoezenier zorgde voor een dagelijkse misviering. De niet-katolieke kinderen kregen terzelfdertijd een opvoedende lezing [83].

Deze kampen waren niet de enige manier van hulpverlening. De scouts leidden ook ééndagsaktiviteiten op speelpleinen en in parken. Om de nodige financiële steun te verzamelen hielden Winterhulp en de andere hulporganizaties geregeld geldinzamelingen... met behulp van de jeugdbewegingen. Hiervoor stelden de scouts zich minder gemakkelijk ter beschikking. In sommige regio's verleende men vrij veel steun maar op andere plaatsen was de medewerking nihil. De medewerking was afhankelijk van de bezieling van de groepsleiding. Waar er steun verleend werd, gebeurde dit niet altijd even onbaatzuchtig. Zo verkochten de scouts van Vilvoorde eind 1941, 1336 Astrid-kaarten ten voordele van Winterhulp omdat ze van deze organizatie goedkoop voedsel voor hun zomerkamp

---

83 *Bulletin officiel* van 10/III/42, van 10/IV/42 en 28/V/42 en brief van Galand aan DC (NSA, *FSC 1938-1942*) - Draye en Wildiers aan GrL's, D. A'pen, 7/XII/41 - Draye aan medescouters, 21/VII/42 (NSA, *PDN*) - *Scoutisme au service de la jeunesse*, (NSA, *Knipsels 1940-1948*) - Verslag GR van 18/I/42 en VG aan leden van de GR, 26/II/42 (VAr, *PVG, Go1*) - *Commentaires...*, p. 2, p. 5, p. 23, p. 25 en p. 35 - *Wenken...*, p. 4, 8, 11, 15-17, p. 33 en 35 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 28 - H. HAAG, *op.cit.*, p. 101 - J. DE MEYER, *Inleiding...*, p. 12 - *1940-1945. Dagelijks leven in België*, p. 173 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 122 - *Scouting op het OLV-College*, p. 49 - *Padvinders van Sint-Stanislas, 8ste scoutsgroep Antwerpen 1915-1980. 65 jaren scouting*, Antwerpen, 1980, g.p.

hadden gekregen [84]. In april 1942 hielpen onder andere de Leuvense en Aarschotse scouts bij de ontploffingsramp te Tessenderlo. Zowel bij rampen als bij hulpaktiviteiten kon men beroep doen op de scouts [85].

Uit het voorgaande blijkt dat het overgrote deel van de scoutsaktiviteiten in dienst stond van hulpbetoon. Toch kregen in deze periode de normale aktiviteiten ook nog een plaatsje. Sommige groepen kampeerden in 1941 en ook in 1942 vond heel sporadisch nog een kamp plaats, ondanks de verboden van de Duitse bezetter en de afwijzende houding van de verbondsleiding. Meestal herleidde men dit "kamp" tot een weekend of een driedaagse [86]. Ook fiets- en voettochten, spelen en binnenaktiviteiten zoals knutselen en zingen organizeerde men nog. Sommige groepen werkten aan de verbetering van scoutstechnieken en organizeerden EHBO-kursussen om beter voorbereid te zijn op de hulpverlening [87]. Deze grote aandacht voor hulpverlening werd ingegeven door de vrees dat de andere aktiviteiten zouden verboden worden en door het belang dat men hechtte aan alle vormen van dienstbetoon.

De hierboven behandelde periode was de laatste waarin de bezetter de scouts nog duldde. Vanaf maart 1943 zal de bezetter het dragen van het scoutsuniform verbieden en de werking sterk aan banden leggen.

4. EINDE OPENBAAR OPTREDEN VAN DE SCOUTS (MAART 1943-SEPTEMBER 1944).

Op zes maart 1943 liet de Duitse bezetter weten dat elke vereniging in de toekomst niet langer aan "weersport" mocht doen. Heel wat aktiviteiten werden door deze verordening verboden. Marcheren in gelid kon niet langer. Wel mochten de leden pratend rondwandelen in groepjes van twee of drie. Alle terreinsporten en -spelen die nuttig konden zijn tijdens een militaire opleiding werden eveneens afgeschaft. Bos- en sluipspelen, vlaggeroof en alle spelen waarbij een tegenstrever taktisch overwonnen moest worden, mocht men dus niet meer spelen. De leden

---

84 Aan DC's e.a. van A'pen, 25/I/42 (NSA, *PDC, V*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 39 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 39 - G. TILKIN, *op.cit.*, g.p. - *1942-1977. St.-Martinus Hasselt*, Hasselt, 1977, p. 3.

85 D. BREMS, *op.cit.*, p. 40 - *Scouting in Aarschot*, p. 23.

86 Sporenboodschap VH van 1/VII/41 en VH aan alle leiders, 20/IV/41 (VAr, *PVG, V*) - VG aan (A)DC's der gouw, 14/VII/41 (VAr, *PVG, Go1*) - R. BONTE, *op.cit.*, p. 65 en p. 70 - L. BIESEMANS, op.cit., p. 37 en p. 47 - *Mémorial...*, p. 33 - *Scouting in Hoboken*, p. 37-38 en p. 60 - *St.-Martinus Hasselt*, p. 1 - *Scouting op het OLV-college*, p. 49 - *Witboek 1919-1969*, p. 18 - CORBEAU BATAILLEUR, *La Première Louvain "Hardis de Saint-Michel" et son Chef Vieux Castor, 1913-1953*, Leuven, 1953, p. 23 en p. 54.

87 R. BONTE, *op.cit.*, p. 65 - *Witboek 1919-1969*, p. 18 - E. FREDERICKX, p. 21.

mochten zich niet langer leren oriënteren: kaartlezen en het gebruiken van een kompas werden strafbaar evenals alle vormen van seinen. Kamperen bleef ook verboden.

Alhoewel dit verbod voor alle verenigingen gold, trof het vooral de scoutsbeweging. Deze besteedde immers enorm veel aandacht aan openluchtaktiviteiten en juist deze bezigheden werden fel beknot door het verbod op de "weersport". Het tijdschrift *Jong België* beweerde zelfs dat deze verordening enkel de scoutsbeweging wilde treffen en uitschakelen zodat de leden dan konden toetreden tot de kollaborerende NSJV waar een ledenaangroei zeer welkom was. In dit tijdschrift riep men de scouts op om zich samen met het "Jeugdfront" te verzetten tegen de inmenging van de Duitsers in het jeugdbewegingsleven [88]. De verbondsleiding deelde deze mening niet en ze riep de scouts op om zo nauwkeurig mogelijk de bevelen op te volgen om moeilijkheden met de bezetter te voorkomen. Deze houding was logisch want de leiding vreesde de Duitse overheid die geen enkele overtreding door de vingers wilde zien. De strengheid kwam tot uiting in de maandprogramma's waarin steeds meer aktiviteiten geschrapt werden. Deze algemene hardheid was een reaktie op het stijgend verzet van de bevolking tegen de Duitse overheerser. De bevolking begon immers te beseffen dat een Duitse nederlaag tot de mogelijkheden behoorde. Dit besef was een bijkomende motivatie tot verzet dat enkele maanden voordien al aangewakkerd was door de verplichte tewerkstelling (oktober 1942). Hierop reageerde de bevolking ontsteld. Vrijwel elk gezin werd er door getroffen. Deze verordening had tot gevolg dat een groot deel van de Belgen meteen bereid was tot aktief verzet. De bevolking keerde zich tegen de kollaborateurs die ze beschouwde als landverraders. Vanaf eind 1942 stegen de anti-Duitse akties in de vorm van sabotage en aanslagen. De Duitsers reageerden hierop met het doden van onschuldige gijzelaars met de bedoeling de bevolking schrik aan te jagen. Dit lukte niet, want velen wilden wraak nemen. Als in december 1942 de eerste

---

88 VH aan alle leiders, III/43 en 1/I/44 en brief van VH aan medeleider van VIII/44 (VAr, *PVG, V*) - *Verordnungsblatt, 1250* : verordening van vier maart over de beoefening van weerbaarheidssport- *Leidersblad*, II-III/45, XVI jg., nr. 2, p. 36 - *Archief*, XII/81, III jg., nr. 4, p. 9- *Jong België*, IV/43, (I) jg., nr. 2 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 32 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 79 - *Scouting op het OLV-college*, p. 46 - *Scouting in Zwijndrecht*, p. 31 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 22 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 49. Over *Jong België* vonden we geen verdere info. Uit de tekst kunnen we afleiden dat het een maandblad was dat in de sluikpers verscheen en dat thuis hoorde in verzetskringen. Het trad op als vertegenwoordiger van het "Jeugdfront". Dit was blijkbaar een vereniging die streefde naar de eenmaking van de niet-kollaborerende jeugdbewegingen. Konkrete resultaten werden niet bereikt.

vergeldingsmoord gepleegd werd door Verbelen van de DeVlag betekende dit een volgende faze in de terreur die steeds verhevigde [89].

Ten gevolge van de Duitse verordeningen zagen de scouts zich verplicht om hun aktiviteiten te herleiden tot binnenspelen. Buiten was enkel een voetbalmatch of atletiek nog toegelaten [90].

Nadat de openbare aktiviteiten van de scouts tot een minimum herleid waren, was de volgende logische stap de afschaffing van het scoutsuniform. Zo kon de bevolking de leden bij de hulpverlening niet meer herkennen en het zou lijken alsof de scoutsbeweging niet meer bestond. Dit verbod werd op bevel van de militaire leiding in de kranten van maart en april 1943 gepubliceerd. De verbondsleiding riep op tot stipte naleving van dit verbod, ook binnen de lokalen [91].

Na de oorlog verbond men in *Leidersblad* het uniformverbod met de brief van kardinaal Van Roey betreffende de inlevering van de kerkklokken. Deze brief was inderdaad even voor het uniformverbod voorgelezen in de kerken en de redaktie van *Leidersblad* redeneerde dat de scouts vereerd moesten zijn door het Duitse verbod [92]. Maar op het moment dat het uniformverbod van kracht werd, twee jaar vroeger, legde de verbondsleiding het verband niet. De leiding vreesde wel voor een volgende en definitieve stap van de bezetter : de afschaffing van de beweging.

Onder het militair bestuur kwam het niet tot een afschaffing. Het burgerlijk bestuur, dat vanaf juli 1944 aan de macht kwam in België, trad zeer negatief op ten opzichte van de scouts, bemoeide zich waar het kon en vroeg alle leiderslijsten om te bepalen wie naar Duitsland kon gezonden worden om te werken. Het was dus niet ondenkbaar dat de scoutsbeweging ook verboden zou worden. Over een algemeen verbod bestaat enige

---

89 P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Brussel, 1945, p. 109, p. 116 en p. 126 - J. BOUVEROUX, *Terreur in oorlogstijd. Het Limburgs drama*, Antwerpen-Amsterdam, 1984, p. 17 - P. DELANDSHEERE en A. OOMS, *La Belgique sous les Nazis*, Brussel, z.d., 4 delen, II, p. 188 en III, p. 185-186.

90 VH aan alle GrL's, III/43 en VH aan C's, 12/V/43 (VAr, *PVG, V*) - *Jong België*, IV/43, (I) jg., nr. 2 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 97 - *Scouting in Zwijndrecht*, p. 31.

91 De Hobookse scouts lieten zich allen in uniform fotograferen net voor het verbod van kracht werd. *Verordnungsblatt*, geen melding - Verslag GR van 5/IV/43 (VAr, *PVG, Go1*) - Gesprek VH, 10/VII/89 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 79 en p. 84 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 32 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 104 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 49 - *Scouting in Hoboken*, p. 44 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 22.

92 *Leidersblad*, II-III/45, XVI jg., nr. 2, p. 36. Deze redenering maakte men op een moment waarop de verhouding tussen de kardinaal en VC Maurits Van Haegendoren slecht was en was bedoeld om de kontakten tussen beiden wat op te krikken. Nergens anders vonden we enige aanduiding die er op kon wijzen dat er effektief een verband bestond tussen het uniformverbod en de brief van de kardinaal.

onduidelijkheid : we vonden geen enkel schriftelijk bewijs terug, maar zowel Maurits Van Haegendoren als René Walgrave vertelden ons dat de afschaffing er wel degelijk kwam enkele weken voor de bevrijding. Ze relativeerden dit verbod onmiddellijk door er aan toe te voegen dat de bezetter op dat moment te zwak stond om nog effektieve kontrole uit te oefenen en dat de scouts goed voorbereid waren om - indien nodig - min of meer klandestien verder te werken. Plaatselijk kreeg de scoutswerking soms wel een werkverbod opgelegd. Zo legden de scouts te Roeselare alle scoutsaktiviteiten stil in opdracht van de plaatselijke bevelhebber [93].

Werking van de plaatselijke groepen.

In deze periode legden verschillende groepen hun aktiviteiten stil. In Antwerpen en Leuven ontbond men sommige groepen. Dit had niets te maken met het eventueel Duits verbod - want dan zou het bevel algemener opgevolgd zijn - maar wel met de bombardementen van de Geallieerden die vanaf 1944 frekwent voorkwamen. Soms werd het scoutslokaal beschadigd en vele ouders hielden hun kinderen uit veiligheidsoverwegingen thuis. Het was in deze omstandigheden dat sommige groepen alle aktiviteiten stop zetten.

Een voorafbeelding van wat ons land te wachten stond, kreeg het op vijf april 1943 toen een eerste groot bombardement plaats vond te Mortsel en waarbij vele tientallen mensen omkwamen. Onmiddellijk na de ramp kwamen een massa hulpakties op gang. Hierbij sloten de Vlaamse scouts, die geld en kledingstukken ophaalden, aan [94]. De Duitsers grepen deze gelegenheid aan om te wijzen op het afschuwelijke en het onzinnige van deze Amerikaanse terreuraktie die eigenlijk gericht was op de Duitse Erla-fabrieken in de buurt. Ironisch genoeg hadden deze - in tegenstelling tot de bevolking - weinig te lijden gehad van de Amerikaanse aanval. Enkele maanden later stelden de Amerikanen de uitschakeling van het Belgische en Noordfranse spoorwegnet tot doel. Zo zou meteen de Duitse bevoorrading aan banden gelegd worden. Door deze plannen bevond elke stad, waar een knooppunt van het spoorwegnet was, zich in gevaar want de Amerikanen gebruikten de metode van het tapijtbombardement. Hierdoor

---

93 Gesprek R. WALGRAVE, 18/X/89 - Gesprek VH, 10/VII/89 - *Leidersblad*, II-III/45, XVI jg., nr. 2, p. 36 - *Scouting op het OLV-college*, p. 46 - *Mémorial...*, p. 35 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 79 - *Scouting in Landen*, g.p.

94 Verslag betreffende dienstbetoon, XI/43 en VVKS, D. Mechelen : belangrijke mededelingen (NSA, *PDN*) - *Leidersblad*, I/45, XVI jg., nr. 1, p. 8 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 79 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 32 en p. 53 - CORBEAU BATAILLEUR, *op.cit.*, p. 23 - H. VERBIST, *Histoire de la première Louvain. Cinquantenaire*, Leuven, 1963, p. 21.

trof men de omgeving van het spoorwegnet zonder exakt te weten waar de bommen zouden vallen [95].

Het volgend jaar vonden een hele reeks luchtaanvallen plaats. Kortrijk was aan de beurt op 26 maart 1944. In april 1944 waren onder andere Hasselt, Leuven, Brussel, Merelbeke, Melle, Zwijnaarde, Gentbrugge en Mechelen het doelwit. De meimaand was rampzalig voor Brugge, Leuven, Tienen, Aarschot, Lokeren, Antwerpen en Mechelen. Sommige steden kregen meer dan één bombardement te verduren. De volgende maanden waren onder andere Kortenberg, Bertem, Tienen, Mechelen, Leuven, Gent en Sint-Michiels (Brugge) aan de beurt. De angst en de paniek overheersten. Niemand wist op voorhand of het een groot of een klein bombardement zou worden. Vele mensen die in strategisch belangrijke steden woonden organizeerden hun dagelijks leven in schuilkelders [96].

Bij de hulpverlening die opgestart werd, verleenden de scouts ook hun medewerking. Gouwkommissaris Van Gulck benadrukte dat met de hulpverlening niet moest gewacht worden tot wanneer er een bericht van hogerhand kwam. De oudere verkenners en leiders dienden zich zo vlug mogelijk naar de plaats van de ramp te begeven. Ter plaatse zou wel duidelijk worden wie de leiding kon waarnemen. De scouts werkten samen met het Rode Kruis, Winterhulp, andere werken van dienstbetoon en allerlei vrijwilligers. Geleidelijk aan gaf de verbondsleiding wel richtlijnen over de reddingsakties. Deze handelden over de te jonge hulpverleners die men moest verwijderen, eventueel door hen een estafettedienst te laten verzorgen. Men praatte ook over de veiligheid van de vrijwilligers. Het was belangrijk te weten dat de VVKS-verzekering niet instond voor eventuele ongevallen. Dit belette niet dat de leiding de jongens stimuleerde om - met inachtname van de nodige veiligheidsmaatregelen - hulp te verlenen [97].

Naast deze nieuwe vorm van hulpverlening bleef men nog steeds verder doen met het dienstbetoon dat al traditioneel begon te worden. Zo zette men de organizatie van kolonies en speelpleinen verder. Noodgedwongen reorganizeerde men de hulpverlening. Er was immers meer werk voor minder personen. Dit kwam omdat enerzijds meer groeperingen een beroep deden op de Vlaamse scouts en omdat anderzijds minder scouts beschikbaar waren. Sommigen waren in Duitsland tewerkgesteld, anderen waren ondergedoken om aan deze tewerkstelling te ontsnappen en nog anderen zaten in het verzet. Om zo weinig mogelijk

---

95 J. NECKERS, *De bevrijding*, Antwerpen-Amsterdam, 1984, p. 7, p. 10 en p 11.

96 *Ibidem*, p. 11.

97 VG aan DC's, 15/IV/43 (VAr, *PVG, Go1*) - Berichten aan de leiders met hogere rang 5, VI/44 en VH aan alle leden, VIII/44 (VAr, *PVG, V*) - *Leidersblad*, I/45, XVI jg., nr. 1, p. 8-10 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 32 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 111.

de krachten te versnipperen, werkten de scouts samen met andere jeugdorganizaties in het "Katolieke Dienstbetoon in dienst van het volk".

In het kader van deze krachtenbundeling centralizeerde VVKS de aktiviteiten binnen de beweging [98]. Zo verwachtte het verbond dat de groepen geen nieuwe plaatselijke voorstellen deden en dat ze zelf geen kontakten legden met de centrale instanties van Winterhulp, Caritas Catholica, SKK en andere organizaties. Deze kontakten zouden via het verbond gebeuren. Op die wijze kon VVKS naar buiten toe optreden als één korps. De praktische uitwerking van de dienstverlening decentralizeerde men : de groepen verleenden dus zoveel mogelijk hulp in de eigen buurt. De organizatie van vakantiekampen bereikte een hoogtepunt in 1943. De kinderen van krijgsgevangenen en de 30.000 jongens en meisjes waar Winterhulp zich om bekommerde werden door scouts begeleid. De poging om een scoutskolonie op te richten voor de verzwakte leden kende wegens organizatorische problemen geen sukses. Men bracht deze scouts dan onder in de kampen van Winterhulp en SKK. Niet alleen op deze manier trachtten de scouts de verzwakte kinderen te helpen. Ze verleenden ook steun aan de werken "Boerenhulp aan stadskinderen" en "Kinderen in Openlucht", ook het "Werk van de Bisschoppen" genaamd. Beide organizaties probeerden verzwakte stadskinderen een tijdje bij boeren op het platteland onder te brengen. De scouts verleenden hulp door de boeren te overhalen om één of meer kinderen te herbergen. Soms gaven scouts financiële steun door deel te nemen aan geldinzamelingen. Deze kenden echter niet zoveel sukses, wat logisch was, gezien de moeilijke tijden die vele mensen doormaakten en gezien het feit dat er geregeld omhalingen voor allerhande vormen van dienstbetoon plaats vonden [99]. Boerenhulp stond ook in voor vijf bestendige kolonies. Vanaf eind 1942 hielpen de scouts mee aan de organizatie hiervan [100].

In 1943 schonk men ook veel aandacht aan de speelpleinwerking van Winterhulp. Deze was belangrijk voor de vorming van de jeugd. De uit de verschillende jeugdbewegingen aangeworven leiders kregen vormingslessen en een opleiding vooraleer ze op een speelplein werden geplaatst. Deze vorming gebeurde door het Technisch Jeugdcentrum geleid door de geestelijke Vermeersch die in zijn taak bijgestaan werd door de VVKS-leider Esgain. Er vonden kursussen plaats te Namen, Luik,

---

98 Esgain aan leden VR, DB, 25/II/43 en Esgain aan alle groepen: Inlichtingen betreffende dienstbetoon (NSA, *PDN*).

99 De omhalingen die bestemd waren voor mensen uit de eigen omgeving kenden het meeste sukses bvb. de omhaling voor de getroffenen van Mortsel.

100 GR van 16/IV/44, VG aan DC's, 22/II/44 en Esgain aan sekretarissen van dienstbetoon, g.d. (VAr, *PVG, V*) - GR van 19/XII/43 en Engelen aan L's Groot-A'pen, 7/IV/44 (VAr, *PVG, Go1*) - Gouwmed. 21, 31/XII/43 (NSA, *PDN*), - *Mémorial...*, p. 34 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 79 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 59.

Leuven en Mechelen [101]. De speelpleinwerking werd zodoende zeer goed uitgebouwd wat belangrijk was voor de volgende zomer, 1944. Wegens de talrijke bombardementen was het dan moeilijk om lange kampen te organizeren. Het zwaartepunt van de hulpverlening aan de kinderen zal zich dan volledig naar de speelpleinwerking verleggen [102].

De hogere leiding stimuleerde voortdurend al deze vormen van dienstbetoon. Ze oordeelde dat zoveel mogelijk aktiviteiten in het teken van dienstbetoon moesten staan en dat men alle andere bezigheden moest opschorten als men dringend hulp kon verlenen. In de gouw Antwerpen organizeerde de leiding een ambulance-wedstrijd. Dit was een extra stimulans voor het behalen van het vaardigheidskenteken van ambulancier. Het volgen van een EHBO-kursus raadde men nog steeds aan [103].

In de normale scoutsaktiviteiten deed de ingreep van de Duitsers door allerhande verboden en belemmeringen zich gelden. Langdurige tentenkampen waren zoals gezegd verboden door de bezetter én door het verbond. Dat raadde de scouts aan om er eventueel pro forma enkele dagen op uit te trekken met een minimum aan leiding zodat men de rest van de leidersploeg in het dienstbetoon kon inschakelen. In 1943 kampeerden nog enkele groepen ondanks de materiële en financiële problemen die hieraan verbonden waren, maar de volgende zomer kwam hier niet veel meer van terecht. Door de bombardementen was het al gevaarlijk te vergaderen, dus zeker om te kamperen. Het verbond stimuleerde wel de geregelde vergaderingen van de groepen.

Ook hier moest de werking aangepast worden aan de richtlijnen van de bezetter. Aangezien er na het invallen van de duisternis niemand nog op straat mocht rondlopen, waren late bijeenkomsten dus verboden. Men vergaderde dan in de vroege namiddag en schonk aandacht aan dienstbetoon en de voorbereiding hierop. Men besteedde daarnaast ook tijd aan de al eerder genoemde binnenaktiviteiten zoals knutselen, zingen en toneel [104].

---

101 H. HAAG, *op.cit.*, p. 101.

102 Esgain aan leden VR en DB, 25/II/43 (NSA, *PDN*) - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 54.

103 Het verbond ging ook akkoord om alle scoutsleden die de vaardigheidskaart van dienstbetoon van de technische dienst van Caritas Catholica ontvangen hadden, ook het vaardigheidskenteken dienstbetoon te geven als erkenning voor de verleende hulp. VR van 7/III/43 en VH aan leiders, V/44 (VAr, *PVG, V*) - Esgain aan VR en DB, 25/II/43 (NSA, *PDN*) - Buytaert en Van den Eede aan L's gouw A'pen, g.d. (VAr, *PVG, Go1*).

104 Onder de mom van een ouderavond vonden soms opvoeringen van liedjes en toneelstukken plaats. De opbrengst daarvan kwam dan weer de hulporganizaties ten goede. Esgain aan L's en VT's in VVKS, Pasen 1942 (VAr, *PVG, V*) - Groepsleiding 5e Leuven aan ouders, 7/V/44 (NSA, *PDN*) - D. BREMS, *op.cit.*, p. 42 - CORBEAU BATAILLEUR, *op.cit.*, p. 23 - R. CLEMENT, *op.cit.*, g.p. - *Scouting in Zwijndrecht*, p. 31 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 74 - *Zeescouts Antwerpen*, p. 31 - HILLARY ST. GEORGE

Verbondsbeleid.

Het VVKS-verbond besteedde nog steeds veel aandacht aan de leidersvorming. Er vonden dan ook talrijke leiderskursussen plaats [105]. De eerste jaarbeurs voor leiders met hogere rang had plaats te Leuven en behandelde de vernieuwing in het verkennen, de voorbereiding van de naoorlogse werking en de funktie van de leiders met een hogere rang. In de zomer 1944 was het praktisch onmogelijk om nog leiderskursussen te organizeren. Toch was leidingsvorming nog mogelijk. De verbondsleiding stimuleerde de leden om het schriftelijk gedeelte van hun leidersbrevet zelfstandig voor te bereiden aan de hand van modelvragen die men bij de verbondskommissaris kon aanvragen [106].

Men reorganizeerde de werking van de verbondsleiding vanaf eind 1943. Deze werd dan opgesplitst in negen departementen; aan het hoofd van elk van deze deelorganizaties stonden een verantwoordelijke en enkele medewerkers. In het departement "uitrusting" richtte men een aankoopafdeling op die instond voor de spaardienst. Scouts konden vanaf dat moment beginnen sparen. Het geld zou gebruikt worden voor de aankoop van hun persoonlijk uniform van zodra de nodige grondstoffen te verkrijgen zouden zijn. Het verbond hoopte zo een degelijk, goedkoop en gestandarizeerd uniform in te voeren na de oorlog. Tijdens de oorlog was er van uniformen uiteraard geen sprake meer. Dit had een zeker voordeel : de groepen konden toen zeer arme jongens aanwerven. Deze waren voor de oorlog niet zelden afgeschrikt door de hoge kosten van een uniform [107].

De reorganizatie rationalizeerde de werking van het verbond, wat niet belette dat het ook in deze periode met heel wat moeilijkheden kreeg af te rekenen. In 1943 dacht Camiel De Neuter er even aan om het ambt van verbondsaalmoezenier neer te leggen omdat het moeilijk te kombineren viel met zijn taak als schooldirekteur. Maurits van Haegendoren kon hem tot andere gedachten brengen.

SAUNDERS, *op.cit.*, p. 122-123.

105 1/8-29/8/1943 : hogere leiderskursus; idem: kursus lichamelijke opvoeding; 18/10-1/11/1943 : sociale studiedagen; idem: studiedagen voor stijl en vernieuwing; 5-6/1943: weekend voor distriktleiders; 1/1944 : 1e jaarbeurs voor leiders met hogere rang.

106 VH aan GrL's en GrA's, VII/43 (VAr, *PVG, V*) - *Archief*, IX/81, III jg., nr. 3, p. 6 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 103 - *Handhaaf en bouw*, p. 5 - J. DE MEYER, *Inleiding...*, p. 12 - *Jaarbeurs. De Kluis. 31 augustus-2 september 1945. Verslagboek*, z.p., 1945, p. 3.

107 Sekretariaat voor uitrusting, X/43 en VH aan medeleider van VIII/44 (VAr, *PVG, V*).

In mei 1943 hevelde men de diensten van het verbondssekretariaat over naar Brussel omdat deze plaats centraler gelegen en dus gemakkelijker te bereiken was dan Antwerpen. Gouwkommissaris Van Gulck probeerde zijn Antwerpse leiders te overtuigen van het nut van deze verhuizing: zo kwam heel het verbondshuis ter beschikking van de Antwerpse gouw en de distrikten wat zeker de werking ten goede zou komen. Hij slaagde er niet in allen te overtuigen, want sommige Antwerpenaren reageerden verbolgen op wat ze beschouwden als een zet van Van Haegendoren.

Dat de verhouding tussen sommige Antwerpse leiders en Van Haegendoren verslechterde, bleek eveneens na de verkiezing van de gouwkommissarissen eind 1943. In Antwerpen herkoos men Van Gulck, zeer tot ongenoegen van de DC's Paul Bareel en Armand De Coninck die een tegenkandidaat hadden voorgesteld. Deze was niet zozeer bedoeld als reaktie tegen Van Gulck maar wel om de verbondsleiding en vooral Van Haegendoren te treffen. Zo eiste deze Antwerpse oppositie ook meer Antwerpenaren in de Verbondsraad. De vertegenwoordiging moest aangepast worden aan het ledenaantal per gouw. Antwerpen zou dan de belangrijkste regio worden en dus het grootste aantal raadsleden hebben, want van de 18.000 scoutsleden waren er 7.000 in de gouw Antwerpen aangesloten [108].

Bij de vernieuwing van het Dagelijks Bestuur in augustus 1944 reageerden aalmoezenier Willem van Cauwelaert en Armand De Coninck ook heftig tegen de benoeming van Jos De Maegd als raadslid van Stijl en Cultuur. De Maegd had, zoals eerder vermeld, na het Franse avontuur in de zomer van 1940 bij Van Haegendoren kritiek geleverd op hun leiding en Van Cauwelaert en De Coninck vonden het totaal ongepast dat zo iemand nu zelf een leidende funktie kreeg. Talloze brieven en protesten konden de benoeming van De Maegd niet verhinderen omdat hij verkozen was door de meerderheid van de verbondsraad.

Tenslotte kreeg de verbondsraad af te rekenen met het gerucht dat het aartsbisdom de verbondsleiding en vooral Van Haegendoren afkeurde. Konkrete bewijzen hierover vonden we niet, maar als we de latere negatieve houding van de kardinaal ten opzichte van Van Haegendoren bekijken, lijkt het ons best mogelijk dat Van Roey op dat moment al enige vorm van kritiek had laten horen [109].

Tegenover de groepen repte de verbondsleiding met geen woord over de moeilijkheden op verbondsniveau wat logisch was omdat ze haar gezag

---

108 VG aan DC's A'pen, 8/V/43 (VAr, *PVG, Go1*) - Brief van VH aan DN, 1943 (NSA, *PDN*).

109 Brief van DN aan Van der Sluiszen van 10/VI/43 en Dossier DN-Van Cauwelaert= 8 brieven (NSA, *PDN*).

wou bewaren. Ze raadde de groepen aan om niet deel te nemen aan opstootjes en afwijzend te blijven van revolutionaire akties en meningen. Ze benadrukte tenslotte het belang van het kontakt tussen de verschillende niveaus, de groepsleden en de scouts die in het buitenland verbleven [110].

VVKS en de andere jeugdbewegingen.

Met FSC verliepen de kontakten zeer goed. Het vernieuwde statuut van de BPBBSS-associatie werd eind 1943 officieel vastgelegd. De samenwerking verbeterde en bereikte een hoogtepunt in maart 1944 tijdens een verbroederingsweekend op de Kluis. Daar verklaarde de FSC-leiding dat ze in haar eisenstelsel een nieuwe eersteklaseis in verband met staatsburgerlijke vorming had ingevoerd waarin men aandacht besteedde aan de kennis van Vlaanderen en de geschiedenis van de Vlaamse beweging. De Katolieke scoutsassociatie zat wel met één probleem dat voorlopig onopgelost bleef, de benoeming van een geschikte hoofdaalmoezenier. Het was blijkbaar moeilijk om een geestelijke te vinden die de beweging genegen was én die tegelijkertijd door het aartsbisdom aanvaard werd [111].

De verhouding met de BSB lag helemaal anders. Op negen april 1943 stopte het BSB-verbond al zijn aktiviteiten. De BSB-hoofdkommissaris Pierre Depage bracht de leden op de hoogte via een omzendbrief. De plaatselijke groepen en de distrikten konden toelating vragen en verder werken; de hogere niveaus legden de werking stil [112]. Met de BSB had men weinig of geen kontakt meer na negen april. Het IFB was de enige mogelijkheid tot kontakt want de plaatselijke groepen mochten zonder toestemming van hun verbondsleiding niet samenwerken met BSB-groepen. Men gaf deze toestemming enkel in geval van hulpverlening [113].

Het was onduidelijk welke rol het IFB na april vervulde. Bleven de BSB-leiders aktief in dit Bureau of hadden ze zich daar ook uit teruggetrokken? In juni 1944 kwam er "na overleg tussen FSC, BSB en VVKS" een nieuw statuut van het IFB tot stand. Blijkbaar betrok men de

---

110 VH aan alle leiders, mei 1944 (VAr, *PVG, V*).

111 Het zou duren tot in 1945 vooraleer kanunnik Gillet benoemd werd tot HA van de associatie. Hij vervulde die taak tot in 1947. VH aan alle leiders, 25/XII/43 en 1/I/44 en brief van VH aan medeleider van VIII/44 (VAr, *PVG, V*) - Vergadering CR der BPBBSS-associatie van 7/VII/43 en 21/XII/43 en brief van DN aan Deman, 16/II/44 (NSA, *PDN*).

112 Enkel de welpenleiding bleef verder werken omdat deze groep minder getroffen werd door de Duitse verordeningen. Zo hadden de acht- tot elfjarigen geen problemen met rekrutering voor het leger, verplichte arbeid en ook andere maatregelen zoals het nachtelijk uitgaansverbod hadden minder effekt op de welpenwerking.

113 GR van 5/IV/43 (VAr, *PVG, Go1*) - Vergadering BPBBSS van 20/V/43 (NSA, *PDN*) - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 85-86.

BSB-leiding bij het overleg, wat zeer merkwaardig was omdat al deze leiders toen al uit hun scoutsfunktie ontheven waren.

Na de invoering van het nieuwe statuut verkreeg het IFB de naam van Interfederale Scoutsbond van België. Deze vertegenwoordigde het geheel der Belgische scouting ten opzichte van de staat, de sociale en edukatieve organizaties, de buitenlandse scoutsorganen en derden. Als het ging om specifieke belangen van één van de scoutsverbonden mochten deze zelf onderhandelen, nadat ze de Scoutsbond op de hoogte hadden gesteld van hun initiatief. Via deze Scoutsbond hoopten de drie verbonden in de kwesties die hen allen aanbelangden op te treden als één machtsblok ten overstaan van de andere jeugdbewegingen, om zo hun wensen door te drukken en sterker te staan bij eventuele onderhandelingen over de toekomst van de Belgische jeugd [114].

Aan onderhandelingen was men op dat moment nog lang niet toe. De kontakten met de Nieuwe Orde-jeugdbewegingen bereikten een dieptepunt. De NO-organizaties hadden enkel aandacht voor de scouts als zondebok. Ze beschreven deze beweging als een organizatie die op sterven na dood was omdat de werking volledig aan banden werd gelegd. Van de verzwakking van de vijand moesten de kollaborerende jeugdbewegingen gebruik maken om zelf aan belang te winnen en de doodsstrijd van de scouts te verkorten. Dit kon door de scouts zoveel mogelijk in een slecht daglicht te stellen en door zelf aan ledenwerving te doen. Tegenover deze grootspraak stond de realiteit die weinig rooskleurig was voor de NO-organizaties. Ze waren nooit goed van de grond gekomen, het ledenaantal was en bleef laag en daar kwam de onzekerheid bij over hun toekomst, omdat het op dat moment niet zo vanzelfsprekend meer leek dat de Duitsers de overwinning zouden behalen [115].

Met de KA-jeugdbewegingen verliepen de kontakten beter, al was het onmogelijk om een globaal beeld te geven. Net als in de vorige jaren verschilden de relaties van plaats tot plaats, waarbij men zowel uitstekend samenwerkte als elkaar totaal negeerde of bekonkurreerde. Plaatselijk ontstonden problemen als onder invloed van de parochiale geestelijkheid jeugdbewegingen moesten omgevormd worden. Zowel het veranderen van een scoutsgroep in een patronaat als het omgekeerde zorgde steevast voor ontevredenheid. Het VVKS was zich bewust van het wantrouwen dat in sommige katolieke jeugdbewegingskringen tegen hen heerste. Daarom organizeerde het een leiderskursus voor buitenstaanders om hen met de scoutsbeweging vertrouwd te maken en om de heersende misverstanden uit de weg te ruimen. Sommige buitenstaanders dachten hier anders over

---

114 Interfederale Scoutsbond van België: statuten, van 27/VI/44 (NSA, *Knipsels 1940-1948*).

115 Schaarstormers, 8 grasmaand (NSA, *PDN*) - *De Nationaalsocialist*, 1943, III jg. en 1944, IV jg.

en zagen - waarschijnlijk niet helemaal onterecht - in deze kursus een propagandamiddel voor de padvinderij. De scoutsleiding voelde zich op haar beurt ontgoocheld omdat ze misbegrepen werd.

Naast de vermelde problemen waren er echter ook vormen van samenwerking. Het beste voorbeeld daarvan gaf men in Berlijn waar heel wat Belgische jongeren tewerkgesteld waren en waar de leden van de verschillende katolieke jeugdorganizaties samenwerkten in de "Katolieke Actie van Vlaanderen in Berlijn". Zo hield de VVKS-er Gerard Thomas een toespraak tijdens de massadag die georganizeerd was door KAJ-gewestleden [116].

In de hierboven vermelde periode overheersten konflikten binnen en buiten de beweging. De werking verliep zeer moeilijk. De algemene toestand in België was trouwens weinig rooskleurig. Net als de bevolking keken de scouts hoopvol uit naar de nakende bevrijding.

5. NA DE BEVRIJDING (SEPTEMBER 1944-MEI 1945).

De eerste dagen van september 1944 bevrijdden de Geallieerden België. De Belgische bevolking ontving de bevrijders met open armen. In Antwerpen was de Nationale Koninklijke Beweging (=NKB), waartoe verscheidene scouts behoorden, aktief bij de bevrijding van de stad. Voor de bevrijding had deze NKB al de anti-tankversperringen tussen de Antwerpse forten op kaart gebracht. Deze gegevens gaf men door aan de nationale NKB zodat deze beter wist waar de gevaarlijke punten waren die vermeden konden worden [117]. Ook op andere manieren hielpen de scouts mee waar ze konden. Ze leverden voedsel dat door andere organizaties ter beschikking was gesteld aan de Engelsen en ze traden op als gids. De

---

116 Brief van VH aan medeleider van VIII/44 (VAr, *PVG, V*) - Brief van De Pauw aan C van 22/II/44, brief van Deman aan Dierickx van 25/II/44, brief van Van Dun aan DN van 5/III/44, brief van De Handschutter aan DN van 3/VII/44 (NSA, *PDN*) - Brief van Van Winkel aan Philips van 20/IX/43 (GBIB, *PP*) - Brief uit Berlijn aan scoutsbroeders van 3/X/43 en VVKS Stuwkracht der KA, 8/IX/43 (NCWOII, *PT*) - *Leidersblad*, VII/46, XVII jg. nr. 5, p. 139 - F. SELLESLAGH, *De klandestiene KAJ in Duitsland (1942-1944)*, in *Bijdragen tot de geschiedenis van de tweede wereldoorlog*, X/72, nr. 2, p. 87-114, p. 101. Gelijkaardig artikel van zijn hand verscheen in F. HUGAERTS (red.), *De K.A.J., haard van verzet (1940-1945). Hun mooiste uur*, Gent, 1989, p. 199-230.

117 *Scouting op het OLV-college*, p. 51 en 53 - H. HAAG, *op.cit.*, p. 74 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 56. Deze aktie eiste veel slachtoffers. Bij de scouts alleen al vielen er vijf doden te betreuren. De NKB had tijdens de bezetting een dubbel doel: strijden tegen de bezetter en verdedigen van Leopold III. De NKB toonde zich voorstander van de vestiging van een sterk regime waarin de macht van de koning zou uitgebreid en deze van de partijen zou beperkt worden. R. VAN DOORSLAER en E. VERHOEYEN, *De moord op Lahaut. Het communisme als binnenlandse vijand*, Leuven, 1985, p. 62.

bevolking merkte hen nu duidelijk op want ze haalden hun door de Duitsers verboden uniform opnieuw uit de kast. Fier droegen de scouts hun vaak versleten of te klein geworden uniformen. "De Duitsers waren weg, nu kon de naoorlogse werking beginnen". Deze opmerking zou een algemene misrekening blijken, maar hiervan was niemand zich bewust onmiddellijk na de bevrijding.

De eerste bevrijdingsdagen overheerste naast verbittering en blinde wraak ook een gevoel van vreugde. Op verschillende plaatsen hield men bevrijdingsoptochten waar ook de scouts aan deelnamen. Daar toonden ze aan de hand van spandoeken dat hun idealen verder leefden, dat ze hulp verleenden waar ze konden en dat ze trouw bleven aan God, Kerk, koning en vaderland. De verbondsleiding stimuleerde deze optochten die ze misschien zag als een vorm van propaganda. Ze toonden namelijk aan dat de beweging ondanks alle moeilijkheden de bezetting overleefd had [118].

Naast optochten organizeerde men op vele plaatsen ook een eucharistieviering voor de oorlogsslachtoffers. Hierbij dacht men niet enkel aan de vele doden maar ook aan de talloze anderen die in Duitsland tewerkgesteld waren of er gevangen zaten net als de koning die ook nog niet teruggekeerd was. Over hun toestand was weinig bekend. De bevolking vreesde wel het ergste en deze gevoelens werden nog aangewakkerd toen in het voorjaar van 1945 de eerste berichten over de gruwelen in de koncentratiekampen België bereikten via de eerste gevangenen die terug in ons land aankwamen. Terzefdertijd keerden vele naar Duitsland gevluchte kollaborateurs al dan niet onder dwang naar België terug. Dit leidde tot een heropflakkering van het geweld dat zich ook keerde tegen machteloze vrouwen en kinderen van kollaborateurs [119].

Tijdens de eerste bevrijdingsdagen vonden dus talrijke herdenkingsplechtigheden plaats waar de scouts en de andere jeugdbewegingen aan deelnamen. De groepen probeerden een normale werking op te bouwen maar deze pogingen moest men na enkele weken staken. Sommige groepen zagen hun lokalen immers ingenomen worden door de Geallieerden. De Duitsers waren dan wel weg, maar de bevrijders moesten toch ook ergens onderdak krijgen? Andere groepen zagen hun vergaderzalen gedeeltelijk of volledig vernietigd worden door granaten of

---

118 VH: Richtlijnen, VI/44 en Gouwmed. 22 van 7/IX/44 (VAr, *PVG, V*) - Berichten aan de leiders met hogere rang 7, IX/44 (VAr, *PVG, L*) - D. BREMS, *op.cit.*, p. 52 en p. 54 - *Zeescouts Antwerpen*, p. 35 - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 128 - R. CLEMENT e.a., *op.cit.*, g.p. - F. PILAET, *op.cit.*, p. 96 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 80 - *Scouting in Landen*, g.p. - J. NECKERS, *op.cit.*, p. 60.

119 Berichten 7, IX/44 (VAr, *PVG, L*) - Gouwmed. 22, 7/IX/44 en Richtlijnen, VI/44 (VAr, *PVG, V*) - *Leidersblad*, X/44, XV jg., nr. 9, p. 2 - *La répression de l' incivisme en Belgique. Aspects judicaires pénitentiaire et social*, Brussel, 1945, p. 97-98 - M. GRAMMENS, *Herinneringen aan oorlog en repressie*, Brussel, 1985, p. 52.

door V1- en V2-bommen. Met dit ultieme middel poogden de Duitsers de oorlogskansen te keren. Dit lukte niet, maar deze aanvallen eisten wel een enorme tol aan mensenlevens en materiële schade gedurende de enkele maanden dat sommige Belgische steden zoals Antwerpen erdoor geteisterd werden. Een rechtstreeks gevolg hiervan was dat vele families uitweken naar rustiger streken. Sommige scoutsgroepen in Antwerpen zagen tot negentig percent van hun leden vertrekken. Uiteraard kon in deze omstandigheden ook geen sprake zijn van een normale werking. Men legde de aktiviteiten stil en de achterblijvers hielpen mee aan allerlei vormen van dienstbetoon [120].

Na de bevrijding hernam de BSB-leiding de aktiviteiten. Het eerder gemelde statuut van de ISB kon men dan toepassen. Pierre Graux werd voorzitter en zijn zoon Charles was de sekretaris-schatbewaarder. De hoofdleiding bestond verder uit Antoine Cols, de hoofdkommissaris van de BPBBSS-associatie, Pierre Depage, kommissaris van BSB, Paul Mesureur, kommissaris van FSC en Maurits van Haegendoren, de VC van VVKS. Eén persoon, de internationale kommissaris, vertegenwoordigde de Belgische scoutsbeweging in de Wereldvereniging van de scouts te Londen. Deze kreeg zijn benoeming voor twee jaar en hij zou afwisselend uit één van de drie verbonden verkozen worden. Voor 1945 en 1946 zou de internationale kommissaris een FSC-er geweest zijn die de bijstand kreeg van twee adjunktkommissarissen uit de twee resterende verbonden. Het was niet duidelijk of de eerder vermelde kommissarissen die in het bestuur zetelden deze funktie kombineerden met die van internationaal vertegenwoordiger.

Het welslagen van de werking van de ISB werd gedeeltelijk bepaald door een maatregel van de wereldorganizatie van de scouts. Deze besliste namelijk na de oorlog dat elk land slechts door één officieel scoutsorgaan mocht vertegenwoordigd zijn. Voor België werd dat de ISB als overkoepelend orgaan van de drie officieel erkende scoutsfederaties.

De kontakten tussen de drie federaties werden door geregelde samenkomsten verstevigd. Het bestuur werkte aan de naoorlogse werking. In de toekomst zou scouting een beweging worden waar alle jongens zich konden thuis voelen. Zowel de katolieke als de niet-katolieke en zowel de Vlaamse als de Waalse jongens konden terecht in één van de drie verbonden. Alle drie de verbonden waren het er over eens dat men hun leden moest vormen tot nederlandstalige of franstalige Belgische burgers. De drie verbonden werkten verder samen voor hun gemeenschappelijke

---

120 Berichten 9, g.d. (VAr, *PVG, L*) - Buytaert: toestand van scouting in het A'pse, 13/1/45 (VAr, *PVG, Go2*) - E. FREDERICXK, *op.cit.*, p. 26-27 - L. BIESEMANS, *op.cit.*, p. 63 - *Scouting in Hoboken*, p. 47 - *Mémorial...*, p. 35 - *Gedenkboek Edegem*, g.p.

belangen en ook op het niveau van de groepen liet men alle vormen van samenwerking toe [121].

Het VVKS-verbond werkte verder aan de spaardienst die in april 1944 was ontstaan. Na de bevrijding waren al een honderdtal groepen aangesloten. Een jaar later was dit aantal bijna verdubbeld. Deze dienst kende tamelijk wat sukses tijdens zijn vierjarige werking [122]. De spaarders kregen in de naoorlogse jaren als eerste de uniformstukken die opnieuw beschikbaar werden. De verbondsleiding streefde naar een standaarduniform wat kaderde in de centralizatiepolitiek die men voerde. Het verbond wilde deze ook tot uiting brengen door het invoeren van een eenvormige verbondshalsdoek. Dit aanvaardden niet alle groepen. Een deel van hen wilde de eigen stadskleuren gebruiken voor de groepsdas. Hierover voerde de hogere leiding talloze diskussies zonder tot een consensus te komen [123].

Naast centralizatie bleven ledenwerving en propaganda belangrijke aktiepunten van het verbond. De groepen moesten hieraan veel belang hechten, net als aan de hulpverlening die men ook niet uit het oog mocht verliezen. Het sekretariaat voor propaganda stelde affiches met het

---

121 Zo hielpen in Antwerpen heel wat VVKS-ers onder de leiding van de BSB-kommissaris Flamand. Deze toonde zich tevreden over het gedrag van de Vlaamse scouts. GR van 12/IX/44 (VAr, *PVG, Ge*) - Gouwmed. 22, 7/IX/44 en ISB van België (VAr, *PGV, V*) - Verbondsbestuur van 19/VII/45 (NSA, *PDN*) - *Leidersblad*, II-III/45, XVI jg., nr. 2, p. 50 - J.S. WILSON, *Scouting round the world*, Londen, 1959, p. 37.

122 Na 1947 vonden we geen gegevens terug in verband met de spaardienst. We vonden ook nergens een mededeling dat deze dienst ophield te bestaan.

123

	1944	1945	1946	1947
Aangesloten groepen	100	180	210	222
Aangesloten leden (ong.)	6057	11750	13000	15000
Gespaarde bedrag dat jaar	287.210 fr.	867.877 fr.	333.256 fr.	275.814 fr.

1945 was duidelijk het piekjaar. 180 groepen (op 254, VH) waren vertegenwoordigd en er werd enorm veel gespaard ten opzichte van de andere jaren. Deze som had nog hoger kunnen liggen maar werd afgeremd door de verbondsraad die besloot dat per persoon maximum 500 frank mocht gespaard worden, een bedrag dat in 1945 door sommige spaarders al bereikt werd. In 1947 leken meer groepen aktief dan in 1946 maar van de 222 vermelde groepen hadden er al 27 hun werking opgezegd zodat er na 1945 nog weinig uitbreiding was. We weten niet hoeveel leden tot die 27 groepen behoorden maar het was in elk geval duidelijk dat maximum een 60 % van de scoutsleden tot de dienst toetraden (1945: ongeveer 11.750 op een totaal van ongeveer 20.000 leden). Alg verslag dept. uitrusting, 1947 (VAr, *PVG, L*) - Schmidt aan hogere leiders, 31/III/45 (NSA, *PDN*) - *Kampvuur, proefnummer*, I jg., nr. 0, p. 20 - *Leidersblad*, X/45, XVI jg., nr. 7, p. 184 - *Jaarbeurs...*, p. 63.

opschrift "groot verleden, grootere toekomst" ter beschikking. Aanwerven kon men op verschillende manieren. De scouts die met hun familie uitgeweken waren naar veiliger gebieden konden aansluiten bij de plaatselijke scoutsgroep. Als er geen was kon de padvinder op zijn eentje reklame maken voor zijn beweging. Dit laatste klonk veelbelovend op papier maar was praktisch moeilijk uitvoerbaar. In West-Vlaanderen kwamen Nederlandse families toe. De verbondsleiding vond het goed dat men de Nederlandse scouts in de plaatselijke werking inschakelde. De groepsleiding kon tenslotte de leden die in Duitsland tewerkgesteld waren aansluiten. Indien de groep daar geen geld voor had mocht ze hen symbolisch lid maken. Vooral uit dit laatste bleek hoe belangrijk de ledenwerving was. De scoutsleiding wilde immers niet enkel aantonen dat ze de oorlogsjaren overleefd hadden, ze wilde ook bewijzen dat de beweging uitbreiding had kunnen nemen tijdens de bezetting [124].

Naast eerder vermelde aktiepunten moest het verbond ook werken aan de moeilijkheden binnen de hogere leiding. Waar het protest tegen het beleid van Van Haegendoren tijdens de bezetting nog onder bedekte termen gebeurde, gaven de personen die niet akkoord waren met de verbondskommissaris nu openlijk uiting aan hun ongenoegen door onder andere de aansluiting van hun groepen bij het verbond voor het scoutsjaar 1944-1945 niet te vernieuwen. Men hoopte zo druk te kunnen uitoefenen op de verbondsraad maar dit had op dat moment weinig zin. De leiders beseften dit zelf en voor eind 1944 waren alle aansluitingen in orde [125].

Hun onvrede richtte zich op Van Haegendoren. Ze wilden niet langer onder het bevel staan van iemand die van kollaboratie verdacht werd. De verbondskommissaris moest inderdaad voor het krijgsauditoraat verschijnen waar men hem vragen stelde over onder andere zijn kontakten met Hemesath en zijn reis naar Berlijn. Na dit onderzoek klasseerde men zijn dossier zonder gevolg. De niet-scouts spraken Van Haegendoren dus vrij. Binnen de scouts stelde men eveneens een onderzoek in naar de oorlogsaktiviteiten van de VC. Vanaf oktober 1944 ondervroeg de ereraad zowel Van Haegendoren als zijn aanklagers. Deze neutrale elfkoppige kommissie, waarin zowel FSC-ers als VVKS-ers zetelden, besloot in het voorjaar van 1945 dat Van Haegendoren misschien onvoorzichtig was geweest door naar Berlijn te gaan, maar dat er zeker geen sprake kon zijn

---

124 De Meyer aan alle leiders, IX/44 (VAr, *PVG, L*) - Brief van VH aan Monu, g.d. (NSA, *PDN*) - *Leidersblad*, I/45, XVI jg., nr. 1, p. 27 en IV/45, XVI jg., nr. 3, p. 72 - R. BONTE, *op.cit.*, p. 83 - R. CLEMENT, *op.cit.*, g.p.

125 Drie jaar later zouden sommige Antwerpse groepen opnieuw weigeren aan te sluiten. De afwikkeling van deze zaak behandelen we verder in deel II, hoofdstuk 4 van onze licentiaatsverhandeling (zaak Van Haegendoren).

van kwaad opzet. De andere klachten achtte men onbewezen [126]. Maurits van Haegendoren ging dus vrijuit en de raad verzocht hem unaniem om al zijn bevoegdheden binnen scouting opnieuw op te nemen. Dit gebeurde, maar niet iedereen was er gelukkig mee. Sommige tegenstanders verklaarden openlijk dat ze op het gepaste moment wel zouden optreden [127].

Als reaktie op deze negatieve houding wilden andere leiders hun trouw aan de verbondskommissaris tot uiting brengen. Eén van deze Van Haegendoren-aanhangers was de Antwerpse distriktskommissaris Eugène Janssens. Hij deed in oktober 1945 tijdens de Antwerpse gouwraad het voorstel om de wereldorganizatie van de scouts te verzoeken om aan de verbondskommissaris de "Zilveren Wolf" te overhandigen. Dit op één na belangrijkste internationale scoutskenteken kende men toe aan personen die een uitzonderlijke rol speelden in de ontwikkeling van scouting in hun land. Binnen de verzamelde gouwraad waren er vier strekkingen. De distriktsaalmoezenier pater Mertens vond het voorstel goed en dadelijk uitvoerbaar als blijk van vertrouwen in het beleid van de verbondskommissaris. E.H. Dockx, een andere scoutsaalmoezenier ging akkoord met het voorstel, maar wilde het voorlopig laten rusten. Paul Bareel vond het moment ongeschikt "zonder de verdienste van Van Haegendoren te onderschatten" en Armand De Coninck vond het voorstel totaal misplaatst. Na een geheime stemming bleek dat een meerderheid gewonnen was voor het voorstel, maar dat er te weinig stemmen waren voor de onmiddellijke uitvoering [128]. Men schoof het initiatief op de lange baan en uiteindelijk zette men het niet door [129].

---

126 Gedetailleerde bespreking volgt in het eerder vermelde deel II, hoofdstuk 4 van onze licentiaatsverhandeling.

127 De hele zaak sleepte nog verder aan tot in 1948 toen Maurits van Haegendoren zijn ambt als VC neerlegde. Brief van X aan de HC van 13/X/44 (NSA, *PVH*) - CB BPBBSS-associatie van 22/II/44, Verbondsbestuur van 19/VII/45 en VH aan medeleiders, 16/II/45 en 5/III/45 (NSA, *PDN*).

128 De stemming verliep strikt geheim omdat het een persoon betrof. Van de 14 gouwraadsleden waren er 10 aanwezig. De 4 afwezigen hadden geen volmacht tot stemming gegeven. Resultaat: a: Wordt het voorstel gedaan? ja 8, neen 1, neutraal 1. b: Wanneer wordt het voorstel gedaan? nu 5, later 3, neutraal 2. a heeft de meerderheid (8 op 14), b niet. Alhoewel a aanvaard werd kon het niet uitgevoerd worden omdat het afhankelijk was van het niet aanvaarde voorstel b. GR van 14/X/45 (VAr, *PVG, Go2*).

129 GR van 31/III/46 (VAr, *PVG, Go2*) - In maart 1946 deelde men het initiatief mee aan VV Van den Abeele. Deze beschouwde het voorstel als inopportuun gezien de omstandigheden. De initiatiefnemer E. Janssens was akkoord met het uitstel, maar DC J. Van Roy vroeg een tweede stemming. Hieruit bleek dat een meerderheid, gewonnen was voor uitstel (7 later , 3 nu, 3 neutraal). De Zilveren Wolf werd in 1937-1938 door Baden-Powell uitgereikt aan de leiders van de drie scoutsverbonden die zetelden in het IFB. Voor VVKS kreeg Antoine Cols deze onderscheiding. De hoogste scoutsonderscheiding, de Bronzen Wolf (hoe hoger de onderscheiding, hoe goedkoper het edelmetaal) werd al aan één VVKS-er toegekend, namelijk aan Philip Tossijn voor zijn verdiensten voor scouting op internationaal vlak.

kontaktmiddelen waren groepsomzendbrieven en de persoonlijke korrespondentie [132].

Ook het kamperen raadde men nog sterk af in 1945. Er waren niet langer de verboden van de Duitsers, maar kamperen bleef moeilijk omdat het aantal leiders beperkt was en omdat de jeugd nog ondervoed was, zodat een kamp nog te vermoeiend kon zijn. Verder waren verschillende gewesten enorm gevaarlijk omdat er nog mijnen lagen. Bovendien kon men kamperen beschouwen als een nutteloze luxe in een periode dat er nog veel moeilijkheden en armoede waren [133].

De verbondsleiding besefte dat de naoorlogse werking eigenlijk pas in de zomer van 1945 kon beginnen. De eerste aanzet daartoe was de tweede Jaarbeurs op de Kluis. Vanaf juni 1945 hervatten de meeste scoutsgroepen hun normale werking. Bij de VVKS-verbondsleiding zou dit nog een tijdje duren. De volgende jaren beheersten immers interne meningsverschillen, diskussies, verdachtmakingen en problemen met de kerkelijke overheid de werking. Dit alles leidde tot het ontslag van Van Haegendoren als verbondskommissaris. Daarna kon men effektief beginnen bouwen aan een naoorlogse werking op verbondsniveau [134].

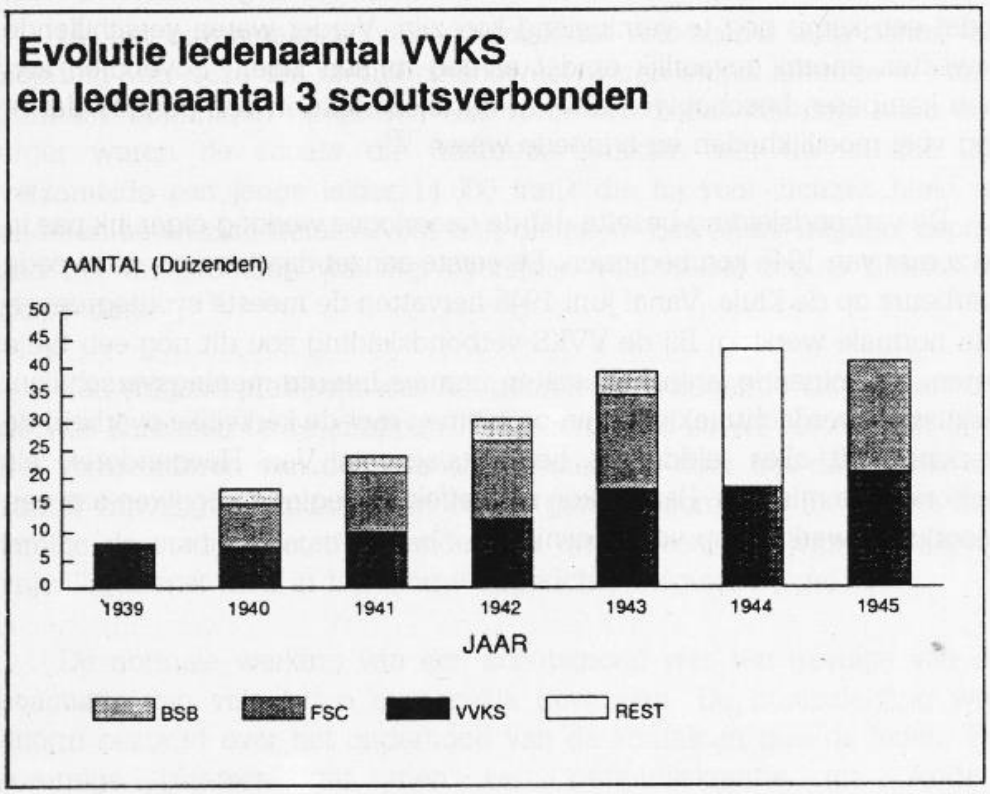
---

132 Buytaert, 13/1/45 (VAr, *PVG, Go2*) - *Leidersblad*, I/45, XVI jg., nr. 1, p. 27 - D. BREMS, *op.cit.*, p. 53 - *Scouting op het OLV-College*, p. 53 - E. FREDERICKX, *op.cit.*, p. 29 - CORBEAU BATAILLEUR, *op.cit.*, p. 26.

133 Berichten 15, g.d. (VAr, *PVG, L*).

134 *Jaarbeurs...*, p. 3 - *Mémorial...*, p. 36.

6. EFFEKTEN VAN WERELDOORLOG II OP SCOUTING.



	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
VVKS	8.128	7.292	10.000	12.394	17.769	18.105	20.939
FSC	----	±7.938	±10.943	14.245	17.086	-----	±20.000
BSB	----	±2.715	±2.984	±3.794	±4.221	----	-----
TOTAAL	----	±17.945	±23.927	±30.333	±39.096	41.950	-----

BSB-werking lag gedeeltelijk stil van maart 1943 tot september 1944

Uit de ledencijfers[135] van de drie scoutsverbonden blijkt overduidelijk dat de BSB-scouts een minderheid vormden ten opzichte van het katolieke scoutsblok bestaande uit VVKS en FSC. Deze beide verenigingen telden ongeveer hetzelfde aantal leden en dat kende tijdens de bezetting een zelfde evolutie. Zowel FSC als VVKS groeiden voortdurend aan vanaf 1940. Het grootste aantal leden worf men aan in respektievelijk 1942 en 1943. Dit was logisch, aangezien deze periode de stabielste was tijdens de oorlog. Bij de aanvang van de bezetting moest iedereen wennen aan de Duitse aanwezigheid. Alles veranderde en de toekomst was onzeker. In 1942 en 1943 was de Duitse overheersing een noodzakelijk kwaad waaraan men zich probeerde aan te passen door het normale leven te hervatten. In deze periode bereikte het hulpbetoon van de scouts een hoogtepunt wat de ledenwerving vereenvoudigde. De laatste oorlogsjaren, 1944 en 1945, waren weer chaotisch. De bombardementen verstoorden het dagelijks leven en de scoutsaktiviteiten. Dit vertaalde zich in een geringe ledenstijging. De 2.000 nieuwe leden die in 1945 tot het VVKS toetraden begonnen hun aktiviteiten waarschijnlijk pas bij de aanvang van het nieuwe scoutsjaar in september toen de oorlog al voorbij was.

De meer dan verdubbeling van het aantal scoutsleden tijdens de bezetting lag niet voor de hand, want de bezetter beperkte de aktiviteiten van de scouts tot een minimum en maakte enorm veel propaganda voor de kollaborerende jeugdbewegingen. Tegen de verwachtingen in vonden deze jeugdbewegingen geen bijval. In het beste geval verzamelden zij enkele duizenden jongeren. Volgens de NSJV-leider Lehembre had zijn beweging in augustus 1941 zeker niet meer dan 7.600 leden. Op dat moment bereikte het NSJV het grootste aantal leden want daarna ontstonden er splitsingen. De kollaborerende jeugdbewegingen kwamen weinig van de grond. In schril kontrast hiermee stond de verdubbeling van het aantal padvinders.

Diverse faktoren droegen bij tot deze spektakulaire groei. Vooreerst was er de evolutie binnen VVKS die in de jaren dertig begonnen was.

---

135 De gegevens zijn niet exakt, maar na de konfrontatie van de verschillende bronnen kozen we voor de meest waarschijnlijke. De gebruikte cijfers van VVKS vonden we zowel in *Leidersblad*, 1/45, XVI jg, nr 1, p. 27 als in R. Walgrave, *Documenten*..., p. 7. In *L' ami des scouts* (van FSC), II/44, I jg,. nr. 1, p.7 vonden we cijfers die wat afweken: 1940: ong. 7.136 (ong. 126 leden minder); 1941: ong. 9.375 (ong. 625 leden minder); 1942: 13.453 (1.059 leden meer); 1943: 17.769 (zelfde aantal leden). Globaal gaven ze wel een zelfde evolutie weer. De gebruikte cijfers van FSC en BSB vonden we in *L' ami des scouts*, XI/44, I jg., nr. 1, p. 7. Dit blad gaf de aparte ledencijfers van de drie verbonden van 1940 tot 1943. Deze cijfers konden we toetsen aan de totalen van 1940 en 1941 die genoteerd werden in HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 121. Het totaal van de drie verbonden bedroeg volgens *L'ami*, respektievelijk ong. 17.945 en ong. 23.927. Hillary St. George Saunders gaf de getallen 17.780 en 23.430. De verschillen bedroegen respektievelijk ong. 165 en ong. 497. De niet-exakte cijfers in *L'ami* leken ons betrouwbaar voor de globale evolutie van het aantal scouts.

Onder invloed van Maurits van Haegendoren probeerde de beweging zich om te vormen van een elitaire groepering die vooral rekruteerde in zogenaamde betere kringen tot een vereniging waar alle maatschappelijke standen zich thuis voelden. Deze omschakeling wierp tijdens de oorlog zijn eerste vruchten af. Tijdens de bezetting werd het uniform immers verboden. Zo schakelde de bezetter ongewild een materiële belemmering uit waardoor diverse parochiale troepen konden ontstaan in armere buurten [136].

Een andere faktor die bijdroeg tot deze ledenaangroei was de bezetting. De oorlogsomstandigheden legden het ontspanningsleven voor jongeren aan banden. Om hun leeftijdsgenoten toch te kunnen ontmoeten buiten het schoolverband traden velen toe tot één of andere jeugdbeweging. De scoutsvereniging oefende op vele jongens een aantrekkingskracht uit omdat ze de kans bood op avontuur. De bevolking stond positief tegenover de scouts die hulp boden waar ze konden. In sommige dorpen beschouwde men de scouts als een anti-Duitse vereniging die zich keerde tegen de eenheidsjeugdbeweging en die door dienstbetoon de Duitse bezetter uitdaagde. Sommige scouts traden later effektief tot het verzet toe [137]. Deze anti-Duitse faktor werkte enkel plaatselijk want de verbondsleiding probeerde zo veel mogelijk een neutrale koers te varen. De verbondskommissaris werd zelfs van kollaboratie verdacht.

De verbondsleiding was weliswaar verdeeld en gedeeltelijk ontwricht, maar alle misverstanden en diskussies hield men zeer goed geheim. Men kan zich overigens afvragen hoe groot de effektieve invloed van de verbondsleiding was op de werving. De leden sloten uiteindelijk aan bij een plaatselijke groep zonder hierover het verbond te raadplegen [138].

Deze positieve evolutie hield wel de risico's in van een terugslag in de naoorlogse periode. Toen raakten de interne spanningen binnen de verbondsleiding algemeen bekend, was groots dienstbetoon niet langer nodig, moest men technisch opnieuw beginnen en waren er tal van andere ontspanningsmogelijkheden die op de jongens een sterke aantrekkingskracht uitoefenden. Inderdaad daalde het aantal leden vanaf

---

136 Brief van VH aan HA Gillet van 1/VI/45 (NSA, *PDN*) - *Hou het kampvuur brandend broeder*, in *Panorama*, 19/II/82 (NSA, *Beschouwingen-Studies*) - *Handhaaf en bouw*, p. 7.

137 H. HAAG, *op.cit.*, p. 130-134.

138 *DS*, 28/IX/82 (NSA, *PVH*) - R. BONTE, *op.cit.*, p. 56. - HILLARY ST. GEORGE SAUNDERS, *op.cit.*, p. 121 - D. VAN DAEL e.a., *op.cit.*, p. A18 - C. PICALAUSA en C. VAN DER BRUGGEN, *op.cit.*, p. 112.

1946. Het zou tot 1952 duren eer het oorlogspeil werd hersteld en een verdere groei voor de volgende 25 jaar werd ingezet [139].

Alhoewel de oorlog in werkelijkheid voorbij was, bleef hij toch nog doorwerken. Eerst en vooral door de herdenking van de oorlogsslachtoffers. De in 1944 opgestelde *VVKS Heldenrol van onze oorlogsslachtoffers* was een lijst met 73 namen van padvinders die gestorven waren tijdens de bezetting. Het aantal slachtoffers nam zeker nog met zeven toe ten gevolge van latere bombardementen. *La Route d'honneur* somde 70 FSC-scouts op die het leven lieten tijdens de tweede wereldoorlog. Voor al deze slachtoffers hield men herdenkingsdiensten op verbonds- en groepsniveau [140].

De oorlog bood ook inspiratie voor nieuwe spelen. In een naoorlogs boek met spelbeschrijvingen voor scouts vonden we een gedetailleerde beschrijving van "de tweede inname van Eben-Emael". Het doel van dit spel was dat de "Engelsen" kontakten legden met "verzetslui" zodat ze samen het door de "Duitsers" bezette fort konden aanvallen. De eerste dag legde men de kontakten, oefende men in sluipen en in seinen en 's avonds bouwden de verschillende groepen hun kampen op. De volgende dag vond het gevecht plaats volgens vooraf nauwkeurig uitgestippelde kodes. Vooral de sfeer was belangrijk. De jongens moesten zich in de situatie inleven en dat kon gemakkelijk door de aktualiteit of het zeer recente verleden als tema te gebruiken. De samensteller van het boek besloot neutraal dat de laatst "levende" de overwinnaar was. In nachtspelen zoals "Verzet in Aktie" en "Withemden tegen Duitsers" ging men er wel van uit dat de Duitsers de vijand en dus hopelijk de verliezende partij waren. Vandaar dat de jongens liever tot het "verzet" behoorden dan tot de groep die de rol van de Duitsers vervulde [141].

---

139 D. VAN DAEL e.a., *op.cit.*, p. A18 - A. BOSCHMANS, *Wij bouwen... Overzicht van de scoutsbeweging in het Vlaamsch Verbond der katholieke scouts*, Brussel, 1945, p. 4.

140 Over enkele slachtoffers verscheen een beknopt en verheerlijkend levensverhaal. Uitzonderlijk doopte men een groep of een patrouille met de naam van een oorlogsslachtoffer uit de groep. Brief van DN aan Van Roey, 29/X/45 (NSA, *PDN*) - *Leidersblad*, X/45, XVI jg., nr. 7, p. 186 - R. WALGRAVE, *Documenten...*, p. 112-113 en p. 120-126 - *Mémorial...*, p. 5-9 - G. TILKIN, *op.cit.*, p. 98 - M. MERKENS, *Un scout belge chez les Nazis. Jacques van Elder. Mort au camp de Hertzburg, 1944*, Verviers, 1946 - *Les étapes d' un routier. Hanquet Joseph*, z.p., 1945.

141 L. BRAUN, *Grands jeux de troupe*, Verviers, 1947, p. 21-27, p. 55-57, p. 73-78, p. 89-93, p. 111-118, p. 131-133, p. 149-150 - R. CLEMENT e.a., *op.cit.*, g.p. Andere spelen die gebaseerd waren op de oorlogsperiode 1940-1945 waren De slag om Engeland, Parachutisten in de jungle, Ambulanciers aan het front, Diefstal van de atoombom en Konvooi naar Rusland (waterspel). Elk spel werd minutieus gereglementeerd en de auteurs legden nogmaals de nadruk op de fair-play. Iedereen moest proberen het spel zo goed mogelijk te spelen en de overwinning te behalen, maar niet met alle middelen! Het martelen van "gevangenen" om de boodschap of een geheim te ontfutselen was bvb. verboden.

Ook op internationaal vlak had de oorlog wonden geslagen. Het geloof in de wereldvriendschap kreeg een ferme deuk en de wereldorganizatie van de scouts verdiende deze benaming niet meer want niet alle landen die voorheen aangesloten waren, waren er nog bij betrokken.

In de door Duitsland bezette gebieden schafte de bezetter de scoutsbeweging af. België vormde hierop de enige uitzondering. Na de oorlog was het voor de Belgische padvinders gemakkelijker om de werking verder uit te bouwen dan voor hun kollega's in de andere bezette landen waar men van voor af aan moest beginnen. Toch hadden ook de Belgen met materiële moeilijkheden te kampen. Om deze te verhelpen zette men vanuit de Engelse scoutsbeweging een *linking-up-scheme* op tijdens de tweede wereldoorlog. Engelse scoutstroepen verzamelden geld en materiaal, namen na de bevrijding kontakt op met het scoutsverbond van een tevoren door Duitsland bezet land en boden hun hulp aan aan een geteisterde groep. Via Philip Tossijn legden verscheidene Engelse groepen kontakt met een Belgische scoutstroep[142]. Een echt staaltje van scoutsvriendschap.

De houding die men aannam tegenover de Duitse padvinders stond hiermee in schril kontrast. De eerste naoorlogse jamboree vond plaats te Moisson in Frankrijk. Van een echte internationale verbroedering kon geen sprake zijn want de Duitse padvinders waren niet welkom. Pas bij de volgende jamboree - in het Oostenrijkse Bad Ische, 1951 - werd een groep van 600 Duitse verkenners uitgenodigd [143].

De oorlog had in de scoutsmiddens dus niet enkel op nationaal maar ook op internationaal vlak wonden geslagen die pas langzaam zouden genezen.

GEBRUIKTE AFKORTINGEN

A	Aalmoezenier
AMVC	Archief en museum voor het Vlaamse Cultuurleven
AVA	Adjunkt-verbondsaalmoezenier

142 Sommige Engelse scouts gingen zover om de taal van de te helpen jongens te leren. Anderen maakten een album met de geschiedenis van hun groep voor de getroffen buitenlandse kollega's.

143 *Leidersblad*, X/45, XVI jg., nr. 7, p. 183 en XI/45, XVI jg., nr. 8, p. 205 - *Archief*, VI/84, VI jg., nr. 2, p. 7 - *Coups de dents...*, p. 18 en *40 jaar scouting...*, p. 11. Men repte met geen woord over de Italiaanse verkenners. Misschien reageerde men vooral tegen Duitsland omdat zij de scouts in de andere landen het zwijgen probeerden op te leggen of hen probeerden in te schakelen in hun nationaalsocialistische gedachtengoed. Deze verwijten kon men Italië niet ten laste leggen; daarvoor was dat land nooit machtig genoeg geweest.

AVC	Adjunkt-verbondskommissaris
BP	Baden-Powell
BP(B)B(S)S	*Baden-Powell (Belgian) Boy Scouts (and Sea scouts)*
BSB	*Boy-scouts de Belgique*
C	Kommissaris
CB	Centraal bureau/*Bureau central*
CRAB	*Centre de Recrutement de l'Armée Belge*
DA	Distriktsaalmoezenier
DB	Dagelijks Bestuur
DC	Distriktskommissaris
DJV	Dietsch Jeugdverbond
DS	*De Standaard*
DVA	Distriktsverkennersaalmoezenier
DVL	Distriktsverkennersleider
DVTA	Distriktsvoortrekkersaalmoezenier
DVTL	Distriktsvoortrekkersleider
DWA	Distriktswelpenaalmoezenier
DWL	Distriktswelpenleider
EC	*Enquête Crab*
(E)HBO	(Eerste) Hulp Bij Ongeval
FSC	*Fédération des Scouts Catholiques*
GA	Gouwaalmoezenier
GBIB	Biblioteek van de Fakulteit der Godgeleerdheid
GC	Gouwkommissaris
gd	geen datum
gp	geen pagina
GrA	Groepsaalmoezenier
GrL	Groepsleider
HA	Hoofdaalmoezenier (BPBBSS)
HC	Hoofdkommissaris (BPBBSS)
HJ	*Hitlerjugend*
IFB	Interfederaal Bureau
ISB	Interfederale Scoutsbond van België
JOC	*Jeunesse Ouvrière Chrétienne*
KA	Katolieke Aktie
KAJ	Katolieke Arbeidersjeugd
KSA	Katolieke Studenten Aktie
L	Leider
LO	Lichamelijke Opvoeding
NCWOII	Navorsings- en Studiecentrum voor de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog
NKB	Nationale Koninklijke Beweging
NO	Nieuwe Orde
NSA	Nationaal Scoutsarchief
NSJV	Nationaal-Socialistische Jeugdbeweging Vlaanderen
(P)DC	(Papieren) De Coninck

(P)DN	(Papieren) De Neuter
PE	Papieren Engelen
PG	*Papiers de guerre de F.L. Ganshof*
PM	*Papiers Baron Charley del Marmol*
PP	Papieren Philips
PT	Papieren Gerard Thomas
PV	VVKS-Verbondsraad. Direkt na de oorlog. Zaak Vanhaegendoren 1944-1949
(P)VG	(Papieren) Van Gulck
(P)VH	(Papieren) Van Haegendoren
SKK	Steun aan kinderen van Krijgsgevangenen
V	Verkenner
VA	Verbondsaalmoezenier
VAr	Verbondsarchief
VC	Verbondskommissaris
Verdinaso	Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen
VIVO	Vlaams Instituut voor Volksdans en Volksmuziek
VJ	Vlaamse Jeugd
VL	Verbondsleiding
VNV	Vlaams Nationaal Verbond
VR	Verbondsraad
VT	Voortrekker
VV	Verbondsvoorzitter
VVKS	Vlaams Verbond der Katolieke Scouts
WL	Welpenleider
z.p.z.d.	zonder plaats, zonder datum

Jean-Marie Triffaux

UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'OCCUPATION ALLEMANDE A ARLON: LE *DEUTSCHE SPRACHVEREIN*

Du belvédère de l'église Saint-Donat d'Arlon, on domine un horizon assez vaste. Au nord, s'arrête la haute forêt ardennaise. Vers le sud, c'est Longwy et la Lorraine française. Un peu plus à l'est, la frontière luxembourgeoise est à quatre kilomètres. Par temps clair, on devine les hauteurs de l'Allemagne. De Tintange à Athus, et de Hachy à Sterpenich, c'est l'*Arelerland* ou pays d'Arlon. En raison du parler germanique plus que millénaire de ses habitants, l'occupation allemande de cette région entre 1940 et 1944 ne ressembla à aucune autre en Belgique. L'histoire du *Deutscher Sprachverein in Arel* en constitue une des pages les plus douloureuses, enfouie au plus profond de la mémoire collective arlonaise.

1. UNE MINORITE GERMANOPHONE DANS LA PROVINCE DE LUXEMBOURG

En 1815, au lendemain de la défaite de Napoléon, le Congrès de Vienne confia le Luxembourg à Guillaume d'Orange-Nassau, en guise de dédommagement pour la perte de ses principautés patrimoniales au profit de la Prusse. Le Luxembourg lui fut donné en possession personnelle et à perpétuité. De duché, il fut élevé au rang de grand-duché et incorporé à la Confédération germanique. Guillaume devint roi des Pays-Bas et grand-duc de Luxembourg. A cette époque, le Grand-Duché de Luxembourg et l'actuelle province belge du même nom ne formaient qu'une seule entité territoriale, bien homogène hormis une différence de langue entre sa partie occidentale dite «quartier wallon» et sa partie orientale dite «quartier allemand». Durant quinze ans, le Luxembourg partagea le sort des provinces belges. En 1830, il participa largement à la révolution belge. Le 16 octobre 1830, le Gouvernement provisoire le déclara partie intégrante de la Belgique. Mais un an plus tard, au lendemain de la désastreuse campagne des dix jours, les pourparlers entre les grandes puissances réunies en conférence à Londres aboutirent au traité des XXIV articles prévoyant le partage du Luxembourg entre la Belgique et le Roi des Pays-Bas.

Le principe de base retenu pour diviser le Luxembourg fut celui de la séparation en vertu de la frontière linguistique. La moitié wallonne revenait

à la Belgique, la moitié allemande à Guillaume. Mais en réalité, la ligne de partage ne coïncida pas exactement avec la frontière linguistique. Toute la région d'Arlon, située aux premières tranchées du quartier germanique, fut attribuée à la Belgique et non au Grand-Duché. L'étude des archives diplomatiques a démontré que la région d'Arlon fut donnée à la Belgique suite à une revendication française [1]. Il s'agissait de placer hors la Confédération germanique la route stratégique Metz-Liège passant par Thionville, Longwy, Arlon et Bastogne. Toutefois, en raison de l'opposition de Guillaume, cette séparation ne devint effective que huit ans plus tard. En dépit de toute considération linguistique et ethnique, le Pays d'Arlon fut brutalement détaché, le 19 avril 1839, du quartier allemand de l'ancien duché de Luxembourg auquel il appartenait depuis plusieurs siècles afin de satisfaire aux exigences stratégiques de l'équilibre européen. Dans les semaines qui suivirent, la ville d'Arlon fut promue à titre définitif au rang de chef-lieu de province, alors qu'avant la révolution belge, elle n'était qu'une humble bourgade de deux mille âmes, étouffant dans ses remparts vétustes.

Si la conjonction de ces événements gratifia la région d'un développement inespéré, elle eut également une conséquence inattendue: l'extinction progressive du dialecte et de la culture germanique au profit de la langue et de la culture françaises. La ville d'Arlon se transforma rapidement et en profondeur. Par centaines, puis par milliers, fonctionnaires, militaires et ouvriers du chemin de fer, tous wallons hormis quelques flamands dans l'armée, affluèrent dans la région. De nouveaux quartiers furent construits. On ouvrit un collège, une gare de premier rang, et même une prison et un nouveau cimetière. En vingt ans, la population tripla. Au sud du Pays d'Arlon, un phénomène comparable se produisit avec le développement industriel d'Athus et l'exploitation de la minette à Halanzy. Tous les nouveaux venus ne parlaient ni l'allemand ni le dialecte local appelé aujourd'hui «luxembourgeois» ou «francique mosellan», et n'avaient aucun intérêt à l'apprendre [2].

2. DE LA DEFENSE DE LA LANGUE MATERNELLE AU SPECTRE DE L'ANNEXION

Soucieux de sauver d'une déchéance irrémédiable la langue maternelle et la religion chrétienne, toutes deux agressées par la langue de Voltaire et ses conceptions philosophiques trop libérales, diverses personnalités

---

1 A. CALMES, *Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge*, Luxembourg, 1971.

2 J.-M. TRIFFAUX, *La Minorité germanophone de la Province de Luxembourg aux XIXe et XXe siècles*, mémoire de licence, U.L.B., 1985.

catholiques arlonaises se réunirent en 1893 autour de l'illustre enfant du pays, Godefroid Kurth, professeur d'histoire à l'université de Liège. Ainsi naquit le *Verein für Rege und Pflege des Deutsche Mundart*. Son objectif était de faire de l'allemand la troisième langue nationale afin d'assurer aux germanophones belges une place à part entière [3]. Conférences, publications et bibliothèques allemandes, pétitions auprès du Parlement, campagnes de presse, furent ses principales activités, tandis que les libéraux arlonais ripostaient en organisant à Arlon en 1907 un congrès international pour l'extension de la langue française, et en créant l'année suivante l'Association française d'Arlon [4]. Après les horreurs commises dans le Luxembourg au mois d'août 1914 par les envahisseurs allemands, le *Verein* de Godefroid Kurth se dissout spontanément. Malade, le grand historien mourut deux ans plus tard, après avoir signé un violent réquisitoire contre l'Allemagne pour ses crimes ignobles [5].

Intéressé par le caractère germanique de la région, l'occupant tenta de rétablir par la contrainte l'équilibre linguistique en faveur de l'allemand [6]. Diverses ordonnances de germanisation de l'administration et de l'enseignement communal furent publiées. Mais c'était compter sans la résistance unanime du conseil communal d'Arlon et de l'échevin de l'instruction Paul Reuter, déporté en 1917 [7]. Quant à la population, plutôt que de continuer à parler une langue germanique, elle choisit résolument le français, préférant oublier sa langue maternelle par patriotisme, mais aussi par honte.

Au début des années trente, alors que le Parlement belge s'apprêtait à voter les grandes lois linguistiques en matière d'enseignement, d'administration et de justice, un mouvement culturel financé par l'Allemagne, dénommé *Bund der Deutsch-Belgier* et animé par le professeur liégeois Henri Bischoff, provoqua l'indignation générale en demandant un statut spécial pour la région arlonaise en raison de ses

---

3 R. HENRY, *Allemands de Belgique*, Bruxelles, 1903; *Deutsch-Belgien. Organ des Deutschen Vereins zur Hebung und Pflege der Muttersprache um deutschredender Belgien*, Arlon-Bruxelles, 1899; *Jahrbuch des Deutschen Vereins*, Arlon, 1914.

4 *Association pour la culture et l'extension de la langue française, comité d'Arlon, XXVe anniversaire, 1910-1935*, Bruxelles, 1936; M. WILMOTTE, *Mes Mémoires*, Bruxelles, 1948.

5 G. KURTH, *Le Guet-Apens Prussien en Belgique*, Paris-Bruxelles, 1919.

6 J. LOEB, *Das hochdeutsche Sprachgebiet in Belgien, Die alte deutsche Stadt Arel*, Arlon, 1918; M. BOURGUIGNON, *Un aspect de la propagande allemande en Belgique*, dans *Revue belge des livres, documents et archives de la guerre 1914-1918*, Bruxelles-Paris, 1931.

7 *La Résistance du Conseil communal aux tentatives de germanisation des écoles*, Arlon, 1919.

spécificités linguistiques [8]. La levée de boucliers fut totale: conseils communaux, partis politiques locaux, presse, groupements patriotiques, associations commerciales,... se retrouvèrent aux côtés de Paul Reuter devenu bourgmestre d'Arlon en 1921, et du journaliste Omer Habaru, à la tête d'un vaste mouvement de protestation. Une édition du *Fliegende Taube*, journal financé par le *Bund*, prônant la germanisation d'Arlon et de ses villages, fut distribuée le 4 août 1934, jour du 20e anniversaire des atrocités allemandes. Les Arlonais répondirent par un journal financé par une souscription publique dont le titre était «Nous ne voulons pas être des Prussiens». Devant cette hostilité généralisée, le *Bund* disparut en 1935 [9].

3. MATTHIAS ZENDER: UN SPECIALISTE ALLEMAND A ARLON

Du côté allemand, on avait parfaitement perçu les effets désastreux des campagnes menées dans la région arlonaise par le mouvement du professeur Bischoff. L'effort en faveur de la langue allemande et de la germanisation du Pays d'Arlon, financé par le *Verein für das Deutschtum in Ausland* (*V.D.A.*), était un échec complet. Jamais les réactions anti-allemandes n'avaient été aussi vives et aussi nombreuses à Arlon [10]. Le fourvoiement très grave des responsables du *V.D.A.* était dû à une méconnaissance quasi totale de la situation linguistique de cette région. On avait cru aisée la création rapide d'un mouvement local revendicatif, servant à moyen terme les intérêts et la politique du nouvel empire allemand. Mais on avait oublié le développement chez tous les patoisants des sentiments de culpabilité et d'hostilité à l'Allemagne et à sa langue après la guerre. Beaucoup de questions restaient sans réponses. Envoyer un spécialiste sur place était une nécessité pour savoir à quoi s'en tenir. Dès 1935, un jeune assistant universitaire quittait le *Geschichtliches Institut für die Kunde des Rheinlandes*, de l'université de Bonn, pour le sud-Luxembourg.

Issu d'une famille de cultivateurs de Niederweis, dans l'arrondissement de Bitburg, Matthias Zender avait pour langue maternelle un dialecte allemand qui n'était autre que le francique mosellan utilisé communément depuis plus d'un millénaire de Thionville à Saint-Vith et d'Arlon à

---

8 *Les années trente: les années difficiles*, dans J.-M. TRIFFAUX, *La Minorité germanophone, op.cit.*, pp. 217-319.

9 *Idem*.

10 Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 5498 (Papiers Omer Habaru).

Sarrebrück. C'est lui qu'on choisit pour étudier sur place le problème arlonais [11].

Son premier voyage s'effectua en 1935 et dura plusieurs semaines, trois autres suivirent de 1936 à 1938. Officiellement ces séjours décidés par le professeur Steinbach avaient un but d'études folkloriques. Il s'agissait de rédiger un recueil de contes et de légendes de l'Eifel, du Grand-Duché de Luxembourg et d'Arlon. Le *V.D.A.* de Düsseldorf finançait les travaux [12]. Profitant de sa bonne connaissance du français et du patois local, Zender parcourut la contrée en tous sens, contactant les personnalités locales, écoutant les vieux des villages, rencontrant les paysans aux champs, fréquentant les cafés d'Attert et de Weyler, dévalisant la bibliothèque communale et celle de l'institut archéologique d'Arlon, logeant tantôt chez l'habitant à Aubange ou Habergy, tantôt à l'hôtel du Luxembourg à Arlon. Parmi ses rencontres, l'abbé Frédéric Schaul, curé de Tintange et responsable local de l'ex-*Bund der Deutsch-Belgier*, l'écrivain patoisant Nicolas Warker, auteur du célèbre *Wintergrün*, un recueil de contes et légendes du Pays d'Arlon.

Le résultat escompté fut atteint. Non seulement Zender comprit bien la position de l'allemand, du patois et du français dans la région, mais il repéra la plupart des personnalités importantes, prenant contact avec une partie d'entre elles. Ils connaissaient les groupes d'intérêt et d'influence qui réglaient la vie de la région et savait où trouver les ennemis de l'Allemagne. Toute la documentation possible avait été rassemblée: géographique, topographique, démographique, linguistique, politique, littéraire, historique et folklorique. Même des livres scolaires et des catéchismes furent envoyés à l'Institut de Bonn et au siège du *V.D.A.* à Berlin. Muni d'un Leica, il avait photographié tous les villages. En 1938, avant de rentrer à Bonn, Matthias Zender donna une conférence à l'université de Louvain, dans une salle mise à la disposition du mouvement *DeVlag*, sur les problèmes linguistiques de la Belgique vus par un Allemand. En avril 1939, il publia dans la revue *Deutsches Archiv*, de l'université de Bonn, un article bien documenté consacré à la région d'Arlon [13]. Il y décrivait «le dur combat mené depuis plusieurs siècles par les Arlonais pour défendre les positions de la langue allemande à l'ouest contre la wallonisation». Sa conclusion était que par leur remarquable et

---

11 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18 novembre 1946.

12 *Id.*, P.V. n° 1067K, 12 février 1946; et Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 8940 (Papiers Omer Habaru). Selon Lespagnard, en plus du *V.D.A.* de Düsseldorf, le *Sicherheitsdienst* aurait également participé aux frais.

13 M. ZENDER, «Die deutsche Sprache in der Gegend von Arel», dans *Deutsches Archiv für Landeskunde und Volksforschung*, t. 3, 1939, pp. 1-40; Zender a bien publié des recueils de contes et légendes en 1935 et en 1936. Il s'est affilié au N.S.D.A.P. le 1er novembre 1937.

silencieuse résistance, inconnue en Allemagne, ces habitants de sang allemand avaient réussi leur mission. Mais depuis 1839, ils en payaient durement le prix. Dans le même ouvrage, le lecteur découvrait d'autres articles présentant sous différents aspects, plusieurs minorités germaniques situées à l'extérieur du *Reich*: les Frisons de Russie, les Allemands du Danube, les Lettons...

4. AU CENTRE DES MENEES ANNEXIONNISTES DU *GAULEITER* SIMON

Dès le début de l'occupation en 1940, la Belgique comme d'autres pays aurait pu être divisée et certaines de ses régions annexées. La frontière du *Reich* aurait pu être immédiatement portée plus à l'ouest, sur la frontière linguistique existante. Il n'en fut cependant rien. N'étant pas prêt, l'occupant préféra reporter toutes ses idées d'annexion à la période qui succéderait à la guerre et préparer le terrain entretemps, mais sans rien décider qui engagerait l'avenir de l'Etat belge. Telles étaient les grandes lignes de la politique allemande à l'ouest, même si une cinquantaine de communes belges furent totalement ou partiellement annexées dans les régions d'Eupen, Malmédy, Saint-Vith, Moresnet, Montzen et Beho, dans les provinces de Liège et de Luxembourg, dès le début de la guerre [14].

Dans les jours qui suivirent l'invasion, la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le nord de la France furent rassemblés sous la juridiction d'une administration militaire allemande, avec à sa tête un gouverneur, le général von Falkenhausen. Mais quelques semaines plus tard, le 29 juillet 1940, le Grand-Duché de Luxembourg fut soustrait à l'autorité militaire, et c'est une administration civile conduite par le *Gauleiter* Gustav Simon du *Gau* de Coblence-Trêves, qui s'installa à Luxembourg. En sa qualité de *Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg*, Simon dépendait directement d'Hitler [15]. Dès son installation dans la capitale grand-ducale, Simon manoeuvra en vue d'incorporer la région patoisante d'Arlon et d'Athus au

---

14 M. SCHAERER, *Deutsche Annexionspolitik im Westen. Die Wiedereingliederung Eupen-Malmedys im Zweiten Weltkrieg*, Berne-Francfort, 1975; K. FAGNOUL, «Aspects de la seconde guerre mondiale au pays de Saint-Vith», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 7, Bruxelles, 1982, pp. 185-211.

15 G. TRAUSCH, *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*, Luxembourg, 1975, p. 151; A. DE JONGHE, «La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles, la *Sicherheitspolizei* en Belgique», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, Bruxelles, 1974, pp. 110-112.

nouveau territoire placé sous sa juridiction [16]. Il estimait absurde que l'autorité de l'administration civile s'arrêtât à une frontière politique purement artificielle, issue de négociations plus que centenaires. Seule la frontière linguistique devait être respectée, nulle autre. Mais à Bruxelles, la *Militärverwaltung* ne l'entendait pas de cette oreille. Il n'était pas question de céder un pouce de l'*Arelerland* à Luxembourg. La première *Feldkommandantur* de la province de Luxembourg siégeait depuis le commencement de l'occupation à Bastogne, localité jugée moins excentrique qu'Arlon et plus facile pour les communications. Pourtant dans le courant du mois d'août, elle fut transférée à Arlon [17].

Les militaires avaient vraisemblablement compris que le chef-lieu, siège de toute l'administration provinciale, ville plus agréable que Bastogne, offrant plus de ressources tant en locaux pour bureaux et pour chambres, qu'en agréments pour les officiers, convenait mieux que la cité ardennaise. Néanmoins il ne faut pas écarter totalement l'idée que Bruxelles ait voulu signifier à Luxembourg qu'Arlon était et resterait en Belgique sous son autorité. S'il s'agit là d'une pure hypothèse, il est toutefois établi que les fonctionnaires de la *Feldkommandantur* d'Arlon avaient reçu comme instructions formelles d'éviter tout contact avec la *Zivilverwaltung* de Luxembourg [18]. A partir de ce moment, une lutte d'influence sans merci et sans répit se livra entre le mouvement annexionniste parti de Luxembourg et la *Militärverwaltung* de Bruxelles qui se contentait d'appliquer à Arlon la politique générale propre à l'ensemble du territoire.

Le point de vue de Bruxelles était simple. Eggert Reeder, chef de l'administration militaire, l'explicita le 18 avril 1947 lors d'un interrogatoire mené par la justice belge:

> «Le Militärbefehlshaber ne désirait d'aucune façon céder une partie du territoire belge avant la fin des hostilités. En effet, sa politique visait à maintenir l'ordre dans les territoires sous sa juridiction et il n'ignorait pas que les Arlonais et les habitants des villages voisins ne voyaient pas d'un oeil favorable une incorporation éventuelle au Grand-Duché.» [19]

---

16 Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 5498 (Papiers Omer Habaru); J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. du 30.IV.1946; J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. du 18.IV.1947; C. DECKER, «Arel Deutsche Stadt !», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 28 et 29.IX.1944, p. 1.

17 C. DECKER, «Intrigues Nazistes», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 8 et 9 octobre 1944, p. 1.

18 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. 8940, 18.XI.1946.

19 J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. du 18.IV.1947.

De même Damien Kratzenberg, un Grand-Ducal membre de la direction du *Volksdeutsche Bewegung* (*V.D.B.*) de Luxembourg déclara après la guerre:

> «Il était notoirement dit que l'annexion n'aurait pas lieu parce que la Wehrmacht s'y opposait et que la défense venait du Militärbefehlshaber de Bruxelles.
>
> La Wehrmacht avait fait savoir qu'il y avait lieu d'attendre la fin de la guerre avant de modifier les frontières et qu'en cas d'annexion, il y avait lieu de craindre des réactions populaires belges. En un mot l'occupation deviendrait moins paisible et cela nuirait à la 'Stimmung', c'est-à-dire à l'ambiance et à l'atmosphère publique.» [20]

A Luxembourg, on décida de ne pas attendre et de passer à l'action.

A cette époque, les services allemands de contre-espionnage et de renseignements dans la région d'Arlon et dans le Luxembourg, étaient en pleine réorganisation [21]. Le commerçant arlonais d'origine grand-ducale Jean-Pierre Majeres, dit «Bistro», agent allemand dès avant la guerre, avait reçu pour mission, après son installation comme agent officiel de l'*Abwehrstelle* (*A.S.T.*) de former à Arlon un réseau d'informateurs.

Afin de mieux camoufler cette organisation, Luxembourg proposa de créer à Arlon une section du *Volksdeutsche Bewegung* (*V.D.B.*) [22] qui comprendrait d'office tous les Grands-Ducaux habitant la région [23]. D'une part, cela permettrait de les rassembler, de mieux les contrôler et de les forcer à donner des informations. D'autre part, au travers de cette association dépendant de Luxembourg, c'était le *Gauleiter* Simon qui prenait pied à Arlon, sur le territoire de l'administration militaire. Il espérait pouvoir former le noyau d'un vaste mouvement populaire allemand qui appuierait son action afin d'obtenir l'annexion du Pays d'Arlon. A l'automne 1940, un membre de la *Zivilverwaltung* de Luxembourg, nommé Dietzler, chargé du développement du *V.D.B.* et futur responsable de l'*Ausland Organisation* de Paris, se rendit à Arlon pour mettre au point la création du *V.D.B.* arlonais. Il était accompagné de son secrétaire Richards, du référendaire de presse Edouard Gerlach et de l'adjoint de ce dernier Paul-Léon Muller, chef de propagande au *V.D.B.* de Luxembourg. Ils

---

20 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, Déclaration non datée de Damien Kratzenberg (1878-1946).

21 Service de sécurité et de renseignements allemand.

22 Les quelques Luxembourgeois gagnés aux idées nazies, appuyés par des Allemands résidant au Grand-Duché de Luxembourg, fondèrent le *V.D.B.* fin juin 1940. Le but de cette association animée par Damien Kratzenberg était de préparer l'annexion du Luxembourg à l'Allemagne sous forme d'un «retour» à la mère-patrie. Son slogan était: «*Heim ins Reich*».

23 J.M.B., *Proc. Majeres*, Exposé des faits.

s'entretinrent de la région avec une poignée de collaborateurs rassemblés par Majeres. Parmi eux, un sujet allemand installé à Arlon et travaillant pour l'*A.S.T.* de Trêves, le libraire Mathias Moritz, le tailleur arlonais Jules Knepper, le militaire René Reichling de Habay et une personnalité locale, le docteur Nicolas Muller. Tout cela se déroula dans le plus grand secret [24]. La campagne se poursuivit à la même époque dans la presse grand-ducale. Probablement suite à une intervention de Gerlach, le *Luxemburger Wort* publia un grand article intitulé *Arel as eng deitsch Stadt* [25]. Basée sur les travaux de Zender, la thèse développée soutenait qu'Arlon avait été arraché au Grand-Duché en 1839. Décision injuste puisqu'Arlon avait toujours apaprtenu au Luxembourg et que la frontière ne respectait pas la limite des langues. L'auteur de l'article soulignait la situation difficile dans laquelle s'était trouvée cette minorité fondamentalement allemande. Il décrivait la lutte pour la langue maternelle menée depuis, particulièrement sous l'action du grand patriote belge Godefroid Kurth. Après avoir mentionné les pétitions du *Deutscher Verein* et les multiples démarches du *Bund* luxembourgeois, il concluait qu'une rectification de frontière s'imposait maintenant qu'il était possible de rendre justice à cette population.

A Arlon, Majeres entama son action. Afin de gagner des sympathies, même parmi la population belge, il se mit à distribuer des pommes de terre et des flocons d'avoine. Un important stock avait été mis à sa disposition par le chef de la *Zivilverwaltung* de Luxembourg sur réquisition du parti nazi. Environ sept cents Arlonais profitèrent de ces distributions. D'autre part une librairie allemande fut fondée à Arlon par la *Propagandaamt* de Luxembourg. Simon avait secrètement réussi à obtenir, en décembre 1940, que la *Propaganda Abteilung* de Bruxelles déférât à Luxembourg toutes les affaires concernant Arlon et ses environs. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la direction de l'administration militaire ne fut pas tenue au courant de toutes ces dispositions. Lorsque la *Kommandantur* d'Arlon lui signala que la population commençait à s'agiter suite aux rumeurs d'annexion imminente confirmée par une série de dispositions récentes, ce fut la surprise et la colère à Bruxelles. Et quand on apprit qu'un membre de la *Zivilverwaltung*, Paul-Léon Muller, venait de réquisitionner l'imprimeur arlonais Fasbender pour publier un journal en langue allemande à Arlon, ce fut l'explosion et l'incident [26].

---

24 J.M.B., *Porc. Lespagnard*, P.V. n° 5498, 28 avril 1946.

25 E. GLASS, «Arel as eng deitsch Stadt», dans *Luxemburger Wort*, 21 et 22.XII.1940, p.1.

26 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 18.V.1946 et P.V. 28.IV.1946.

5. GENESE D'UN MOUVEMENT DE SOUTIEN DU *VOLKSTUM* A ARLON

Devant l'oubli volontaire dans lequel les militaires avaient été laissés et devant les ingérences répétées de la *Zivilverwaltung* dans les affaires de la *Militärverwaltung*, Bruxelles interdit purement et simplement la section du *V.D.B.* d'Arlon et reprit la propagande en main [27]. Cette décision ne faisait évidemment pas l'affaire des menées annexionnistes du *Gauleiter* Simon ni du réseau de renseignement de Majeres. Cependant, ce dernier, inspiré par Luxembourg, réussit à sauver la situation.

Il existait à Arlon un groupe d'anciens rexistes, entrés en dissidence avec leur parti, notamment depuis la querelle Vigneron-Degrelle. Outre Majeres, on trouvait parmi eux les deux frères médecins, Eugène et Nicolas Muller, René Reichling, Charles Roubens, exploitant un atelier de constructions mécaniques, et Léopold Maas, futur échevin de la ville d'Arlon. Majeres leur proposa de faire une démarche commune auprès de l'administration militaire afin de pouvoir créer un nouveau groupe politique et culturel pro-allemand à Arlon. Au mois de mars 1941, ce groupe se rendit à Bruxelles afin d'obtenir l'autorisation de Reeder, chef de l'administration militaire en Belgique. Un de ses adjoints, le Dr Petri les reçut. Celui-ci leur dit que la région d'Arlon n'était pas assez importante pour justifier la création d'un parti politique mais il reconnut que l'administration militaire avait une raison de s'intéresser à Arlon. Il s'agissait du problème linguistique [28].

Ce changement d'attitude des militaires ne résultait pas seulement de la démarche arlonaise. En réalité, suite à l'incident qui avait opposé les deux administrations, Reeder avait reçu un délégué de Simon, peut-être Gerlach, bien avant qu'on suggère à Majeres de se rendre à Bruxelles [29]. Le *Gauleiter* de Luxembourg avait compris qu'il n'obtiendrait pas l'annexion immédiate d'Arlon et qu'il valait mieux pour le moment tenter de susciter un vaste mouvement populaire revendicatif qui permettrait un rapprochement progressif des Arlonais avec les Grands-Ducaux, lequel serait tôt ou tard couronné par la fusion. De leur côté, les militaires se rendaient compte que le mouvement annexionniste parti de Luxembourg n'était pas prêt à se décourager. Un compromis s'imposait. Reeder se laissa-t-il persuader qu'Arlon appartenait au *Deutschtum* et méritait à ce titre un traitement spécial ? C'est probable car les deux administrations conclurent un accord secret prévoyant la création d'un cercle linguistique destiné à défendre la langue allemande et les intérêts de la minorité

---

27 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 1067K, 12.II.1946.

28 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946; J.M.B., *Proc. Majeres*, P.V. non daté.

29 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

linguistique germanophone du Luxembourg. Mais il ne faut pas s'y tromper. Si l'administration militaire faisait cette concession à Luxembourg et aux collaborateurs arlonais, c'était uniquement pour se débarrasser des visées du *V.D.B.* sur la région et pour court-circuiter l'action de l'administration civile. Le nouveau cercle linguistique dépendrait uniquement de Bruxelles. Reeder avait cependant dû donner à Luxembourg un droit de regard sur l'entretien du *Deutschtum* à Arlon, en la personne du référendaire de presse Gerlach, chargé de contrôler les activités des défenseurs de la langue. En autorisant la constitution de ce groupement et en assurant sa direction, les militaires pensaient écarter d'Arlon le parti nazi et les S.S. En effet, il leur était maintenant possible de surveiller de très près ses activités tandis qu'avec une section du *V.D.B.*, le pire était à redouter [30]. Ainsi Petri attendait déjà Majeres et ses amis arlonais avant même que ceux-ci ne sussent qu'ils allaient faire une démarche à Bruxelles. Tandis que dans la capitale belge on devait se féliciter de son habileté, à Luxembourg on pensait certainement que le cercle linguistique était le début de la fin pour la présence militaire allemande dans l'*Arelerland*.

Lors de l'invasion de la Belgique, en mai 1940, Matthias Zender était au camp d'instruction de la *Wehrmacht* de Neustrielitz. En août et en novembre de la même année, on l'envoya à Arlon, inspecter les lieux et examiner la situation [31]. Cela prouve qu'à Berlin, tout le monde ne se désintéressait pas totalement d'Arlon. Au mois de février 1941, il fut appelé à l'administration militaire de Bruxelles et informé de sa mission: se rendre à Arlon et voir dans quelle mesure il était possible de former un cercle linguistique pour promouvoir la langue et la culture allemandes. Arrivé sur place, il prit contact avec Gerlach de Luxembourg. Selon les affirmations de Zender, c'est ce dernier qui aurait eu l'idée de donner au mouvement le nom de *Sprachverein*, de manière à provoquer une certaine confusion dans les esprits avec le *Deutsche Verein* de Godefroid Kurth [32]. Les deux hommes rencontrèrent quelques personnalités locales avant de faire rapport à leurs administrations respectives. Une lettre datée du 12 février 1941, adressée par un fonctionnaire de la *Zivilverwaltung*, le Dr Perizonius, à un destinataire non identifié, résume la situation à cette époque:

> «Dans le pays d'Arlon, vivent actuellement 32.000 Volksdeutsch qui parlent encore la langue maternelle allemande. Après entretien avec le Gauleiter, membre du parti, Reckman, et d'accord avec le ministère de la Propagande ainsi que le Commandant militaire pour la Belgique, les soins culturels de ces Volksdeutsch seront donnés de la façon suivante.

---

30 J.M.B., *Proc. Lespagnard, op.cit.*; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 1067K, 12.II.1946.

31 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946.

32 Selon Lespagnard, c'est le Dr Petri qui aurait eu cette idée.

A Arlon, sera fondé le Deutsche Sprachverein comme organisation de combat, indépendante du point de vue de la politique culturelle, et de Volkstum des Volksdeutsche de nationalité belge.

Le Sprachverein comprendra également les membres du V.D.B. de nationalité luxembourgeoise.

La création et l'organisation du Sprachverein sont entre les mains du chef de la succursale de l'Office de Propagande du Reich. Le chargé d'affaires est le préposé au Volkstum, membre du parti, Gerlach. Comme collaborateur de la direction du V.D.B., on fera appel au chargé d'affaires du Gauleiter, membre du parti, Dietzler, ainsi qu'à monsieur le docteur Zender de l'Institut d'histoire nationale de Bonn. On fera appel à d'autres collaborateurs suivant les besoins.

Le Sprachverein est formé d'après l'organisation politique du Reich et comprendra un groupe local dans chaque localité de langue allemande. C'est au Sprachverein qu'incombe l'organisation politique et culturelle et de Volkstum ainsi que la création de bibliothèques et d'une organisation d'aides.

Le professeur Michel d'Arlon sera nommé président du Sprachverein. Il a déjà collaboré à l'ancien Sprachverein de Warker et jouit d'une considération particulière dans toute la région d'Arlon. Il aura à ses côtés un état-major composé de Volksdeutsch arlonais de nationalité belge ou luxembourgeoise...

En raison de la situation politique actuelle en Belgique, les rapports entre Luxembourg et le Sprachverein ne peuvent en aucun cas être connus, étant donné en outre que le Commandant militaire pour les territoires occupés de la Belgique et du Nord de la France, se charge du travail administratif et politique en Belgique.

Les mesures nécessaires à la fondation seront prises par Bruxelles après entretien avec le chef du service de Propagande pour la Belgique, Sonderführer Brouwers, chef provincial de propagande à Düsseldorf. Toutefois l'Office de Propagande du Reich, succursale de Luxembourg, est chargé de l'action générale.» [33]

6. CREATION DU «*DEUTSCHER SPRACHVEREIN IN AREL*»

Le 4 avril 1941, à la suite d'une disposition de l'*Oberkommando* de l'Armée, Zender fut nommé *Kriegsverwaltungsrat* à Arlon, avec dans ses attributions: «*Deutschsprachiger Unterricht, Pflege der deutschen Sprache und Kultur*» [34]. Sa mission était double. Lors de leur démarche à

---

33 Traduction d'un rapport émanant du Dr Perizonius, chef du «*Kunstkreis*» à Luxembourg, en date du 12 février 1941 (J.M.B., *Proc. Zender*, n° 12775).

34 M. ZENDER, *Rapport au sujet de mon activité à Arlon*, février 1946 (J.M.B., *Proc. Zender*).

Bruxelles, les collaborateurs arlonais s'étaient plaints de l'hostilité de la *Kommandantur* d'Arlon. Zender devait les aider et faire tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer les relations entre la région et l'administration militaire [35]. D'autre part, sans s'éloigner de l'administration du territoire belge par l'armée allemande, il devait germaniser le Pays d'Arlon, et relever le niveau de la langue allemande par rapport à la langue française. Cela signifiait qu'il ne fallait pas aller trop loin mais suffisamment pour donner satisfaction à Luxembourg. Afin d'éviter la panique parmi la population et des problèmes intérieurs belges, il ne fallait surtout pas parler d'annexion et lutter dans la mesure du possible contre le parti nazi, les S.S., la *Zivilverwaltung* et son *V.D.B.* [36]. Si les ordres de Zender étaient très clairs quant au rejet de toute forme d'annexion d'Arlon tant que la guerre ne serait pas terminée, ils signifiaient implicitement que l'annexion aurait lieu ultérieurement et qu'il fallait s'y préparer dès maintenant en développant la langue et la conscience allemandes au sein de la population. Zender devait y employer toute son énergie et toute son intelligence. Il savait qu'il aurait fort à faire et qu'il devrait briser à la fois la résistance française de l'administration communale et l'impatience de l'administration civile mais telle était sa mission et il valait mieux la remplir que se battre quelque part en Europe.

Zender fonda le *Deutsche Sprachverein in Arel* (*D.S.V.*) le 9 avril 1941 à la Maison du Peuple à Arlon. Officiellement, c'étaient des patoisants arlonais, soucieux de défendre leur langue maternelle qui étaient à son origine. Une trentaine d'Arlonais assistèrent à la réunion. Le professeur Michel, germaniste à l'Athénée Royal, s'était désisté et ne désirait plus faire partie du mouvement. On avait alors désigné comme futur président l'Habaysien René Reichling qui avait signé la demande de formation. Mais, à la dernière minute, il se désista à son tour, refroidi par les restrictions imposées par Petri. Furieux du camouflage culturel jugé trop important, l'ancien rexiste voulait une politique claire et radicale. La personne la plus compétente et la plus efficace aurait certainement été le docteur Nicolas Muller, pro-allemand à 100 % dont le prestige était grand dans la région. Toutefois, par prudence, il refusa, préférant rester dans l'ombre toute la guerre aux côtés de Zender. Quant à son frère Eugène, c'était impossible car il avait déjà eu des difficultés avec la *Kommandantur* à la suite d'une affaire de devises. Le *Kriegsverwaltungsrat* dut alors se rabattre sur «le moins capable et le moins éclairé du groupe» [37], le patoisant Léopold Maas. Le *Sprachverein* fut divisé en deux sections: le *Ortsgruppe Arel*, couvrant approximativement le canton administratif d'Arlon, et le *Ortsgruppe Athem*, pour approximativement le canton de Messancy. La création officielle de la section d'Athus eut lieu le 12 juin 1941.

---

35 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

36 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. 17.II.1948.

37 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

Le comité du *Deutscher Sprachverein in Arel* se composait comme suit:

- Président du *Sprachverein*: Léopold Maas.
- Président local à Arlon: Léopold Maas.
- Président local à Athus: Bernard Huss.
- Les protecteurs à Arlon étaient: Majeres, le futur bourgmestre Lucien Eichhorn, les docteurs Eugène et Nicolas Muller, Jules Knepper et Joseph Hiéronimus.
- Les protecteurs à Athus: le pharmacien Sand, le docteur Heyaert, etc.

Lors de la première réunion, Zender définit les objectifs du mouvement:

1° Réunir dans un groupement tous les Arlonais et les habitants du cercle linguistique conscients de leur qualité allemande.
2° Par tous les moyens, rétablir la langue allemande dans ses droits de langue principale de la région d'Arlon.
3° Soutenir matériellement les membres du groupe pendant la guerre.
4° Préparer par le travail du groupement, la politique ultérieure de l'Allemagne en ce qui concernait la région d'Arlon. [38]

Il est évident que par ce dernier point, il fallait comprendre l'annexion territoriale d'Arlon au IIIe *Reich* sur le même modèle de ce qui se faisait au Grand-Duché de Luxembourg. Cependant Zender ne prononça jamais le mot «annexion». Les trente personnes assistant à cette naissance devinrent les trente premiers membres. Parmi eux, aucun membre de l'ancien *Verein* de Kurth, aucun patoisant qui avant la guerre s'était particulièrement préoccupé de la langue, rien que des pro-allemands, des agents de renseignement, des collaborateurs, des opportunistes.

> «Il était naturel que tous les arrivistes se rencontrent au Sprachverein. Et qu'on ne nous parle pas de désintéressement, d'intoxication idéologique chez des gens pour qui l'adhésion à Rex n'avait jamais été que l'expression d'une mauvaise humeur ou l'impuissance d'un arrivisme impatient !» [39]

Zender les assura de la compréhension et du soutien sans réserve de l'administration militaire allemande, lui-même étant désigné pour représenter le *D.S.V.* auprès d'elle. Le seul allemand présent, hormis Zender, était Edouard Gerlach, venu spécialement de Luxembourg.

---

38 *Idem.*

39 C. DECKER, «Du fanatisme à la Trahison», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 8.III.1945, p.1.

7. LA LIBERATION ANTICIPEE DES PRISONNIERS DE GUERRE ARLONAIS

«*Vorposten des Deutschtums im Westen*», tel s'intitulait un article consacré à Arlon en juillet 1941, occupant toute la première page du journal *Volksdeutscher Ruf*, l'organe officiel du *V.D.A.* [40].

Son auteur, Edouard Gerlach, présentait le Pays d'Arlon comme le poste de l'ethnicité allemande le plus avancé à l'ouest, montant fidèlement la garde et protégeant le sang et la langue depuis plus de 1000 ans. De fondation celtique, habitée par les germains dès le début de l'ère chrétienne, insérée dans la ceinture de protection allemande contre le romanisme par les Francs Ripuaires, renforcée et promue par le rayonnement populaire et politique du grand espace franc-mosellan autour de la métropole de Trêves, la région d'Arlon, après avoir appartenu pendant des siècles au *Reich*, avait été arrachée par la Conférence de Londres au Duché de Luxembourg. En fait, Gerlach s'efforçait de prouver que la frontière politique tirée entre Steinfort [41] et Arlon, n'était justifiable ni du point de vue linguistique, ni historique, ni économique, ni hydrographique, ni orographique, ni administratif, car sous tous ces aspects il régnait jusqu'au-delà d'Arlon, du sud au nord, une homogénéité complète.

Jusqu'à la première guerre mondiale, une «clique d'avocats francs-maçons», avait exécuté sans frein les mesures de dégermanisation, «tyranisant» les Arlonais. Avec le honteux «*Diktat*» de Versailles, le chauvinisme français s'était rué sur le courageux poste avancé. Maintenant que les armes avaient parlé à l'ouest et qu'une frontière figée jusqu'alors s'était mise en mouvement, un pays allemand pratiquement inconnu des Allemands s'ouvrait au *Reich*. Après avoir lutté pendant des siècles pour la langue et réussi à stopper la romanisation, sa liberté chaudement disputée lui était rendue par le *Führer*. Telle une récompense pour leurs mille années de combat, Gerlach annonçait aux Arlonais leur «libération de l'oppression» qu'ils connaissaient depuis 1919. La question linguistique allait être définitivement réglée tant dans l'église, l'enseignement, l'administration, que dans la vie publique [42].

---

40 E. GERLACH, «Vorposten des Deutschtums im Westen», dans *Volksdeutscher Ruf*, Berlin, juillet 1941.

41 Steinfort est la première localité grand-ducale sur la route Arlon-Luxembourg.

42 Voir également: P.H. RUTH, *Luxemburg*, Breslau, 1942; M. KRIER, «La question linguistique dans la région d'Arlon», dans *Cahiers de la Communauté Culturelle Wallonne*, n° 5, Liège, mai 1943.

La première étape de ce traitement spécial fut la libération anticipée des prisonniers de guerre arlonais. Il s'agit là d'un événement peu connu, et sur lequel il n'existe pratiquement aucun document.

Il semble que dès le début de l'internement des prisonniers belges en 1940, certains Arlonais capables de parler le luxembourgeois ou l'allemand, eurent droit à un traitement identique à celui des prisonniers flamands. L'exemple des officiers passant devant une commission linguistique mixte séparant les Flamands des Wallons est célèbre. Selon certains témoignages, les Arlonais qui attirèrent l'attention sur leurs origines ou leur langue maternelle lors de cette épreuve linguistique furent automatiquement séparés des Wallons. A cette époque, la rumeur prétendait que tous les Flamands allaient pouvoir rentrer chez eux. Si cela s'était réalisé, il en aurait, sans aucun doute, été de même pour les germanophones luxembourgeois. C'est pourquoi les Allemands les séparaient et les considéraient encore mieux que les Flamands. Mais tous n'acceptèrent pas d'être traités différemment des Wallons malgré la perspective d'une libération prochaine. Le général e.r. Fernand Wagner, d'origine arlonaise, fit partie de ceux-là. En septembre 1940, jeune officier, il était interné au camp de Tibor, près de la frontière polonaise. Il fut convoqué devant la commission linguistique composée d'officiers allemands et de civils flamands émigrés en Allemagne, des inciviques du défunt *Raad van Vlaanderen* ou leurs descendants, suivant les rumeurs de l'Oflag III B. Ces derniers s'étonnèrent que le lieutenant Wagner se déclarât francophone. En effet, il avait commandé une compagnie d'expression flamande du deuxième Régiment des Carabiniers et en plus il était domicilié à Schaerbeek. Mais laissons-lui la parole:

> «Tout à coup, un officier allemand de cette commission s'exclama en allemand, en montrant ma carte d'identité:
> 'Aber, das ist noch besser ! Sie sind in Arel geboren ! Sie sind also Deutschsprechend und Grenzdeutsch !'
> Je dus alors nier obstinément des vérités et des évidences comme: avoir étudié l'allemand pendant mes études primaires et secondaires à Arlon; que le dialecte local et régional allemand y était encore pratiqué; qu'avec un nom comme le mien, je ne pouvais avoir que des origines germaniques, etc., pour qu'enfin le président de la commission, d'un coup de crayon rageur, barre ma fiche d'un grand 'W' rouge, me classant 'Wallon' !» [43]

Finalement aucun officier de carrière, flamand ou luxembourgeois, ne fut libéré. Hitler resta intraitable sur ce point. Par contre les officiers de réserve flamands purent rentrer en Belgique. De la même manière, les réservistes arlonais qui acceptaient de signer l'engagement de ne pas

---

43 Témoignage du général e.r. Fernand Wagner, recueilli à Bruxelles en mai 1985.

reprendre les armes contre l'Allemagne, furent également libérés et regagnèrent le Luxembourg natal. Leur nombre est indéterminé et les conditions dans lesquelles ils furent reconnus *Volksdeutsch* varient suivant les cas. Certains ne parlant pas un mot de patois ni d'allemand, mais portant un nom d'origine germanique, furent libérés sans difficulté aucune quand on s'aperçut qu'ils provenaient du Pays d'Arlon. D'autres durent prouver leur connaissance de la langue maternelle ou leurs notions d'allemand. Les Arlonais qui en furent incapables restèrent internés toute la guerre avec leurs compatriotes wallons.

Quant aux simples soldats originaires de la région, ils durent attendre la création du *Sprachverein* en avril 1941 pour que leurs geôliers reçoivent l'ordre de les libérer.

Dès sa mise en place, le comité du cercle linguistique d'Arlon s'affaira afin que les patoisants luxembourgeois fussent relâchés le plus rapidement possible. Ce fut son premier souci et sa première action. Il est vrai que réussir à faire libérer les pères ou les fils des familles de l'*Arelerland* constituait une remarquable entrée en scène et une excellente publicité. Le 30 avril 1941, le bourgmestre de chaque commune reçut une lettre du comité du *D.S.V.* lui demandant communication des noms des prisonniers de guerre patoisants.

Nous ne connaissons que les réactions de deux bourgmestres mais dans chacun des cas elles furent négatives. La première, la plus importante de toutes est celle du bourgmestre d'Arlon, Paul Reuter:

> «Mon administration ignore l'identité des prisonniers de guerre détenus en Allemagne, et a fortiori la langue ou l'idiome dont ils se servent habituellement.
>
> Je ne puis d'ailleurs concevoir qu'une différence de langue puisse constituer une cause de faveur ou de défaveur, au point de vue de leur libération. Je me plais à croire que tous indistinctement ont fait leur devoir sous les armes, et dans ces conditions il me paraît souverainement injuste d'établir entre eux, une classification que rien ne justifie.» [44]

A Hondelange, le bourgmestre Octave Reichling ne donna aucune suite à la lettre l'informant que les prisonniers parlant l'allemand pouvaient être rapatriés dans les prochains mois par les bons offices du *Sprachverein*:

---

44 Lettre du bourgmestre Paul Reuter au président du *Sprachverein* Léo Maas, Arlon, le 7.V.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

«Cette lettre ne fut pas divulguée. Je prévins verbalement toutes les familles intéressées du danger que pouvait présenter toute démarche du côté Sprachverein et d'être très prudent.

Le 23 février 1943, une seconde lettre me fut envoyée toujours dans le même but, mais combien plus doucereuse et plus persuasive. Cette lettre, comme l'autre, fut remisée et resta sans suite.» [45]

On peut supposer que ce type de réaction fut général ou en tout cas très répandu parmi les bourgmestres de l'*Arelerland*. Le *Sprachverein*, ayant échoué du côté des administrations communales, s'adressa alors directement à la population. Il fit savoir, notamment par la presse, que les familles de Luxembourgeois désirant qu'un des leurs, prisonnier en Allemagne, puisse rentrer au foyer, devaient se manifester auprès de Léopold Maas ou d'un protecteur du *D.S.V.* Officieusement les gens savaient qu'il était souhaitable qu'une affiliation au mouvement précède la demande. Nous ignorons quel fut le nombre de démarches et de libérations anticipées mais c'est par centaines qu'elles doivent se compter. Les soldats arlonais furent relâchés par petits groupes, au fur et à mesure de leur localisation, et durant toute la guerre chaque mois et parfois chaque semaine, le *Sprachverein* fit publier dans la presse les noms des enfants du pays dont il avait obtenu le retour. Cette action lui valut certainement beaucoup de sympathie parmi la population. Les témoignages se font pourtant rares. Les bouches se ferment... On a oublié, on ne se souvient plus très bien, c'est vieux tout cela. Comme si on se sentait coupable d'être rentré alors que tel voisin ou tel ami parlant seulement le français n'a pas pu. D'autre part, beaucoup dont les familles acceptèrent de payer la cotisation au *D.S.V.*, furent poursuivis après la guerre. En 1945, une simple affiliation au *Sprachverein* valait un an de prison. Dans la presse de l'époque, c'est par dizaines que l'on trouve des comptes rendus de procès de ce genre:

«Jean Weylandt, d'Arlon, est revenu d'Allemagne grâce à Bistro. A son retour, le prisonnier est allé remercier son bienfaiteur qui lui aurait présenté le Sprachverein comme une association pour le retour des prisonniers. L'accusé se défend d'avoir jamais signé, reçu des timbres ou des secours.

M. Everling, libraire, témoigne en faveur de l'inculpé d'une façon précise et nette. L'auditeur voit dans l'affiliation de Weylandt une imprudence supplémentaire dans le fait que l'inculpé était ancien prisonnier et tenu à plus de circonspection.» [46]

---

45 Déclaration du bourgmestre Octave Reichling, Hondelange, le 18 octobre 1945 (J.M.B., *Proc. Eichhom*).

46 Coupure non datée de *L'Avenir du Luxembourg* (Papiers Omer Habaru).

«Cette lettre ne fut pas divulguée. Je prévins verbalement toutes les familles intéressées du danger que pouvait présenter toute démarche du côté Sprachverein et d'être très prudent.

Le 23 février 1943, une seconde lettre me fut envoyée toujours dans le même but, mais combien plus doucereuse et plus persuasive. Cette lettre, comme l'autre, fut remisée et resta sans suite.» [45]

On peut supposer que ce type de réaction fut général ou en tout cas très répandu parmi les bourgmestres de l'*Arelerland*. Le *Sprachverein*, ayant échoué du côté des administrations communales, s'adressa alors directement à la population. Il fit savoir, notamment par la presse, que les familles de Luxembourgeois désirant qu'un des leurs, prisonnier en Allemagne, puisse rentrer au foyer, devaient se manifester auprès de Léopold Maas ou d'un protecteur du *D.S.V.* Officieusement les gens savaient qu'il était souhaitable qu'une affiliation au mouvement précède la demande. Nous ignorons quel fut le nombre de démarches et de libérations anticipées mais c'est par centaines qu'elles doivent se compter. Les soldats arlonais furent relâchés par petits groupes, au fur et à mesure de leur localisation, et durant toute la guerre chaque mois et parfois chaque semaine, le *Sprachverein* fit publier dans la presse les noms des enfants du pays dont il avait obtenu le retour. Cette action lui valut certainement beaucoup de sympathie parmi la population. Les témoignages se font pourtant rares. Les bouches se ferment... On a oublié, on ne se souvient plus très bien, c'est vieux tout cela. Comme si on se sentait coupable d'être rentré alors que tel voisin ou tel ami parlant seulement le français n'a pas pu. D'autre part, beaucoup dont les familles acceptèrent de payer la cotisation au *D.S.V.*, furent poursuivis après la guerre. En 1945, une simple affiliation au *Sprachverein* valait un an de prison. Dans la presse de l'époque, c'est par dizaines que l'on trouve des comptes rendus de procès de ce genre:

«Jean Weylandt, d'Arlon, est revenu d'Allemagne grâce à Bistro. A son retour, le prisonnier est allé remercier son bienfaiteur qui lui aurait présenté le Sprachverein comme une association pour le retour des prisonniers. L'accusé se défend d'avoir jamais signé, reçu des timbres ou des secours.

M. Everling, libraire, témoigne en faveur de l'inculpé d'une façon précise et nette. L'auditeur voit dans l'affiliation de Weylandt une imprudence supplémentaire dans le fait que l'inculpé était ancien prisonnier et tenu à plus de circonspection.» [46]

---

45 Déclaration du bourgmestre Octave Reichling, Hondelange, le 18 octobre 1945 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

46 Coupure non datée de *L'Avenir du Luxembourg* (Papiers Omer Habaru).

C'est certainement un accord entre Bruxelles et Luxembourg qui permit au *D.S.V.* d'obtenir ces libérations de prisonniers dans des délais assez courts à partir du moment où ils étaient localisés. Mais qui, en haut lieu, donna l'autorisation ? Aucun document connu à l'heure actuelle ne permet de répondre à cette question.

8. NEUTRALISATION ET ELIMINATION DES ENNEMIS DE LA LANGUE ALLEMANDE

Pour mettre en place à Arlon une politique de germanisation, ou en tout cas une politique tendant à favoriser très nettement l'élément allemand sur l'élément wallon et à organiser un rapprochement progressif de la région avec le Grand-Duché de Luxembourg et avec l'Allemagne, il était indispensable de neutraliser au préalable les principaux ennemis de la langue allemande.

A leur tête: la bourgeoisie francophone dirigeant l'administration communale d'Arlon. C'est elle qui, dans les années trente, avait tenu en échec le mouvement pangermaniste de Bischoff malgré les moyens importants dont il était doté. C'est elle encore qui, dans les années vingt, avait fait échouer la tentative du ministre Camille Huysmans de rétablir l'allemand comme langue véhiculaire dans l'enseignement primaire de certaines communes de la région. Durant la première guerre mondiale, elle avait tenu tête à l'administration civile d'occupation et à la *Kommandantur* d'Arlon. Malgré la déportation de l'échevin de l'Instruction publique, Paul Reuter, la germanisation de l'enseignement primaire et de l'administration s'était avérée impossible. Enfin, c'est toujours elle et particulièrement les libéraux arlonais, qui avaient mené la vie dure et qui avaient contrecarré les actions du *Verein* de Kurth de 1893 à 1914.

Si on voulait éviter de se retrouver dans les mêmes situations d'échec, devant les mêmes obstacles, les mêmes difficultés, la même résistance et face aux mêmes personnes, des mesures radicales s'imposaient dès le départ.

Agé de 75 ans en 1940, Paul Reuter était toujours là et veillait sur ses concitoyens non plus en tant qu'échevin mais comme bourgmestre. Le général von Petchmann, responsable de la *Feldkommandantur* 598, conseillé par son *Kriegsverwaltungsrat* Zender et par les dirigeants du *Sprachverein*, exposa clairement la situation à ses supérieurs:

«Depuis le début de la guerre, Reuter a géré ses affaires d'une façon correcte. Cependant, étant donné les sentiments hostiles qu'il

portait à l'Allemagne et à la langue allemande avant la guerre, il n'est pas supportable qu'il soit maintenu dans ses fonctions.

Les trois échevins sont des politiciens de vieille souche et appartiennent à des milieux manifestement germanophobes. Eux non plus, ne peuvent pas être maintenus.» [47]

En vertu de l'ordonnance allemande du 7 mars 1941 contre le vieillissement des cadres de l'administration publique en Belgique, les personnes exerçant certaines fonctions publiques et ayant atteint l'âge de 60 ans, pouvaient être remplacées par des éléments capables et plus jeunes, conscients de leurs responsabilités et prêts à se dévouer à ces tâches exceptionnelles. Les bourgmestres et échevins tombaient sous le coup de cette ordonnance. Au début du mois de mai 1941, le bourgmestre d'Arlon Paul Reuter, le premier échevin Jules Massonnet, âgé de 60 ans, le deuxième échevin Oscar Delasorte, âgé de 65 ans, furent informés qu'en raison de leur grand âge, ils n'étaient pas autorisés à continuer à exercer leurs fonctions. Le troisième échevin, Albert Goffaux, âgé de 57 ans, démissionna de son poste peu après. Romsée, le secrétaire général du ministère de l'intérieur et de la santé publique, leur demanda cependant de continuer à exercer leurs fonctions tant que leurs successeurs ne seraient pas nommés. Quant au conseil communal d'Arlon, il fut suspendu par une dépêche du 18 avril 1941, le collège échevinal, seul, étant autorisé à fonctionner [48]. L'administration communale d'Arlon était décapitée...

Matthias Zender et la direction du *Sprachverein* souhaitaient que toutes ces personnalités arlonaises fussent remplacées par de bons patoisants, au profil d'ordre nouveau si possible [49]. Cela ne se fit pas sans difficultés, notamment pour la succession de Paul Reuter. Le *Feldkommandant* d'Arlon se mit en chasse:

«Je me suis attaché à découvrir dans les milieux de groupes ethniques allemands une personnalité apte à remplir les fonctions de bourgmestre.» [50]

Le général contacta diverses personnalités locales comme le germaniste Alfred Bertrang. Parfois il y eut quelques hésitations mais la réponse définitive fut toujours négative.

---

47 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

48 Lettre du gouverneur Greindl au secrétaire général du ministère de l'Intérieur Romsée à Bruxelles, Arlon, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*, pièce 13 B).

49 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

50 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

«Il existe encore la possibilité déjà discutée antérieurement de faire venir à Arlon une personne étrangère à la ville. Je ne considère cependant pas cette solution comme appropriée parce qu'un aspirant étranger aurait à combattre des difficultés extraordinaires et parce que la politique spéciale d'Arlon, nécessite une connaissance exacte des conditions locales.» [51]

Le gouverneur baron René Greindl, nommé le 17 août 1940 en remplacement de Van den Corput mis à la pension, fut contacté par l'autorité militaire:

«Elle me charge d'entreprendre des démarches pour présenter à son agrément un candidat remplissant les conditions suivantes: être de souche arlonaise, connaître l'allemand ou le patois local et ne pas être connu comme germanophobe.» [52]

Les différents dignitaires du *Sprachverein* se réunirent à plusieurs reprises afin de voir qui serait susceptible d'assurer la succession de Reuter mais aucun d'entre eux ne voulut accepter cette fonction. Le plus intelligent et le plus capable d'entre tous, le docteur Nicolas Muller, refusa d'accepter tout poste de ce genre tant que la guerre ne serait pas terminée et la victoire assurée. D'autres comme le président du *Sprachverein*, Léopold Maas, ou le commerçant collaborateur Pierre Ambroes, semblaient prêts à accepter en dernier recours, les sièges d'échevins mais pas celui de maïeur [53].

De son côté, Greindl contacta tous les conseillers communaux et toutes les personnalités locales en qui il avait confiance. La réponse fut la même partout. Finalement il se rabattit sur le chef du bureau de l'administration provinciale, Camille Antoine, originaire de Frassem, et le convoqua pour lui faire part de ses projets. Celui-ci refusa d'abord mais le Gouverneur insista:

«Comme je me récriais, il insista d'une façon pressante mettant en avant l'intérêt belge et celui de la ville, présentant la chose comme un devoir patriotique. Il fallait à tout prix, disait-il, empêcher les gens d'ordre nouveau d'arriver au pouvoir.» [54]

A la *Kommandantur*, on n'était pas opposé à la nomination du fonctionnaire provincial au poste de bourgmestre d'Arlon:

---

51 *Idem.*

52 Lettre de Greindl à Romsée, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

53 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946.

54 Déclaration de Camille Antoine, chef du bureau de l'administration provinciale, Arlon, le 26.XI.1946 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

«Antoine semble parfaitement supportable au groupe ethnique allemand. Sa longue expérience de fonctionnaire administratif parle pour lui. On m'a assuré que sa nomination aux fonctions de bourgmestre ne serait pas considérée comme un affront par les milieux de langue allemande.» [55]

Mais lorsque le fonctionnaire belge apprit qu'on lui imposait des collaborateurs notoires, anciens rexistes et dirigeants du *Sprachverein* comme échevins, il refusa définitivement. Greindl avait échoué:

«Si mes négociations n'ont pu aboutir, c'est que la plupart des hommes politiques locaux sont restés fidèles à leur politicaille d'avant-guerre. Incapables de comprendre l'intérêt général qui se concrétisait ici dans le fait d'avoir à la tête de la ville un bourgmestre belge, ils préfèrent se contenter dans un attentisme critiqueur et souhaiter la politique du pire. Tous mes efforts pour vaincre cette obstination ont été vains et ce, malgré l'appui que m'a donné le clergé local, plus conscient de ses responsabilités.» [56]

Devant la volonté de toutes les parties intéressées d'en finir et de voir un nouveau collège se former, tous acceptèrent la proposition du *Sprachverein*. Un de ses membres, inconnu jusqu'alors, s'était porté volontaire. Il s'appelait Lucien Eichhorn [57].

Particulièrement ambitieux, partisan d'un régime fort, royaliste et admirateur d'Adolf Hitler, Eichhorn était un ancien affilié du Verdinaso. Son maître à penser se nommait Joris Van Severen. Quoique d'intelligence moyenne, d'après Zender et Lespagnard, ce secrétaire permanent de la Fédération provinciale du Tourisme correspondait totalement au profil recherché. Il était jeune, d'origine arlonaise, patoisant attaché à sa langue maternelle et favorable à un ordre nouveau. Le 1er novembre 1941, le *Moniteur* publia un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 29 octobre, déclarant que démission de ses fonctions était accordée au bourgmestre d'Arlon, Paul Reuter. Les premiers mots du nouveau bourgmestre devant le personnel communal réuni le 8 novembre à l'auditorium, furent pour rendre hommage à son prédécesseur:

---

55 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

56 Lettre de Greindl à Romsée, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

57 Lucien Eichhorn, né à Arlon le 16 mars 1908, occupait depuis 1936 le poste de secrétaire permanent de la Fédération provinciale du Tourisme. Ancien correspondant de presse de journaux belges et luxembourgeois, affilié au mouvement Verdinaso en octobre 1940, il devint bourgmestre d'Arlon en octobre 1941, après la révocation de Paul Reuter. Il occupa ce poste jusqu'à sa fuite en Allemagne en août 1944. Il fut condamné à mort et fusillé à Arlon le 29 juin 1946.

«Quarante-six années de vie publique désintéressée sont un fait assez éloquent par lui-même pour qu'il faille échafauder des mots et des éloges.

Au nom de la Ville toute entière, et particulièrement en votre nom à tous, nous exprimons à Maître Paul Reuter, ancien bâtonnier, un hommage d'estime et de gratitude loyal et sincère.» [58]

Cinq jours plus tôt, Reuter écrivait à Romsée:

«Cette mesure est contraire au droit public belge et constitue en réalité une révocation déguisée, ou tout au moins un retrait d'emploi absolument arbitraire.

Ayant depuis près de 46 ans, consacré le meilleur de mon temps et de mes forces à l'administration de la ville d'Arlon, je ne puis que protester énergiquement contre l'abus de pouvoir dont je suis l'objet, tout en faisant réserve expresse de mes droits pour le jour où la légalité sera remise en honneur dans notre malheureux pays.» [59]

Pendant toute la durée de la guerre, Paul Reuter cessa toute activité politique. Ecarté de la direction communale, le vieil homme choisit, tout comme les autres échevins, l'ombre et le silence, mais fidèle à sa parole, il était à l'hôtel de ville d'Arlon le 10 septembre 1944 [60].

Les principaux ennemis de la langue allemande à Arlon étaient ainsi définitivement neutralisés et écartés des prises de décision. Il n'y avait plus de résistance à attendre de ce côté et les problèmes de 1916-1918 n'étaient pas prêts de resurgir. Paul Hermann Ruth put écrire en 1942 dans son livre «*Luxemburg*»:

«Dans la vie communale de la Ville d'Arlon, le concept 'Groupe ethnique' s'est frayé une voie. L'Administration de la ville qui était récemment encore aux mains germanophobes et tout à fait étrangères ethniquement [61], est passée dans des mains ethniquement allemandes. Le président du Deutscher Sprachverein, Léopold Maas, est maintenant premier échevin de la Ville d'Arlon.»

---

58 Extrait du discours prononcé par Lucien Eichhorn devant l'assemblée du personnel communal le samedi 8.XI.1941 à l'auditorium d'Arlon (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

59 Recommandé du bourgmestre Paul Reuter au secrétaire général du ministère de l'Intérieur Romsée, à Bruxelles, Arlon, le 3.XI.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

60 G. et J.-M. TRIFFAUX, *La libération* d'Arlon, Arlon, 1984, p. 48.

61 L'échevin Jules Massonnet était originaire de Chassepierre; l'échevin Oscar Delasorte et l'échevin Albert Goffaux étaient nés à Gand. Le bourgmestre Paul Reuter était né à Clausen, au Grand-Duché de Luxembourg.

Si le principal ennemi était hors de combat, le second tout aussi redoutable, était toujours là. Omer Habaru, le fossoyeur du *Bund* et l'ennemi juré de l'abbé Schaul, avait été forcé de ranger sa plume après que les *Nouvelles* d'Arlon eussent été interdites par l'occupant en 1940. Le journaliste, mis à la retraite forcée, fut l'un des premiers soucis de Zender.

Le 10 décembre 1941, vers 21h.15, une pierre fut jetée dans la vritine du commerçant collaborateur et dirigeant du *Sprachverein*, Pierre Ambroes, récemment nommé échevin. C'était la seconde fois en quinze jours qu'elle était brisée [62]. Le lendemain, le *Kreiskommandant* von Schütz [63] ordonna l'arrestation de deux otages: Omer Habaru et Hiacynthe Piton. Officiellement, on les avait choisis parce qu'ils étaient tous deux officiers. Le commandant Piton fut libéré trois jours plus tard car l'examen médical révéla qu'il n'était pas apte à subir une détention. Par contre, le capitaine de réserve Habaru fut maintenu derrière les barreaux tandis qu'on cherchait un second otage. Des «*Aufruf an die Bevölkerung*» recouvrirent les murs de la ville, précisant que si les coupables ne se faisaient pas connaître, les otages seraient transférés en Allemagne le 20 décembre. Cette arrestation ne fut cependant pas la bonne, Habaru fut finalement relâché sans qu'aucun coupable n'ait été arrêté. Zender ne se découragea pas. Il ne cessa jamais de rappeler ce dont Habaru était responsable. Il est vrai qu'il le connaissait depuis 1935 et que l'abbé Schaul, devenu membre d'honneur du *Sprachverein*, était là pour veiller à ce qu'on n'oubliât pas le journaliste.

Lors du premier anniversaire de l'*Areler Volkszeitung*, l'organe du *Sprachverein*, Zender dressa dans les colonnes de l'hebdomadaire le bilan de ces douze premiers mois [64]. Il expliqua que malgré son combat pour qu'Arlon reste une ville allemande, il n'attaquait jamais les francophones avec le ton haineux d'un Habaru qui ne sait écrire que comme celui qui sent qu'il a tort. Dans le livre «*Luxemburg*», P.H. Ruth n'oublie aucun défenseur de la langue française:

> «*In der Zeit, als dieser Würgegriff Seele und Leib des deutsch-bewuszten Volkskörpers erdrosseln sollte und die 'Association Française' mit ihren freimaurerisch-liberalen Steigbügelhaltern, dem Bürgemeister Reuter, den Massonnet, Habaru und Dr. Hollenfeltz, alles tat, um die Areler durch Zwang und Uberredung zu 'Freunden Frankreichs' zu machen, trat der 'Deutsche Sprachverein' zum Gegenkampf auf den Plan.*» [65]

---

62 *Areler Volkszeitung*, 13.XII.1941, n° 19, p. 1.

63 Entre septembre et décembre 1941, la *Feldkommandantur* d'Arlon fut transformée en *Kreiskommandantur*, et le général von Petchmann céda la place au major von Schütz.

64 *Areler Volkszeitung*, 8.VIII.1942, n° 31, p. 1.

65 P.H. RUTH, *Luxemburg*, Breslau, 1942, p. 28.

A plusieurs reprises durant l'automne 1942, Zender s'en prit encore à Habaru dans l'*Areler Volkszeitung*. Le gestapiste Lespagnard confirme que le *Kriegsverwaltungsrat* alla encore plus loin:

> «Zender voulait la peau d'Habaru...
> Il s'adressa une nouvelle fois à l'*Oberfeldkommandantur* de Liège, exigeant l'arrestation d'Habaru. Sur les instances réitérées de Zender, il fut finalement arrêté.» [66]

Le 21 septembre 1942, quatre membres du S.D. [67] de Liège se présentèrent au domicile d'Habaru et l'arrêtèrent. Le premier interrogatoire à coups de matraque porta sur trois chefs d'accusation:

1° faire partie d'un service de renseignements anglais;
2° faire partie des brigades blanches;
3° être en possession d'un dépôt d'armes.

Les camps tristement célèbres de Vucht, Ravensbrück et Buchenwald furent les destinations suivantes d'Habaru. Il survécut miraculeusement et c'est un véritable triomphe que la population arlonaise lui réserva, lors de son retour en 1945.

> «Zender était mon ennemi personnel de longue date, attendu que depuis avant la guerre, il était agent de germanisation dans la région... Lors de mon second interrogatoire à la Gestapo, boulevard d'Avroy à Liège, il m'a été donné lecture de déclarations faites aux Allemands par le curé Frédéric Schaul de Tintange, le bourgmestre Lucien Eichhorn, l'échevin Maas d'Arlon, l'échevin Ambroes d'Arlon,... A chaque aveu, j'étais battu...» [68]

Le docteur Jean-Lucien Hollenfeltz, petit-fils d'Emile Tandel, était une personnalité locale très influente et très populaire. Les Arlonais le surnommaient volontiers «le bon docteur». Quoique patoisant, il était l'incarnation même de la culture française à Arlon. Membre actif de l'Association française, membre fondateur de l'Académie luxembourgeoise, il était devenu le président provincial de la Croix-Rouge depuis la mobilisation. Dès juillet 1941, Zender le dénonça comme un «violent adversaire de l'Allemagne», promoteur de l'Alliance française à Arlon [69]. Ses activités dans la Résistance attirèrent très rapidement toute l'attention

---

66 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

67 *Sicherheitsdienst*, service de sûreté et de renseignements secrets de la S.S.

68 Déclaration d'Omer Habaru, Arlon, le 12.V.1945 (J.M.B., *Proc. Zender*).

69 Note de Matthias Zender à la *Geheime Feldpolizei*, Arlon, le 14.VII.1941 (J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 6425, 24.VI.1946).

de Lespagnard qui ne parvint pourtant jamais à prouver quoi que ce soit [70]. Le chef de la Sipo d'Arlon, Heinz Boetcher, l'arrêta chez lui durant la tragique nuit du 24 au 25 août 1944 et l'abattit d'une rafale de mitraillette en pleine rue [71].

9. RECRUTEMENT DES MEMBRES DU *SPRACHVEREIN*

Le *Sprachverein* s'efforça avant tout de mener une politique sociale envers les habitants de la région qui étaient dans le besoin. L'objectif était d'attirer la sympathie des Arlonais et de recruter des membres. Tous étaient les bienvenus, depuis l'Italien travaillant à Athus dans l'industrie jusqu'au citadin arlonais d'origine wallonne ne parlant pas un mot d'allemand, en passant bien entendu par le brave paysan patoisant. L'effort social et intéressé du *D.S.V.* s'est manifesté tout d'abord par la distribution de timbres allemands et de laissez-passer servant à aller à Luxembourg chercher des marchandises (pain, beurre, féculents, etc.). Les familles profitant de ces avantages étaient des familles très pauvres et leur nombre se limita à quelques dizaines. Par la suite, Zender réussit à les faire assimiler aux familles des Légionnaires auprès de l'administration militaire, mais ce système fut supprimé. Des bons de 100 ou 200 RM du «Secours d'Hiver» allemand furent également distribués aux familles les plus nécessiteuses. Afin de ne pas montrer les bons en public, ceux-ci étaient acquittés par des membres du comité particulièrement dignes de confiance et un compte de l'importance du bon était ouvert à la famille chez le commerçant où elle effectuait ses achats, par exemple chez le boulanger Toully, chez le boulanger Mulhausen ou chez l'épicier Ambroes. Chaque famille recevait un carnet à couverture en toile cirée noire pour l'inscription du montant du crédit et des achats effectués [72]. La distribution la plus importante était celle des timbres belges supplémentaires. Les ménages recevaient environ chaque semaine sept livres de pommes de terre par personne. De la même manière, ils avaient droit à des quantités variables de beurre (environ ¼ kg par personne et par mois); de la viande (environ ¼ kg par personne et par mois); du pain ou de la farine (environ 3 kg par personne et par mois); des oeufs (1 à 3 par personne et par semaine); de la graisse (125 grammes par ménage); des gruaux d'avoine et de la semoule (de 1 à 5 kg, en quantité variable et non proportionnée à la composition du ménage). Dès la fin de l'hiver 1941, période de grande misère, eurent lieu à Arlon et à Athus, les premières distributions spéciales

---

70 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, décembre 1942 à juillet 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*).

71 G. et J.-M. TRIFFAUX, *op.cit.*, pp. 8-11.

72 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

de denrées alimentaires provenant du Secours d'Hiver allemand, de saisies en douane,... Quiconque se présentait pouvait en profiter. Au départ, elles se faisaient sans timbres et de manière occasionnelle mais avec la création du *Sprachverein*, elles s'amplifièrent et se régularisèrent.

Une certaine partie de la population se laissa tenter, surtout dans les milieux ouvriers, petits bourgeois, employés, chômeurs et nécessiteux [74]. Il faut remarquer qu'à l'époque beaucoup de timbres de ravitaillement n'étaient pas honorés. Les organisateurs de ces distributions n'exigeaient pas d'adhésion au *Sprachverein*. Ils demandaient seulement aux bénéficiaires la signature d'un formulaire en allemand afin d'éviter des distributions simultanées à la même personne, et pour justification envers le Secours d'Hiver allemand des quantités distribuées [75]. Ces distributions tout comme la libération des prisonniers originaires de la région faisaient partie de la propagande du *Sprachverein*.

Certains réagirent énergiquement en faisant des reproches aux bénéficiaires. Ils voyaient dans ces mesures le prélude d'une propagande d'annexion à l'Allemagne. On se méfiait particulièrement de la collecte des signatures et on traitait de «*Preisse*» ou de «Boches», ceux qui se rendaient aux distributions. Par suite de cette contre-propagande, de nombreuses personnes s'abstinrent de se présenter à de nouvelles distributions. D'autant plus qu'une fois les deux sections du *Sprachverein* organisées, l'adhésion au mouvement fut requise pour bénéficier des facilités. Les membres devaient verser une cotisation de deux francs par mois, acquittée par des timbres adhésifs spéciaux. Au bout de plusieurs mois, on dénombrait quelques centaines d'affiliations. On atteignit bientôt 500 membres et pendant près d'une année on resta stationnaire entre 500 et 600. En janvier 1942, on dénombrait 580 membres [76]. Il semble que le plafond était atteint. Le *Sprachverein* déploya toute son énergie afin de rassembler encore davantage. On augmenta les distributions et on recourut à d'autres moyens. Un ouvrier athusien à la recherche de travail était casé sans difficulté à l'usine d'Athus ou à celle de Rodange s'il se faisait membre du *D.S.V.* En mai 1943, une quarantaine de paysans désirant échapper aux réquisitions de chevaux s'empressèrent de payer leur cotisation. Les familles désirant envoyer leurs enfants en colonie de vacances en Allemagne n'hésitèrent pas non plus. On en vit encore beaucoup d'autres s'affilier à une époque où les relations entre l'occupant et la population commençaient à se tendre. Les bourgmestres de la région

---

74 *Idem* et Témoignage du colonel de gendarmerie e.r. Joseph Arend, recueilli à Udange en mai 1985.

75 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

76 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, janvier 1942 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

avaient reçu l'interdiction de porter les membres du *D.S.V.* sur les listes des réquisitions, corvées ou punitions [77].

Le chantage sévit aussi, surtout à Athus où les protecteurs comme le pharmacien Sandt, le président Bernard Huss, le docteur Heyaert,... utilisèrent la menace. Si on ne voulait pas être envoyé au travail obligatoire en Allemagne ou si on souhaitait éviter des ennuis avec la police allemande, mieux valait payer sa cotisation [78].

En septembre 1941, soit cinq mois après sa fondation, le rapport de Reeder à Berlin [79] mentionne 400 personnes comme membres du *Sprachverein*. En septembre 1942, il en renseigne 700. D'autre part, voici la progression des affiliations de décembre 1942 à juillet 1943, selon des informations fournies au S.D. par Paul Lespagnard [80]:

décembre 1942	:	783 membres
janvier 1943	:	803 membres
février 1943	:	820 membres
mars 1943	:	831 membres
avril 1943	:	844 membres
mai 1943	:	880 membres
juin 1943	:	917 membres
juillet 1943	:	952 membres

Après la guerre, la presse locale publia les noms d'au moins 737 membres (463 pour Arlon et 274 pour Athus), et selon les rapports de la sûreté et de la gendarmerie, il y eut plus de 1.000 affiliés. D'autre part une liste incomplète des membres de la section d'Arlon [81], dressée après la guerre et reprenant leur numéro d'affiliation, permet de supposer qu'il y eut au moins 1.003 personnes qui payèrent leur cotisation au *D.S.V.* d'Arlon. Si on ajoute encore environ 300 membres pour le *D.S.V.* d'Athus,

---

77 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

78 D'après de nombreuses déclarations de membres du *Sprachverein* d'Athus faites lors de leur jugement à Arlon après la guerre et rapportées par *L'Avenir du Luxembourg*.

79 *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich für die besetzten Gebiete Belgiens und Nordfrankreichs, herausgegeben vom Militärbefehlshaber (Militärverwaltungschef)*, juin-septembre 1941, B 24.

80 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, décembre 1942 à juillet 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*). Il n'est pas exclu que ces estimations aient été exagérées mais Lespagnard, qui travaillait pour le S.D. de Liège, n'avait aucune raison de les fausser. D'autre part, les rapports qu'il rédigea tout au long de la guerre sont tellement précis, complets et en grande partie vérifiables, que toute élucubration fantaisiste de sa part est à rejeter.

81 Arch.Pers.A.

on arrive à un total de 1.300 habitants du Pays d'Arlon affiliés au *Deutscher Sprachverein in Arel*. Un rapport du commissaire de la Sûreté de l'Etat belge Wirtz rapporte le 8 novembre 1944 qu'au moment de la libération le cercle comptait environ 1.000 membres, la plupart appartenant à la classe ouvrière [82]. Selon un rapport anonyme allemand découvert dans les archives de la *Kreiskommandantur*, environ 60 % des membres en faisaient partie pour obtenir des avantages matériels; environ 20 % par diplomatie et par précaution et environ 20 % par idéal et par inclination vers la communauté germanique.

10. ORGANISATIONS DIVERSES DU *SPRACHVEREIN*

Les organisations du *Sprachverein* vont de l'ouvroir *Frauenschaft*, dont les membres confectionnent des colis pour les volontaires combattant sur le front russe, au télégramme de joyeux anniversaire envoyé chaque année à Adolf Hitler en passant par la création de la chorale *Gesangverein*, des projections de films allemands dans les cinémas, des représentations théâtrales en patois, des spectacles de marionnettes pour enfants, des conférences par des universitaires allemands, la visite d'expositions à Luxembourg et à Bruxelles, la suppression dans le centre ville de la plaque à la mémoire du «vantard juif» Camille Cerf, etc. Voici quelques exemples plus détaillés de ces actions:

- **La fête de Noël**: chaque année à l'approche de Noël, les enfants des membres du *Sprachverein* sont réunis à l'auditorium d'Arlon autour d'un superbe arbre de Noël au pied duquel s'amoncellent une montagne de cadeaux. Le bourgmestre Eichhorn et le président Maas en profitent pour rappeler en luxembourgeois le dur combat qu'ils mènent pour la langue maternelle et un idéal politique nouveau. L'assistance chante en allemand le célèbre cantique «*Tannenbaum*». Plus de 500 enfants participent à ce genre de fête. [83]

- **Réception des combattants de Tcherkassy**: le jeudi 13 avril 1944, le *Sprachverein* et la ville d'Arlon accueillent «les glorieux volontaires de la brigade SS Wallonie». Quinze combattants de Tcherkassy sont fêtés et fleuris par la jeunesse arlonaise. Le président Maas et le comité du mouvement rendent hommage aux héros morts pour la patrie dans la lutte

---

82 J. WIRTZ, *Rapport sur le D.S.V. de M. le Commissaire de la Sûreté de l'Etat, chef de la B.T. du Luxembourg*, Arlon, le 8.XI.1944.

83 P. LESPAGNARD, *Rapport sur le Luxembourg*, janvier 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*); Discours prononcé par le bourgmestre d'Arlon à l'occasion des fêtes de Noël 1942 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

contre le bolchévisme et saluent en particulier la mémoire du fils d'Arlon, le Commandeur Lippert dont le nom sera donné à une place de la ville. [84]

- **L'*Areler Volkszeitung***: dès le début de la guerre, les trois quotidiens locaux, les *Nouvelles*, l'*Avenir du Luxembourg* et le *Journal du Luxembourg*, cessent de paraître. La seule feuille locale éditée en français pendant l'occupation est l'organe hebdomadaire du Secours d'Hiver de la province de Luxembourg qui s'intitule *Solidarité*. Dès 1941, il est interdit après la parution dans ses colonnes de l'article «Arlon, ville romane et chrétienne», une réponse déguisée de son rédacteur en chef, Léon Haulot, directeur de la Banque nationale à Arlon, à l'article du *Luxemburger Wort*, «*Arel ass eng deitsch Stadt*». [85]

Dès sa fondation, le *Sprachverein* diffuse le *Luxemburger Wort*, le *Pays Réel* et d'autres journaux collaborateurs. Cependant Zender reprend très vite l'idée du *V.D.B.* et de son prédécesseur à Arlon en 1916, le prussien Julius Loeb, de créer une feuille locale de langue allemande. Dans la plus pure tradition de l'*Arloner Zeitung* et de l'*Areler Zeitung*, il la baptise *Areler Volkszeitung*. Le premier numéro de cet hebdomadaire paraît le 9 août 1941. Il peut être considéré comme l'organe du *Sprachverein*. Même si le nom de l'éditeur responsable est celui de l'imprimeur arlonais René Walraevens, l'*Areler Volkszeitung* est imprimé à Bruxelles dans les locaux du *Brüsseler Zeitung*, lui-même imprimé sur les presses de *La Dernière Heure*. Le journal constitue une belle et intéressante réalisation. Evidemment, il sert de vitrine au *Sprachverein* en annonçant ses organisations, le nom des prisonniers libérés, les avantages accordés aux membres,... Zender et les gestapistes Lespagnard et Krier y écrivent des articles de fond sur l'histoire, la langue et le folklore de la région arlonaise. Durant les premiers mois, le journal est imprimé à 500 exemplaires mais son tirage quadruple rapidement et, en janvier 1943, 1.700 exemplaires environ sont vendus hebdomadairement en plus de 400 abonnés contre 320 en septembre 1942. Malgré ces ventes, un léger déficit est supporté par la *Propaganda Abteilung*. [86]

- **L'*Areler Heimatkalender***: les almanachs ont toujours eu un grand succès parmi la population des villages de l'*Arelerland*. Autrefois, ils constituaient les seuls livres en langue allemande qui étaient lus. Jusqu'en 1943, il n'y avait jamais eu d'almanach du Pays d'Arlon. Cette année-là,

---

84 *Areler Volkszeitung*, 22.IV.1944, p. 1.

85 Déposition de Léon Haulot, directeur de la Banque Nationale à Arlon, Arlon, le 6 avril 1945 (J.M.B., *Proc. Zender*).

86 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, janvier 1943; J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946; R. FALTER, «Le *Brüsseler Zeitung* (1940-44)», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 7, Bruxelles, 1982.

le *Sprachverein* innove et publie le premier. Le succès est total. En quelques jours, les 1.500 exemplaires l'*Areler Heimatkalender* sont épuisés. L'opération sera renouvelée en 1944. Outre les prévisions du temps, on y trouve des blagues, des dictons, des dessins de Paul Breyer, et... la photo du *Führer*.

- **La *Deutsche Akademie* d'Arlon**: créée en 1941, elle connaît des débuts difficiles. Son premier lecteur, Paul-Félix Hoffman, un citoyen allemand, semble davantage préoccupé de marché noir que de cours de langue allemande. Rapidement limogé, il est remplacé par l'Arlonais Paul Lespagnard. En décembre 1942, on y recense 105 élèves [87]. Mais à partir de 1943, les cours sont considérablement réduits car Lespagnard ne parvient plus à faire face à toutes ses attributions. Depuis octobre 1942, il est au service de Graf du S.D. de Liège et fournit des rapports détaillés sur tout ce qui se passe dans les arrondissements d'Arlon et Virton. A lui seul, il représente le S.D. d'Arlon car la Gestapo n'y ouvre une succursale qu'en 1943. Par ailleurs, Lespagnard a fondé les jeunesses hitlériennes arlonaises.

- **L'*Areler Volksjugend***: en décembre 1942, Lespagnard constitue au sein du *Sprachverein* un groupe baptisé «Jeunesse des couches populaires arlonaises» composé de deux sections (garçons et filles séparés) à Arlon et à Athus. A son origine, le groupe compte 74 enfants. La plupart viennent des sphères pauvres de la population, malgré la présence d'enfants de fonctionnaires. Devant le succès remporté par ces activités (promenades, chansons, jeux...), la Jeunesse Hitlérienne de Bruxelles prend le contrôle du groupe en juin 1943. Embrigadés et revêtus d'uniformes, les enfants sont envoyés en formation en Allemagne. Au total, 150 enfants (100 d'Arlon et 50 d'Athus) adhèrent à l'*Areler Volksjugend*. Ils se manifestent surtout par des défilés en ville et des fêtes diverses. Leur formation a pour base l'éducation nationale-socialiste. Les «*Kindergruppen*» et l'«*Areler Jung Mädeln*» organisent chaque année des camps de vacances pour les jeunes Arlonais, notamment à Buchen-Bayern pour les filles et à Thal Lichtenberg pour les garçons [88].

- **La germanisation de l'enseignement primaire**: dès octobre 1941, Zender fait passer une loi relative au régime linguistique des écoles de la région. Pour l'occupant, il s'agit d'un jalon important dans l'oeuvre de rétablissement de conditions saines au point de vue linguistique et racique à Arlon. Cet arrêté introduit l'allemand comme langue principale d'enseignement dans les écoles primaires des villages d'Attert, Autelbas,

---

87 *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers*, septembre 1941, B 32;J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946; J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

88 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, décembre 1942; J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

Bonnert, Guirsch, Habergy, Hachy, Hondelange, Messancy, Nobressart, Nothomb, Sélange, Thiaumont, Toernich, Tontelange et Wolkrange. Un régime transitoire est prévu dans les écoles de Heinsch, Tintange, Warnach, Fauvillers et Halanzy [89]. Cela ne se fait pas sans mal. Lespagnard l'explique dans un rapport de décembre 1942:

> «Dans toutes les écoles de la région arlonaise, la langue allemande est maintenant enseignée obligatoirement, toutefois avec un succès minime, car la plupart des enseignants et des bourgeois de marque ont su présenter l'enseignement de l'allemand comme une mesure arbitraire de l'occupant... La plupart des professeurs déclarent à toute occasion qu'ils ont été contraints d'enseigner l'allemand. On n'a pas songé non plus à nommer un nouvel inspecteur.» [90]

- **La germanisation de l'Athénée royal d'Arlon**: Zender s'attaque également à ce qu'il considère comme l'un des fiefs de la langue française à Arlon: l'Athénée royal. Mais le *Kriegsverwaltungsrat* trouve sur sa route le préfet de l'Athénée, Ernest Gendebien. Zender obtient de nouvelles directives de l'Instruction publique: l'allemand devient langue secondaire obligatoire tandis que les classes préparatoires et les sixièmes années sont dédoublées: une section allemande pour les enfants des communes à majorité de langue allemande, une autre pour ceux des communes à majorité wallonne. Les enfants d'Arlon, Athus et Aubange ont le choix entre les deux en raison du degré de francité de ces localités [91]. Bien qu'ancien rexiste, Gendebien sabote systématiquement cette réorganisation des cours. Zender prévient le S.D. qui tente de faire pression sur Gendebien à plusieurs reprises [92]. Dans la nuit du 24 au 25 août 1944, les Allemands cherchent le préfet pour l'arrêter comme otage mais en vain car il a quitté Arlon.

Voici comment Lespagnard décrit la situation à l'Athénée en mars 1943:

> «Les enfants de descendance allemande qui sont dans les sections allemandes, sont sursaturés de propagande belgiciste. Ainsi le jour de l'anniversaire de la mort du roi Albert, le directeur du gymnase, Gendebien, a fait une conférence de deux heures aux élèves de la dite

---

89 *Moniteur belge des arrêtés ministériels et autres arrêtés des secrétaires généraux*, Bruxelles, 13.XI.1941, p. 7471, 10.VIII.1942, p. 5010; E. GERLACH, *Arel, Vorposten des Deutschtums im Westen, Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg*, 1941; P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, décembre 1942, février 1943, juillet 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*).

90 *Idem*, juillet 1943.

91 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 12775, 16.VIII.1946; J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. n° 7292, 23.VIII.1946.

92 *Idem* et Déclaration d'Ernest Gendebien (J.M.B., *Proc. Zender*).

section, sur la politique de ce roi. Il leur a imposé ensuite comme devoir de français une dissertation visant à la glorification du Roi Albert. L'inspecteur Perbal a introduit dans toutes les classes supérieures un cours spécial sur la constitution belge, cours qui n'existait pas avant la guerre...» [93]

- **Le *Schutzgruppe***: à la suite d'inquiétantes rumeurs répandues fin 1942 quant à l'organisation d'un attentat contre le bourgmestre Eichhorn, les échevins collaborateurs et certaines personnalités du *Sprachverein* comme les docteurs Muller, Bernard Huss d'Athus, etc, la surveillance et la protection des intéressés fut considérablement renforcée. Des feldgendarmes gardèrent leurs domiciles et leurs lieux de travail. Afin de les rassurer, Zender décida la formation au sein du *Sprachverein* d'un groupe armé. La *Kommandantur* les entraîna afin de disposer d'une force d'appoint à la *Wehrmacht* [94]. Elle était composée d'environ vingt-cinq personnes. Différents plans furent mis au point. L'un d'entre eux prévoyait des actions contre les Arlonais suspectés d'être des ennemis. Des listes noires furent dressées. Ce plan fut mis à exécution dans la nuit du 24 au 25 août 1944. Un autre plan prévoyait l'évacuation des familles des dirigeants du *Sprachverein* par l'armée allemande. Ce plan fut appliqué le 1er septembre 1944, neuf jours avant la libération d'Arlon par les troupes américaines [95].

11. LA RESISTANCE DE LA POPULATION

Les rapports de Reeder à Berlin prouvent que l'action du *Sprachverein* fut particulièrement difficile. C'est en décembre 1942 qu'il mentionne pour la première fois une action hostile croissante de la part de cercles français opposés à l'Allemagne. Cependant, le chef de l'administration militaire de Bruxelles s'empresse d'ajouter que grâce aux conseils éclairés et continus des délégués de la *Kreiskommandantur* d'Arlon auprès de la direction du *Sprachverein*, la prise de conscience par les Arlonais de leur appartenance au peuple allemand porte ses fruits et continue à se développer [96].

---

93 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, mars 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*).

94 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. n° 5466, 18.IV.1946; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946; J.M.B., *Proc. Majeres*, P.V. n° 4367, 1.X.1945.

95 G. et J.-M. TRIFFAUX, *op.cit.*, pp. 42-43.

96 *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers*, décembre 1942, A 36.

En mars 1943, Reeder fait remarquer que malgré une conjoncture générale peu propice à l'Allemagne, les Arlonais continuent à manifester fermement leur appartenance à la nation germanique, preuve évidente qu'ils ne sont pas du côté allemand pour profiter de la situation. Le travail se poursuit sans encombre [97]. Pourtant, à la même époque, Lespagnard informe le S.D. de Liège que, suite à l'influence grandissante de Gerlach et des Grands-Ducaux dans le cercle linguistique, toute l'affaire a perdu sa vraie couleur locale et que la population le considère comme une simple création de guerre sans grande importance. Au sein même du mouvement, c'est le malaise. Le nombre de gens réellement actifs est minime, la méfiance règne. Les uns sont irrités que l'affaire soit dirigée par des Luxembourgeois; les autres sont mécontents de l'attitude équivoque des autorités militaires, estimant que l'administration militaire joue davantage le soutien des germanophobes contre celui des germanophiles. Les attaques contre le président Léo Maas se multiplient. Son employeur, la direction du service de contrôle belge, a ouvert contre lui une enquête disciplinaire et essaye de le déplacer en Wallonie [98].

En septembre 1943, Reeder informe Berlin que la situation se gâte à Arlon. Récemment des résistants se sont procurés, soit par vol, soit par une interception du courrier postal, la liste des membres du *Sprachverein* qu'ils ont imprimée en de nombreux exemplaires et distribuée à travers toute la ville. Depuis, les membres du *Sprachverein* sont soumis à un boycott général dans les domaines commercial, économique et social. Certains reçoivent des lettres de menaces et d'autres sont attaqués et volés. Dans les administrations, ils sont isolés et parfois suspendus.

En décembre 1943, Reeder est très pessimiste. Les difficultés rencontrées par le *Sprachverein* sont considérables. Même les milieux d'expression allemande font preuve de défiance vis-à-vis du cercle linguistique. On assiste à une véritable campagne de bouche à oreille mettant en exergue les rations supplémentaires de nourriture dont jouissent les collaborateurs, membres de la communauté allemande et non du peuple belge. Les lettres de menaces qui se multiplient et la diffusion de la liste des membres intimident la population et inspirent la peur [99].

En avril 1944, les nouvelles sont encore pires. L'un des dirigeants les plus importants du *Sprachverein* d'Athus, le docteur Heyaert, qui tentait de recruter des ouvriers, a été assassiné [100].

---

97 *Idem*, mars 1943, A 37.

98 P. LESPAGNARD, *Rapport sur la province de Luxembourg*, février 1943 (J.M.B., *Proc. Lespagnard*).

99 *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers*, septembre 1943, 1.49, décembre 1943, A 45.

100 *Idem*, avril 1944, A 12 et A 13.

On peut remarquer qu'en quatre années, Reeder n'a cité dans ses rapports que le nom d'un seul membre du *D.S.V.*: l'artiste-peintre Paul Breyer. Même les noms du président du *Sprachverein* ou du *Kriegsverwaltungsrat* d'Arlon n'ont pas leur place dans les communications pour Berlin. Le fait qu'il rompe avec cette règle pour citer le docteur Heyaert prouve l'importance de l'événement. Reeder conclut que toute la population de la région et même une partie des membres du *Sprachverein*, sont loin d'être libérés de leurs attaches et de leur affection pour la Belgique. Il faut à tout prix s'efforcer d'éviter tout geste qui pourrait être interprété comme une volonté d'annexion car c'est sur cet argument que repose toute la propagande adverse qui porte des coups si durs au *Sprachverein* [101].

12. LE PROBLEME DE L'ANNEXION

Selon les rapports transmis par Reeder à Berlin, le *Sprachverein* avait pour mission de faire prendre conscience aux Arlonais qu'ils appartenaient à la nation germanique. On peut en déduire que le but éloigné était leur rattachement à l'Allemagne. Toutefois, le chef de l'administration militaire à Bruxelles était assez mal pris. En effet, d'une part, il devait démontrer que le Pays d'Arlon ne pouvait pas être annexé dès maintenant car il ne tenait pas à perdre une portion supplémentaire du territoire belge au profit du parti, ce qui aurait sûrement causé des troubles à travers tout le pays; et d'autre part, il devait prouver que le *Sprachverein* progressait s'il voulait en conserver le contrôle par l'entremise de Zender et éviter le retour du *V.D.B.* Il y eut, semble-t-il, un certain malentendu entre l'administration militaire et les dirigeants du *Sprachverein* lors de la fondation du mouvement. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'à ce moment, la plupart d'entre eux croyaient à une annexion du Pays d'Arlon imminente ou du moins à court terme, sur le même modèle que ce que connaissait le Grand-Duché de Luxembourg. Le *Gauleiter* Simon y avait pris tout un train de mesures de germanisation et le 9 février 1941, peu avant la fondation du *Sprachverein*, le Grand-Duché était devenu une dépendance administrative du *Gau* de Trêves, sous le nom de «Moselland». Et finalement le 30 août 1942, un décret décida que tout Luxembourgeois appartenant à une organisation officielle était automatiquement citoyen du *Reich* allemand. Ce qui revenait à prononcer l'annexion de facto du Luxembourg au *Reich* Grand-Allemand. En conséquence, les Luxembourgeois en âge de servir furent appelés dans la *Wehrmacht*, contre leur gré.

---

101 *Idem.*

En avril 1941, à un moment où la victoire de l'Allemagne était totale, où la Russie n'avait pas encore été plongée dans la bataille et où une annexion prochaine était hautement probable, il y eut une certaine précipitation chez d'anciens rexistes et d'autres collaborateurs arlonais pour se faire une place à la tête du nouveau mouvement, afin d'être récompensé lorsqu'Arlon deviendrait partie intégrante du *Reich*. Quand Zender déclara le 19 avril 1941 que la tâche du *Sprachverein* était de préparer la politique ultérieure de l'Allemagne envers Arlon, tous furent ravis. Ils savaient pertinemment que la population ne se laisserait pas germaniser sans broncher mais c'était un mauvais moment à passer et c'était le moment de gagner sa place au soleil. Gerlach envoyé par Luxembourg était là pour les rassurer: le *Gauleiter* se faisait fort de les accueillir bientôt. «*Arel Deutsche Stadt*», pouvait-on lire et entendre partout. Mais l'annexion ne vint pas. La haine de la population grandit. La Russie puis les Etats-Unis entrèrent en guerre contre l'Allemagne.

La première démarche de la direction du *Sprachverein* en vue d'obtenir une annexion rapide du Pays d'Arlon se situa à l'été 1942 [102]. Elle se déroula contre la volonté de Zender et fut organisée par Gerlach, Majeres et Huss. Une délégation d'une douzaine de personnes parmi lesquelles les docteurs Heyaert, Muller, le président Mass,... se rendit à Luxembourg où le *Gauleiter* Simon les reçut. Après un discours sur le thème «*Heim ins Reich*», il dit aux Arlonais qu'il se considérait déjà comme leur «*Schutzherr*», ou patron naturel, et qu'il ferait tout pour obtenir leur rattachement. Eichhorn, attaqué à tort par la presse clandestine comme ayant pris part à la réunion alors qu'il n'en était rien, protesta auprès de Zender qui fit rapport à Bruxelles. Luxembourg reçut des remontrances [103].

Selon différents bruits qui coururent dans les milieux bien informés pendant la guerre, Simon effectua un voyage à Berlin durant ce même été 1942. Il plaida en personne auprès du gouvernement de Berlin pour obtenir le Pays d'Arlon, terre de langue et de sang allemands. Léon Haulot, directeur de la Banque Nationale à Arlon raconte:

> «Il lui aurait été répondu que cette annexion n'était pas possible tout d'abord en raison de l'hostilité des hautes personnalités militaires et en second lieu, parce que le dit *Sprachverein* apparaissait à Berlin comme n'étant pas sérieux.» [104]

---

102 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 1088K, 26.II.1946; J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

103 *Idem*.

104 Déposition de Léon Haulot (J.M.B., *Proc. Zender*).

Camille Decker, journaliste à *L'Avenir du Luxembourg*, écrit en octobre 1944:

> «Nos führers locaux se firent violemment tirer les oreilles à Coblence, où ils avaient été convoqués après le 1er septembre 1942, par le Gauleiter Simon. Celui-ci voulait à tout prix nous annexer, mais il avait contre lui et la majorité des officiers de la Kommandantur d'Arlon, et les services de Von Falkenhausen à Bruxelles, et la nonchalance ou l'incapacité des zèbres de Volksdeutsche d'Arlon...» [105]

C'est à partir de cette période que le *Sprachverein* aurait considérablement intensifié ses activités et ses efforts dans la région.

La seconde démarche des dirigeants du *Sprachverein* se déroula en avril 1943 [106]. Une vingtaine de personnalités arlonaises se rendirent en bus à Luxembourg à une réception chez le *Gauleiter* Simon, organisée en l'honneur du ministre du *Reich*, Alfred Rosenberg, le spécialiste des questions raciales et de la germanisation de l'Ukraine. Cependant, ils ne parvinrent pas à exprimer leurs desiderata. Rosenberg partit aussitôt après sa conférence. Seul Eichhorn réussit à se faire présenter au ministre grâce à ses amis du *Luxemburger Wort* mais, partisan du maintien de la région dans un cadre national belge uni, le bourgmestre collaborateur évita de parler d'annexion et se contenta de se mettre en vedette.

La plus sérieuse tentative eut lieu à la fin de l'année 1943, peu avant Noël [107]. A cette époque, Simon organisa à Luxembourg une réunion d'étude de hauts fonctionnaires du *V.D.A.*, du Parti et des ministères allemands. Zender y prit la parole et donna une conférence sur les problèmes arlonais. Maas, Majeres et Huss étaient présents. Le lendemain, les participants à la journée d'étude, au nombre d'une vingtaine, se rendirent à Arlon et rencontrèrent au «*Soldatenheim*» les membres du comité du *D.S.V.* Ils discutèrent de toutes les questions arlonaises dans le but de faire un rapport à leurs départements respectifs en vue de l'annexion. Les membres de la commission posèrent beaucoup de questions sur les activités du *D.S.V.*, le pourcentage de la population qui s'y était affilié, la répartition des classes sociales,... Selon Lespagnard, les fonctionnaires allemands retirèrent une impression mitigée en faveur de l'annexion. Cet événement est peut-être à mettre en rapport avec une déclaration de Reeder en date du 18 avril 1947:

---

105 C. DECKER, «Les remontrances de Coblence», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 4 et 5.X.1944, n° 13, p. 1.

106 Cfr note 102.

107 *Idem*.

«En 1943, le Reichsführer-SS Himmler avait souhaité la création de trois 'Gau' en Belgique à la suite de conversations qu'il avait eues avec Léon Degrelle et Jef Van de Wiele; les 'Gau' de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles auraient été fondés en même temps que la région d'Arlon aurait été annexée.

Le Roi est alors intervenu auprès du général Von Falkenhausen au cours d'une visite de celui-ci chez le Roi Léopold, en vue d'éviter l'exécution de telles mesures. Le général Von Falkenhausen, comme je l'ai déjà dit, ne demandait qu'à partager les vues du Roi puisqu'il désirait éviter tout incident.» [108]

L'annexion n'eut pas lieu et l'inquiétude des dirigeants du *Sprachverein* grandit au fur et à mesure du recul des armées allemandes devant les Soviétiques. Au printemps 1944, le *SS Hauptsturmführer* (major) Lakman, attaché au général SS Richard Jungclaus, représentant en Belgique d'Heinrich Himmler, se préoccupa de la région d'Arlon. Il aurait discuté du problème avec le *Gauleiter* Simon, le *Kriegsverwaltungsrat* Zender et un dirigeant du *Sprachverein*. L'affaire vint aux oreilles de Lespagnard qui avertit le chef de la Sipo d'Arlon, Heinz Boetcher. Ce dernier prit aussitôt ses dispositions:

«Là-dessus, je me suis rendu chez Zender et lui ai demandé sans qu'il s'en aperçoive s'il avait été à Luxembourg avec Lakman, ce qu'il avoua. Suite à cela j'en informai Liège. Ce service écrivit immédiatement à Bruxelles. Le jour après, vint du quartier-général du Führer, l'ordre que cette annexion n'aurait pas lieu...

Je ne sais pas jusqu'à quel point cette affaire avait été préparée militairement à Luxembourg, mais à Arlon, on avait déjà pris des dispositions pour changer les noms français des rues en allemand.» [109]

Du côté de l'occupant, trois grandes tendances se faisaient jour quant au problème de l'annexion:

1° La tendance de la *Zivilverwaltung* de Luxembourg, du parti nazi, du *V.D.B.* et des SS qui voulaient l'annexion du Pays d'Arlon à tout prix; ce point de vue était partagé par la majorité des membres influents du *D.S.V.*

2° La tendance de l'administration militaire hostile aux manoeuvres annexionnistes et favorable au statu quo. Il semble toutefois qu'à partir de l'année 1943, sa résistance se soit faite plus faible, car le problème d'Arlon commençait à devenir pesant et ennuyeux. Bruxelles

---

108 J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. 18.IV.1947.

109 J.M.B., *Proc. Boetcher*, P.V. 22.I.1947.

aurait eu la main quelque peu forcée par Luxembourg. Il n'est pas à exclure que Zender se soit rallié à l'idée d'annexion et aux thèses du *Gauleiter*.

3° La tendance de la section 3 du S.D. (Lespagnard, Nossent, Schaefer, Hummitsch,...) qui, ayant reconnu le manque de viabilité du *Sprachverein* et de ce type d'organisme pro-allemand en Belgique, était d'avis qu'il fallait les supprimer pour se contenter de mouvements uniquement sociaux et de recrutement de soldats pour lutter contre le communisme.

D'autre part, il faut encore tenir compte de l'opposition à tout projet d'annexion du Pays d'Arlon de la part des rexistes. Un de leurs responsables, Yvan Demaret, fonctionnaire à Athus, témoigne:

> «Je savais que le *Sprachverein* était un mouvement annexionniste. La meilleure preuve, c'est que le nommé Gerlach de Luxembourg s'en occupait. Dès ce moment, on voyait de grandes inscriptions peintes sur le macadam des routes: 'Heim ins Reich'. J'ai compris quelles étaient les intentions de ces gens-là.
>
> D'initiative personnelle, je me suis mis à lutter contre le D.S.V. parce que j'étais opposé à l'annexion. J'ai fait des rapports nombreux à Bruxelles au parti rexiste. Vers juin 1941, j'ai appris qu'un accord avait été pris entre Degrelle et le gouvernement d'avoir à cesser toute activité politique dans l'Areler Gebiet qui était 'réservé'. J'ai compris que c'était au *Sprachverein*.» [110]

Lorsqu'en 1947, on donna connaissance à Reeder d'une note du Dr Zender, rédigée après une réunion tenue à la *Militärverwaltung* qui ordonnait que Degrelle soit prié de mettre fin à son activité politique dans la région d'Arlon, il déclara:

> «C'est toujours en vue de maintenir la tranquillité dans le pays que cette mesure a été édictée. Nous désirions éviter toute friction entre le D.S.V. et Rex.» [111]

13. LEOPOLD III A-T-IL SAUVE ARLON ?

Pour Camille Decker, rédacteur en chef de *L'Avenir du Luxembourg* puis député à la Chambre, cela ne fait aucun doute: seules les pressions

---

110 Déclaration d'Yvan Demaret, le 20.IX.1945 à Arlon (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

111 J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. 18.IV.1947.

du souverain sur l'administration militaire et ses protestations auprès de Von Falkenhausen expliquent la résistance de Bruxelles quant à l'annexion du Pays d'Arlon. Le Roi avait juré de défendre l'intégrité du territoire belge, explique le journaliste, et il protesta avec la dernière énergie auprès du Commandant militaire pour la Belgique et le nord de la France contre toute menace d'annexion de la région arlonaise.

> «La menace d'annexion proférée par Simon parvint jusqu'au Palais de Bruxelles. On comprendra notre discrétion, si nous ne citons pas de noms ici...» [112]

> «Le Roi était d'ailleurs prévenu par des personnalités d'Arlon, de tout ce qui se tramait ici.» [113]

Selon Decker, si Arlon avait été annexée, le Roi aurait déclenché une vaste offensive contre l'administration militaire: les secrétaires généraux démissionnaient, le Cardinal de Malines élevait la voix, l'administration du pays se mettait en grève, de même que les Cours et Tribunaux. D'un seul coup la Belgique était décapitée de tous ses hauts fonctionnaires. Les Allemands peu nombreux en Belgique se retrouvaient dans une situation invivable.

Devant ces affirmations invérifiables aujourd'hui, on peut faire quelques remarques. D'abord il est exact que l'administration militaire fonctionnait en Belgique avec un personnel très réduit, à peine 1.200 personnes à la fin 1941 [114]. En effet, tous les fonctionnaires belges étaient restés à leur poste et la vie économique et administrative belge se poursuivait. La machine de guerre allemande avait besoin que les charbonnages fonctionnent, que les chemins de fer roulent, que les usines produisent. Tout cela passait par la sécurité, l'ordre et la tranquillité, principal souci des Allemands.

Or il est certain que l'annexion d'une ville belge, chef-lieu de province aurait provoqué des troubles dans le pays et sérieusement compromis le fragile équilibre qui y régnait. Maintenir le calme, continuer à faire vivre et travailler la population, étaient les préoccupations prioritaires de l'occupant. Tout événement susceptible de briser cette tranquillité intérieure devait être évité. C'est pourquoi l'administration combattit l'idée d'annexion de la région arlonaise. D'autant plus que Von Falkenhausen et

---

112 C. DECKER, «Les remontrances de Coblence», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 4 et 5.X.1944, n° 13, p. 1.

113 C. DECKER, «Camouflage percé», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 10 et 11.X.1944, n° 16, p. 1.

114 J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, 1971, p. 132.

Reeder savaient à quoi s'en tenir quant à «l'avant-poste du germanisme à l'ouest». Dès le début de l'année 1941, peu avant l'annexion du Grand-Duché, le général avait envoyé le colonel Hotzinger en tournée dans la région afin de voir si celle-ci avait un caractère germanique. Selon le gouverneur Greindl à qui il se confia, le résultat de l'enquête fut: «Il s'agit non pas d'une région germanique mais simplement d'une région patoisante» [115]. D'après Decker, le colonel alla encore plus loin dans son rapport au Commandant militaire:

> «Les discussions autour du recensement linguistique de 1930 en Belgique sont vaines. Il est évident que l'allemand est en constante régression depuis un siècle; plus évident encore que la population arlonaise fortement 'batardée' de sang germanique et de sang latin est violemment anti-allemande.» [116]

Tout cela justifiait l'attitude des militaires qui freinèrent la volonté annexionniste de Luxembourg et des SS. Dans cette subtile mécanique, les protestations du Roi avaient leur place. Elles appuyaient et confortaient celles de Von Falkenhausen, surtout si le souverain ne s'adressait pas seulement à l'administration militaire de Bruxelles mais intervenait également à Berlin [117]. En fin de compte Berlin s'en remit à l'avis de l'administration militaire et repoussa continuellement l'annexion. Les multiples démarches de Simon n'y changèrent rien car son *Sprachverein* avait peu de succès et était mal considéré dans la capitale du Reich. Von Falkenhausen et Reeder l'avaient emporté sur Simon et Himmler:

> «A Berlin, la même double tendance existait, tendance Simon et tendance Von Falkenhausen. Le Reichsführer SS Himmler était partisan de l'annexion du sud du Luxembourg mais l'administration militaire allemande a fini par accueillir les objections formulées par Bruxelles qui présentaient que l'on mettrait le feu aux poudres en agissant de la sorte.» [118]

Si l'attitude du Roi ne fut pas décisive dans l'affaire, ses protestations jouèrent leur rôle et méritent d'être signalées. Il existe à ce sujet un témoignage plus précis recueilli par Jean Gyselinx et publié dans le *Quotidien* du 26 mai 1946. C'est celui de Daisy Barnich, la fille du pharmacien Fritz Barnich, président de l'Association Commerciale et

---

115 Déposition de Léon Haulot (J.M.B., *Proc. Zender*).

116 C. DECKER, «Intrigues Nazistes», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 10 et 11.X. 1944, n° 16, p. 1.

117 Selon le témoignage de M. Ferdinand Clesse, ancien sous-officier détaché à la Sûreté, Léopold III aurait fait une démarche à Berlin en faveur d'Arlon via sa soeur Marie-José. Déposition recueillie à Waltzing le 7 septembre 1984.

118 J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. 18.IV.1947.

Industrielle d'Arlon. Agée à l'époque d'une vingtaine d'années, elle se souvient très bien dans quelles circonstances son père, personnalité locale et membre de la Résistance, reçut la visite d'un patriote luxembourgeois ayant dérobé dans le bureau du *Gauleiter* Simon des documents relatifs à une annexion imminente d'Arlon au *Reich*. L'action se déroulait dans le courant de l'année 1941 [119]. Après avoir informé des faits le président provincial de la Croix-Rouge, le docteur Hollenfeltz, Fritz Barnich se rendit avec lui chez le baron Greindl qui, devant ces fâcheuses nouvelles, dépêcha aussitôt au Palais de Bruxelles, son conseiller juridique, le comte Harold d'Aspremont-Lynden. Quelques heures plus tard, après un entretien avec une personnalité de la Cour, Léopold III était au courant de la situation et en mesure d'entamer une démarche auprès de Von Falkenhausen. Jean Gyselinx ajoute à ce témoignage:

> «Von Falkenhausen se montra très impressionné. Froissé au surplus de ce que Berlin ne l'avait pas averti du projet, et trop heureux de jouer un bon tour à l'administration civile nazie qui fut, pendant la guerre, la bête noire de l'élément militaire, il signifia aux annexionnistes qu'ils n'avaient pas à s'immiscer dans les affaires relevant de sa juridiction. Et cette fois, il obtint gain de cause.» [120]

Par décision du 26 novembre 1943, il fut interdit au baron Greindl de continuer à exercer ses fonctions de gouverneur du Luxembourg. Peu après il fut déporté au camp de Buchenwald où il mourut. Fritz Barnich fut arrêté durant la nuit du 24 au 25 août 1944, celle de l'assassinat d'Hollenfeltz, par la Sipo d'Arlon. Le pharmacien fut déporté au camp de Neuengamme et mourut quelques mois plus tard.

14. CONCLUSIONS SUR LE «*DEUTSCHE SPRACHVEREIN IN AREL*»

Officiellement les buts du *Sprachverein* étaient l'élévation et l'entretien de la langue maternelle, la reconstruction de la communauté germanique d'Arlon, la fortification dans leur conscience allemande et dans leur germanisme des *Volksdeutsche* de la région. L'organisation du groupement était basée sur la vieille formule latine «du pain et des jeux». Les membres recevaient des avantages très appréciés. La distribution gratuite de pommes de terre fut particulièrement populaire. Tous les moyens de propagande furent utilisés, du spectacle de marionnettes en patois à la

---

119 Mme Daisy Barnich, fonctionnaire aux Nations-Unies à New York, a confirmé et complété son témoignage, lors d'un retour à Arlon, le 17 août 1984.

120 J. GYSELINX, «Un point d'histoire: en 1941, la région d'Arlon, à deux doigts de l'annexion, fut sauvée grâce au Roi», dans *Le Quotidien*, 26.V.1946, p. 1.

publication du *Heimatkalender*. Le véritable inspirateur du *D.S.V.*, le «deus ex machina», celui qui agissait dans les coulisses, était le Dr Zender, *Kriegsverwaltungsrat* à la *Kreiskommandantur*. C'est lui qui donnait toutes les directives sous forme de conseils religieusement exécutés.

Le véritable objectif du cercle linguistique était de préparer le Pays d'Arlon à une annexion ultérieure. Toute la population en était consciente. L'Allemagne se ménageait une zone inféodée à son influence, qui pourrait un jour être absorbée totalement avec ses habitants, son industrie et les produits de son sol. Au cas où la guerre se terminerait par un compromis, l'Allemagne pouvait éventuellement se réserver une satisfaction territoriale compensatoire en obtenant l'annexion au Grand *Reich* d'un territoire peuplé d'individus utilisant en majorité un patois allemand et qui avaient montré, par leur adhésion au *D.S.V.*, leur désir d'être membres de la communauté germanique. Au cas où la guerre se terminerait par une défaite de l'Allemagne, elle laissait dans certaines régions du pays des foyers de discorde pouvant donner plus tard prétexte à de nouvelles interventions. Enfin le *Sprachverein* était un bon moyen pour les collaborateurs et les traîtres de se noyer dans la masse des flottants et des hésitants sous des prétextes d'ordre linguistique. Cela n'évita pourtant pas le peloton d'exécution au bourgmestre Lucien Eichhorn, à l'échevin Majeres, au gestapiste Lespagnard, la prison à vie pour le président du *Sprachverein* Léopold Maas et d'autres. La sévérité du Conseil de guerre d'Arlon fut grande envers les simples membres du mouvement. On ne fit pas de cadeau aux Arlonais qui avaient payé les deux francs de cotisation, reçut l'*Areler Volkszeitung* et participé aux distributions de pommes de terre : un an de prison les attendait. Selon des statistiques établies par l'ancien auditeur général Jean Gilissen, la province de Luxembourg connut 676 condamnations politiques, représentant le pourcentage de la population le plus élevé de Wallonie et de Bruxelles, hormis les cantons de l'Est.

Le *Deutsche Sprachverein* fut un échec total, et c'est dans un contexte de grande amertume, autant parmi ses dirigeants que parmi les officiers de la *Kommandantur* et de la Sipo, que se situent l'arrestation d'une quarantaine d'otages fin août 1944, l'exécution sommaire de deux d'entre eux, la déportation et la mort de vingt-quatre autres. De plus, au travers du *Sprachverein*, l'Allemagne avait tué pour la deuxième fois en l'espace de trente ans, la langue luxembourgeoise dans le Pays d'Arlon. Il fallut trente ans pour la réhabiliter.



Carte du Pays d'Arlon qui resta belge en 1839, bien que germanophone.



Die fliegende Taube.

Katholisches Volksblatt.

AUBEL — Druck und Verlag von JOSEPH WILLEMS — Telephon: AUBEL Nr. 4.

37. JAHRGANG — SAMSTAG 4. AUGUST 1934 — NUMMER 62. Sonderausgabe für die Provinz Luxemburg

Der Bund der Deutsch-Belgier. Abteilung Provinz Luxemburg

Dem Könige aller Belgier

An unsere Leser!

Unsere Vorkämpfer
G. KURTH

DIMANCHE, 19 AOUT 1934

MIR WELLE JO KENG PREISEN SIN

Nous ne voulons pas être des Prussiens

Journal créé par souscription publique pour répondre au FLIEGENDE TAUBE

Une infâme provocation

Lettre ouverte à M. le Curé Schaul

Ce que les catholiques pensent du B. D. B.

La distribution dans la région arlonaise, le 4 août 1934, du journal *Die Fliegende Taube*, fut ressentie par la population comme une provocation. La réponse de l'Administration communale: *Nous ne voulons pas être des Prussiens*, un journal financé par souscription publique parut le 19 août 1934.



Arlon en 1942. Au sommet de la «*Knippen*», l'église Saint-Donat.



Le paysan de l'*Arelerland* vu par un artiste nazi.



Léopold Maas, président du *Sprachverein*.

ARELER VOLKSZEITUNG

Geschäftsstelle: Buchhandlung Moritz Arel, Grossgasse 14. Tel. 690. Postscheckkonto Nr. 397.861. — Drucker: René Walravens, Arel.

Die Areler Volkszeitung erscheint wöchentlich einmal. — Anzeigen-Aufträge werden in der Geschäftsstelle entgegengenommen.

2. Jahrgang Nr. 31 — Arel, Sonnabend 8. August 1942 — Preis: Einzelverkauf frs. 1.—, Abonnement: Vierteljährlich frs. 12.—

Ein Jahr „Areler Volkszeitung"

Als wir im Sommer 1941 in kleinem Kreise den Plan erörterten, eine deutschsprachige Zeitung in Arel zu gründen, da fanden sich sofort angeblich gute Freunde, die uns eindringlichst klarzumachen versuchten, dass die Zeitung nicht gegründet werden dürfe, dass die Gründung zu einem grossen Reinfall werde usw. Kein Mensch werde sie lesen; ein guter wohlmeinender Freund meinte: »Ihr bekommt keine zwanzig Bezieher.«

Alle diese Ratschläge aber brachten uns von unserem Plane nicht ab. Nach gründlicher Vorbereitung erschien am 9. August vorigen Jahres die erste Nummer der Areler Volkszeitung. Das Erscheinen einer deutschsprachigen Zeitung hat in Arel damals Aufsehen erregt. Der Kreis in Arel, dem es nicht passt, dass er darauf verzichten muss, seine widerwärtigen Gehässigkeiten gegen das bodenständige Deutschtum anzubringen, hat natürlich gegen unsere Zeitung gearbeitet. Da gab es Leute, die glaubten eine Heldentat zu vollbringen, wenn sie unter Verschweigen ihres Namens eine Zeitungsnummer zurückschickten. Wir haben uns dadurch nicht aus der Ruhe bringen lassen. Und erst als unsere Gegner sahen, dass sie uns nicht beeindrucken konnten, haben sie auf ihre Kindereien verzichtet.

Wir versprachen unseren Landsleuten in der ersten Nummer, dass wir aus der neuen Zeitung ein Heimatblatt im wahrsten Sinne des Wortes machen wollten. Darin werden wir keinen unserer Leser enttäuscht haben. Jede Nummer brachte bisher eine grosse Anzahl von aktuellen Kurznachrichten. In jeder Nummer finden unsere Leser Bilder aus der Gegend von Arel, nicht nur Fotos, sondern auch alte, den meisten Lesern unbekannte Zeichnungen von der Stadt, und dann in grosser Zahl Zeichnungen der Künstler die an unserer Zeitung von Anfang an mitarbeiten. In fast jeder Nummer brachten wir heimatkundliche Aufsätze über die Geschichte, Sprache und Volkskunde der Areler Gegend. Unser Spichten-Mitarbeiter hat seinen Vorrat neu aufgefüllt und wird von der nächsten Nummer ab wieder regelmässig einige Spichten in Areler Mundart beisteuern.

Es ist selbstverständlich, dass unsere Zeitung sich in besonderem Masse für die deutsche Muttersprache einsetzt und über das kulturelle Leben in der Stadt und in der deutschsprachigen Gegend berichtet. In der Verteidigung unserer deutschen Muttersprache besteht ja unsere eigentliche Aufgabe.

Wir haben es allerdings bisher vermieden, gegen unsere Gegner in der gleichen Weise vom Leder zu ziehen, wie diese es vor dem Kriege gegen die deutsche Sprache getan haben. In dem gehässigen Ton eines Herrn Hobaru schreibt nur der, der selbst fühlt, dass er Unrecht hat.

Wir sind aber entschlossen, in dem Kampf um die Rechte der deutschen Muttersprache nicht um einen Zoll zurückzuweichen. Wir arbeiten dafür, dass unsere Heimat deutschsprachig bleibt, dass in Arel die deutsche Sprache, das deutsche Volkstum und die deutsche Kultur wieder aufblüht, und dass der deutschen Sprache auch im öffentlichen Leben die volle Gleichberechtigung zuteil wird.

In dieser Hinsicht unterstützen wir die gleichlaufenden Bestrebungen des Deutschen Sprachvereins in jeder Weise und arbeiten aufs engste mit ihm zusammen.

Unsere Gegner mögen sich nur ja nicht der Hoffnung hingeben, diese Arbeit für die deutsche Muttersprache fände bei dem heimatgebundenen Areler keinen Widerhall. Da die Feinde des Deutschtums fast alle volksfremd sind und zu den wirklichen Arelern wenig Beziehungen haben, merken sie ja gar nicht, was in dem Areler vorgeht. Wie oft ist mir von Leuten aus Arel gesagt worden, dass man das, was in der Zeitung über die Areler Verhältnisse, über die deutsche Muttersprache und die Abstellung der Mängel geschrieben ist, von ganzem Herzen gutheisse, und zwar von Leuten, die bisher noch gar nicht öffentlich für unsere Bestrebungen und die des Deutschen Sprachvereins eingetreten sind.

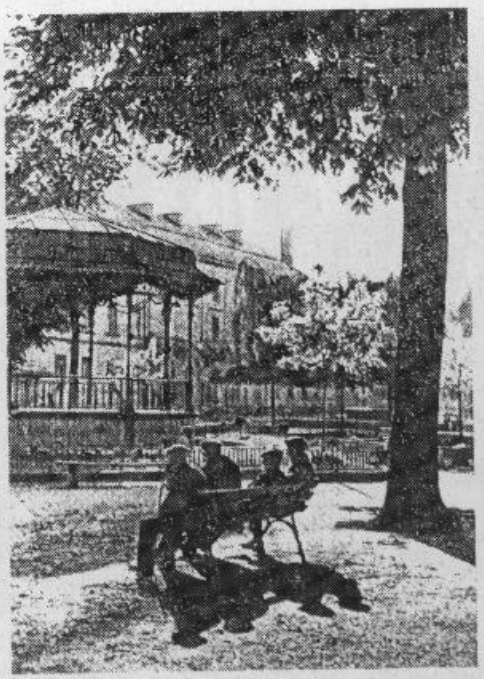
Die Areler Volkszeitung bedeutet für sehr viele unserer Leser mehr als gemeinhin eine Tageszeitung. Sie wird in vielen Häusern der Areler Gegend gesammelt und auch für später aufbewahrt.

Wir werden in unserer Arbeit unbeirrt fortfahren und unser Blatt weiter ausbauen. In Vorbereitung ist zur Zeit ein Areler Heimatkalender, der in gleicher Weise wie unsere Zeitung Bilder, Erzählungen und Aufsätze über unsere Areler deutsche Heimat bringen wird. So werden wir Zug um Zug die Arbeit für unser deutsches Volkstum ausbauen. Die Areler Volkszeitung aber wollen wir im kommenden Jahr noch mehr als Heimatblatt gestalten, als es im vergangenen Jahr schon der Fall war.

Schon vor 400 Jahren hat ein Mann, Hans Michael Moscherosch, der aus einem Ort an der Sprachgrenze stammte, gewarnt:

> Wer seine Muttersprach
> Setzt einer fremden nach,
> Uber den kommt die Rach
> Und fremd Ungemach.

Wir wollen unsere Landsleute davor bewahren, ihre Muttersprache noch länger einer andern nachzusetzen.



Sonntag in Arel — Aufnahme: AVZ.

Die kaukasische Landbrücke

Nach dem kämpfenden Überschreiten des Donunterlaufs dringen unsere Truppen nach Süden in einem Gebiet vor, das im Rahmen der europäisch-asiatischen Geschichte eine wechselvolle Rolle spielte und seinem Namen von dem gewaltigen Gebirgsmassiv des Kaukasus hat, das sich wie eine mächtige Barriere, an beiden Flanken an Meere grenzend, zwischen Europa und Asien legt.

Die kaukasische Landbrücke erstreckt sich zwischen Don und Wolga im Norden und dem Araxfluß im Süden über eine Länge von 900 Kilometer und zwischen dem Schwarzen und Asowschen Meer im Westen sowie dem Kaspischen Meer im Osten über eine Breite von durchschnittlich 700 Kilometer, bedeckt also mit etwa 630 000 Quadratkilometer Raum eine Fläche von der Größe Deutschlands (ohne Generalgouvernement). Der größte Teil des Südens dieser Landbrücke wird von den bis zu 5600 Meter ansteigenden 1100 Kilometer langen und 400 Kilometer breiten Gebirgsketten des Kaukasus und seiner südwestlichen und südlichen Ausläufer eingenommen.

Die kaukasische Landbrücke hat im Laufe der Geschichte der letzten 3000 Jahre neben den Dardanellen (als Hauptländerverbindung zwischen Europa und Asien) eine große Bedeutung gehabt. Über den Kaukasus gingen seit altersher wichtige Völker- und Handelswege. Der Suramspaß im Südkaukasus ist in der Geschichte der kaukasischen Völker die Grenzscheide zwischen dem griechisch-römisch-byzantinischen und dem asiatischen Einfluß gewesen. Alles was westlich des Passes lag, unterlag der europäischen und was östlich davon lag der asiatischen Kultur. Noch heute lassen sich diese Unterschiede deutlich erkennen.

Die Russen unterwarfen sich in harten Kämpfen die kaukasische Landbrücke seit Peter dem Ersten, doch sahen sie sich erst seit dem Frieden von San Stefano im Jahre 1878 im endgültigen Besitze des gesamten Gebietes. Mehr als 40 Jahre (seit 1825) hatten sie gebraucht, um allein die wilden kaukasischen Bergvölker (vor allem die Tscherkessen) zu unterwerfen, die sich besonders im östlichen Kaukasus unter dem Imam Schamyl am hartnäckigsten verteidigten und erst nach dem Fall ihrer Bergfestung Gunib (1856) befriedet werden konnten. Die Tscherkessen gaben im Jahre 1863, ihren Widerstand auf. Aber im Grunde haben die kaukasischen Völker, besonders die großen Stämme der Georgier, der Armenier und von Aserbeidschan, ihren Drang nach Freiheit nie aufgegeben. Das erwies sich zunächst beim Zusammenbruch des alten Zarenreiche 1917, als sich die Völker des Kaukasus von Rußland lösten und selbständig machten. Georgien, Aserbeidschan und Armenien schlossen sich zum Transkaukasischen Bund zusammen, und zwar unter dem Schutze deutscher und türkischer Truppen. Nach deren Abzug am Ende des ersten Weltkrieges konnten sich die jungen kaukasischen Staaten zwischen Rostow—Astrachan und Batum—Baku nur wenige Jahre gegen den Ansturm der Bolschewisten halten, die ihnen zwar ausdrücklich ihre Selbständigkeit bestätigt hatten, sie aber nichtsdestoweniger in den Jahren von 1920 bis 1922 in blutigen Kämpfen unterwarfen und dann unter dem schreckensvollen Einsatz der Tscheka, dem viele Tausende von Menschen zum Opfer fielen, bolschewisierten. Zwar erhielten die kaukasischen Völker

L'*Areler Volkszeitung*, organe hebdomadaire du *Sprachverein*, avait un tirage de 2.000 exemplaires.



A Luxembourg, le *Gauleiter* Gustav Simon rêvait de détacher le pays d'Arlon de la Belgique pour une annexion de fait.



Les dirigeants des principaux services allemands pendant la guerre, réunis à l'hôtel de ville à l'invitation du collège échevinal collaborateur mis en place dès 1941. On reconnaît notamment au premier rang le capitaine SS Heinz Boetcher, chef de la Sipo, le major Julius Lippert, ancien bourgmestre de Berlin, nommé *Kreiskommandant* à Arlon en mai 1943, le Dr Matthias Zender, conseiller politique et culturel à la *Kreiskommandantur*, et le bourgmestre Lucien Eichhorn.



L'éloge funèbre de deux légionnaires wallons, tombés au front de l'est, est prononcé par le président du *Sprachverein* au cimetière d'Athus.



Les dirigeants du *Sprachverein* devant les locaux du mouvement, rue d'Aubange à Athus.



Photographiés à la gare de Luxembourg, un groupe d'enfants de l'*Areler Volksjugend*, en partance pour un camp de vacances en Allemagne.



Herr Doktor ZENDER,
Monsieur Lucien EICHORN, dit le Spirou,
Monsieur Léopold MAAS, dit le Brâmant,
Monsieur MAJERES, dit le Bistrot,
Monsieur Désiré LESPAGNARD, dit le Voleur,
Les tueurs de la Gestapo
et les nombreux parents, amis, inscrits et sympathisants,
ont la profonde douleur de vous faire part de la mort cruelle et rapide de

Sprachverein

leur fils et enfant bien-aimé, décédé après une longue frousse, le 1er septembre dernier, malgré les soins dévoués des deux docteurs Muller.

Le corps a été transporté par auto-car spécial dans son pays d'origine, au-delà de la Moselle; sa perte laisse inconsolés tous ceux qui l'avaient fréquenté d'un peu près.

Dans l'impossibilité de répondre elles-mêmes, et pour couse, les familles éprouvées à la suite de ce deuil par l'absence de rations supplémentaires, vous remercient des timbres de ravitaillement que vous avez bien voulu leur faire parvenir.

Les Tondues de la Rue Castilhon vous recommandent tout spécialement son souvenir.

Le prochain numéro de l'«Areler Volkszeitung» donnera un compte-rendu des discours prononcés aux funérailles.

Comme dans tout le pays, des «faire-part» annonçant le décès des institutions du IIIe *Reich* furent distribués à Arlon. Celui du *Sprachverein* remporta un large succès.

Kristel De Smedt

DE HERZIENING VAN DE SCHOOLBOEKEN TIJDENS DE BEZETTING (1940-1944)

Eén van de voornaamste betrachtingen van de bezetter was het leven van elke dag zó spoedig mogelijk normaal te laten verlopen. Ten aanzien van de jeugd betekende dat o.a. het herstel van het schoolleven. De materiële omstandigheden (voedsel-, kolen-, textielschaarste) én het ingrijpen van de bezetter in het leer- en leefpatroon waren er de oorzaak van dat men hier maar ten dele in slaagde.

Enerzijds wilde Duitsland via aangepaste propagandamiddelen de Nieuwe Orde-ideeën ook ingang doen vinden bij leerlingen, leerkrachten en schoolhoofden. Het nationaal-socialisme stelde immers dat het onderwijs één van de allerbelangrijkste opvoedingsorganismen was. De opvoeding van de jongeren is de primaire funktie van de samenleving en dient te gebeuren in én door de gemeenschap. Zodoende hoopte de bezetter dat ook in het middelbaar onderwijs de nazi-ideologie sterk naar voor zou kunnen treden. Vooral de lessen geschiedenis, aardrijkskunde, voordracht en Duitse taal leenden zich perfekt tot het bereiken van dit doel.

Anderzijds was de bezetter bevreesd voor anti-propaganda in het onderwijs. Op straffe van harde sankties moesten alle tekenen van Duitsvijandigheid uit de scholen worden verwijderd. Hierom precies richtte men een schoolboekenkommissie op die er niet alleen moest voor zorgen dat alle gebruikte handboeken werden gezuiverd van anti-Duitse passussen, maar bovendien ook de mogelijkheid bood om de bezwarende teksten te vervangen door pro-Duitse.

In dit artikel [1] trachten we na te gaan hoe deze kommissie werkte, wat de resultaten waren en wat de betrokkenheid was van de Belgische en Duitse instanties.

---

1 Gebaseerd op onze licentiaatsverhandeling *Schoollopen in oorlogstijd : Het dagelijkse leven in de middelbare scholen tijdens de Duitse bezetting*, Leuven, K.U.L., 1990, 124 p. gestenc.

DE VOOROORLOGSE SITUATIE

Het zou verkeerd zijn te stellen dat de schoolboeken van de jaren twintig en dertig een volledige objektiviteit betrachtten. De jarenlange strijd van Belgische soldaten in de Eerste Wereldoorlog was voor bepaalde vakken zoals geschiedenis, zedenleer en Nederlandse literatuur een aanleiding om de leerlingen een flinke portie vaderlandsliefde bij te brengen. In concreto betekende dit dat alle vijanden van de Belgische Staat sympatiek werden voorgesteld [2].Scheldwoorden zoals "barbaren" of "bloeddorstige duivels" werden frekwent gebruikt en hadden betrekking op het Duitse leger. De Belgische soldaten daarentegen waren dappere en hefdhaftige krijgers die ten strijde trokken tegen het hoogmoedige Duitsland dat er vast van overtuigd was dat God heel Europa voor hen bestemd had. Ook het gewone volk bood moedig weerstand tegen de "plagerijen en hatelijkheden" van de Duitsers [3]. Dergelijke uitspraken bewijzen inderdaad dat de vooroorlogse handboeken enigszins subjektief ingesteld waren. Sekretaris-generaal van Onderwijs Nijns probeerde twee tegengestelde doelstellingen met elkaar te verzoenen. Hij was een fervent voorstander van het gebruik van handboeken, "welke door een objektieve studie van ideeën en feiten, tegelijkertijd wijzen op de verplichting der vaderlandsliefde en op de plichten der internationale moraal". Anderzijds was hij besloten alle werken die haat tussen volkeren en rassen propageerden, uit de onderwijsinstellingen te weren [4].

In 1939 en 1940 werden verscheidene verbeteringsraden voor het middelbaar-, normaal-, technisch-, lager- en bewaarschoolonderwijs opgericht. Elke verbeteringsraad bestond uit ten hoogste twintig leden, bij Koninklijk Besluit benoemd voor een periode van vier jaar. Het was de minister van Onderwijs E. Soudan die de raad bijeenriep en voorzat. De verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs was onder andere belast met het uitbrengen van advies over de leerplannen, en meer algemeen, over alle kwesties die het middelbaar onderwijs konden aanbelangen. Zo ook diende men alle handboeken, prijsboeken en literaire werken bestemd voor de schoolbiblioteken te beoordelen op hun pedagogische, morele en

---

2 In verband met de schoolboekencensuur is reeds eerder in UFSAL-Brussel een seminariewerk gemaakt. Zie hiervoor : A. KELDERS, *Het schoolboekenwezen in België tijdens de Duitse bezetting, 1940-1945*, Brussel, 1988.

3 Zie ook bijlage 1, waar enkele passussen uit een geschiedenisboek uit de vooroorlogse periode én na de censuur worden vergeleken (R. HEBETTE en M. HOET, *Geschiedenis van België*, Lier, 1938, p. 103 - C. LECLERC, *Geschiedenis van België*, Luik, 1923, p. 187).

4 Brief van C. Huysmans aan het middelbaar- en normaal onderwijs van 10/IV/1926 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2) - Nota van Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 16).

metodologische waarde [5]. De bibliotekaris-archivaris van de raad stelde achteraf een katalogus samen van de goedgekeurde boeken en werken. Uit deze lijst konden de schooldirekties en leerkrachten het materiaal kiezen dat zij op hun school wensten te gebruiken [6]. Hieruit blijkt dat men tijdens de vooroorlogse periode vooral geneigd was schoolboeken te gebruiken welke vanuit een duidelijk patriottisch standpunt geschreven waren.

OPRICHTING VAN DE HERZIENINGSKOMMISSIE

Op 8 oktober 1940 besloot het Komitee van de Sekretarissen-generaal tot het oprichten van een kommissie belast met de herziening van de schoolboeken voor het normaal-, middelbaar-, lager- en bewaarschoolonderwijs die eerder waren goedgekeurd door de verbeteringsraden. Het voorzitterschap werd toevertrouwd aan Jan Grauls, goeverneur van de provincie Antwerpen en later burgemeester van Groot-Brussel [7].

Enkele dagen later maakte ook *Militärverwaltungschef* Reeder de bedoeling van de bezetter bekend aan de voorzitter. De kommissie kreeg een dubbele taak opgelegd. Zij was belast met het verwijderen van alle schoolboeken die de Duitse eer en de historische objektiviteit schonden. De Belgische leerboeken moesten gezuiverd worden van alle subjektieve en Duitsonvriendelijke passussen. Anderzijds eiste de *Militärverwaltung* een uniformizering van de schoolboeken [8]. Als doel werd vooropgesteld

---

5 De verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs was enkel bevoegd over het rijksonderwijs. Elk lid kreeg per zitdag 30 BF. Maar alle leden van het rijkspersoneel, behalve de leerkrachten, kregen geen zitpenning.

6 KB i.v.m. oprichting van Verbeteringsraden op 20/XIII/1939, (*Belgisch Staatsblad*, nr. 31, december 1939, p. 8880-8881) - KB i.v.m. oprichting verbeteringsraad voor middelbaar onderwijs van 29/III/1940 (*MMOO*, 1940, dl I, p. 35-36).

7 TTB, nrs. 12-13, dec. 1940 - jan. 1941, p. 38 (NCWOII) - Besluit van 8/X/1940 i.v.m. oprichting kommissie belast met herziening schoolboeken, (*Belgisch Staatsblad*, nr. 127-128 (11-12 oktober 1940), p. 1263, zie ook bijlage 2 - Jan Grauls (1887-1960) promoveerde in 1910 tot Doctor in de Germaanse Filologie aan de K.U.L. Vanaf 1911 was hij werkzaam bij het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken. Als lid van de Vlaamse Academie (vanaf 1934) ijverde hij voor een verbetering van de Nederlandse taal en het eerlijk toepassen van de taalwetten. Ten gevolge van zijn oorlogsaktiviteiten - lid van de Nederlandse Cultuurraad; goeverneur van Antwerpen; burgemeester van Groot-Brussel - werd hij in 1945 veroordeeld tot 5 jaar gevangenis en een schadevergoeding van 25 miljoen BF aan de Belgische Staat. In 1947 kwam hij vrij en bleef op literair vlak aktief (*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Tielt, 1973, dl I, p. 613 - J. GALLANT, *Archief Jan Grauls*, Brussel, 1973, p. 1 en p. 5 - A. KELDERS, *Herziene schoolboeken*, in *Schoollopen in oorlogstijd. Het dagelijks leven van middelbare scholieren tijdens de Duitse bezetting. 1940-1944*, Brussel, 1988, p. 25).

8 Brief van *MV* aan Grauls van 16/X/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2) - A. KELDERS, *Herziene schoolboeken*, p. 25.

dat in alle Belgische scholen voor een bepaald vak éénzelfde handboek zou gebruikt worden [9]. Maar reeds vlug zou blijken dat deze maatregel praktisch niet te verwezenlijken was. Wel slaagde de kommissie erin het aanbod handboeken per vak enigszins te beperken [10].

De kommissie ter herziening van de schoolboeken bestond aanvankelijk uit negen leden die allen de Belgische nationaliteit bezaten. Dit laatste kunnen we beschouwen als een toegeving van de bezetter die in andere landen, zoals bijvoorbeeld Frankrijk, een kommissie samenstelde waarin enkel Duitse officieren zetelden [11]. Op de voorzitter na waren alle leden van de kommissie als leraar, professor of inspekteur in het onderwijs werkzaam. Ambtshalve maakten zij dan ook deel uit van het kommissiewerk [12]. Bij de oprichting van deze kommissie was het ook de bedoeling twee vertegenwoordigers van het vrij onderwijs bij het werk te betrekken, maar Kardinaal Van Roey reageerde hierop afwijzend [13].

Doorheen de ganse bezettingsperiode heeft de samenstelling van de kommissie geregeld wijzigingen ondergaan. Zo werden einde 1940 de afgetreden leden Halkin en Corin vervangen door Piret, respectievelijk Simar. En in 1942 werd na het ontslag van Bonenfant, Puttemans als diens plaatsvervanger aangeduid [14]. Het was eveneens in het jaar 1942 dat de kommissie werd uitgebreid tot elf leden [15]. Vanaf dit ogenblik was het dan ook mogelijk een meer definitieve taakverdeling door te voeren [16]. Toch is het zeker niet onbelangrijk op te merken dat niettegenstaande het feit dan enkel Belgen in de kommissie zetelden, enkelen onder hen als voorstanders van de Nieuwe Orde-ideeën bekend stonden. We hebben het

---

9 De uniformizering van de schoolboeken moest gebeuren naar Duits-Italiaans voorbeeld.

10 Notulen Kommissievergadering van 7/XI/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2). Voortaan geciteerd : Notulen...

11 Nota Nijns (ARA *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 14).

12 De samenstelling van de Kommissie zag er in het begin als volgt uit : J. Grauls, wn. goeverneur van de provincie Antwerpen, voorzitter; P. Bonenfant, historicus, hoogleraar ULB; Corin, hoogleraar RU Luik; Dugaillez, inspekteur middelbaar en normaalonderwijs; L.-E. Halkin, historicus, hoogleraar RU Luik; L. Roels, inspekteur-generaal lager onderwijs; J. Quicke, inspekteur middelbaar en normaalonderwijs; R. Van Roosbroeck, leraar gemeentelijke normaalschool te Antwerpen en J. Van de Wiele, leraar Koninklijk Ateneum te Antwerpen. Voor verdere informatie, zie ook bijlage 3.

13 Brief van Nijns aan Grauls van 30/XI/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

14 Besluiten van 15/XI/1940 en 5/XII/1940 (*MMOO*, 1940, dl I, p. 101 en 116) - Besluit van 3/IV/1942 (*MMOO*, 1942, dl I, p. 27). Piret, direkteur normaalschool Hoei; Simar, leraar Koninklijk Atheneum Deurne; Puttemans, leraar.

15 Besluit van 3/IV/1942 (*MMOO*, 1942, dl I, p. 27). Dupont, studieprefekt Koninklijk Atheneum Koekelberg; Dupois, hoofdopziener Lagere School Doornik.

16 Zie bijlage 3.

hier namelijk over de voorzitter en de leden Van Roosbroeck en Van de Wiele die bereid waren vrijwillig mee te werken met het bezettingsregime en als vertrouwenspersonen van de *Militärverwaltung* hun werk in de kommissie verrichtten [17]. Anderzijds werden alle leden verzocht hun taak *au sérieux* te nemen. Op een aanvraag tot ontslag of weigering tot medewerking werd dikwijls negatief gereageerd. Het werk van de kommissie viel binnen de ambtsplicht en daar kon men niet aan ontsnappen, aldus Sekretaris-generaal Nijns. Zo ook werd in juni 1943 het ontslag van Dupont geweigerd [18].

De zittingen van de kommissie vonden eemaal per maand plaats in Brussel. Naarmate de oorlog vorderde, nam de frekwentie van de bijeenkomsten steeds af. In mei 1944 was de aktiviteit en het entoesiasme van de kommissieleden reeds danig verzwakt. De laatste vergadering ging door op 31 mei 1944, maar slechts enkelen waren paraat, ook mede door het voortdurende gevaar voor bombardementen [19]. Aanvankelijk beperkte het werk van de kommissie zich tot het kontroleren van alle geschiedenisboeken. Maar geleidelijk aan breidde haar aktiviteit zich ook uit tot het nakijken van de handboeken aardrijkskunde, Nederlandse taal, muziek en zang, zedenleer, Duitse taal, e.d.

Om de werking van de kommissie te vergemakkelijken werd er in 1942 een taakverdeling opgesteld. Men zorgde ervoor dat de leden in groepen van twee werden verdeeld. Elk duo was belast met de kontrole van de handboeken van één of meer vakken [20]. Enerzijds moest deze manier van werken voorkomen dat de beoordeling té persoonsgebonden zou zijn, maar anderzijds verhinderde dit een vlugge en efficiënte aanpak. Sommige kommissieleden hadden nu eenmaal een andere vizie op het beoordelen van de boeken, zodat de onderlinge koördinatie dan ook vlug zoek was [21].

Na een diepgaand onderzoek kreeg elk handboek een kwoteringscijfer toebedeeld. Dit beoordelingscijfer maakte duidelijk of het desbetreffende boek al dan niet wijzigingen moest ondergaan [22]. Er dient op gewezen dat het de taak was van de kommissie om de gevaarlijke passussen aan

---

17 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 14).

18 Notulen... 9/VI/1943 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,3).

19 Notulen..., 31/V/1944 (NCWOII, *Ibid.*, mic. 49,2).

20 Zie bijlage 3.

21 Notulen... 7/XI/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,3).

22 Notulen... 23/X/1940 (NCWOII, *Ibid.*, mic. 49,2). Beoordelingscijfers : A1 - werken moeten verdwijnen (gaan naar de papierslag); A2 - werken moeten voorlopig verdwijnen; A3 - lichte wijzigingen aanbrengen; A4 - werken mogen behouden blijven. B - geeft beoordeling op pedadogische waarde.

te duiden. Zij beschikte dus niet over de bevoegdheid zelf wijzigingen in de tekst aan te brengen of suggesties van die aard te doen [23].

De kontrole van de schoolboeken gebeurde meestal bij de kommissieleden thuis. Tijdens de vergaderingen hield men zich bijna uitsluitend bezig met het bespreken van de precieze opdracht van de schoolboekenkommissie, de taakverdeling én het opstellen van een specifieke kode bij de beoordeling van de handboeken, het evalueren van de bekomen resultaten, het bespreken van eventuele bevoegdheidskonflikten, het kommentariëren van de rondzendbrieven en de opmerkingen van Sekretaris-generaal Nijns en het overmaken van de orders afkomstig van de *Militärverwaltung* [24]. De resultaten van de kontrole werden achteraf meegedeeld aan de uitgevers en de scholen van het rijks-, provinciaal, gemeentelijk, stedelijk en vrij onderwijs. Zij kregen de lijsten van de reeds beoordeelde werken en handboeken toegestuurd [25].

Na verloop van tijd kregen niet alleen boeken met Duitsonvriendelijke fragmenten, maar ook de werken van Joodse, Engelse en Amerikaanse auteurs een slechte kwotering (d.i. A1 of A2-cijfer). Dikwijls wist de kommissie zelf niet wat aanvangen met deze Joodse werken, zodat men genoodzaakt was de hulp van de *Militärverwaltung* in te roepen die vanzelfsprekend hierover een negatief oordeel velde. Dit leidde soms tot protest van sommige kommissieleden zoals Dupont, die zich sterk verzette tegen het rechtstreeks of onrechtstreeks uitlokken van een Duits onderzoek tegen auteurs of uitgevers die ervan verdacht werden Jood te zijn [26].

Tot besluit kunnen we stellen dat doorheen de bezettingsperiode de taak van de kommissie steeds meer werd uitgebreid, zodat het bestaan en de werking van de verscheidene verbeteringsraden dan ook overbodig was geworden.

REAKTIES VAN DE BETROKKEN INSTANTIES

Van de uitgevers werd verwacht dat zij de laatste editie of eventueel de laatste proef voor een nieuwe editie van een bepaald handboek of literair werk zouden opsturen naar de kommissie ter herziening van de

---

23 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 3).

24 Notulen... 23/X/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

25 TTB nr. 16, april 1941, p. B 15 (NCWOII) - Notulen... 4/XII/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

26 Notulen... 30/IV/1941, 10/V/1941 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2) en 6/X/1943 (NCWOII, *Ibid.*, mic. 49,3).

schoolboeken. Bovendien waren ze verplicht de juiste datum van de uitgave op het werk te vermelden, dit om bedrog te voorkomen [27]. Achteraf kregen zij ook een eksemplaar van de lijst met alle tot dan toe gekontroleerde boeken toegestuurd. Vanaf dat ogenblik gold het verbod nog langer werken, met een beoordeling A1 of A2, te drukken en op de markt te brengen, tenzij in herziene versie [28]. Maar de uitgeverijen probeerden in de praktijk dikwijls de richtlijnen van de kommissie te ontduiken, met als gevolg dat vele scholen nog in het bezit waren van boeken die eerder waren veroordeeld. Daarom het voorstel van Van Roosbroeck om op geregelde tijdstippen een strenge inspektie bij de uitgevers door te voeren[29]. De Vlaamse Uitgeversbond wees de Kommissie in september 1941 ook op het probleem van de papierschaarste. Men vroeg de Duitse autoriteiten om de toelating de schoolboeken waaraan slechts lichte wijzigingen moesten worden aangebracht, d.i. beoordeling A3, tot het einde van het schooljaar te mogen gebruiken. Hoe gering de aan te brengen korrekties ook waren, een grote hoeveelheid papier diende voor de herdruk van bepaalde passussen te worden gebruikt. Dergelijke verspilling van de papiervoorraden werd door de uitgeverijen afgekeurd [30].

Ook sommige auteurs waren het niet eens met de onderrichtingen van de Kommissie. Dikwijls probeerden ze hun werken achter te houden om zo te ontsnappen aan de kontrole of schreven ze protestbrieven als reaktie tegen een voor hen onrechtvaardige beoordeling [31]. Anderen echter volgden vanuit financiële of ideologische overwegingen de censuurmaatregelen van de kommissie getrouw op en onthielden zich van alle Duitsvijandige uitspraken [32].

De schooldirekties die handboeken gebruikten die nog niet waren voorgelegd aan de kommissie moesten zelf de boeken nakijken en eventueel wijzigingen aanbrengen.Het was niet omdat een bepaald boek nog niet op een lijst voorkwam, dat men mocht konkluderen dat het gebruik ervan was toegelaten. In dergelijk geval was het aan te raden kontakt op te nemen met de kommissie zodat deze het desbetreffende handboek aan en strenge kontrole kon onderwerpen. Indien de Duitse inspektie achteraf nog ongecensureerde boeken terugvond, stelden zij de

---

27 Notulen... 23/X/1940 en 7/XI/1940 (NCWOII, Fonds Grauls, mic. 49,2).

28 Notulen... 29/I/1941 (NCWOII, *Ibid.*).

29 Brief van Van Roosbroek aan Grauls, z.d. (NCWOII, *Ibid.*).

30 Brief van Vlaamse Uitgeversbond aan Grauls van 8/IX/1941 (NCWOII, *Ibid.*). Zie ook bijlage 4.

31 Protestbrief van Vandoorselaar van 12/IV/1941 (NCWOII, *Ibid.*).

32 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 13).

leerkrachten en direkties hiervoor aansprakelijk en konden deze laatsten als Duitsvijandig bestempeld worden. De *Militärverwaltung* beweerde dat sommige leerkrachten probeerden aan hun verantwoordelijkheidstaak te ontkomen. Uit gemakzucht of om ideologische redenen weigerden ze zelf de schoolboeken na te kijken en te korrigeren, met alle gevolgen van dien. Inderdaad, vele leerkrachten verzetten zich tegen de censuurmaatregelen en waren het niet eens met de besluiten van de kommissie. Door deze moedige maar gevaarlijke houding riskeerden ze uit hun ambt te worden ontslagen [33].

Uiteenlopende metodes werden gebruikt bij het wijzigen van bepaalde passussen. Aanstootgevende uittreksels werden met inkt geschrapt, overplakt of eenvoudigweg uit het boek gescheurd. Het was onvermijdelijk dat men op dergelijke manier de nieuwsgierigheid van de leerlingen aanwakkerde en precies daardoor de aandacht op verboden lektuur trok [34]. Door de papierschaarste bleef men ook schoolboeken met vermelding A3 gebruiken. Gevaarlijke stukken konden dan vervangen worden door teksten op losse bladen. Want het kopen van nieuwe handboeken die slechts weinig verschilden van de vorige edities was ook voor de ouders een dure zaak en zou enkel protest uitgelokt hebben [35].

In de praktijk echter probeerden heel wat schoolhoofden de censuurmaatregelen van de kommissie te omzeilen. Weinigen onder hen volgden de instrukties op. Geregeld bekloeg de Duitse overheid zich bij Sekretaris-generaal Nijns over het feit dat verboden werken bij de leerlingen werden aangetroffen. Zoiets kon men niet langer blijven dulden [36]. Ekskuses zoals het niet ontvangen hebben van de gepubliceerde lijsten of het nog niet hebben nagekeken van bepaalde handboeken werden niet aanvaard. Het onderwijzend personeel moest zelf zijn verantwoordelijkheid opnemen wanneer het ging om werken die door tijdsgebrek nog niet door de kommissie waren gekontroleerd.

De Sekretaris-generaal van Onderwijs spoorde in 1940 en 1941 de leerkrachten geregeld aan de bevelen van de kommissie en de *Militärverwaltung* na te leven. Alvast bij de aanvang van de bezetting toonde hij zich zeer dociel. Elke vorm van politieke meningsuiting op

---

33 Brief van Nijns aan Grauls van 8/X/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2). Omzendbrief over situatie schoolboeken in de periode 1/VI/1941 tot 1/I/1942, z.d. (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 44). TTB nr. 17, 1 juni-1 aug. 1941, p. B 29 en nr. 23, 1 jan.-1 maart 1943, p. B 16 (NCWOII).

34 Brief van Nijns aan de onderwijsinstellingen van 15/X/1941. (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

35 Brief van studieprefekt van het Koninklijk Atheneum Antwerpen aan Nijns van 25/VIII/1941 (NCWOII, *Ibid.*).

36 Brief van Nijns aan de onderwijsinstellingen van 28/II/1941 (NCWOII, *Ibid.*). Zie ook bijlage 5.

school was verboden. De keuze van de schoolboeken moest gebeuren met de grootste omzichtigheid. Men mocht de kinderen geen handboeken toevertrouwen waarvan de inhoud beledigend zou kunnen overkomen voor het nazi-rijk en zijn volk. Dergelijke misbruiken konden niet worden verontschuldigd. De schoolopzichters moesten al de bezwarende publikaties in beslag nemen en de leerlingen een fikse vermaning geven. Iedereen had de plicht te voorkomen dat door misplaatste handelingen of ongelegen manifestaties de kalme sfeer die in de scholen moest heersen, zou kunnen verstoord worden.

Naarmate de oorlog vorderde, werd de bereidwilligheid van Nijns om mee te werken met het beleid van de *Militärverwaltung* alsmaar kleiner. Maar de druk van de bezetter bleef groot. In 1942 volgde nogmaals een dergelijke oproep tot de leerkrachten. Nijns verzocht alle Duitsvijandige aktiviteiten stop te zetten, al was het alleen maar om harde sankties te voorkomen [37]. Ondanks de vele waarschuwingen van de Sekretaris-generaal werden nog heel wat verboden werken door de bezetter in de scholen ontdekt. Dergelijke incidenten lokten onherroepelijk harde sankties uit. De bezwarende werken werden in beslag genomen en de leerkrachten en schoolhoofden riskeerden in hun ambt te worden geschorst. Maar uiteindelijk was elke leerkracht meester in eigen klas. Het was pas wanneer een Duitse inspektie kwam opdagen, dat men op zijn woorden en daden moest letten. Uiteindelijk kon iedereen weigeren de herziene boeken te gebruiken [38].

Bij de oprichting van de kommissie ter herziening van de schoolboeken vroeg Sekretaris-generaal Nijns aan kardinaal Van Roey twee afgevaardigden voor het vrij onderwijs aan te duiden [39]. De kommissie was allereerst belast met het kontroleren van voornamelijk de handboeken geschiedenis en zedenleer. De Kardinaal weigerde in te gaan op het voorstel van de Sekretaris-generaal. Geschiedenis betekende voor Van Roey het verhalen van waargebeurde feiten en de moraal was de leer van de tien geboden. Noch de moraalhandboeken, noch de geschiedenisboeken

---

37 Omzendbrief van 25/XI/1940 (*MMOO*, 1940, dl II, p. 124); omzendbrief van 22/X/1940 (*MMOO*, 1940, dl II, p. 116); omzendbrief van 28/II/1941 (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105); omzendbrief van 18/XI/1940 (ARA, *Ibid.*); omzendbrief van 7/IX/1942 (*OMO*, 23e jaargang, nr. 8 (oktober 1943), p. 196).

38 Brief van Reeder aan Nijns van 16/VII/1941. (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 103). *125 jaar O.L.V. van Deinsbekecollege te Zottegem*, 1862-1987, Zottegem, 1987, p. 116.

39 Omzendbrief van 2/VIII/1942 (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 69).

konden aan de censuur worden onderworpen. Zodoende vervulde de kommissie haar taak zonder de medewerking van het vrij onderwijs [40].

Maar vrij vlug ontstond binnen de kommissie een konflikt ontrent de vraag of men al dan niet de boeken die gebruikt werden in de katolieke scholen en kolleges aan de kontrole moest onderwerpen. Roels vestigde er de aandacht op dat men slechts die werken mocht nakijken welke goedgekeurd werden door de verbeteringsraad. De in het vrij onderwijs gebruikte boeken vielen dus niet onder de bevoegdheid van deze kommissie. Van Roosbroeck en Van de Wiele daarentegen waren van mening dat het de opdracht was van de kommissie alle schoolboeken - dus ook van het vrij onderwijs - te kontroleren en te censureren. Na veel diskussie werd de kwestie onderworpen aan het advies van de Sekretaris-generaal [41]. Deze beweerde dat ook de schoolboeken gebruikt in het katolieke onderwijs van alle laakbare passages moesten worden gezuiverd [42]. Maar in de praktijk bleven de meeste leerkrachten de ongezuiverde boeken gebruiken. De bisdommen ontvingen de lijsten van de gekontroleerde boeken en moesten deze doorsturen naar de direkties van de katolieke scholen [43]. Dit bewees de voorzichtige houding van het Belgisch episkopaat dat de bezetter niet wilde provoceren. Maar heel wat scholen negeerden toch de lijsten. Vele leerkrachten werden tijdens de Duitse inspektie betrapt. De bezwarende boeken werden opgeëist, schoolhoofden werden aangehouden en leerkrachten afgezet of voor onbepaalde termijn in hechtenis genomen [44]. De *Militärverwaltung* duldde geen tegenwerking van het vrij onderwijs !

DE GECENSUREERDE BOEKEN

De handboeken aardrijkskunde, geschiedenis, Franse taal, muziek en zang, Nederlandse en Duitse taal, zedenleer en Latijnse auteurs moesten door de kommissie worden goedgekeurd [45]. Vooral de schoolboeken geschiedenis ondergingen een strenge kontrole. Sekretaris-generaal Nijns

---

40 E. LECLEF, *Kardinaal Van Roey en de Duitse bezetting in België*, Brussel, 1945, p. 127. A. KELDERS, *Herziene schoolboeken*, p. 27.

41 Notulen... 23/X/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

42 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 3). EKE (NCWOII), Bisdom Gent nrs. 0759-0782-0916-0924; Bisdom Brugge nr. 1008; Bisdom Hasselt nrs. 0511-0539; Bisdom Mechelen nrs. 0039-0093-0121-0916 en 0197.

43 E. LECLEF, *Kardinaal van Roey en de Duitse bezetting in België*, Brussel, 1945, p. 198. Notulen... 4/XII/1940 (NCWOII, Fonds Grauls, mic. 49,2). Notulen... 5/V/1943 (NCWOII, *Ibid.*, mic. 49,3).

44 E. LECLEF, *op.cit.*, p. 198. EKE (NCWOII), Bisdom Gent nrs. 0843-0902 en Bisdom Brugge nr. 1036.

45 Notulen... 22/IV/1942 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,1). EKE (NCWOII), Bisdom Gent nrs. 0759-0782; Bisdom Brugge nr. 1003 en Bisdom Mechelen nrs. 0039-0196-0197.

herinnerde de leerkrachten in 1940 en 1941 eraan dat ze de feiten uit de hedendaagse - zowel nationale als internationale - geschiedenis met de grootste objektiviteit en met een bestendige bezorgdheid om de historische waarheid moesten uiteenzetten. Men moest zich onthouden van iedere kommentaar die het eergevoel van de bezetter zou kunnen krenken. Het gebruik van boeken waarvan de inhoud beledigend overkwam voor het Duitse rijk, het Duitse volk en Duitse leger was streng verboden. Vooral de hoofdstukken en uittreksels die handelden over de Frans-Duitse oorlog van 1870 en de oorlogsgebeurtenissen van 1914-1918 moesten heel voorzichtig benaderd worden [46]. Uitspraken zoals "schending van het Belgisch grondgebied", "België moet een eenheidsstaat blijven" of "barbaars gedrag van het Duitse leger" waren natuurlijk uit den boze [47]. In de praktijk werden de aanstootgevende hoofdstukken niet door objektieve maar wel door nazi-propagandistische passages vervangen. De bezetter maande de leerkrachten aan het onderricht in de "vaderlandse geschiedenis" te geven vanuit het oogpunt van de Germaanse afstamming [48].

Ook de schoolbiblioteken werden gezuiverd van alle Duitsvijandige publikaties. De romans van Vlaamse auteurs zoals Stijn Streuvels, Felix Timmermans, Ernest Claes, Maurice Roelants, Lode Baekelmans, Gerard Walschap en Herman Teirlinck werden door de bezetter toegelaten. Deze schrijvers kregen dan ook ruim de aandacht in kollaborerende bladen zoals *DeVlag*. Vooral romans zoals "De Vlasschaard" van Streuvels en "De Witte" van Claes werden graag gelezen. De werken van Joodse, Amerikaanse en Engelse schrijvers kwamen op de index terecht en moesten uit de boekenkasten verdwijnen. Toch slaagden vele schooldirekteurs erin de verboden lektuur op een veilige plaats te verstoppen met de bedoeling niet gesnapt te worden tijdens een Duitse kontrole. Op deze manier werden vele literaire werken achtergehouden en ontstond er een illegaal lees-circuit [49].

---

46 Omzendbrief van 23/IX/1940 (*MMOO*, 1940, dl II, p. 97-98). Brief van Reeder aan Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105) - Zie ook bijlage 1.

47 Notulen... 21/XI/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2). Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 14).

48 Brief van Nijns aan Sekretaris-generaal van Binnenlandse Zaken Romsée van 19/IX/1942 (ARA, *Ibid.*, nr. 54).

49 E. LECLEF, *op.cit.*, p. 195 - EKE (NCWOII), Bisdom Mechelen, nrs. 01050-0155 - H. JACQUEMIJNS, *Een bezet land*, Antwerpen-Amsterdam, 1980, p. 70 - H. VAN DE VIJVER, *Het cultureel leven tijdens de bezetting*, Kapellen, 1990, p. 42-44 - D. VAN CAMPENHOUT, *DeVlag en het nationaal socialistisch beeld van kunst en cultuur*, licentiaatsverhandeling KU Leuven, dept. Moderne Geschiedenis, 1980, p. 140 - C. MERTENS, *Het wereldje van amusement en ontspanning*, in *Schoollopen in oorlogstijd. Het dagelijkse leven van middelbare scholieren tijdens de Duitse bezetting, 1940-1944*, Brussel, 1988, p. 48-49.

DE ROL VAN DE BELGISCHE EN DUITSE AUTORITEITEN

Het Komitee van de Sekretarissen-generaal stelde de kommissie voor de herziening van de schoolboeken in en benoemde tevens al haar leden [50]. Het werk dat verricht werd door de kommissie was enkel raadgevend; elk voorstel moest bekrachtigd worden door de Sekretaris-generaal van Openbaar Onderwijs [51]. Sekretaris-generaal Nijns fungeerde als tolk van de Duitse autoriteiten en maakte hun eisen bekend aan de kommissieleden. Alle klachten - zowel van de kommissie als van de *Militärverwaltung* - kwamen bij hem terecht. Telkenmale opnieuw moest hij de leerkrachten en direkties waarschuwen zich aan de onderrichtingen te houden, op straffe van hardere sankties vanwege de bezetter. Op aandringen van de *Militärverwaltung* moest hij ook de minder populaire maatregelen uitvaardigen. Toch trachtte Nijns zoveel mogelijk rekening te houden met de konkrete Belgische situatie. Bijvoorbeeld in het geval van de papierschaarste probeerde hij de bezetter te overtuigen de boeken met kwotering A3 nog tot het einde van het schooljaar te laten gebruiken [52].

De Sekretaris-generaal van Openbaar Onderwijs stond echter nooit toe dat de kommissie een onafhankelijke positie tegenover hem zou innemen. De kontakten met de *Militärverwaltung* moesten via hem geschieden [53]. Na de oorlog getuigde Nijns dat hij altijd een matigende rol had gespeeld in verband met de schoolboekencensuur. Naar eigen zeggen had hij er eerst en vooral bij de kommissieleden op aangedrongen de boeken van een gunstig beoordelingscijfer te voorzien. Om een té persoonsgebonden kwotering te voorkomen, eiste hij dat de boeken niet door één maar wel door twee personen zouden worden gekontroleerd. Nijns nam eveneens een minder radikale houding aan tegenover de werken van Joodse auteurs. Zolang het Jood-zijn niet expliciet in het werk tot uiting kwam, moest het boek niet verwijderd of vernietigd worden. Zijn getuigenis is te situeren in de zelfverdediging waartoe de Sekretarissen-generaal na de bevrijding werden genoopt. Zoals reeds eerder vermeld, stelde Nijns zich in het begin van de oorlog zeer meegaand op tegenover het Duitse beleid. Maar vanaf 1942 merken we een evolutie in de houding van de Sekretaris-generaal en was hij minder bereid de eisen van de *Militärverwaltung* zonder enig protest in te willigen. Hiervan getuigt zijn brief aan Sekretaris-generaal Romsée waarin Nijns beklemtoonde dat de Duitse overheid de gewetensvrijheid van de leerkrachten moest blijven respekteren. Bijgevolg

---

50 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 27).

51 Notulen... 29/I/1942 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

52 Brief van Reeder aan Nijns van 16/VII/1941 (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105) - Omzendbrief van 23/IX/1940 (*MMOO*, 1940, dl II, p. 27-98).

53 Omzendbrief over situatie schoolboeken van 1/VI/1941 tot 1/I/1942, z.d. (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 44). Brief van Nijns van 15/X/1941 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

kon de bezetter de lesgevers niet verplichten bepaalde schoolboeken wel of niet te gebruiken en het onderwijs te geven vanuit het standpunt van de Germaanse afstamming. Elke leerkracht moest vrij kunnen beslissen welke handboeken hem of haar het meest geschikt leken. Wel drong hij er bij het onderwijzend personeel op aan de bezetter niet nodeloos te provoceren. Wat zijn houding tegenover de Joodse schrijvers betrof, leek ons zijn matigende rol alleszins overdreven. In zijn briefwisseling met de kommissievoorzitter Grauls vonden we inderdaad nergens sporen terug van protest tegen het censureren van Joodse werken.

Enerzijds probeerde de Sekretaris-generaal steeds de besluiten van de *Militärverwaltung* enigszins af te zwakken. Anderzijds riep hij meermaals het onderwijzend personeel op, de uitgevaardigde maatregelen zonder protest na te leven. Vanaf 1942 deed hij dat vooral om de leerkrachten te behoeden voor Duitse sankties. Alleen met een kalme en waardige houding kon men het land dienen [54].

De kommissie moest om de zes weken een gedetailleerd verslag opsturen naar *Militärverwaltungschef* Reeder om hem op de hoogte te houden van haar werkzaamheden [55]. Maar het Duitse bestuur in België was dikwijls niet tevreden over de prestaties van de kommissie die naar zijn mening té traag en onefficiënt werkte en aan vele boeken een té positieve kwotering gaf. Bijgevolg nam het zelf de werken in beslag en veranderde de beoordelingscijfers [56]. Ook in geval van twijfel bij het kontroleren van een boek, werd de Duitse overheid geraadpleegd [57].

De bezetter bekloeg zich ook dikwijls bij de Sekretaris-generaal over de houding van vele scholen die de Duitsvijandige publikaties bleven gebruiken. Indien de onderwijsinstellingen de bevelen niet wilden opvolgen, werd er gedreigd met harde sankties. Slechts af en toe was de *Militärverwaltung* bereid tot een kleine toegeving. Zo mochten de veroordeelde schoolboeken met kwotering A3 tijdens het schooljaar 1940-1941 verder gebruikt worden. Maar sommige plaatselijke *Kommandanturen* gingen hiermee niet akkoord en verboden het gebruik van deze werken. De *Militärverwaltung* beweerde de plaatselijke Duitse besturen niet te

---

54 Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 4 en 6). Brief van Nijns aan Romsée van 19/IX/1942 (ARA, *Ibid.*, nr. 54).

55 Brief van Nijns aan Grauls van 30/XI/1940 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

56 Notulen... 30/IV/1941 (NCWOII, *Ibid.*). Nota Nijns (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105, p. 4).

57 Notulen... 4/VIII/1943 (NCWOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,3). Dit gebeurde bij voorbeeld bij Joodse auteurs en bij dure werken van de uitgeverij Vandemoortele (Brugge). Zij kregen een beoordeling A4 maar werden achteraf in beslag genomen door de *MV*.

kunnen tegenhouden, zodat in de praktijk deze tegemoetkoming weinig inhield [58].

HET EINDE

We hebben reeds eerder vermeld dat naarmate de oorlog vorderde, de aktiviteit van de schoolboekenkommissie verminderde. De allerlaatste vergadering vond plaats op 30 mei 1944. Maar door de toen al hevige bombardementen was de opkomst zeer gering. Enkele maanden later eindigde de Duitse bezetting en nam de Belgische regering opnieuw het roer van de Sekretarissen-generaal over.

In een omzendbrief van 21 september 1944 deelde de Ministerraad van 30 augustus 1944 mede dat het besluit van Sekretaris-generaal Nijns m.b.t. de oprichting van een kommissie belast met de herziening van de schoolboeken (d.d. 8 oktober 1940) was nietig verklaard [59]. Al de handboeken die door de kommissie waren verboden, konden opnieuw gebruikt worden. Toch werd er op aangedrongen slechts die werken te gebruiken van uitgevers en auteurs die zich tijdens de oorlog onberispelijk hadden gedragen, dus niet als Duitsgezind bekend stonden. De keuze van de te gebruiken schoolboeken moest opnieuw gebeuren met behulp van de door de verbeteringsraden gepubliceerde katalogussen. De schoolboeken die niet gebruikt mochten worden vóór 8 oktober 1940 maar daarna wel waren toegelaten, werden niet verboden voor zover ze niet kwetsend waren voor het nationaal gevoel [60].

EVALUATIE VAN HET KOMMISSIEWERK

Tot besluit kunnen we stellen dat de schoolboekenkommissie weinig konkrete resultaten heeft geboekt. Gedurende de ganse oorlogsperiode werden slechts tien lijsten van herziene boeken gepubliceerd. Haar werkzaamheden verliepen moeizaam en onefficiënt, zo kregen de kommissieleden geregeld te kampen met bevoegdheidskonflikten en onderlinge twisten, waardoor heel wat kostbare tijd verloren ging. De interne werking was allesbehalve gekoördineerd en de kwotering van schoolboeken bleef één te persoonsgebonden aangelegenheid. Wat b.v. de handboeken geschiedenis betrof, was kommissielid Quicke voorstander van

---

58 Brief van Reeder aan Nijns van 16/VII/1941 (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105) - Nota Nijns (ARA, *Ibid.*, nr. 105, p. 14).

59 Omzendbrief van J. Hoste (onderstaatssekretaris) van 21/IX/1944 (*MMOO*, 1944, p. 88-89).

60 Omzendbrief van De Laveleye (Minister Openbaar Onderwijs) van 5/II/1945 (*MMOO*, 1945, p. 6-7).

kunnen tegenhouden, zodat in de praktijk deze tegemoetkoming weinig inhield [58].

HET EINDE

We hebben reeds eerder vermeld dat naarmate de oorlog vorderde, de aktiviteit van de schoolboekenkommissie verminderde. De allerlaatste vergadering vond plaats op 30 mei 1944. Maar door de toen al hevige bombardementen was de opkomst zeer gering. Enkele maanden later eindigde de Duitse bezetting en nam de Belgische regering opnieuw het roer van de Sekretarissen-generaal over.

In een omzendbrief van 21 september 1944 deelde de Ministerraad van 30 augustus 1944 mede dat het besluit van Sekretaris-generaal Nijns m.b.t. de oprichting van een kommissie belast met de herziening van de schoolboeken (d.d. 8 oktober 1940) was nietig verklaard [59]. Al de handboeken die door de kommissie waren verboden, konden opnieuw gebruikt worden. Toch werd er op aangedrongen slechts die werken te gebruiken van uitgevers en auteurs die zich tijdens de oorlog onberispelijk hadden gedragen, dus niet als Duitsgezind bekend stonden. De keuze van de te gebruiken schoolboeken moest opnieuw gebeuren met behulp van de door de verbeteringsraden gepubliceerde katalogussen. De schoolboeken die niet gebruikt mochten worden vóór 8 oktober 1940 maar daarna wel waren toegelaten, werden niet verboden voor zover ze niet kwetsend waren voor het nationaal gevoel [60].

EVALUATIE VAN HET KOMMISSIEWERK

Tot besluit kunnen we stellen dat de schoolboekenkommissie weinig konkrete resultaten heeft geboekt. Gedurende de ganse oorlogsperiode werden slechts tien lijsten van herziene boeken gepubliceerd. Haar werkzaamheden verliepen moeizaam en onefficiënt, zo kregen de kommissieleden geregeld te kampen met bevoegdheidskonflikten en onderlinge twisten, waardoor heel wat kostbare tijd verloren ging. De interne werking was allesbehalve gekoördineerd en de kwotering van schoolboeken bleef één te persoonsgebonden aangelegenheid. Wat b.v. de handboeken geschiedenis betrof, was kommissielid Quicke voorstander van

---

58 Brief van Reeder aan Nijns van 16/VII/1941 (ARA, *Fonds Nijns*, nr. 105) - Nota Nijns (ARA, *Ibid.*, nr. 105, p. 14).

59 Omzendbrief van J. Hoste (onderstaatssekretaris) van 21/IX/1944 (*MMOO*, 1944, p. 88-89).

60 Omzendbrief van De Laveleye (Minister Openbaar Onderwijs) van 5/II/1945 (*MMOO*, 1945, p. 6-7).

een herziening van de redaktie eerder dan een herziening van de historische gebeurtenissen. Zijn kollega Dugaillez stelde zich daarentegen veel radikaler op en wilde desnoods de grove middelen hanteren om de bezwaarlijke passages te verwijderen. De opinies van de kommissieleden waren vaak zo uiteenlopend dat het niet altijd makkelijk was om tot een kompromis te komen. Trouwens, sommigen onder hen waren niet altijd even entoesiast over hun te vervullen taak en het feit dat ze hiervoor geen geldelijke vergoeding kregen, speelde toch enigszins ook een rol [61]. Anderzijds waren er de papierschaarste en het gebrek aan medewerking vanwege de onderwijskringen. "Uitgezuiverde" schoolboeken beletten de leerkrachten niet hun eigen mening in de lessen naar voor te brengen. Uiteindelijk waren zij meester in eigen klas ! De tweede opdracht van de kommissie, nl. de uniformizering van de schoolboeken, werd al evenmin tot een goed einde gebracht, omwille van het verzet van de scholen, vooral binnen het katoliek onderwijsnet.

Al bij al fungeerde de schoolboekenkommissie als spreekbuis van de Duitse overheid. De feitelijke beslissingsbevoegdheid lag noch bij de kommissie, noch bij de Sekretaris-generaal van Onderwijs maar wel bij de *Militärverwaltung* [62].

---

61 Notulen... 7/XI/1940 en 23/X/1940 (NCWIOII, *Fonds Grauls*, mic. 49,2).

62 Ter illustratie geven we enkele cijfers (afkomstig van de *MV*) :

Toestand	Verboden	Wijzigingen	Tot. herzien
maart '41	36	58	
sept. '41	260	225	2.700
juni '42	500	235	4.200
jan. '43	530		4.500
juli '43			4.700

Het is moeilijk een precies cijfer te plakken op het aantal boeken dat werd gekontroleerd, verbeterd of verboden. Deze cijfers werden gepubliceerd door de Duitse overheid. Het spreekt voor zich dat zij enigszins overdreven zijn; rekening houdend met de geringe prestaties van de kommissie. Tot onze spijt beschikken we niet over degelijke vergelijkingscijfers, zodat de hierboven vermelde aantallen toch moeten gerelativeerd worden.

LIJST VAN AFKORTINGEN

EKE	Enquête Kerk - *Eglise* (NCWOII).
mic.	microfilm.
MV	*Militärverwaltung*.
Not.	Notulen.
TTB	*Tätigkeitsberichte der Militärverwaltung*.
ARA	Algemeen Rijksarchief (Brussel).
KB	Koninklijk Besluit.
MMOO	*Mededeelingen van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*.
OMO	*Maandblad van den Vlaamschen Leeraarsbond van het officieel middelbaar onderwijs*.

BIJLAGE I

· Leest. - In 1914 brak een grote oorlog uit, waaraan talrijke staten deelnamen. In hun dollen hoogmoed beweerden de Duitschers, dat hun land bestemd was door God om heel Europa te beheerschen.

•

-- **Het vrijheidbrengende offensief.** - Maar, op 18 Juli 1918 reeds was Maarschalk Foch begonnen met den immer wijkenden vijand zonder het minste oponthoud te bestoken. Eindelijk werd aan den IJzer de algemeene aanval geblazen!

"Samen met uw heldhaftige wapenbroeders uit Engeland en uit Frankrijk, wordt het U gegeven den invaller, die vier jaar lang uw broeders verdrukt, te verdrijven. Vooruit voor het Recht, voor België roemvol en onsterfelijk!"

Zoveel begeestering wekte 's konings proclamatie dat in slag en omzien het Woud van Houthulst en de Vlaamsche-heuvelenrij stormenderhand werden ingenomen. Zoo heerlijk was dat wapenfeit dat het oppercommando der bondgenooten tot driemaal toe bevestiging vroeg van 't heuglijk nieuws. De klopjacht was op 28 September begonnen: den 11 November, toen de wapenstilstand geteekend werd, was ons land vrij tot Gent, Bergen en Chimay. Hun nederlaag bewust, vielen de Duitsche soldaten aan 't muiten. Willem II, te Spa tot troonafstand gedwongen, vluchtte, evenals zijn zoon de Kronprinz, naar Holland. En toen mocht ons volk de zoete voldoening smaken de zegevierende getuigen te zijn van den ellendigen, deemoedigen aftocht van een leger dat zich onverwinlijk achtte! Onze roemvolle koning en zijn dapper leger deden den 22 November onder een onbeschrijflijke geestdrift hun triomfantelijke herintrede te Brussel.

•

-*Hoe België in den strijd betrokken werd.* - Hoewel ons land door zijn aardrijkskundige ligging gansch aangeduid was om andermaal het slagveld van Europa te worden, berustten de Belgen maar al te lang in de verdragen, welke onze onzijdigheid waarborgden. En toch waren die verdragen voor de Duitschers - Rijkskanselier von Bethmann-Hollweg verklaarde het onbewimpeld in vollen Duitschen Rijksdag! - niet meer dan *papieren vodden* zonder de minste waarde: "Nood kent geen gebod!" 't Was dan ook niet te verwonderen dat, bij toepassing van het oorlogsplan van von Molkte, door von Schlieffen aangevuld, de Duitsche legers *de onzijdigheid van 't Belgisch grondgebied* schonden om, naar ze waanden, het Fransch leger bijna onverhoeds te overvallen en te verpletteren.

•

-- **De tegenstand der burgerlijke bevolking.** - In het slijk der loopgraven vroegen onze dappere jongens zich af of de burgers in het bezette gebied het wel zouden kunnen uithouden hebben in hun tegenstand! En ja, de burgers hielden vol, ondanks al de *plagerijen*, waarmede men hun standvastigheid breken wou: krijgsbelastingen, opeischingen, schaarschte van levensmiddelen en van brandstof, werkeloosheid, deportaties. Maar al die hatelijkheden hadden geen vat op ons volk, dat, bezield door het hooger voorbeeld van vorst en leger, tot het uiterste ogenblik onwrikbaar bleef in zijn geloof aan de eindvictorie.

· Uit R.HEBETTE en M.HOET, *Belgische Geschiedenis*, Lier, 1938.
-- Uit C.LECLERE, *Geschiedenis van België*, Lulk, 1928.

· Lees. - In 1914 brak een groote oorlog uit, waaraan talrijke staten deelnamen. Na 1870 ontstonden in Europa twee concurreerende statengroepen: de Driebond (Duitschland, Oostenrijk, Italië) en het Fransch-Engelsch-Russisch Verbond. Iedere partij streefde en naar, over de sterkste bewapening te beschikken.

•

-- **Het vrijheidsoffensief.** - Maar, den 18 Juli 1918 begon Maarschalk Foch den immer wijkenden vijand zonder oponthoud te bestoken. Eindelijk werd aan den IJzer de algemeene aanval bevolen. De Belgen deden daar wonderen van dapperheid: het Woud van Houthulst en de Vlaamsche-heuvelenrij werden stormenderhand ingenomen. De eindstrijd begon den 28 September. Toen, den 11 November, de wapenstilstand gesloten werd, was het land vrij tot Gent, Bergen en Chimay.

Nadat de Duitschers ons land ontruimd hadden, keerden onze roemrijke vorst en zijn dappere soldaten den 22 November onder een onbeschrijfelijke geestdrift triomfantelijk in de hoofdstad weer.

•

-*Hoe België in den strijd betrokken werd.* - Hoewel ons land door zijn aardrijkskundige ligging gansch aangeduid was om opnieuw het slagveld van Europa te worden, berustten de Belgen maar al te lang in de verdragen, welke onze onzijdigheid waarborgden. Feitelijk dienden die verdragen tot niets.

•

-In het slijk der loopgraven vroegen onze dappere soldaten zich af, of de burgerlijke bevolking den moed niet zou verliezen. Maar de burgers hielden vol, vier jaar lang, ondanks al de oorlogsellende, en ze boden aan den bezetter een kalme en waardige houding. Ze bleven onwrikbaar in hun geloof in 't Vaderland.

· Uit R.HEBETTE en M.HOET, *Belgische Geschiedenis*, Lier, 1942.
-- Uit C.LECLERE, *Geschiedenis van België*, Lulk, 1941.

BIJLAGE II

MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

15. - 8 OCTOBRE 1940. - Arrêt instituant une commission chargée de la révision des ouvrages classiques pour l'enseignement normal, moyen, primaire et gardien.

Le Secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique,

Vu l'article 5 de la loi du 10 mai 1940 relative aux délégations de pouvoirs en temps de guerre;
Vu l'article 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1939, constitutif du conseil de perfectionnement de l'enseignement normal, primaire et gardien, et l'article 10 de l'arrêté royal du 29 mars 1940, constitutif du conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen;

Considérant qu'en vertu des dispositions de ces articles toutes personnes dont la consultation est jugée utile, de même que des spécialistes, peuvent être adjoints, avec voix consultative, aux dits conseils de perfectionnement;
Considérant qu'il y a lieu de constituer une commission pour procéder à la révision d'un certain nombre d'ouvrages classiques approuvés par le conseil de perfectionnement de l'enseignement normal, primaire et gardien ainsi que par celui de l'enseignement moyen;
Considérant, vu l'urgence, que cette commission doit pouvoir statuer sans en référer aux conseils de perfectionnement,

Arrête:

Article 1er. Une commission, composée de neuf membres, est chargée de procéder à la révision des ouvrages classiques approuvés par le conseil de perfectionnement de l'enseignement normal, primaire et gardien et par le conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen.

Art.2. La dite commission est composée ainsi qu'il suit:
1. M. Grauls, J., gouverneur *a.i.* de la province d'Anvers, président;

2. M. Bonenfant, professeur à l'université libre de Bruxelles, membre du conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen;

3. M. Corin, professeur à l'université de l'Etat, à Liège;

4. M. Dugaillez, inspecteur de l'enseignement moyen et normal;

5. M. Halkin, L.-E., professeur à l'université de l'Etat, à Liège;

6. M. Roels, inspecteur général de l'enseignement primaire;

7. M. Quicke, inspecteur de l'enseignement moyen et normal;

8. M. Van Roosbroeck, professeur à l'école normale communale agréée, à Anvers;

9. M. Van de Wiele, professeur à l'athénée royal d'Anvers.

Art.3. La commission siégera à Bruxelles. Il est accordé un jeton de présence de trente francs (fr.30) par jour aux membres de la commission qui ne sont pas fonctionnaires de l'Etat.
Les membres qui n'habitent pas l'agglomération bruxelloise ont droit, en outre, à des réquisitoires de 2e classe pour leurs déplacements par voie ferrée ou, à défaut de réquisitoires, au remboursement de leurs frais de voyage en 2e classe ainsi qu'aux indemnités de séjour attribuées aux agents de la 1ère catégorie par les arrêtés organiques sur la matière.

Bruxelles, le 8 octobre 1940.

M. NYNS.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS

15. - 8 OCTOBER 1940. - Besluit tot oprichting van een commissie, belast met de herziening der schoolboeken voor normaal-, middelbaar, lager en bewaarschoolonderwijs.

De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbaar Onderwijs,

Gelet op artikel 5 der wet van 10 Mei 1940, betreffende overdracht van bevoegdheid in oorlogstijd;
Gelet op artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 December 1939 tot oprichting van den verbeteringsraad voor het normaal-, lager en bewaarschoolonderwijs, en op artikel 10 van het koninklijk besluit van 29 Maart 1940 tot oprichting van den verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs;
Overwegende dat, krachtens de bepalingen van deze artikelen, alle personen, waarvan de raadpleging nuttig wordt geacht, alsmede specialisten, aan bedoelde verbeteringsraden kunnen toegevoegd worden met raadgevende stem;

Overwegende dat het noodig is een commissie aan te stellen, belast met de herziening van een zeker aantal schoolboeken goedgekeurd door den verbeteringsraad voor het normaal-, lager en bewaarschoolonderwijs, alsmede door dien voor het middelbaar onderwijs;

Overwegende dat, met het oog op het spoedeischend karakter der zaak, deze commissie moet kunnen uitspraak doen zonder de verbeteringsgraden te raadplegen,

Besluit:

Artikel 1. Een commissie, samengesteld uit negen leden, wordt belast met de herziening van de schoolboeken goedgekeurd door den verbeteringsraad voor het normaal-, lager en bewaarschoolonderwijs en door den verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs.

Art. 2. Bedoelde commissie is samengesteld als volgt:

1. De heer Grauls, J., wn. gouverneur der provincie Antwerpen, voorzitter;
2. De heer Bonenfant, hoogleeraar aan de vrije universiteit te Brussel, lid van den verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs;
3. De heer Corin, hoogleeraar aan de Rijksuniversiteit te Luik;
4. De heer Dugaillez, inspecteur van het middelbaar en normaal-onderwijs;
5. De heer Halkin, L.-E., hoogleeraar aan de Rijksuniversiteit te Luik;
6. De heer Roels, L., inspecteur-generaal van het lager onderwijs;
7. De heer Quicke, inspecteur van het middelbaar en normaal-onderwijs;
8. De heer Van Roosbroeck, leeraar aan de erkende gemeentelijke normaalschool te Antwerpen;
9. De heer Van de Wiele, leeraar aan het koninklijk athenæum te Antwerpen;

Art. 3. De commissie zal zitting houden te Brussel. Er wordt een presentiegeld van dertig frank (fr.30) per dag verleend aan de leden van de commissie die geen Rijksambtenaar zijn.

De leden die niet in de Brusselsche agglomeratie wonen hebben bovendien recht op vorderingen 2e klasse voor hun verplaatsingen per spoor of, bij onstentenis van vorderingen, op de terugbetaling van de kosten hunner reis in 2e klasse, alsmede op de verblijfsvergoedingen aan het personeel der 1e categorie toegekend door de organieke besluiten op het stuk.

Brussel, den 8e October 1940.

BIJLAGE III

TAAKVERDELING BINNEN DE KOMMISSIE BELAST MET DE HERZIENING VAN DE SCHOOLBOEKEN

Voorzitter :	Grauls
Duits :	Roels - Vandewiele (1940) Dupont-Vandewiele (1942) Dupont (1943)
Engels :	Roels - Vandewiele (1940) Roels (1942)
Frans :	Corin - Halkin (1940) Simar - Piret (1940)
Nederlands :	Roels - Vandewiele (1940) Roels (1943)
Geschiedenis (Nederlands) :	Van Roosbroeck - Quicke (1940)
Geschiedenis (Frans) :	Bonenfant - Dugaillez (1940) Puttemans - Dugaillez (1942)
Aardrijkskunde (Nederlands) :	Van Roosbroeck - Quicke (1940)
Aardrijkskunde (Frans) :	Bonenfant - Dugaillez (1940) Puttemans - Dugaillez (1942)
Muziek en zang (Nederlands) :	Roels - Dupont (1942)
Muziek en zang (Frans) :	Dupois - Simar (1942)
Zedenleer en opvoedkunde (Nederlands) :	Roels - Van Roosbroeck (1942)
Zedenleer en opvoedkunde (Frans) :	Dupois - Simar (1942)

Varia (Nederlands) :	Dupont - Simar (1942)
Varia (Frans) :	Dupois - Puttemans (1942)
Latijn en Spaans :	Simar (1942)

BIJLAGE IV

Antwerpen, den 8n September 1941.

Commissie voor de herziening der schoolboeken

Brussel

Geachte Heer Voorzitter,

Een aantal onzer leden vestigen onze aandacht op het feit dat hun schooluitgaven, die door Uwe Commissie met het cijfer A3 werden beoordeeld, voor het aanstaande schooljaar 1941/1942 niet meer mogen worden gebruikt dan na wijziging, volgens de onderrichtingen der Commissie.

Wij zijn zoo vrij U te wijzen op de groote materieele moeilijkheden van het huidig oogenblik, vooral in verband met de heerschende papierschaarschte en de strenge onderrichtingen der Papiercentrale inzake het papierverbruik.

Waar het beoordelingscijfer A3 deze werken betreft, waaraan slechts "lichte" wijzigingen moeten worden toegebracht (in zekere gevallen soms één enkele zin), bestaat er allicht voor Uwe Commissie aanleiding om de desbetreffende schooluitgaven nog voor het schooljaar 1941/1942 toe te laten.

Ten opzichte dezer "lichte" wijzigingen, veroorloven wij ons U te doen opmerken, dat deze, hoe gering zij ook mogen zijn, de uitgevers verplichten een gedeelte van den tekst te herzetten en te herdrukken, waardoor een groote hoeveelheid papier voor den herdruk van het desbetreffend vel (of vellen) noodzakelijk zal zijn.

Wij vertrouwen dan ook dat U dit materieel bezwaar zult willen inzien en aan ons verzoek een gunstig gevolg zult willen verleenen.

U bij voorbaat hiervoor dankend, verzoeken wij U, Geachte Heer Voorzitter, de betuiging onzer hoogachting te aanvaarden.

Namens den Vlaamsche-Uitgeversbond,

De Sekretaris,

get. G. Opdebeeck

De Voorzitter,

get. J. Van In, Jr.

BIJLAGE V

Brussel, den 28e Februari 1941.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS

Algemeen Secretariaat

Aan de Inspecteurs van het lager, middelbaar en normaalonderwijs, alsmede van het technisch onderwijs;

Aan al de Hoofden van geïnspecteerde scholen en onderwijsinstellingen;

En, voor kennisneming,

Aan de Gemeentebesturen, Bestuurscolleges en Schooloverheden.

In verschillende vroegere onderrichtingen, namelijk van 20 Juli, 23 September (Directie M.O.), 8 October (Directie L.O.), 20 November (Directie N.O.) en 25 November 1940 (Directie L.O.), heb ik gewezen op de noodzakelijkheid bij de keuze van de schoolboeken, alsmede van de boeken, publicaties of brochures, die aan de leerlingen in lezing gegeven worden, de uiterste voorzichtigheid in acht te nemen, opdat niets dat krenkend kan geacht worden voor het Duitsche Rijk, het Duitsche volk of het Duitsche leger onder de oogen van de leerlingen zou gebracht worden.

Het is duidelijk, dat ook boeken voor prijsuitdeelingen en boeken van de schoolbiblioteken hierbij bedoeld worden, zoowel als de liederen die op school worden aangeleerd en de voorlezingen die er worden gehouden.

Nochtans werden mij herhaalde malen door de Duitsche Overheid gevallen ter kennis gebracht van onderwijsinstellingen, waar werken, waarvan zij verklaart het gebruik niet te kunnen dulden, toch in de handen van de leerlingen werden aangetroffen. Zij heeft deze boeken in beslag genomen. Ook over sommige dictees en voorlezingen beklaagt zij zich.

Het betrokken personeel mag niet aanvoeren, dat de naam van deze werken niet vermeld is op de eerste lijst van boeken, bepaald of voorloopig verworpen door de Commissie belast met de herziening van de schoolboeken.

Daar op verre na alle schoolboeken nog niet konden worden onderzocht, blijft de verantwoordelijkheid van het personeel en van de

schoolbesturen onverminderd bestaan voor alle nog niet in de gepubliceerde lijsten vermelde werken. Het spreekt daarenboven vanzelf, dat wanneer in die lijst als definitief of voorloopig verworpen een bepaalde uitgave wordt aangeduid, omdat slechts deze voor onderzoek aan de Commissie werd onderworpen, de beslissing ook geldt voor de vroegere uitgaven.

Het zou mij pijnlijk vallen tuchtstraffen te moeten uitlokken tegenover leden van het onderwijzend personeel, die deze onderrichtingen niet zouden naleven.

De Sekretaris-Generaal,
M. NIJNS

BIJLAGE VI

SCHOOLBOEKEN.

Aan de leden der Inspectie.

Aan de Bestuurscolleges en aan de Hoofden der Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs.

Aan de besturen van de provincies en de gemeenten waar een provinciale of gemeentelijke inrichting voor middelbaar onderwijs gevestigd is.

Brussel, den 5e Februari 1945.

Bij mijn omzendbrief van 21 September ll., gekantteekend als hier terzijde, werd U een afschrift overgemaakt van een besluit dd. 30 Augustus 1944 der in Raad vergaderde Ministers te Londen, waarbij wordt nietig verklaard het besluit dd. 8 October 1940 van den Sekretaris-Generaal van Openbaar Onderwijs, tot instelling van een Commissie belast met de herziening van de schoolboeken bestemd o.m. voor het middelbaar onderwijs.

Ik herinner er U aan dat, naar luid van de artikelen 1 en 2 van dat besluit van 30 Augustus 1944 :

1° Het bezigen van elk schoolboek, waarvan het gebruik toegelaten was in de onderwijsinrichtingen vóór 8 October 1940 en later zou verboden geworden zijn, wordt veroorloofd;

2° Het bezigen, onder de verantwoordelijkheid van het hoofd der inrichting, van elk schoolboek dat niet toegelaten was vóór 8 October 1940 en waarvan het gebruik sedert dien datum toegelaten werd, wordt voorloopig geduld, in zooverre bedoeld boek niet kwetsend is voor het nationaal gevoel.

Ten aanzien van die bepalingen en op voorstel van den Verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs, heb ik het volgende besloten :

A) De beoordeelingen van de Commissie voor de herziening der schoolboeken dienen als niet bestaande te worden beschouwd.

B) In die inrichtingen voor middelbaar onderwijs mogen alleen gebruikt worden de werken welke werden goedgekeurd door den Verbeteringsraad en die voorkomen in den catalogus van vóór den oorlog of in de afleveringen welke verschenen gedurende den oorlog : de eerste in 1940, de tweede in 1942; de derde moet nog verschijnen.

C) De instellingshoofden zijn, onder hun verantwoordelijkheid, er toe gemachtigd :

a) Al de uitgaven van vóór Mei 1940 der door den Verbeteringsraad goedgekeurde werken, waarvan zij de authenticiteit dienen na te gaan, verder te blijven aanwenden;

b) Tot op het einde van het schooljaar 1944-1945 gebruik te maken van de toelating voorzien bij het besluit van 30 Augustus 1944 (2), wat betreft de uitgaven welke aangenomen waren door de Commissie voor de herziening der schoolboeken, maar niet goedgekeurd door den Verbeteringsraad.

Zij zullen nauwkeurig de lijst herzien der handboeken van den dienst voor uitleening der schoolboeken.

D) De werken die gewijzigd werden volgens de zienswijze van de Commissie voor de herziening der schoolboeken en waarvan de omgewerkte uitgave niet voorkomt in den catalogus, mogen van het schooljaar 1945-1946 af, niet meer gebruikt worden dan op het formeel uitgesproken gunstig advies van den Verbeteringsraad.

E) Vorenstaande regels zijn niet alleen toepasselijk op de klassen van het middelbaar onderwijs maar ook op de voorbereidende klassen van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs.

De heeren Inspecteurs worden verzocht in de inrichtingen zorgvuldig controle uit te oefenen op het gebruik van de schoolboeken.

Van haar kant zal de Administratie al het mogelijk doen om alle misbruiken te beletten.

De Minister,
V. DE LAVELEYE

Jean-Marc Vanderlinden

LA REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES ANCIENS DE LA «LEGION WALLONIE». PREMIERE APPROCHE.

L'étude des difficultés de réinsertion sociale et professionnelle des inciviques wallons n'a pas encore été entamée, bien que 40 ans nous séparent de ces événements. Si l'on trouve quelques comptes rendus de stage, effectués par des assistants sociaux, ou quelques articles de presse abordant la question, il s'agit surtout d'écrits rédigés «dans le feu de l'action» et donc chargés du climat passionnel de l'immédiat après-guerre.

Le présent article procède d'un mémoire qui, lui-même, résultait d'une préoccupation d'opportunité. Documentaliste au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, de 1986 à 1989, nous voulûmes concilier les impératifs d'une licence en Science du Travail et les devoirs de notre fonction. Les archives sur le sujet étaient très pauvres au Centre, mais son personnel nous a fourni un appui précieux pour accéder à une documentation inédite conservée ailleurs ou pour nouer des contacts privilégiés.

D'autres éléments militèrent également en faveur de notre choix: la distance par rapport aux événements permettait un examen plus serein et l'âge des acteurs eux-mêmes rendait urgente l'étude du problème.

Nous ne pouvions approfondir l'étude du Service de rééducation, reclassement et tutelles, chargé, entre 1946 et 1951, de préparer au mieux la réinsertion de ceux que l'on avait coutume d'appeler à l'époque «inciviques» ou «collaborateurs», et dont le rôle est encore largement méconnu [1]. Nous nous sommes donc plutôt attaché à mettre en lumière

1 C'est au Conseiller W. Hanssens que la direction de ce service fut confiée, de septembre 1946 à décembre 1950. Fils de Eugène Hanssens, ancien bâtonnier et professeur à l'U.L.B., W. Hanssens obtint son diplôme de docteur en droit en 1914 après des études exceptionnelles et des résultats scolaires hors du commun. Héros de la Première Guerre mondiale, il fut condamné par les Allemands au «séjour» dans les mines de sel. Durant la Seconde Guerre mondiale, il rejoignit les rangs de la Résistance (A.S.) dès les premières heures de l'occupation. La libération le verra 1er substitut de l'Auditeur militaire en campagne, substitut de l'Auditeur militaire à Namur, conseiller civil à la Sûreté militaire et dès 1946, conseiller à la Cour d'Appel de Bruxelles, dont il

les difficultés et les problèmes d'insertion proprement dits d'une catégorie particulière d'inciviques wallons: les anciens de la «Légion Wallonie» [2]. A cet effet, c'est par le procédé de l'*interview* des intéressés que nous nous sommes efforcé de découvrir les difficultés professionnelles qui avaient résulté pour eux de leur condamnation. Il reste que, si l'aspect professionnel occupe une place prépondérante dans les pages qui suivent, il aurait été absurde de l'abstraire totalement de son contexte politico-social.

Notre recherche se heurta à des difficultés de deux ordres:

- D'une part, il y eut des difficultés liées au procédé de l'interview. Les intéressés devaient s'exprimer au sujet de leur situation personnelle, ce qui n'est jamais aisé ! De plus, l'âge de certains interviewés rendait fatals oublis et imprécisions. Enfin, le manque d'expérience de l'intervieweur n'offrait pas toujours les garanties objectives quant à son rôle [3].

- D'autre part, il y eût des difficultés résultant de la spécificité des interrogés. Si certains n'ont posé aucun préalable, la plupart manifestèrent le désir de conserver l'incognito (dans leur intérêt, dans l'intérêt de leurs proches et dans celui des firmes qu'ils fréquentaient ou avaient fréquenté). Nous avons étendu cette limite à l'ensemble des interrogés.

Il est important à cet égard de signaler que si l'interview de quelques légionnaires connus (ou qui ne cachaient pas leur passé), ne posa pas trop de problèmes, il se révéla toutefois une catégorie importante de légionnaires qui ne souhaitaient pas être interviewés et qui avaient rompu toute attache avec leurs camarades.

---

sera président jusqu'à la fin de sa carrière (Le Soir, 13.VIII.1982). Dès le 5 septembre 1945, en audience publique, à Namur, W. Hanssens, poursuivant devant le Conseil de Guerre de jeunes cheftaines rexistes prenait conscience du problème: «Devant des drames comme ceux-ci, on voudrait disposer d'autres moyens éducatifs et non simplement punitifs, on voudrait guérir et non pas châtier (cité dans *La rééducation des inciviques*, Beverloo, 1948, p. 8). Cette prise de position était novatrice, non seulement pour l'époque mais aussi dans le chef d'un auditeur militaire dont «la réputation était loin d'être tendre» (*La Nation Belge*, 8.IV.1948). C'est dans cette optique que, en accord avec le Ministre de la Justice Antoine Lilar, il créa un service dont la base théorique résidait dans les propositions suivantes: l'insertion (ou la réinsertion) sociale des inciviques est bénéfique s'ils sont rééduqués par la mise au travail (durant leur détention), s'ils sont reclassés (en leur procurant une formation adéquate) et s'ils sont guidés (par l'intermédiaire de leur tuteur au cours de leur libération).

2 Ce mouvement wallon de collaboration militaire compta près de 10.000 membres. Il n'en subsiste plus qu'un petit millier de par le monde à l'heure actuelle.

3 La collecte des informations se fit au moyen de notes ou du magnétophone (au choix de l'interviewé).

Une étude objective nécessitait la prise en compte des uns et des autres, même si les derniers cités étaient difficiles à retrouver.

Du point de vue quantitatif, notre échantillon se limite à 36 cas. Deux raisons expliquent cet état de choses:

- le nombre de refus alla croissant (un court chapitre leur sera consacré);
- les interviews additionnelles tronquaient davantage encore notre échantillon (p.ex. surpopulation de jeunes de 18 à 25 ans au moment des faits).

Enfin, signalons dès à présent que nous ne souhaitons pas donner aux résultats de nos recherches un caractère général. La précarité des sources inédites, la carence des informations relatives aux légionnaires (nombre, origines sociales, etc) et la fragilité de notre «échantillon» ne l'autorisent point ! En effet, quant à ce dernier point, nous sommes conscient du fait que le *groupe d'interrogés* ne constitue pas un échantillon scientifique, raisonné ou représentatif, dont l'expérience pourrait être étendue à l'ensemble des légionnaires wallons. Au risque de nous répéter, et tenant compte des éléments précédents, il convient de considérer ces recherches comme les pistes ou les jalons de recherches ultérieures plus approfondies.

En dehors des interviews, il a également été fait appel à d'autres sources. Mais, en ce qui concerne l'incivisme, il faut bien dire que bon nombre d'archives sont encore inaccessibles: c'est le cas de celles de l'Auditorat militaire, de certains fonds épiscopaux, de certains papiers privés, etc. Il ne nous a pas toujours été permis, non plus, de citer les documents pour lesquels une autorisation spéciale de consultation avait été accordée.

Au seuil de cet article, nous nous devons encore de remercier toutes les personnes qui, matériellement ou moralement, nous aidèrent à le mener à terme. Nous songeons en particulier à Monsieur Alain Dantoing, Premier assistant au CREHSGM, pour l'attention critique et sereine qu'il voua à notre démarche. Sans lui, cette étude n'aurait jamais vu le jour sous cette forme.

1. APERCU GENERAL DE L'ECHANTILLON

Il ne mérite pas d'explications très étoffées et se présentera sous forme de tableaux assortis de quelques remarques.

- Age

Nés avant 1900	3
Nés entre 1900 et 1904	1
Nés entre 1905 et 1909	2
Nés entre 1910 et 1914	3
Nés entre 1915 et 1919	6
Nés entre 1920 et 1924	15
Nés après 1924	6
TOTAL :	36

Ce tableau nous indique... ce qui va de soi !

La grande majorité des interrogés se retrouve dans les catégories 5, 6 et 7. La nécessité d'être jeune (et en bonne santé) lors de l'engagement dans l'armée allemande (au moins au début) se reflète au travers de notre tableau. Remarquons toutefois qu'au début de la guerre, on trouve une proportion non négligeable d'enfants de moins de 16 ans qui s'engageront à la Légion quelques mois plus tard. Une enquête scientifique réalisée il y a une vingtaine d'années aurait sans doute montré une structure semblable, mais la proportion de personnes nées avant 1915 aurait été probablement plus importante.

- Lieu de naissance

Brabant :	- Région bruxelloise	11
	- Brabant wallon	2
	- Brabant flamand	1
Flandre		1
Namur		4
Liège		1
Luxembourg		2
Hainaut		12
Etranger		2
TOTAL :		36

On remarque une plus forte concentration dans les régions de Bruxelles, Mons, Charleroi et Namur. La prépondérance de Bruxelles n'est pas à prendre *stricto sensu*. Plusieurs personnes sont nées dans la capitale, mais leur famille s'est très rapidement installée en province. De sorte qu'aujourd'hui encore, certains Bruxellois d'origine se considèrent comme Liégeois, Borains ou Luxembourgeois.

- Origine sociale, politique et religieuse

1. Origine sociale		2. Origine religieuse		3. Origine politique	
Prof.libér.	3	Libre pensée	1	Libéraux	2
Ouvriers	3	Athée	5	Communistes	1
Employés	8	Catholique	28	Catholiques	16
Fonctionnaires	1	Non spécifiée	2	Rexistes	6
Militaires	5			Socialistes	3
Industriels	2			Nation.flam.	2
Indépendants	5			Légion nat.	2
Artistes	1			Sans opinion politique	4
Politiciens	3				
Agriculteurs	4				
Non spécifié	1				
TOTAL :	36		36		36

- 1. Dans cette rubrique, nous avons tenu compte avant tout de la profession du père. Signalons que la très grande majorité des interrogés qualifiaient leur milieu de «bourgeois» ou de «petit bourgeois». De fait, peu d'entre eux semblent avoir vécu leur jeunesse au sein d'un milieu dit «défavorisé» au niveau pécuniaire ou social. La plupart d'entre eux sont issus de familles nombreuses où les divorces et les séparations sont rares.

- 2. Il s'agit bien sûr du climat religieux dans lequel baigne la famille de l'intéressé. Comme on pouvait s'y attendre, la religion catholique y est prépondérante. Cette influence se verra accentuée lorsque l'on examinera les mouvements de jeunesse, les écoles et les groupes politiques fréquentés. Cette configuration reflète assez bien, semble-t-il, la répartition religieuse au sein du mouvement rexiste.

- 3. L'aspect politique n'est pas mesuré ici par l'affiliation active à un parti. Nous avons tenu compte de la mouvance politique à laquelle la famille se rattache. Près de la moitié des interrogés estiment provenir d'un milieu proche du parti catholique. La plupart considérait la ligne traditionnelle du parti comme très importante [4]. On dénombre très peu de «catholiques de gauche» (démocratie chrétienne), mais plusieurs «catholiques d'extrême-droite» (proches du franquisme et du fascisme).

L'on aurait pu s'attendre à trouver un groupe rexiste plus important. Si le «milieu rexiste» ne vaut que pour 6 personnes, 12 interrogés s'estimaient rexistes à part entière avant la guerre (affiliation, formation de

4 En résumé «L'Eglise et le Roi».

combat, etc). C'est dans ce groupe que la conscience et l'engagement politiques semblent les plus aigus. Le reste des interrogés (mis à part les 2 nationalistes flamands et les 2 adhérents à la Légion Nationale [5]), semblent issus d'un milieu «suiveur» plus que «actif». Globalement, on peut affirmer que la «droite patriotarde» et «l'extrême-droite» se réservent la part du lion dans la configuration politique où se meuvent les interrogés (16 + 6 + 2 + 2 + 2). La gauche est marginale tout comme les Nationalistes flamands dont la présence même est étonnante !

- Situation actuelle (au moment de l'enquête, 1986-1988)

Décédés	4
En emploi	7
Retraités	14
Pré-pensionnés	8
En chômage	2
Indéterminée	1

Les personnes en emploi ne sont pas obligatoirement les plus jeunes. On y trouve principalement les titulaires de professions libérales ainsi que les travailleurs ayant exercé (ou exerçant encore) une activité d'indépendant.

En ce qui concerne les personnes décédées, nous avons pu obtenir des informations par leurs épouses, leurs enfants et/ou au travers des documents laissés par l'intéressé.

5 «Légion Nationale», petit parti d'avant guerre, ouvertement fasciste et sans aucun lien direct avec la «Légion Wallonie».

- Mouvements de jeunesse fréquentés -

JIC :	1 }		}
JEC :	4 } 7 [6]		}
JOC :	2 }		} 15
			}
Patronage :	2 }		}
Scouts catholiques :	6 } 8		}
Jeunesse rexiste/Romane/Légionnaire :		7 }	}
Association Campement et Travail :		2 } 9	}
			} 11
Jong Dinaso :		1 }	}
Jeunesse VNV :		1 } 2	}
N'ont pas fait partie d'un mouvement de jeunesse :			13

La fréquentation d'un mouvement de jeunesse n'est pas à négliger. Beaucoup d'interrogés ont mentionné son influence parfois déterminante sur la tournure d'esprit, la formation politique et religieuse, la condition physique qu'ils y ont acquises. Pour ceux-là, leur relation aux autres s'est réellement développée à ce niveau ! Elle n'est pas à exagérer dans la mesure où il ne semble pas y avoir une relation obligée entre la fréquentation d'un mouvement de jeunesse et l'engagement à la Légion Wallonie. Certains groupements tels «La jeunesse légionnaire» doivent toutefois être considérés comme des relais privilégiés vers la Légion.

Au travers de notre échantillon, nous pouvons donc constater globalement, que le légionnaire semble issu d'un milieu patriotique catholique et bourgeois francophone. La caractéristique principale de cette sphère socio-politique réside dans un anti-communisme prononcé, parfois forcené. Par tradition, l'«Anti-Bolchevisme» était porté au pinacle et toute opposition à la «doctrine intrinsèquement perverse» y demeurait un gage de salut temporel et éternel. Toutefois, force nous est de reconnaître que notre échantillon ne met pas assez en valeur ce que l'on pourrait appeler «l'aile marginale» des engagés (milieu défavorisé culturellement ou socialement, repris de justice, aventuriers «sans foi ni loi», etc). Sans exagérer son impact numérique (elle fut probablement plus importante que

6 Jeunesse indépendante catholique; Jeunesse étudiante catholique; Jeunesse ouvrière chrétienne = diverses composantes de l'A.C.J.B. (Association catholique de la jeunesse belge). Celle-ci, rappelons-le, fut le berceau du rexisme. Cfr à ce propos J.M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, 1968; G. HOYOIS, *Mgr Picard. Aux origines de l'Action Catholique*, Bruxelles, 1960; P. VANDROMME, *Le loup au coup de chien*, Bruxelles, 1978; R. VERLAINE, *Sans haine et sans gloire*, Liège, 1944; L. NARVAEZ, *Degrelle m'a dit*, Paris, 1961.

les légionnaires eux-mêmes le soupçonnent !), l'objectivité nous oblige à signaler sa présence au sein de la Légion et à regretter son absence au sein de notre échantillon.

2. ENGAGEMENT A LA LEGION

- Motivations à l'engagement

Tableau 1 : 1986 - 1988

1	Anticommunisme	25	37,3 %
2	Admiration du régime N.-S./Admiration du milieu (rexiste par ex.)	8	11,9 %
3	Procurer à la Belgique une position de vainqueur dans la «Grande Europe»	5	7,4 %
4	Esprit d'aventure	4	5,9 %
5	Cause religieuse (défense de l'Occident chrétien)	3	4,4 %
5	Procurer une aide morale aux soldats (aumôniers)	3	4,4 %
5	Patriotisme («Laver la honte de 1940»)	3	4,4 %
5	Déception de l'attitude des alliés français et anglais en 1940	3	4,4 %
5	Parole donnée/Obéissance à un supérieur/ Sentiment de devoir	3	4,4 %
6	Obligation	2	2,9 %
7	Esprit de contradiction/Coup de tête	2	2,9 %
8	Désir de devenir officier	1	1,4 %
	Désir de rejoindre l'Angleterre	1	1,4 %
	Tendance suicidaire	1	1,4 %
	Espoir de congés fréquents	1	1,4 %
	Faire libérer un prisonnier de guerre	1	1,4 %
	«Voor Vlaanderen»	1	1,4 %
TOTAL :		67	

Remarquons d'emblée que l'avant-dernière colonne indique combien de fois l'argument a été prononcé. En fait, plusieurs motivations peuvent être émises par un même légionnaire. La dernière colonne indique le pourcentage de l'argument par rapport au total 67.

Nous avons émis le voeu, lors de nos interviews, que les motivations exprimées fussent celles que les intéressés avaient au moment même des faits et non le fruit de réflexions ultérieures. L'argument anticommuniste, que nous appellerons motivation primordiale, est prépondérant et est mentionné par près des 3/4 des interrogés. L'origine de cet anticommunisme est à rechercher, nous semble-t-il, dans le «back-ground»

des intéressés (écoles, éducation religieuse, tendance politique de la famille, mouvement de jeunesse, etc). Les classes 2 et 3 semblent être les motivations principales, 4 et 5 les motivations secondaires, 6 à 8 les motivations marginales.

Les motivations à l'engagement sont des éléments fondamentaux, surtout si l'on considère les conséquences diverses qui en résulteront. C'est pourquoi nous nous y attarderons quelque peu en livrant l'état de quelques recherches additionnelles. Il nous fut donné de parcourir deux fonds de documents faisant état des motivations des légionnaires pour la période 1944-1950 [7]. Les résultats s'expriment comme suit:

Tableau 2 : 1944 - 1946

1	Anticommunisme	19	30,1 %
2	Causes religieuses	17	26,9 %
3	Milieu/Propagande	8	12,6 %
4	Patriotisme	5	7,9 %
4	Causes économiques	5	7,9 %
5	Eviter la prison	3	4,7 %
5	Eviter le travail obligatoire	3	4,7 %
6	Problèmes familiaux	2	3,1 %
7	Esprit d'aventure	1	1,5 %
TOTAL :		63	

Tableau 3 : 1947 - 1949

1	Anticommunisme	20	25,2 %
2	Problèmes familiaux	16	17,7 %
3	Propagande/Milieu	12	13,3 %
3	Problèmes économiques	12	13,3 %
4	Obligation	7	7,7 %
5	Eviter la prison en Belgique ou en Allemagne	6	6,6 %
6	Esprit d'aventure	5	5,5 %
6	Patriotisme	5	5,5 %
7	Causes religieuses	3	3,3 %
7	Eviter le travail obligatoire	3	3,3 %
8	Par amour	1	1,1 %
TOTAL :		90	

7 40 lettres de recours en grâce émanant de légionnaires en détention (datées de 1944 à 1946) adressées à Mgr Van Roey (Archives Archevêché de Malines). 70 lettres du même type (datées de 1947 à 1949) adressées à des officiels belges par des légionnaires de Beverloo (Archives aumônier J.).

- L'anticommunisme reste l'argument primordial dans les trois tableaux. Sa chute, en proportion, au tableau 3 doit être attribuée au fait que les légionnaires s'adressent à des ministres... dont certains sont de gauche !

- Les causes religieuses («Défense de l'Occident chrétien contre la barbarie soviétique») trouvent une proportion très importante dans le tableau 2: on s'adresse à un évêque ! Après quoi, elles chutent dans les deux autres tableaux.

- L'argument «patriotique» diminue en proportion au cours des années. Au cours de leur procès, certains légionnaires utilisèrent cet argument dans l'immédiat après-libération. Dans de très rares cas, un acquittement fut même prononcé ! Par la suite, cet argument ne fut plus avancé par la défense car il était de moins en moins utilisable dans l'atmosphère d'après-guerre.

- Deux arguments restent plutôt constants en proportion:

* «La propagande et le milieu». Dans les tableaux 2 et 3, l'argument est utilisé par les intéressés dans une optique disculpante ou atténuante ! Dans le tableau 1, les interrogés l'utilisent pour marquer la suite logique de leur engagement par rapport à leur back-ground ou à leurs conceptions d'avant-guerre. Bouleversement donc, au niveau de l'expression et du sens de cet argument;
* «L'esprit d'aventure» fonctionne selon le même principe qu'au 1.

- Disparaissent dans le tableau 3: «Eviter la prison» et le «Travail obligatoire» (durant l'occupation, on proposait parfois à des malfaiteurs le choix suivant: ou la Légion ou la condamnation et la prison ! Ce «choix» pouvait également se poser à des travailleurs volontaires en Allemagne, coupables d'un vol par ex.). Les «problèmes économiques» et «familiaux» sont très présents dans le tableau 2. (Les motivations de ce genre pouvaient peut-être fléchir le ministre en matière de recours ou de grâce).

- Enfin, l'obligation: il s'agit souvent de personnes engagées préalablement dans «La Garde Wallonne» ou au «N.S.K.K.» et qui, suite à l'évacuation organisée des collaborateurs vers l'Allemagne en 1944, se sont vues dans l'obligation (formelle ou matérielle) de s'engager à la Légion. C'est ce qui explique que durant leur procès d'après-guerre, l'Auditeur n'a pas toujours retenu contre elles ce qu'il était encore difficile de qualifier d'engagement volontaire à la Légion !

Sur la base de recherches limitées, nous en sommes conscient, il paraît néanmoins possible de dégager deux conclusions.

- La première concerne l'expression même des arguments invoqués. Elle varie en fonction du destinataire (officiel, clergé, étudiant) et en fonction du moment de l'expression (1944-1946; 1947-1949; 1986-1988). Enfin, elle dépend de l'utilisation que l'on en peut faire (intervention pour la famille; recours en grâce; statistiques d'un mémoire).

- La seconde concerne le type d'arguments mis en avant par les intéressés. Dans le premier tableau, on propose des arguments à caractère idéaliste avant tout. Même des motivations considérées auparavant comme l'expression de la trahison («admiration du régime N.-S.») sont invoquées dans ce sens. Le second tableau par contre développe une argumentation basée sur les aspects politico-religieux. Le tableau 3 met en lumière des motivations du type socio-économique. Dans les deux derniers, on remarque que les attributions externes sont puissantes. Le premier est marqué par des accents personnalisés et instrumentaux plus aigus.

- Dates d'engagement réel

1941	:	11
1942	:	8
1943	:	9
1944	:	7
1945	:	1
TOTAL		36

Ces dates ont une importance relative ! De 1941 à 1943, on peut affirmer que les critères sélectifs à l'engagement sont assez sévères (aptitudes physiques; situation familiale; âge; etc). Aussi étonnant que cela puisse paraître, on constate que certains interrogés, reconnus «inaptes physiquement au service actif» dans l'armée belge tentent de «camoufler» leur handicap (la surdité par ex.) lors de la sélection pour un engagement à la Légion. De même un jeune de moins de 16 ans falsifie sa carte d'identité pour s'engager !

A partir de 1944, les critères ne sont plus aussi restrictifs. De sorte que même les pères de familles nombreuses, déclarés inaptes auparavant, endosseront l'uniforme en 1944.

Par ailleurs, signalons que l'engagement à la Légion ne constitue pas toujours le premier acte de collaboration. Certains s'étaient déjà engagés à la «Garde wallonne», au «N.S.K.K.», voire à la S.S.

- Age de l'engagement

13 - 17 ans	:	4	}
18 - 22 ans	:	17	} Correspond globalement aux étudiants + les travailleurs en Allemagne
23 - 30 ans	:	8	}
30 - 40 ans	:	4	}
40 - 50 ans	:	1	}
+ de 50 ans	:	2	} Correspond globalement aux prisonniers de guerre + les personnes en emploi + le clergé
TOTAL	:	36	

Etablir une telle césure présage déjà de problèmes ultérieurs. On dégage dès ici les «qualifiés» et les «non qualifiés» (ou tout au moins les expérimentés et les non expérimentés). Les premiers (13-22 ans) seront, nous en formulons ici l'hypothèse, confrontés aux difficultés d'insertion, les seconds (23-50 ans et plus) aux problèmes de réinsertion [8].

- Accueil de l'engagement par la famille

Opposition	:	19
Indifférence ou sans opposition	:	17

L'opposition émane principalement du père (parfois de la mère), de la femme ou de la famille en général. Outre les bases sentimentales, on trouve 3 types d'opposition:

- La jeunesse de l'engagé et l'abandon de ses études (cinq d'entre eux nous ont signalé s'être engagés à l'insu de leurs parents en fuyant le domicile). Parfois, les parents se dépensèrent sans compter en démarches auprès des autorités belges ou allemandes afin de faire démobiliser leur progéniture... en vain ! [9].
- La perte de l'emploi à l'occasion de l'engagement.

8 Cfr *Infra*.

9 Voir en annexe deux lettres adressées par Lippert et Lassois à un père de famille.

- Le patriotisme familial (Père ancien combattant de 1914-1918 par ex.)[10].

- Situation sociale avant l'engagement

Avant la campagne des 18 jours [11]		Après la campagne des 18 jours	
Armée	7	Prisonniers de guerre	5
Etudiants	18	Travailleurs volontaires (Allemagne)	8
En emploi	8	Chômeurs	1
Clergé	3	Etudiants	10
		En emploi (Belgique)	8
		Clergé	3
		Indéterminé	1
TOTAL	36	TOTAL	36

Le «*splitsing*» le plus remarquable concerne les étudiants: 10 seulement continuent leurs études, les autres se sont dirigés principalement vers le travail obligatoire. Les militaires se retrouvent prisonniers de guerre ou «en emploi». Les personnes en emploi évoluent vers le travail volontaire en Allemagne, et l'emploi en Belgique. Le clergé reste bien sûr en place (à noter qu'il s'agit de 3 prêtres indépendants de l'autorité épiscopale belge: un moine, un prêtre belge établi en France, un prêtre luxembourgeois).

- Les grades

Grade	A l'engagement	Terminal
Soldats	24	8
Sous-officiers	6	16
Officiers	4	10 [12]
Officiers supérieurs	2	2
	36	36

10 L'un des interrogés nous signala cette phrase décochée à son endroit par un membre de sa famille lors de son engagement: «Pourvu qu'il meure au front; de sorte que notre famille n'ait pas à subir l'opprobre de son acte s'il en réchappait !».

11 Nous n'avons pas tenu compte de l'état temporaire du «mobilisé» (38-40).

12 Nous y avons inclus les «aspirants-officiers».

La configuration terminale peut donner à croire que la Légion s'était transformée en armée sud-américaine. En réalité, la rotation au sein du cadre semble avoir été rapide, surtout vers la fin de la guerre. De plus, en temps de guerre, l'on ne gagne pas ses galons à l'ancienneté mais principalement au feu.

Cet élément peut avoir son importance ! Le grade a-t-il une influence sur la réinsertion sociale ? D'après nos interviews, il semble que non ! On pourrait toutefois formuler l'hypothèse qu'un officier ayant gagné ses galons au feu montrera autant de dynamisme dans la vie sociale ou professionnelle.

3. JUGEMENTS/CONDAMNATIONS/DETENTION/TUTELLE

Peines initiales:

1. Mort	8
2. Perpétuité	3
3. 15 à 20 ans	8
4. 10 à 15 ans	2
5. 5 à 10 ans	7
6. - de 5 ans	3
7. Condamnation à mort par contumace	2 (*)(en fuite)
8. Non-lieu	1
9. Affaire classée en Belgique	1 (*)(en fuite)
10. Juridiction des enfants	1
TOTAL	36

Il convient de faire ici quelques remarques:

- La plupart des condamnés avaient encouru, préalablement aux peines ci-dessus mentionnées, une condamnation à mort par contumace. (Le territoire national fut libéré vers la fin de 1944, mais les légionnaires combattirent encore en Allemagne jusqu'en 1945.) Toutes les décisions mentionnées sauf (*) furent donc rendues contradictoirement à partir de 1945.

- Un jugement de «non-lieu» ne consacre pas l'innocence du prévenu. Il indique seulement que l'Auditeur militaire s'estime incompétent et qu'une juridiction civile peut prendre le relais.

Appels:

1. Peine de mort	5
2. Perpétuité	5
3. 15 à 20 ans	5
4. 10 à 15 ans	0
5. 5 à 10 ans	2
6. - de 5 ans	1
	18
7. N'ont pas fait appel	18[13]
TOTAL	36

En ce qui concerne les appels, on s'aperçoit que 2 peines ont été aggravées, 5 ont été confirmées et 11 diminuées. Les 18 personnes qui «n'ont pas fait appel» de leur jugement motivent ce fait par le sentiment de s'en être «tirées à bon compte» (surtout pour les petites peines) ou par la crainte de commettre «l'irréparable» (c'est le cas de condamnés à temps ou à perpétuité craignant la peine de mort durant la période où l'on fusillait encore). Les catégories 7 à 10 du tableau ci-dessus n'avaient pas à justifier le fait de ne pas interjeter appel.

Globalement, on peut affirmer que les interrogés ont accueilli leurs peines avec un sentiment profond d'injustice. Cet état d'esprit persiste dans une très large mesure aujourd'hui: il se voit dans certains cas amplifié. La plupart des condamnés s'attendaient à une peine sévère: 10 ans en moyenne. Très vite, ils déchantèrent et les exécutions de certains de leurs camarades ou de leurs leaders [14] semblent les avoir marqués pour toujours. Au-delà de ces états d'âme au lendemain de l'épuration, les légionnaires interrogés se réfugient dans une conviction très visible et très puissante aujourd'hui au sein de leur groupe: le sentiment d'avoir été jugé et condamné selon le principe du *vae victis*. Les légionnaires issus du milieu rexiste ont le sentiment de «payer» plus pour leurs attitudes politique d'avant-guerre que pour leur appartenance à la Légion. Mais l'aspect le plus douloureux soulevé par les interrogés (hormis les difficultés familiales lors de l'épuration) demeure aujourd'hui encore le sentiment d'avoir été «condamnés en fonction de lois rétroactives», «créées spécialement pour eux» et «sans lesquelles aucune condamnation ne leur aurait été infligée». Ces paroles ont été prononcées dans presque toutes nos interviews. Il ne nous semble donc pas inopportun de préciser quelque

13 Y compris les catégories 7 à 10 du tableau précédent.

14 Les noms de Victor Matthys (chef a.i. de Rex) et surtout de José Streel (théoricien du rexisme et journaliste) furent cités dans la plupart de nos interviews !

peu ce qu'était l'article 113 du code pénal belge. Il prévoyait que «tout Belge qui aura porté les armes contre la Belgique sera puni de mort».

Deux articles interprétatifs de l'Arrêté-loi pris à Londres le 17 décembre 1942 [15] en élargissaient le champ d'application:

1. «...Constitue le fait de porter les armes contre la Belgique, celui d'accomplir sciemment pour l'ennemi des tâches de combat, de transport, de travail ou de surveillance qui incombent normalement aux armées ennemies ou à leurs services».

2. A l'article 117: «Les peines exprimées aux articles 113, 115 et 116 seront les mêmes soit que les crimes prévus par ces articles aient été commis envers la Belgique soit qu'ils l'aient été envers les alliés de la Belgique agissant contre l'ennemi commun».

Ces deux dispositions sont capitales dans la mesure où elles permettaient d'annexer sous une même dénomination les combattants au service de l'ennemi (dans le cas présent: «*Vlaams Legioen*»; «Légion Wallonie»; «*Waffen S.S.*»; etc), les organismes d'aide policière, de transport ou de surveillance («*Hilfshefgendarmerie*»; «*Vlaamsche Fabriekwacht*»; «Garde d'usine»; «Organisation Todt»; etc [16]). L'Arrêté-loi du 17 décembre 1942 ajoutait l'alinéa suivant: «Pour application de la présente disposition, est 'allié de la Belgique' tout Etat qui, même indépendamment d'un traité d'alliance, poursuit la guerre contre un Etat avec lequel la Belgique elle-même est en guerre».

D'autre part, les dispositions de Londres élargissaient le champ «géographique». Porter les armes contre la Belgique ou ses alliés s'étendait non seulement aux alliés français et anglais mais aussi aux soviétiques (un traité sera signé en 1942). Ceux que l'on eut coutume d'appeler «Combattants de l'Est» (ou «*Oostfronters*») tombaient irrémédiablement sous le coup de l'article 113 et des dispositions du 17 décembre 1942.

Sans verser dans une querelle qu'il appartiendrait aux juristes et aux historiens de vider, force nous est de constater que les dispositions revêtaient un double caractère interprétatif et opportuniste, motivé peut-

---

15 *Moniteur belge*, 29.XII.1942.

16 Gilissen propose une subdivision quelque peu différente. Il distingue les formations militaires, les formations paramilitaires, les formations paramilitaires à caractère politique et enfin les formations policières. Cfr J. GILISSEN, *Etude statistique de la répression de l'incivisme*, Extrait de la *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, février 1951, p. 73.

être par l'urgence de légiférer dans cette matière [17]. En effet, l'article 113 subit de nombreuses transformations où la clémence et la sévérité se succédèrent en fonction de la situation. Avant 1914, le ministre Bara appliquait cet article aux cas isolés de collaboration militaire avec l'ennemi. Lors de la première guerre mondiale, où l'existence de l'Etat belge fut en danger, l'article se révéla trop «tendre» pour les «cas isolés» de sorte que l'Arrêté-loi du 11 octobre 1916 punit de mort cette infraction. Il est vrai que la collaboration militaire durant la Première Guerre mondiale concernait principalement les activistes flamands. La Seconde Guerre mondiale vit des Belges (Flamands, Wallons ou Germanophones) endosser *collectivement* l'uniforme allemand. Nous étions dès lors loin des «cas isolés» envisagés par Bara au 19e siècle. L'urgence et la nécessité de légiférer dans cette matière parut donc s'imposer au gouvernement belge à Londres. C'est dans cette optique que d'aucuns apprécient l'Arrêté-loi de décembre 1942 [18].

Dans le cas des légionnaires wallons en particulier et des combattants belges du Front de l'Est en général, un problème subsistait toutefois. Si l'Arrêté-loi prenait cours dès sa parution au *Moniteur belge* (29 décembre 1942), quid des engagements effectués avant cette date ? Leur condamnation future tombera sous le coup du même article que les engagés de 1943 à 1945: «En présence d'un texte interprétatif, le texte est censé avoir toujours eu le sens que lui donne celui-ci. Il n'y a donc pas lieu de distinguer entre les infractions commises avant ou après la publication de l'Arrêté-loi du 17 décembre 1942» [19]. Une loi interprétative (extensive ou restrictive) fait corps avec la loi interprétée. Elle indique comment cette dernière doit être comprise depuis son origine; elle en fixe le sens, ne la modifie en rien et la laisse subsister entièrement. Tenant compte d'une part que l'idée de la rétroactivité ne s'applique qu'aux lois nouvelles, d'autre part que «rien ne ressemble plus à la rétroactivité que l'interprétation, la nuance étant insensible» [20], on peut se demander s'il n'y a pas là *une rétroactivité déguisée sous le manteau de la méthode interprétative* et ce, d'autant plus que l'intitulé même de l'A.R. porte à équivoque [21]. L'Histoire jugera.

---

17 «...un alinéa interprétatif dicté visiblement par les circonstances» (J. DAUTRICOURT, *La trahison par collaboration avec l'ennemi occupant le territoire national. Etude préparatoire et pratique de la répression, dans le cadre des lois pénales belges, complétées par les arrêtés-lois des 17.XII.1942 et 6.V.1944*, Bruxelles, 1945). On peut quand même, en l'occurrence, s'interroger sur la notion d'urgence, puisqu'il était trop tard. Il n'est pas urgent d'appeler les pompiers lorsque l'immeuble a flambé.

18 Cass., 11.XII.1944; Pasin., t.I, 1945, p. 65. Cité dans A. MAST, *Overzicht van het Belgisch Grondswettelijk Recht*, Gand, 1981, pp. 128-130.

19 J. DAUTRICOURT, *op.cit.*, p. 139.

20 TROUSSE, *Les Novelles (Droit pénal positif - La loi pénale*, p. 100, n° 293.

21 «Arrêté-loi portant *additions* ou *modifications* aux articles 113, 117, 118bis et 121bis du Code Pénal».

- La période d'emprisonnement

Durée effective de la détention:

1. Plus de 6 ans	6	
2. De 5 à 6 ans	9	
3. De 4 à 5 ans	8	
4. De 3 à 4 ans	4	
5. De 2 à 3 ans	3	
6. De 1 à 2 ans	2	
7. Non-lieu	1	}
8. Contumace	2	} [22]
9. Abandon des poursuites	1	}
	36	

Doivent être pris en compte pour cet état de choses: l'introduction de recours en grâce auprès du Roi (surtout pour les condamnés à mort) et les réductions de peines dues notamment:

- aux «valorisations» pour prestations diverses (elles s'expriment en «jours» et s'échelonnent entre 180 et 300 jours);
- aux bénéfices de la loi Lejeune appliqués à tous les interrogés ayant subi une peine privative de liberté.

Deux personnes seulement ont fait mention de la prise en compte de leur emprisonnement dans un camp de prisonniers de guerre en Allemagne. Pourtant, la plupart des intéressés ont séjourné en moyenne de 2 à 6 mois dans des camps soviétiques, américains ou anglais. Le problème fut très aigu pour les légionnaires hospitalisés dans les hôpitaux alliés après la reddition de l'Allemagne ainsi que pour les légionnaires prisonniers en zone russe. Dans les deux cas, la durée de cet état s'est prolongée parfois jusqu'à deux ans (sans être retranchée de la peine infligée en Belgique semble-t-il).

22 N'ont pas connu de privation de liberté en Belgique.

Activités durant la peine:

(Plusieurs réponses possibles par personne interrogée.)

1. C.E.P. (Centre d'éducation professionnelle)	7
2. Activités SRRT	
- Imprimerie/cercles d'études/journaux/etc	6
- Travail aux mines	2
3. Cours de langues	9
4. Etudes personnelles	5
5. «Mise au travail» (déblayage/traduction Ligue Braille/SNCB/etc)	12

Quelques remarques s'imposent:

- L'aspect «C.E.P.» sera étudié dans le § «Formation».

- Les Langues: Aux dires des interrogés, la motivation de l'apprentissage des langues était importante. De nombreux légionnaires marquaient à cette époque le désir de s'expatrier dès leur libération. L'espoir de recommencer une vie nouvelle dans un pays neuf et surtout la volonté de couper tout contact avec la Belgique sous-tendent cette motivation. Par parenthèse, des «filières d'expatriation» ont fonctionné pour les inciviques dès la fin de la Seconde Guerre mondiale.

- Travail dans les mines: La possibilité fut offerte aux inciviques de prester, dans des conditions souvent atroces, un travail minier aux côtés des prisonniers de guerre allemands et des mineurs professionnels. Plusieurs camps pénitentiaires miniers furent ainsi créés dans la région limbourgeoise à l'initiative du conseiller Hanssens. A ce «travail-rachat» (l'incivique «rachetait» sa faute par un travail «librement consenti») étaient assortis des avantages tels que le salaire (identique à celui des mineurs), la réduction de peine (appelée «valorisation»), une fréquence plus importante des visites familiales, etc. Parmi les interrogés, deux personnes ont été occupées aux mines dans le cadre du «travail-rachat». Leur engagement se fit de façon *volontaire* mais aucune des deux ne semble avoir bénéficié de la valorisation. De plus, aux origines de leur motivation exclusive, on trouvait les avantages liés au travail-rachat: salaire (pour subvenir aux besoins familiaux) et fréquence des visites familiales aux détenus. Des conversations que nous avons menées avec les deux interrogés, il ressort que les motivations de la plupart des «mineurs» sont à chercher dans les avantages précités. Ces éléments nous ont été confirmés par ailleurs, notamment par un responsable de C.P.M. Nous sommes donc très loin du «travail-rachat» synonyme de «rééducation

par le travail», de «prise de conscience des fautes commises», tel qu'il avait été conçu par le conseiller Hanssens. Avec quarante années de recul, connaissant les avantages liés au travail-rachat et la situation précaire des familles d'inciviques à cette époque, on peut se demander s'il pouvait en être autrement !

Pour clore ce chapitre, soulignons l'extrême minorité des *candidats* mineurs parmi les interrogés, même si deux autres ont refusé l'engagement (sans conséquence semble-t-il) et quatre ont été exemptés (vue, surdité).

- Sortie de prison

1946	1 }	
1947	2 }	3
1948	5 }	
1949	10 }	
1950	10 }	
1951	2 }	27
1953	1 }	
1959	1 }	2
		32
Non-lieu	1	
N'ont pas été emprisonnés	3	
TOTAL	36	

En examinant ce tableau, on remarque que les «mécanismes» mis en oeuvre pour «égaliser les peines» jouèrent pleinement: la majorité des interrogés sont rendus à la liberté entre 1948 et 1951, quelles que soient leurs peines initiales. Le solde est constitué de cas marginaux (peines initiales très courtes ou très lourdes).

- Tutelle

Pour assurer la guidance des inciviques libérés, le Ministère de la Justice mit sur pied une structure post-pénitenciaire adaptée à cette catégorie de condamnés. Certes, l'Administration disposait depuis longtemps déjà d'une telle organisation pour les condamnés de droit commun, mais le nombre impressionnant de condamnés pour crime contre la Sûreté de l'Etat et la spécificité de leur cas l'encouragea à créer un encadrement quelque peu différent dès le 3 novembre 1946. Ce service, distinct du S.R.R.T. restait soumis à la même direction et tombait à charge

du Service social du Ministère. A cette époque, les dispositions légales en matière de tutelle pour les détenus de droit commun se résumaient assez simplement: le libéré provisoire pouvait refuser la tutelle, tandis que le libéré conditionnel ne le pouvait. Dans le cas des inciviques libérés conditionnellement ou provisoirement, la tutelle ne pouvait être refusée.

Les tuteurs étaient choisis par le S.R.R.T. ou proposés à celui-ci par des organismes tels que le Service social du Ministère de la Justice, les Offices de Réadaptation sociale (Bruxelles, Liège, Anvers), les Comités de Patronages (répartis par chefs-lieux d'arrondissements judiciaires), les Conseils de tutelle (répartis par arrondissements administratifs).

La mission des tuteurs consistait à assurer aux libérés un soutien administratif et social, tout en maintenant une «surveillance discrète» [23].

Dans la pratique, leurs activités se traduisirent par une aide administrative dans les rapports entre l'incivique libéré et les services publics ou les administrations communales. Elles apparurent à deux niveaux:

- au niveau de l'emploi, par exemple: inscription au registre de commerce, obtention de la carte de commerce ambulant, obtention de la carte de travailleur frontalier;
- au niveau social, par exemple: lever les interdictions de séjour dans certaines communes, obtention (ou restitution) de pensions, de rentes ou d'objets confisqués, bénéfices de l'Assistance publique pour la famille du détenu, obtention de passeports [24], visites aux familles.

Parmi nos interrogés, dix-huit furent mis sous tutelle et s'en souvenaient lors de l'interview. Les autres ne le furent point ou ne s'en souvenaient plus.

En ce qui concerne les premiers, on s'aperçoit que les rapports entre tuteur et pupille demeurèrent dans une large mesure au niveau administratif. L'un ou l'autre entretien trimestriel, ponctué par un «pas d'ennui, pas d'histoire» émaillèrent une tutelle rondement menée. Outre les éléments indiqués précédemment, nous pourrions avancer deux explications à cet état de choses au travers de nos interviews:

- Le tuteur doit inspirer confiance pour mener sa tâche à bien. Cela suppose de sa part disponibilité et psychologie. Or, si l'on examine

---

23 Interview de Mme Verheven, directrice de l'O.R.S., Bruxelles, octobre 1986 et *Directives générales au tuteur...* (annexe III).

24 Au 31.12.1949, 2.881 demandes étaient introduites. La Sûreté de l'Etat en accorda 1.937 et en refusa 171.

leurs qualités ou leurs emplois, on trouve trois catégories de tuteurs chez nos interrogés: des «notables» (avocat, médecin, garde-champêtre, échevin), des religieux ou des militaires. En fait, trois catégories de personnes, dont la bonne volonté ou les compétences ne sauraient être mises en cause, mais dont la disponibilité se voit entravée par des occupations très absorbantes au lendemain de la guerre.

- Dans la majorité des cas, le tuteur ne connaissait le pupille que par le dossier répressif. A l'inverse, le pupille ne savait rien de son tuteur, mais ses qualités mêmes n'étaient pas propices à établir un climat de confiance. Ce fait est d'ailleurs accentué par le phénomène de délocalisation que nous étudierons plus loin.

En ce qui concerne les seconds, on constate que quatre d'entre eux n'ont jamais été mis sous tutelle pour des raisons évidentes (non-lieu, fuite, abandon des poursuites). Les autres ne se souviennent pas d'avoir eu un tuteur mais, par contre, ils se souviennent d'avoir dû se présenter périodiquement au *commissariat de police*. Ce genre de rapport exclusivement formel ne pouvait qu'accentuer encore le climat de méfiance mutuelle.

Réduire l'activité des tuteurs à de simples relations administratives relèverait cependant de l'exagération. Parmi nos interrogés (1ère catégorie), plusieurs ont exprimé leur reconnaissance à leur tuteur pour des actes bien précis: obtention d'un emploi (4), obtention des allocations de chômage (3). Dans tous les cas, le condamné connaissait d'avance son tuteur. Certains mêmes eurent l'occasion de le choisir. La tutelle faisait donc place à des relations personnalisées et les rapports administratifs à une amitié réciproque.

Enfin, signalons que la plupart des interrogés furent libérés entre 1948 et 1951 après une détention de 4 à 6 ans.

Tenant compte de ces éléments, il nous fut difficile de vérifier, dans une optique comparative, si la durée de détention eut une influence déterminante sur la réinsertion.

4. FORMATION

Si l'on considère que la scolarité et la formation constituent des éléments favorables à l'insertion sociale et professionnelle, force nous est d'examiner l'incidence de ces variables chez nos interrogés. Par ailleurs, nous avons indiqué les difficultés spécifiques aux inciviques en matière de

reprise des études après l'emprisonnement. C'est pourquoi nous scinderons l'aspect «Formation» en plusieurs sections.

- Etudes terminées avant l'engagement

Primaire	3
Secondaire inférieur	13
Secondaire supérieur	11
Secondaire technique	2
Université	1
Formation professionnelle	1
Ecole militaire	2
Séminaire	3
TOTAL	36

- Etudes entamées mais interrompues (avant l'engagement)

Ecoles militaires (E.R.M./Ecole des Cadets)	4
Humanités inférieures	3
Humanités supérieures	10
Ecole supérieure (agronomie)	1
Université	3
TOTAL	21

Si l'on tente de connaître les motifs d'interruption des études, on découvre les éléments suivants (parfois plusieurs motivations par personne):

Echecs aux examens	4
Engagement à la Légion	7
Mise au travail	5
Renvoi des écoles	4
Lassitude	6
Evénements de guerre	2
TOTAL	28

D'après nos interviews, il ne fait pas de doute que les circonstances de la Mobilisation (1938-1940), de la Campagne des 18 jours, de l'Exode en France, du retour au pays et de la redistribution des influences au

niveau européen ont eu une influence déterminante sur les *conceptions* politiques, voire sur l'état psychologique des intéressés. L'abandon des études nous semble une des manifestations de ce fait. C'est le cas de ceux qui interrompent leur formation pour rejoindre immédiatement la Légion (certains, comme nous l'avons déjà signalé, fuiront le domicile paternel et le collège pour ce faire). C'est aussi le cas des étudiants qui rejoignent le Travail Volontaire en Allemagne et ensuite la Légion et des étudiants renvoyés des écoles (catholiques) pour cause de propagande rexiste. Le cas des échecs aux examens relève surtout des écoles militaires (E.R.M., etc) avant la guerre.

- Types de réseaux fréquentés (enseignements primaire et secondaire)

Libre (catholique)	25
Officiel	7
Mixte (libre et officiel)	4
TOTAL	36

On constate une majorité écrasante de personnes ayant suivi l'enseignement catholique. Parmi les Instituts et les Collèges cités, on trouve surtout Malonne, Saint-Pierre, Sainte-Marie et Saint-Boniface (Bruxelles). C'est dans ces écoles qu'ont eu surtout lieu les renvois des interrogés durant la guerre. Leurs idées rexistes ne cadraient pas avec l'esprit général du Collège.

La catégorie «mixte» indique que quelques étudiants ont d'abord fréquenté l'enseignement officiel (primaire surtout) et ensuite les établissements du réseau libre (humanités).

Au-delà de ces particularités, concluons en remarquant que le réseau fréquenté demeure un indicateur supplémentaire dans la ligne de notre présentation générale. Le «groupe catholique» s'inscrit dans le réseau libre, le reste dans le réseau officiel. Cet élément nous indique encore une fois la «prédisposition» des Belges à cheminer dans une mouvance déterminée durant une partie importante de leur existence (école, mouvement de jeunesse, mutuelle, syndicat, etc).

- Etudes envisagées ou entreprises en vue d'une carrière

En examinant quelle orientation les intéressés *souhaitaient* donner à leur carrière future (avant l'engagement !), on obtient la configuration suivante:

1.	Carrière militaire	14 [25]
	- 5 émettaient l'idée d'une telle carrière en se proposant d'*en poursuivre les études* dès que possible;	
	- 5 entamèrent les études mais durent les abandonner (échecs, lassitude, événements dûs à l'éclatement de la guerre);	
	- 4 poursuivirent et achevèrent ce type d'études.	
2.	Indéterminés	11
3.	Divers (clergé, médecine, professeur)	11

La carrière militaire avait donc les faveurs de près de 40 % des interrogés. Sous cet angle, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la «Campagne contre le bolchevisme» était une «bénédiction» dans la mesure où elle permettait à 14 d'entre eux au moins de hâter ou de faciliter l'accès à une carrière militaire active et où la possibilité d'accéder aux postes d'officiers pouvait se réaliser, sans examens théoriques [26], mais sur base de la bravoure ou de l'héroïsme au combat. La carrière militaire telle qu'ils l'envisagèrent avant guerre ne s'inscrivait pas dans l'axe d'un rêve d'enfant (prestige de l'uniforme, sonnerie de clairon, etc), mais bien dans la perspective d'une carrière et donc de l'emploi. Remarquons qu'il ne semble pas y avoir de relation obligée entre la première catégorie et l'appartenance à un mouvement de jeunesse. Dans chacune, on trouve une proportion semblable de personnes ayant fréquenté ou n'ayant pas fréquenté un mouvement de jeunes.

La troisième catégorie est tronquée par la présence de 3 clercs ayant déjà terminé leurs études avant guerre. Le reste est constitué de personnes en emploi.

Les «indéterminés» sont constitués surtout de jeunes étudiants (humanités inférieures).

25 Dans ce total sont inclues les personnes qui, ayant raté leurs examens d'entrée à l'E.R.M. ou à l'Ecole d'officiers, sont restées dans l'armée comme simples volontaires (soldats ou sous-officiers).

26 Ce dernier élément n'est pas applicable aux jeunes légionnaires envoyés à l'école d'officiers S.S. de Bad Tölz.

- Formations ultérieures

Examinons quelles formations seront suivies après la période de détention. Nous traiterons d'abord des formations à caractère «officiel» et ensuite de celles qui furent dispensées spécifiquement aux inciviques dans les C.E.P. [27].

---

27 Le S.R.R.T. était bien conscient de ce que les conséquences socio-professionnelles de la condamnation ou de la détention des inciviques surgiraient lors de leur retour à la vie civile et surtout lors de la recherche d'un emploi (formation, déqualification, etc). Aussi, pour y parer, il créa dès 1947 des Centres d'éducation professionnelle (C.E.P.) et diverses formations générales. Ces écoles «*intra-muros*» étaient accessibles à certaines catégories d'inciviques. Les cadres et les professeurs se recrutaient, avec ± de bonheur, parmi les détenus eux-mêmes. Deux éléments principaux sous-tendaient cette initiative: - Les effets de l'article 123, 6° du Code pénal qui interdisaient aux inciviques libérés l'accès (ou le retour) à certaines professions. Nous aurons l'occasion de revenir sur la portée de cet article 123, 6°, mais retenons dès à présent que les métiers de militaire, de journaliste, fonctionnaire, enseignant, magistrat n'étaient pas (ou plus) autorisés pour les condamnés pour infraction contre la Sûreté de l'Etat. Il convenait donc d'offrir à ces condamnés la possibilité d'acquérir une nouvelle formation professionnelle au cours de leur détention; - Les très jeunes inciviques (nés après 1920), parmi lesquels on compte bon nombre de porteurs d'armes, interrompirent leurs études du fait même de leur engagement. Ce «décrochage scolaire», comme on le dirait aujourd'hui, les plaçaient dans une situation professionnelle défavorable lors de leur mise en liberté. L'absence de diplôme ou de formation élémentaire demeurait un obstacle majeur (nous en émettons ici l'hypothèse !) à un reclassement social honorable, d'autant plus que l'accès aux écoles supérieures et aux Universités restait subordonné à la présentation d'un certificat de civisme. Ce document administratif était refusé temporairement aux inciviques libérés. Dans ce cas aussi, une prise en charge pédagogique de ces jeunes gens en vue d'une formation adéquate était indispensable (Voir *Rapport au sénateur Cassian Lohest*, 24.V.1948. C.R.E.H.S.G.M., *Papiers W. Hanssens*). La création de C.E.P. devait répondre aux besoins en formation de ces deux catégories de détenus. Certes, quelques prisonniers trouvèrent l'opportunité de dispenser certains cours à leurs compagnons de détention dès 1945, mais il ne s'agissait là que d'initiatives éparses et «privées» dont le succès et l'audience demeuraient limités (Voir Rapport fait au nom de la Commission de la Justice par M. Lambotte. *Documents parlementaires. Chambre*, 17.X.1946, n° 231, p. 32). L'improvisation de l'encadrement, l'inexistence de structures stables et l'absence de vues à long terme vouaient ces initiatives à la stérilité. Par ailleurs, la résistance au changement dont l'Administration fit preuve et le manque de coordination retardèrent la constitution rapide des C.E.P. (Cfr, notamment, les lettres «confidentielles» de W. Hanssens au Secrétaire général à la Justice, Cornil, 26.XI.1947, 7.I. et 7.VII.1948. C.R.E.H.S.G.M., *Papiers Hanssens*). De plus, la recherche de cadres enseignants, l'élaboration de programmes d'études et de règlement, la méfiance des détenus ne permirent pas la mise en route effective des C.E.P. avant *septembre 1947*. En ce qui concerne la recherche de cadres enseignants, cfr Annexe VI.

Ont repris des études «officielles»: 8 personnes

Universitaires	2 }	
Formation professionnelle	2 }	
Cours du soir	2 }	
Religion	2 }	8
Jury central	4 [28]	

Par «études officielles», nous entendons toute forme d'enseignement conférant un diplôme officiel (et donc susceptible d'être valorisé au sein de l'entreprise). Sont donc, entre autres, exclues provisoirement de notre champ, les formations du type perfectionnement et recyclage au sein de l'entreprise ou les formations à caractère ludique ou culturel. De notre tableau, il ressort que les études poursuivies sont soit des «passages obligés» (clergé, professions libérales), soit des «bouées de sauvetage» permettant à certains de réorienter leur carrière (indépendant ayant fait faillite, invalide, militaire). Parmi ces 8 «néo-étudiants», 5 n'avaient jamais travaillé en Belgique (un seul avait presté en tant que travailleur volontaire en Allemagne).

L'on pourrait s'attendre à trouver ici un cadre familial et économique favorable à la reprise des études. Des suites de la guerre ou de l'épuration, cette donnée est en partie vraie pour 5 personnes. Dans les 3 autres cas, elle s'avère fausse (assassinat du père avant ou durant l'épuration (2 cas), décès de la mère des suites d'un emprisonnement durant l'épuration, abandon de l'épouse et retrait de la garde des enfants).

L'âge des «néo-étudiants» peut avoir son importance. La durée des études de jour cumulée avec la durée effective de l'emprisonnement éloigne la date d'entrée sur le marché de l'emploi.

28 4 personnes ont préparé cet examen et 3 d'entre elles s'en virent refuser l'accès (certificat de civisme). La première évolua vers des cours du soir, la seconde se tourna vers une formation d'autodidacte, la troisième envisagea des études artistiques où l'accès lui fut également refusé. La dernière a réussi l'examen (certificat de civisme non obligatoire) et a poursuivi des études à l'Université.

	Durée de l'emprisonnement	Durée des études	Entrée sur le marché Date / Age	
1	4 ans	2 ans (religion)	52	35
2	3 ans	4 ans (religion)	52	27
3	2 ans	2 ans (Jury Centr.refusé		
4	4 ans	+ 2 ans cours du soir	49	28
5	3 ans	5 ans (Univ. + Jury C.)	55	30
6.	4 ans	/ (Jury Centr.refusé. Autodidacte)	49	28
7.	6 ans	/ (Jury Centr.& soir. Refusé)	50	25
8.	1,5 an	2 ans (Form. Profess.)	53	33
9.	3 ans	4 ans (Université)	47	31
10.	4 ans	2 ans (soir)	50	27
		2 ans (Form. Profess.)	51	27

Il ne fait aucun doute que la reprise des études a influencé de façon déterminante et fondamentale l'orientation de la carrière des 10 intéressés. Ce point sera traité dans la conclusion.

Ont acquis une formation dans le cadre de C.E.P.: 7 personnes. Parmi elles, on trouve 5 jeunes qui n'avaient pas 25 ans au moment des faits, ou dont les études avaient été interrompues du fait de la guerre ou de l'engagement à la Légion. Les deux autres étaient militaires de profession. L'adhésion de ces personnes au système s'inscrit donc dans la logique développée lors de la création des C.E.P.

Soulignons deux anomalies. Le nombre d'adhérents au système C.E.P. demeure faible par rapport aux effectifs qu'il souhaitait atteindre. Or, parmi nos interrogés, 15 au moins entraient dans les conditions d'accès (jeunes sans formation, personnes exclues de leur profession suite aux déchéances). Le manque d'information, la mobilité dans les prisons et surtout le refus systématique de toute intervention belge à caractère «rééducatif» sont les arguments avancés par ces quinze personnes en ce qui concerne leur non intégration dans le C.E.P.

Quant à la motivation des 7 personnes qui rejoignirent le C.E.P., on s'aperçoit que 5 d'entre elles invoquent des arguments relevant de ce que nous pourrions appeler les avantages à court terme. La durée de détention devait être mise à profit de la manière la moins contraignante possible. Or, les C.E.P. donnaient de nombreux avantages. Outre cela, adhérer aux C.E.P. permettait aux interrogés de «se faire bien voir» et d'espérer par ce biais une libération plus rapide ou une grâce. Trois personnes indiquent des arguments instrumentaux à long terme: nécessité d'acquérir une formation nouvelle ou continuée en vue de réorienter leur carrière au lendemain de leur libération.

Filières suivies:

1.Mécanique	2
2.Horlogerie	1
3.Décoration	1
4.Publicité/Techniques commerciales	3

Peut-on parler d'une influence déterminante de ces formations pour la suite de la carrière des intéressés ? En partie oui ! Une personne a fait toute sa carrière dans le secteur considéré (horlogerie); il avait acquis auparavant des bribes de formation dans ce domaine. Le passage dans un C.E.P. relève donc plus pour lui du stage de pratique professionnelle que d'un apprentissage théorique. Un autre a pu faire usage de sa formation pendant la partie de sa carrière dans le secteur de la décoration. Pour les autres, on n'assiste pas à une carrière dans le sillage de ces formations. Ce qui demeure parfaitement vrai pour les 7 personnes interrogées, c'est l'usage professionnel ultérieur qu'elles ont pu faire de certaines notions acquises dans les C.E.P. (comptabilité pour les indépendants; techniques de vente pour les représentants; etc).

N'ont fréquenté aucune des deux catégories précédentes: 20 personnes. Conclure que ces individus ont refusé toute formation ultérieure est une erreur. En excluant les cas de non-lieu (1), abandon des poursuites (1) ou exil (2) (qui demeurent des filières particulières), on peut distinguer deux autres catégories:

- En détention: Certains se sont formés par eux-mêmes, par exemple en comptabilité (2 cas). D'autres ont acquis des atouts: la dactylographie et surtout la pratique des langues: néerlandais, allemand et avant tout l'espagnol. Ce choix s'explique lorsque l'on sait que 13 personnes parmi les interrogés souhaitaient s'expatrier immédiatement après leur emprisonnement. Les «pays d'accueil» envisagés étaient l'Espagne et l'Amérique du Sud (l'Argentine en particulier !). Nous reviendrons sur cet élément dans un autre chapitre. Par la pratique d'une activité S.R.R.T., quelques personnes interrogées ont pu acquérir une réelle «formation professionnelle». Cette pratique a pu se révéler déterminante pour le choix d'une carrière ultérieure; c'est le cas des imprimeurs, par exemple.

- Hors détention: On trouve quelques personnes ayant suivi, au sein de l'entreprise où elles furent engagées, des stages de formation et plus tard de perfectionnement. Dans ce cas, il s'agit d'entreprises transnationales.

Enfin, citons le cas des personnes qui estimaient n'avoir aucun besoin en formation. Ce sont les individus dont l'avenir professionnel était «rassurant». Par exemple le clergé (3 cas), l'intégration dans la firme familiale (2 cas).

En matière de formation, notre classification n'est pas gratuite; elle tient compte d'éléments de fait mentionnés au cours de nos interviews. Le but étant de dégager l'influence des diverses formations sur les mécanismes de réinsertion professionnelle. Sans «imposer» de constantes applicables à l'ensemble des légionnaires ou des inciviques en général, relevons, modestement, quelques tendances au sein même de l'échantillon.

- 1ère catégorie: Dans tous les cas, on constate que les études poursuivies conduisent à un emploi dans le secteur considéré: profession libérale, architecture, para-médical, clergé. Si l'on exclut le temps de formation, on s'aperçoit que le temps nécessaire à l'occupation d'un emploi est très court (quelques semaines), et souvent cet emploi est occupé durant tout la carrière.

- 2ème catégorie: Les formations suivies dans les C.E.P. ne conduisent pas obligatoirement vers le secteur considéré. Si elles y conduisent, les mêmes caractéristiques que pour la première catégorie sont observables. A l'inverse, on remarque pour les autres des soubresauts au niveau des secteurs et des professions. Un emploi «définitif» est alors atteint plus tard (parfois après plusieurs années).

- 3ème catégorie: On pourrait s'attendre à trouver ici les problèmes d'insertion les plus aigus. En fait, il est possible de distinguer une alternative. La branche «sans problème» qui décroche très rapidement un emploi (quasi instantanément) et s'y tient en principe durant toute la carrière professionnelle [29]. La branche «à problèmes» où l'on constate une fréquence plus importante de changement de secteur, de profession et de statut (employé, ouvrier, indépendant). Cette branche est la plus hétéroclite et la réinsertion s'y pratique de la manière la plus anarchique.

5. EN EMPLOI

Sur la base de nos interviews, il nous a paru intéressant d'examiner le premier emploi décroché par les interrogés. Sans exagérer l'importance de cet emploi (dont la durée varie entre 15 jours et 40 ans), il est possible

---

29 Il s'agit surtout des personnes dont l'avenir professionnel était «rassurant».

de dégager quelques conclusions quant à la réinsertion professionnelle de certaines personnes. Trois catégories peuvent ainsi se distinguer:

- Travailleurs à carrière stable («Les marginaux») [30]

Il s'agit d'un groupe de 10 personnes pour lesquelles, aussi étonnant que cela puisse paraître, le premier emploi constitue «l'emploi définitif», c'est-à-dire celui qu'ils occuperont durant toute leur carrière [31]. Ils sont ainsi déterminés:

Professions libérales	2
Clergé	4
Sidérurgie	1
Armée (Légion étrangère)	1
Importation	1
Matériaux de construction	1

Les interrogés trouvent eux-mêmes une explication à leur (ré)insertion professionnelle rapide (la durée du chômage entre la sortie de prison et l'occupation de l'emploi est nulle !): - Les études et la formation professionnelle pour les professions libérales et la sidérurgie; - L'obligation (Légion étrangère); - La chance et la qualité du travail réalisé (matériaux de construction); - L'accueil favorable de la famille (firme familiale pour l'importation); - En ce qui concerne le clergé, trois d'entre eux, prêtres avant guerre, réintègrent leur état. Le quatrième rentre dans les Ordres après des études.

Un autre facteur joue en faveur de ce reclassement rapide: la mobilité. Dans 8 cas, on constate une délocalisation importante par rapport au lieu d'origine ou de travail avant ou pendant la guerre: 4 changements de pays (3 clercs + 1 militaire); 2 changements de provinces (importation, matériaux de construction); 2 changements de communes (1 profession libérale, 1 sidérurgie).

Remarquons aussi une autre constante au niveau du type de contrat et du statut (pour le clergé on aurait avantage à parler d'«état»): indépendants (3), ouvrier (1), employé (1), armée (1). La constante réside dans la conservation du statut durant toute la carrière. Mis à part un cas

30 Pour la facilité, nous utiliserons le terme «marginaux». Il couvre les interrogés de notre échantillon qui ne correspondent pas en proportion à l'ensemble des légionnaires.

31 Dans ce chapitre, on entend par «premier emploi», le premier emploi occupé après la sortie de prison.

(armée), toutes ces carrières sont choisies volontairement par les intéressés et sans intervention d'autres inciviques. De plus, leurs antécédents ne semblent pas avoir porté à conséquence dans leur sphère professionnelle.

Le secteur, le statut et le type d'emploi restant constants, seul le volet hiérarchie peut varier: c'est le cas de l'employé (haut cadre) et de l'ouvrier (responsabilité sécurité). Signalons aussi qu'aucun renvoi n'a été constaté au sein de ce groupe. Sauf pour les trois clercs, l'influence des activités professionnelles d'avant guerre n'intervient pas dans la réinsertion d'après guerre (un militaire, un professeur, un mineur, quatre étudiants). La proportion importante d'officiers (5) ne doit pas nous leurrer ! Trois d'entre eux étaient aumôniers et commissionnés d'office officiers.

Outre ces éléments constants, on pourrait expliquer «l'aisance» de ce reclassement par la «structure d'accueil»:

- les indépendants peuvent travailler sans avoir à rendre compte au sein de leur entreprise;
- l'armée, le clergé sont des organisations naturellement discrètes;
- l'employé et l'ouvrier préviennent leurs employeurs de leurs antécédents avant la signature du contrat.

Une remarque enfin sur le terme «marginal». On pourrait s'étonner du fait que dans notre échantillon de 36 personnes, 10 d'entre elles retrouvent aussi rapidement un emploi stable. Ce phénomène est dû à la proportion beaucoup trop forte au sein de notre échantillon de certaines catégories d'individus.

- 3 clercs: il n'y eut pas plus de trois aumôniers au sein de la Légion Wallonie;
- 2 études universitaires d'après guerre conduisant aux professions libérales: ce phénomène est rarissime au sein des légionnaires. Il n'existe probablement pas plus de trois cas de ce genre;
- 1 militaire: nos recherches n'ont pas permis de découvrir plus de dix légionnaires engagés après guerre dans la Légion Etrangère.

En conclusion, au vu de l'ensemble de la Légion Wallonie, on peut parler d'un reclassement aisé du type «marginal» pour une faible proportion de légionnaires.

- Travailleurs à carrière sectoriellement stable («Les privilégiés») [32]

En ce qui concerne le premier emploi, cinq personnes se distinguent par le fait qu'elles y trouvent définitivement le secteur où elles évolueront durant toute leur carrière:

Imprimerie	1
Horlogerie	1
Horeca	1
Décoration	1
Architecture	1

Comme élément favorisant cet état de chose, on peut avancer les explications suivantes: - Formation C.E.P. (décoration, horlogerie); - Activités de prison (imprimerie); - Expérience professionnelle antérieure dans le secteur considéré (Horeca, horlogerie, architecture); - Cours du soir (architecture).

On le voit les facteurs formation et expérience professionnelle s'avèrent fort importants. La mobilité intervient aussi de façon déterminante (4 changements de provinces et 1 changement de commune). Si le secteur reste constant, le statut et le type de contrat peuvent varier au cours de la carrière. Ainsi, trois interrogés (Horeca, horlogerie, décoration), après une période variable, abandonnent leur statut d'employé et lancent leur propre affaire en tant qu'indépendants. On peut parler sans conteste d'un choix raisonné en matière d'emploi et de carrière dans la mesure où quatre personnes prennent conscience, dès leur emprisonnement, de la nécessité de (ré)orienter leur carrière (2 militaires, 2 étudiants). D'où l'importance de mettre à profit le temps de détention (2 C.E.P., imprimerie) ou de cours du soir après la détention (architecture). C'est ce qui explique sans doute que la durée du chômage entre la sortie de prison et l'accès au premier emploi soit courte. Il en va de même pour le chômage frictionnel entre deux emplois. Un seul renvoi pour cause d'antécédents est constaté.

La plupart des emplois décrochés dans ce cas sont obtenus par relations familiales ou par relations «professionnelles» établies lors du passage dans un C.E.P. Un seul doit son premier emploi à l'intervention d'autres inciviques libérés antérieurement («filière flamande», voir *infra*). En

32 Nous utiliserons le terme «privilégiés» dans la mesure où ces interrogés, malgré les difficultés théoriques examinées précédemment, ont le «privilège» de se reclasser selon une filière semblable à celle des travailleurs non-inciviques.

ce qui concerne la structure d'accueil, on constate à nouveau que le statut d'indépendant (cumulé à la délocalisation) offre une certaine stabilité. Les employés préviennent leurs employeurs (seuls au courant dans l'entreprise) dès la signature du contrat et leurs antécédents ne portent pas à conséquence, ni en termes de salaire ni au niveau de leurs relations interpersonnelles.

Le titre de «privilégiés» n'est pas usurpé dans la mesure où l'on pouvait s'attendre aux pires difficultés de réinsertion professionnelle pour tous les inciviques. Or, le cas de ces cinq interrogés nous montre qu'au sein des légionnaires, moyennant quelques conditions préalables (formation, mobilité, relations familiales), le reclassement peut s'effectuer de manière semblable à celui d'autres travailleurs selon un mécanisme assez simple: la formation théorique et/ou pratique conduit à un (ou plusieurs) emploi(s) «de tâtonnement» et ensuite à une carrière définitive dans le secteur considéré.

- Travailleurs à carrière instable («Les indécis») [33]

Un groupe de 20 personnes, 21 si l'on assimile le cas du légionnaire ayant fait toute sa carrière à l'étranger (unique dans notre échantillon !), se dégage de l'ensemble de nos interviews. Dans leur cas, s'arrêter au seul secteur ou au premier emploi ne suffit plus. C'est en termes de cheminement professionnel qu'il faut raisonner semble-t-il ! Si l'on examine l'aspect mobilité, on remarque que 10 d'entre eux quittent leur province, 2 émigrent définitivement vers l'étranger et 9 changent de commune. De plus, certains s'abritent, dès leur sortie de prison et pour une durée variable (6 mois-1 an) auprès de leur famille à l'étranger; après quoi, ils reviennent en Belgique. La région bruxelloise (lieu de travail et de résidence) exerce un pouvoir attractif indéniable: l'anonymat des grands centres et l'espoir d'y trouver rapidement «n'importe quel emploi» (*sic*) favorisent ces «migrations». Contrairement aux deux catégories précédentes, les «indécis» sont plus marqués par l'obligation (légale ou sociale) d'émigration: interdiction de paraître dans la commune d'origine ou de résidence, déménagement définitif de la famille vers un lieu proche de la prison où l'intéressé est détenu, migration de la famille sous la pression populaire locale (mise à sac, incendies, menaces, etc).

Ce qui ressort avant tout de nos interviews, c'est l'extrême diversité des sauts de secteurs de professions et de statuts avant d'atteindre un emploi définitif. Des cheminements professionnels très hétéroclites se font

---

33 «Indécis» dans le sens où la ligne logique de la carrière de ces interrogés n'apparaît pas résolue, nette ou définie.

jour et l'on serait bien en peine d'y trouver une logique interne. Plusieurs éléments «constants» dans cette catégorie:

- Le chômage: Sa durée est plus importante et plus fréquente au cours du cheminement professionnel;

- Des renvois plus fréquents (8 cas) sont observables. Il s'agit bien sûr de renvois pour cause d'antécédents et qui eurent lieu avant 1955;

- La «filière» incivique fonctionne très bien au niveau informatif. Douze personnes ont au moins un emploi par l'intermédiaire d'inciviques libérés ou de «sympathisants» (*sic*);

- Hormis les difficultés inhérentes à leur passé d'inciviques, six personnes éprouvaient des problèmes relationnels au sein de leur emploi (résurgence de l'ambiance carcérale, affirment-elles). Ce qui entraîna d'inévitables accrocs hiérarchiques dans les premiers temps;

- L'absence de formation adéquate. Les anciens militaires de carrière et les étudiants n'ayant pu achever leurs études constituent l'essentiel de ce groupe. On peut affirmer que dans ce groupe, la formation pratique au sein de l'entreprise prend largement le pas sur la formation de type théorique. C'est ce qui explique peut-être une durée de «tâtonnement» plus longue que pour les deux groupes précédents (1950-1954). En matière de formation, ajoutons que cinq personnes accédant à des postes de cadres (dans des firmes transnationales surtout), ont suivi des stages de recyclage intensif. Dans cette catégorie, on trouve aussi les individus désireux de lancer leur propre affaire en association avec deux ou trois autres légionnaires (1950-1955) (Voir «Entreprise et réinsertion»).

Indépendamment du secteur, on constate que ce groupe est essentiellement orienté vers les professions du type délégué technico-commercial (*sic*). Onze d'entre eux peuvent se ranger sous cette étiquette, même s'ils occupent un poste élevé dans la hiérarchie de l'entreprise. On trouve aussi trois cadres occupés dans le secteur des banques et des assurances et six «divers» (comptable, clergé, cadre dans l'organisation de voyages, employé de torréfaction, carreleur, portier).

En conclusion, on peut affirmer que globalement, les difficultés d'insertion de ce groupe s'achèveront vers 1955. Outre les difficultés indiquées auparavant, il nous semble qu'ici, la personnalité et le tempérament des interrogés ne sont pas étrangers au phénomène. Dans ce groupe, on trouve essentiellement des individus qui entretiennent encore entre eux des relations de type «passéiste», souvent braquées sur

un passé de guerre. La «Légion», c'est la grande affaire de leur vie, une aventure qui n'a pas de prix.

6. AU CHOMAGE

De prime abord et tenant compte des nombreuses interdictions professionnelles, on pouvait formuler l'hypothèse que la période de chômage entre la libération des interrogés et leur accès à un premier emploi serait de longue durée. Au travers de nos interviews, il s'avère qu'il s'agit là d'un faux problème car cette période est assez courte (15 jours à 3 mois), voire inexistante dans certains cas. Trois raisons principales se dégagent de l'ensemble des témoignages:

- Si certains interrogés ont considéré ce «stage d'attente» comme une période de «décompression» avant de se lancer dans la vie professionnelle, d'autres, dont la situation familiale n'autorisait pas ce type de «vacances», se trouvaient dans l'obligation d'occuper n'importe quel emploi dans les plus brefs délais.
- La situation économique caractérisée par la haute conjoncture des «trente glorieuses» favorisait l'embauche.
- Pour hâter leur mise en libération conditionnelle, certains interrogés signalaient le nom de leur futur employeur (preuve de reclassement, affirmait-on dans les commissions de libération !). En fait, plusieurs entreprises, bruxelloises principalement, dont les dirigeants étaient d'anciens inciviques ou des «sympathisants» jouaient le rôle de prête-nom pour ce faire. L'incivique libéré se voyait embaucher pour une période de quelques semaines, dans l'attente d'un autre emploi. La durée du chômage était bien sûr nulle dans ce cas !

En examinant les causes ultérieures de chômage chez les interrogés, on obtient les données suivantes:

Causes du chômage	Catégories d'interrogés		
	1e cat.	2e cat.	3e cat.
Faillites d'entreprises	0	0	4
Fin de contrat (contrat temporaire/intérim)	0	0	3
Fin de carrière	0	0	5
Santé	0	0	2
Renvoi pour cause d'incivisme	0	1	4
Autres renvois et départs volontaires	0	0	6
TOTAL	0	1	15 = 16
Pas de chômage	10	4	6 = 20
TOTAL GENERAL	10	5	21 = 36

En excluant le chômage dont nous avons parlé plus haut, on peut constater que 16 interrogés sont touchés au cours de leur carrière. C'est dans la 3e catégorie que la concentration est la plus forte. Dans la 1e et la 2e, elle demeure pratiquement nulle. Pour les 20 personnes n'ayant pas chômé, il est possible que cet aspect ait été masqué au cours des entretiens (oubli volontaire ou involontaire) pour ne pas ternir une situation professionnelle ultérieure enviable. Faillites: trois d'entre elles concernent des P.M.E. créées par deux ou trois inciviques, durant la période 1955-1960. De ce type d'entreprise, les interrogés ne conservent pas un souvenir inoubliable ! Elles ne semblent avoir été qu'un intermède peu rentable au cours de leur carrière. Renvois: lorsque l'employeur avait connaissance des antécédents de l'interrogé *après* l'avoir engagé, il arrivait qu'un licenciement eût lieu. Sept personnes furent dans ce cas. Départs volontaires: dûs principalement au sentiment d'exploitation durant la période 1948-1953. Pendant cette période, on constate aussi 4 procès intentés par les interrogés à leurs employeurs. Ces derniers sont surtout des entreprises faisant appel à des démarcheurs. Fin de carrière: la période de chômage la plus longue est due aux licenciements de fin de carrière. Le problème est actuel et trois personnes, parmi nos interrogés, sont encore dans ce cas. Il se traduit par la prépension-licenciement ou par le licenciement pur et simple.

ménager p.ex.). En fin de carrière, 11 d'entre eux, à des degrés divers, seront encore des «délégués commerciaux» ou «délégués technico-commerciaux». En terme de hiérarchie, outre les 11 précités, 2 personnes achèveront leur carrière en tant que cadres de direction, 2 en tant que cadres de conception (conseil), 7 en tant que techniciens ou cadres administratifs.

- Ouvrier uniquement. Trois personnes n'ont jamais travaillé autrement qu'avec ce contrat. Il s'agit de personnes pour qui être ouvrier reste une «tradition» familiale (voir présentation générale).

- Ouvrier et employé. Deux personnes eurent successivement ces deux contrats. Très rapidement, ils troquèrent définitivement leur col bleu pour un col blanc. Le contrat d'ouvrier, dans leur cas, ne fut conclu que dans la mesure où il leur était impératif de travailler dans les plus brefs délais.

- Indépendant-employé/indépendant uniquement. D'emblée, signalons que deux personnes, titulaires de professions libérales, garderont leur statut durant toute leur carrière. Une troisième conservera son statut d'indépendant durant l'essentiel de sa carrière et deviendra un employé un an avant la pension («marginaux»). Les autres se divisent en deux groupes:

* Deux interrogés débuteront leur carrière par un contrat d'employé et s'installeront par la suite à leur propre compte: restauration, décoration («privilégiés»);
* Les six derniers ont tâté du statut d'indépendant à un moment de leur carrière. Soit en tant que démarcheur indépendant (ils rejoignent ensuite les employés dits «délégués commerciaux»), soit au sein d'une association de trois ou quatre indépendants (S.P.R.L.). Ces micro-sociétés naissent vers 1955-1960, ne durent qu'un temps (2 ou 3 ans) et s'achèvent souvent par une faillite... et des mésententes. Après quoi, les indépendants rejoignent les employés (surtout technico-commerciaux ou cadres administratifs).

- Clergé. Les membres du clergé (3 avant-guerre et 2 après-guerre) constituent un groupe particulier, dont la proportion est trop forte par rapport à notre échantillon de base. Dans leur cas, il convient davantage de parler d'état que de contrat («marginaux»).

- Militaire. Peut-on parler d'un véritable contrat lorsqu'on apprend qu'il s'agit d'un engagement forcé ? Il est toutefois représentatif si l'on considère que plusieurs légionnaires ont contracté un emploi dans cette voie.

8. ENTREPRISES ET REINSERTION

L'examen des différentes entreprises fréquentées par les interrogés au cours de leur cheminement professionnel peut sans conteste se diviser chronologiquement.

- 1947-1955

Durant cette période, on constate une embauche prédominante dans des firmes de petite taille (5-15 travailleurs) et concentrées dans les grands centres (principalement Bruxelles). L'occupation au sein de la grande entreprise nationale ou transnationale reste marginale (3 personnes y travaillent de manière temporaire). Pour les petites entreprises, on note surtout des firmes d'articles d'électro-ménager (fonctionnant par démarcheurs), des firmes d'ex-inciviques ou de «sympathisants» inciviques [36]. En faveur des petites entreprises, on y trouve aussi la possibilité d'un anonymat (précaire), une exigence moins importante en matière de critère à l'embauche (formation, antécédents, etc). Par contre, elles favorisent une certaine forme d'exploitation (contrat d'ouvrier pour des tâches intellectuelles: 1 cas; salaire moins élevé: 4 cas) et une syndicalisation assez faible. C'est au sein de ces firmes que l'on assiste à des différends réguliers entre les interrogés et leurs employeurs (procès, licenciements, départs volontaires entraînant le chômage). Mis à part les entreprises de «sympathisants», l'on ne peut parler de réelle concentration d'ex-inciviques au sein d'entreprises particulières. D'après nos interviews, il ne semble pas y avoir eu d'embauche «définitive» (par le biais d'un réseau d'inciviques francophones ou wallons). La proportion d'interrogés s'installant définitivement en tant qu'indépendants est très faible durant cette période.

- Après 1955

A partir de cette date, on constate une ouverture de la part des firmes transnationales. Les emplois décrochés par les interrogés se situent dans le domaine technico-commercial. Des entreprises belges de dimension moyenne accueillent également les interrogés dans le même secteur. Sept personnes sont engagées définitivement dans les entreprises multinationales américaines et surtout allemandes. L'apprentissage des langues et l'expérience professionnelle acquise au sein des petites entreprises semblent porter leurs fruits durant cette période. Par ailleurs,

---

36 Ce phénomène est très visible en Flandres, peu en Wallonie mais plusieurs légionnaires ont trouvé de l'emploi grâce aux «filières» flamandes.

la stigmatisation sociale dont les inciviques étaient l'objet s'estompe vers cette époque (suppression du certificat de civisme, possibilité de recouvrer certains droits, etc). Les mêmes caractéristiques principales peuvent s'appliquer aux entreprises belges de dimension moyenne. La grande différence entre firmes belges et multinationales dans leurs rapports avec les inciviques réside dans la suite de l'embauche. On constate dans les firmes belges que l'engagement d'un ex-incivique produit une succession d'engagement d'autres inciviques. Cette vague d'engagements n'existe que dans la mesure où le premier engagé «a fait ses preuves» et où il occupe un poste décisionnel suffisamment élevé. A titre d'exemple, deux interrogés (secteur imprimerie et matériaux de construction [37]) font embaucher définitivement 15 et 20 travailleurs au sein de l'entreprise où ils sont occupés. Dans ce cadre, on peut parler de filière d'embauche définitive, mais pas de réseau d'informations «*underground*». Pour choisir parmi les ex-inciviques, les deux interrogés semblent avoir opté pour des critères professionnels plus que sentimentaux. Cet état de chose paraît avoir accentué la mobilité.

Signalons aussi que la période 1955-1960 semble favorable à l'éclosion de firmes, du type S.P.R.L., créées par deux ou trois ex-légionnaires. Aux dires de certains interrogés, ces micro-entreprises ne perdurent pas plus de trois ans et certains apprennent à leurs dépens qu'un bon camarade de combat peut s'avérer un piètre associé.

9. PROBLEMES PROFESSIONNELS SPECIFIQUES: Certificat de civisme/Perte des droits/Secteurs particuliers

Au cours de nos interviews, lorsque nous abordions l'insertion professionnelle, la plupart des interrogés faisaient référence au problème du certificat de civisme. La focalisation sur ce document, sur ce qu'il autorisait ou n'autorisait pas est compréhensible, si l'on sait qu'il pouvait être exigé dans de très nombreuses circonstances; tellement nombreuses que la Commission de la Justice du Sénat a pu le qualifier d'«attestation qui sert à tout» [38]. Citons à titre d'exemples et pour en souligner la diversité: l'accès aux emplois publics; l'obtention d'un passeport (y compris celui des... enfants) ou d'un permis de roulage; l'inscription au registre de commerce, aux examens d'Etat etc. Le secteur privé ne demeura pas en reste: de nombreux employeurs exigèrent ce document de leurs travailleurs, de leurs fournisseurs, voire de leurs clients. Des prêts financiers, des biens en location pouvaient être refusés aux personnes

37 Catégories «privilégiés» et «marginaux».

38 *Documents parlementaires. Sénat*, 6.II.1947, n° 81.

dépourvues de ce certificat. Comme bien souvent, une mesure trop restrictive ne résiste pas aux assauts du temps. L'exigence du certificat de civisme perdit de son impact à partir des années 50. Son usage se restreignit jusqu'à ne plus être utilisé du tout. Il est vrai que le traditionnel «Certificat de bonne vie et moeurs» avait repris ses droits ! Actuellement,on peut affirmer que ce dernier ne représente plus un obstacle majeur pour les inciviques: il ne mentionne plus les peines encourues alors, sauf si l'intéressé n'a pas bénéficié d'une réhabilitation.

En ce qui nous concerne, on peut synthétiser en trois volets les réponses aux questions que nous posâmes à ce propos:

- Problèmes d'accès à l'emploi. Douze personnes en ont fait mention. Il s'agit toujours d'accès à l'emploi privé (personne, parmi les interrogés, ne souhaitait entamer une carrière au sein des services publics). De 1946 à 1950 environ, bon nombre d'entreprises privées exigeait la présentation du certificat comme critère sélectif à l'embauche (avant tout autre procédure de sélection). Par la suite, le certificat (redevenu «certificat de bonne vie et moeurs») servit de critère sélectif en fin de procédure. Si l'on exclut de notre échantillon les «marginaux» et les «étrangers» (36-10-1), on constate que près d'un interrogé sur deux s'est vu refuser l'accès à au moins un emploi du fait de la non présentation du certificat de civisme. Tous les refus d'embauche ont pris place dans la période 1947-1955 et tous concernaient des entreprises de taille variable.

- Le renvoi d'un emploi. Après l'embauche de l'intéressé, il arrivait que l'employeur apprit d'autre source les antécédents. L'exigence *a posteriori* du certificat de civisme coïncidait avec le renvoi sur le champ de l'intéressé. Sept personnes ont mentionné un licenciement dans de telles conditions. Deux d'entre elles signalèrent que l'employeur leur proposa de travailler à moindre prix en contre-partie d'un non licenciement, ce qu'elles refusèrent. Ces événements eurent lieu dans la période 1950-1955 et dans des entreprises de petite taille.

- Autres problèmes. Comme autres problèmes professionnels, on trouve des difficultés administratives spécifiques à certaines professions:
  * L'obtention d'un C.C.P. pour les indépendants (2 personnes en font mention). Ce problème fut rapidement résolu en attribuant le C.C.P. à l'épouse, au-dessus de tout soupçon et sachant présenter un certificat en règle. Une procuration était ensuite établie au nom de l'intéressé;
  * L'inscription au tableau de l'Ordre (1 cas). La difficulté fut contournée par une inscription auprès de l'Ordre en question dans une autre région linguistique du pays.

Enfin, signalons que 12 personnes n'ont pas invoqué de problèmes dûs au certificat de civisme en matière professionnelle. Pour certains, sans condamnation (1), tribunal de la Jeunesse (1), clergé (3), et carrières à l'étranger (1), la non obtention du certificat ne porta pas à conséquence. Pour les autres, il n'est pas impossible qu'au cours de leur interview, cet élément fut occulté. A l'inverse, deux individus nous ont rapporté que la non présentation du certificat fut décisive, pour *favoriser* l'accès à un emploi (firmes flamandes n'engageant que des inciviques !).

La perte des droits et les problèmes résultant du certificat de civisme eurent donc une incidence quantitative non négligeable sur l'accès et l'occupation de l'emploi des interrogés. Par contre, affirmer que la réhabilitation eut une incidence avantageuse pour la réinsertion professionnelle reste, à notre avis, un argument spécieux. En effet, la plupart des interrogés étaient déjà en «emploi définitif» *avant* la réhabilitation (voir plus loin).

- Secteurs particuliers: l'Armée - le Clergé

- L'Armée: On pourrait s'étonner du fait que l'on retrouve des ex-légionnaires dans l'Armée malgré les interdictions et les exclusions prévues par la loi. Bien qu'ils furent quantitativement limités, il nous semble intéressant de toucher quelques mots des engagements, afin d'écarter ce qui relève de la légende plus que des faits historiques. Deux «canaux» de recrutement étaient susceptibles d'être empruntés: la Légion Etrangère et le Bataillon Belge de Corée. La constitution d'un bataillon dans le cadre du conflit coréen en 1950 aurait pu favoriser l'engagement de légionnaires: rien ne semblait s'y opposer au niveau des intentions, l'ennemi étant issu de la même «mouvance bolchevique». Seuls quelques très jeunes légionnaires (n'ayant pas été condamnés et n'ayant pas encore effectué leur service militaire) s'engagèrent volontairement dans ce Corps. D'autres, plus âgés, purgeant encore leur peine, postulèrent mais ne purent s'engager. Le but était simple: «poursuivre la lutte contre le bolchevisme» [39]. En fait, quelques personnes issues du milieu légionnaire se présentèrent à l'engagement [40]. Carl Suzanne se trompe donc lourdement en affirmant que «plus de 500 officiers, sous-officiers et légionnaires de nos deux légions demandèrent de pouvoir suspendre leur emprisonnement pour aller se battre contre la crapule rouge (...) afin de continuer notre action commencée en 1941» [41].

---

39 Voir Archives Ministère des Affaires étrangères, D 12622: *Volontaires belges pour la Corée*.

40 Voir aussi Archives Forces Armées Belges (C.D.H.), *Corée*, CGSA 43-48.

41 Carl SUZANNE (ancien légionnaire), *Commentaires en marge de l'Histoire*, manuscrit inédit, 1951 (CREHSGM).

- La Légion Etrangère: Un recrutement systématique au sein des prisons françaises de l'Epuration fut organisé. Ce ne fut pas le cas en Belgique. Toutefois, il est indéniable que certains légionnaires wallons s'engagèrent au sein de ce corps. Nos recherches sont demeurées vaines sur ce point. L'annexe IV comportant les «réponses» de la Légion Etrangère à nos questions indiquera le pourquoi de ce silence.

- Le Clergé: Parmi les 5 clercs que nous avons mentionnés, 3 étaient aumôniers à la Légion (2 Belges, 1 Luxembourgeois), les 2 autres entrèrent dans les ordres après la période de détention. Pour les trois premiers, on constate une différence fondamentale au niveau des condamnations: non-lieu (2 ans de Légion!); 10 ans (6 mois de Légion); abandon des poursuites en Belgique (1 an de Légion). La réinsertion du premier s'effectua sans accrocs (émigration en France), malgré quelques difficultés lors de la question royale. Le second réintégra son couvent après sa détention (sans aucune difficulté affirme-t-il !). Le dernier fut poursuivi au Grand-Duché et bien que non extradé, il subit plusieurs déplacements sous la pression des paroissiens. Les personnes entrées dans les Ordres après leur détention ne mentionnent aucune difficulté provenant de leur passé, dont seuls les supérieurs étaient au courant. La discrétion et la délocalisation comptent pour beaucoup dans leur réinsertion.

10. RECLASSEMENT ? DECLASSEMENT ?

Entre la mobilisation de l'Armée belge et la libération massive des inciviques, huit à dix ans s'écoulèrent ! Il serait intéressant de comparer la situation professionnelle d'avant guerre et la carrière qui suivra la période d'internement des interrogés en utilisant des critères simples, mais sévères.

- Si l'on appelle «reclassement» la réintégration de l'intéressé dans la profession où il était occupé avant guerre (ou par extension avant l'engagement à la Légion), sept personnes peuvent se ranger dans cette catégorie: deux étudiants (de jour) qui poursuivent leurs études entreprises avant (ou durant) la guerre; un restaurateur et un représentant; trois membres du clergé qui réintègrent leur état. La mobilité géographique y est très forte (2 changent de pays; 3 changent de province; 2 restent sur place sans déboires professionnels).

- Si l'on appelle «déclassement» un changement sensible au niveau du secteur, de la profession (ou du choix de carrière) entre l'avant guerre et l'après libération, on constate que 18 personnes relèvent de cet état de chose: - 6 personnes en emploi avant guerre: qui évoluent vers des secteurs fondamentalement différents (ex.: enseignement, armée; banque,

construction). Deux d'entre eux ne pouvaient légalement plus exercer leur profession: un journaliste indépendant et un employé dans un quotidien; - 7 militaires de carrière qui, suite aux interdictions et exclusions ne peuvent rester actifs dans la «Grande Muette». Ils évoluent vers des secteurs diversifiés (comptabilité, horlogerie, construction, clergé); - 5 étudiants qui, avant l'engagement à la Légion, se destinaient à une carrière militaire, furent obligés de réorienter leurs projets (construction, assurances, dessin technique). Parmi les 12 vocations militaires, on en trouve 8 appartenant à la catégorie des «indécis» définie plus haut. L'on peut comprendre que leur situation spécifique les obligea à tâter de plusieurs emplois, secteurs ou professions avant de décrocher leur emploi définitif. On remarque aussi que la mobilité géographique est importante (changements de provinces: 3 + 5 + 2; de pays: 1 + 2 + 0; de communes: 1 + 0 + 3).

- Les sacrifiés: Il subsiste une catégorie de 11 étudiants pour lesquels il est pratiquement impossible de faire une comparaison entre l'avant-guerre et l'après-libération. Ces jeunes gens, trop «âgés» pour reprendre des études, trop jeunes pour lancer une affaire au lendemain de leur libération, sont jetés sur le marché du travail, sans formation, sans diplômes (souvent les humanités inférieures n'étaient pas achevées), sans expérience professionnelle. Leur seul «bagage» - ils s'en passeraient volontiers -, est un passé de militaire temporaire, de détenu et d'incivique notoire. Ils alimentent en grande partie ce que nous avons appelé plus haut la catégorie des indécis. Si l'on examine la mobilité géographique, on constate qu'elle a lieu au niveau du changement de commune (8) et du changement de provinces (3 personnes). (La plupart d'entre eux rejoignent leurs parents dans les premiers mois et se fixent à proximité dans la suite.)

Nous conclurons ce chapitre en constatant que de profonds bouleversements «professionnels» résultèrent des événements de guerre. Ils touchèrent les études, les choix de carrières, les emplois et provoquèrent, notamment par la mobilité sociale, une césure professionnelle et «générative». Il y a gros à parier que pour des légionnaires issus du milieu militaire ou du secteur de l'agriculture par exemple (deux milieux où l'endo-recrutement est accentué !), la carrière des intéressés eût été toute tracée en d'autres circonstances.

11. RELATIONS SOCIALES

- Quelques aspects familiaux

A ce niveau, il serait intéressant d'examiner l'influence des condamnations et des antécédents sur les relations familiales de l'intéressé !

- Au niveau du MARIAGE, notre échantillon révèle que le phénomène du ghetto social apparaît de manière éclatante, au moins pour les jeunes. La situation sur ce point s'exprime comme suit:

Mariages avant-guerre	7 (- 2) [42]
Mariages durant la guerre	7
Mariages après-guerre	18 (+ 1)
Clergé	4 (+ 1)
TOTAL	36

Sur 32 interrogés mariés, 14 signalaient que leur épouse provenait, de près ou de loin, du milieu incivique. 5 autres épousèrent après guerre une personne de nationalité étrangère (immigrée ou apatride). Il semble que les jeunes légionnaires se sentaient obligés de rechercher une épouse au sein de la mouvance incivique. Ce phénomène doublé notamment de l'apparition concomitante de «firmes d'inciviques» (voir *supra*) favorisa à notre avis l'ébauche d'un tissu relationnel propre à un ghetto social des inciviques. Le passé commun (jeunesse rexiste, Légion Wallonie, stigmatisation due à l'épuration) y demeure le ciment principal. Si l'on peut parler d'un horizon professionnel limité, le volet conjugal, lui, devient franchement étriqué.

- En ce qui concerne les ENFANTS, il est nécessaire, à notre sens, de faire une triple distinction:

- Les enfants inciviques, c'est-à-dire les enfants qui, en falsifiant leur carte d'identité p.ex., rejoignirent les rangs de la Légion, ont été *placés* par le juge des enfants en maison de rééducation ou dans des fermes-écoles. Les conséquences légales, administratives et sociales étaient sans doute moins importantes que pour leurs aînés [43]. Peut-on en dire autant des conséquences psychologiques ? Dans notre échantillon, nous n'avons obtenu le témoignage que d'une seule personne relevant de cette catégorie. Il est donc difficile d'en tirer des conclusions.

42 Deux personnes, mariées avant guerre, divorcèrent après guerre. Les causes du divorce portaient sur les antécédents d'incivique de l'intéressé. Une troisième personne eut l'idée de divorcer en invoquant le même motif aux fins de conserver ses biens.

43 Pas de problèmes dûs au certificat de civisme, pas de perte de droits, etc.

- Les enfants d'inciviques (nés avant l'épuration). Dans notre échantillon, cette catégorie reste quantitativement faible (3 personnes). La stigmatisation sociale dont les enfants furent l'objet revêt plusieurs formes dans ce cas: renvoi d'une école (1), emprisonnement lors de l'épuration (2), menace (1), séparation des familles lors de la détention du père (3). Par la suite, grâce à la mobilité notamment, ces éléments n'ont plus porté à conséquence. Le fait est que ces enfants ont assumé et vécu parfois dans leur chair des difficultés entraînées par les antécédents du chef de famille. L'un de ces enfants s'est marié avec un incivique français. Pour les autres, on ne constate pas, aux dires des parents, de mariage de ce genre ni même une tendance à se rapprocher des milieux inciviques.

- Les enfants d'inciviques (nés après l'épuration). Ils sont principalement issus des intermariages (décrits plus haut) après 1950. Affirmer que ces enfants ont échappé à toute stigmatisation sociale est une erreur. Le fait est qu'ils n'ont pas vécu l'essentiel des problèmes de leur père. Ils n'ont pas connu la séparation d'avec leur famille durant la détention du père. Par ailleurs, et toujours aux dires des parents interrogés, l'enfance et la jeunesse de leur progéniture coïncidaient avec le retour à une stabilité professionnelle et à une aisance financière relative. On ne constate qu'un problème important dans notre échantillon: le rejet d'une candidature à la gendarmerie (le «certificat de bonne vie et moeurs» du père n'étant pas vierge). Bien que nos contacts avec les enfants des interrogés aient été restreints (peu d'entre eux assistaient aux interviews !), il semble que l'on assiste à une forme de césure dans la mémoire familiale. Ce phénomène très accentué en Allemagne, touche les enfants d'inciviques belges désireux d'«oublier» les événements issus de la guerre ou de la répression sans pour cela qu'un désintérêt, qu'une indifférence ne soient exprimés.

Signalons que un cas mis à part, tous les interrogés ont averti leurs enfants de leurs antécédents. Il en va de même pour les beaux-enfants et la belle-famille en cas de mariage. Aucune difficulté majeure n'apparaît sur ce point au travers de nos interviews. Trois personnes (sur les 23 mariés ayant eu des enfants) mentionnent une «certaine réticence» de la belle-famille mais sans que cela porte à conséquence à long terme. Le temps atténue ici bien des choses et, par ailleurs, l'attitude antérieure des parents est difficilement imputable aux enfants surtout lors de circonstances telles que le mariage !

Ajoutons pour clore cette partie que la motivation principale (voire exclusive !) des interrogés pour conserver l'anonymat, concernait les enfants. Parmi ces derniers, certains occupaient un emploi ou un rang

social qu'il ne convenait pas de mettre en péril en citant le nom des parents.

- En ce qui concerne les RAPPORTS D'APRES-GUERRE AVEC LA FAMILLE au sens large, les intéressés mentionnent peu ou pas de difficultés majeures à long terme. La délocalisation géographique et la césure avec le terroir comptent pour beaucoup dans cet état de choses. Dix personnes indiquent qu'elles furent l'objet de remontrances légères de cousins, d'oncles ou de tantes lors de leur immédiate libération. Parmi elles, trois signalent des problèmes relationnels avec le père ou la mère (familles d'anciens combattants 14-18 p.ex.). Un seul cas aboutit au rejet définitif de l'interrogé par sa famille ! Il n'en va pas de même pour 3 personnes dont l'exécution d'un membre de la famille (père) durant l'occupation ou durant la répression, altéra à jamais leurs relations sociales ou familiales. L'emprisonnement d'ascendants et de proches (8 personnes) qui, dans certains cas, se solda par un décès, a pu avoir les mêmes conséquences. Lors de nos interviews, nous avons été frappé du fait que les interrogés abordaient ce problème avec beaucoup de retenue et sans haine verbale. Jamais ils n'entamèrent le sujet spontanément !

- Autres relations sociales

Sous cette rubrique nous traiterons des relations qu'entretiennent les interrogés dans le cadre de la vie associative. Par certains éléments dits «de surface», il est possible de montrer la césure existant au sein de notre échantillon entre les interrogés qui ont tracé un trait sur leur passé de légionnaire et ceux pour qui ce passé reste très actuel.

Parmi les 36 interrogés, 13 signalent qu'ils se fréquentent encore très régulièrement, 12 occasionnellement. 10 ont coupé tous les ponts avec leurs anciens camarades (dès la fin de la guerre). Le dernier, décédé en 1946, n'intervient pas dans cette rubrique.

La dichotomie entre les 25 premiers et les 10 suivants se marque peu dans le volet «professionnel» et beaucoup plus dans les relations actuelles avec des groupes structurés. Nous en examinerons quelques uns ci-après.

- L'Eglise: On se souvient de l'influence du cadre religieux (voir présentation générale) sur les interrogés. Lors de nos interviews, il apparaissait clairement qu'au sein du premier groupe se dessinait une tendance à rendre les hommes d'Eglise de l'époque responsables des déboires de la plupart des légionnaires. L'idée étant que l'Eglise, prêchant un anticommunisme forcené avant la guerre, n'avait pas endossé la responsabilité des engagements anticommunistes des légionnaires. L'on pourrait effectivement trouver une contradiction dans ce comportement si

l'on ne tenait compte du fait que le clergé belge dans sa grande majorité marqua une opposition très vive aux engagements au front de l'Est et ce, jusque dans le refus d'accorder des aumôniers à la Légion [44]. Les noms du cardinal Van Roey, de Mgr Carton de Wiart revinrent régulièrement. Sans aller jusqu'à l'anticléricalisme, ce premier groupe mesurait sa position sur ce point à l'aune du dégoût et du dédain. Dans le second groupe, l'on mettait plus facilement en exergue l'attitude positive qu'eurent certains clercs pour atténuer les rigueurs de l'épuration. Les noms de Mgr Kerkhofs et du père Claeys-Bouüaert furent souvent cités.

Globalement, et connaissant le «*back-ground*» catholique de la plupart des interrogés, on peut se demander s'il n'y a pas ici une perte d'identité et un bouleversement fondamental au niveau du système de valeurs et de références.

- Le syndicat: Remarquons d'emblée le faible taux de syndicalisation au sein de l'échantillon: 8 personnes indiquent avoir été syndiquées une fois au cours de leur carrière. Parmi elles, 4 resteront affiliées durant toute leur carrière. L'affiliation est, dans les 8 cas, inspirée par des relations essentiellement instrumentales (perte d'emploi en fin de carrière, procès à l'employeur, risque de licenciement, facilité d'accès à un emploi). Le lien d'identification est inexistant. L'opposition au syndicat (chrétien, libéral ou socialiste) est virulente dans le premier groupe sans être uniforme (elle suit une division socio-professionnelle: indépendant/cadre/employé/ouvrier !). Le syndicat est avant tout une force de gauche [45]. Dans le second groupe on ne constate pas d'affiliation syndicale (ou il n'en est pas fait mention !). Adhérer à un syndicat aurait peut-être compromis un incognito auquel on demeurait indéfectiblement attaché.

- Partis politiques, régime parlementaire: Dans le premier groupe, on marque un net dégoût pour la chose politique en général et pour le système parlementaire en particulier. Les termes qu'on utilise ne sont pas sans rappeler la terminologie rexiste d'avant-guerre («pourris», «banksters»). L'affiliation à un parti reste marginale, semble-t-il. 4 personnes ont adhéré à un parti (1 libéral, 2 P.S.C., 1 socialiste), dans une optique purement instrumentale et locale. Dans l'ensemble, l'identification à un programme ou à des idéaux politiques est inexistante même si d'aucuns affirment qu'ils se reconnaissent dans certaines idées défendues en matière d'amnistie p.ex. par le «*Vlaams Blok*». Toutefois des initiatives de type «Rex National» sont accueillies avec un sourire narquois ou

---

44 Voir sur ce point la lette du 9.II.1943 du cardinal Van Roey au cardinal Maglione, dans E. LECLEF, *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, 1945, pp. 146-147.

45 De conversations avec des leaders syndicaux de l'époque, il ressort qu'aucune barrière n'a été opposée à l'affiliation d'ex-inciviques (certificat de civisme p.ex.).

dédaigneux. Le second groupe exprime un profond désintérêt pour la chose politique. L'affiliation y est inexistante. Dans ce cas également, la perte des références politiques est de mise. Si avant-guerre, bon nombre d'interrogés se reconnaissaient dans les idées rexistes, aucun parti actuel ne semble polariser leur opinion.

- La justice: Sur ce point, les deux groupes développent un discours similaire; la différence réside dans le ton et dans les termes, très durs chez les premiers. L'aspect rétroactif des lois et ses conséquences (développées antérieurement) demeurent la pierre d'achoppement principale entre les interrogés et la Justice en général. Ils n'accordent plus aucune confiance à ce qu'ils appellent «justice de la rue» [46]. Pour eux, les magistrats de l'époque ont dû se plier aux exigences des politiques ou de la vindicte populaire. «La Magistrature belge n'est ni debout ni assise; elle est vautrée et couchée !» L'intériorisation de ce sentiment les pousse, surtout dans le premier groupe, à cultiver la vocation du martyr. La différence entre les deux groupes se marque aussi quant à l'idée qu'ils se font de la résistance et des organisations patriotiques: Le premier groupe les rend responsables de la plupart des déboires qui les ont accablés depuis l'épuration. La pression de la résistance sur la Justice, les partis politiques, l'administration leur semble évidente et néfaste à leur égard. Ils ne lui pardonnent pas les actions de représailles effectuées durant la guerre à l'encontre des familles de légionnaires ni même de propager des amalgames ou des rapprochements déplorables (p.ex. «Les légionnaires sont des SS tout comme les gardiens de camp de concentration»). Aujourd'hui encore, ils s'estiment «traqués» par ceux qu'ils nomment, avec une certaine condescendance «les patriotes» ou «les autres». Les manifestations d'organisations patriotiques contre les mesures de clémence ou d'amnistie sont à leurs yeux l'exemple révélateur et toujours actuel de ce fait. Dans le second groupe, la résistance et les organisations patriotiques sont considérées comme des «combattants d'un autre bord» dont les motivations et les buts étaient différents des leurs. Légionnaires et résistants «communiaient» dans l'action durant la guerre à l'inverse de la plupart des spectateurs belges. Tout cela leur semble très loin déjà...

Nous pouvons conclure cette partie en signalant quelques «éléments de surface» qui, à notre sens, peuvent être révélateurs de l'état d'esprit au sein des deux groupes. Ils ne sauraient s'appliquer dans leur généralité !

Le premier groupe pourrait se définir en fonction de mécanismes d'opposition internes et externes. Sa logique et sa cohésion sont basées là-dessus. On peut citer l'opposition externe du groupe par rapport au

---

46 Référence aux manifestations massives des organisations patriotiques en faveur d'une répression rapide et intransigeante, voir *La Libre Belgique*, 17.XI.1947; *Le Soir*, 16.IX.1952; *Le Peuple*, 16.IX.1952.

parlementarisme ou par rapport à la Résistance ! En termes d'opposition interne les divergences de vues quant à l'attitude de certains chefs de la Légion sont des exemples frappants. Dans le même ordre d'idées, un interlocuteur externe est perçu comme adjuvant ou opposant (éventuellement sympathisant). «Tel historien est contre nous, tel autre est pour nous». L'usage du «nous» lors de nos interviews dans ce groupe, montre l'évidence de l'identification de l'interrogé à son groupe. D'où l'idée que l'on est parfois habilité à s'exprimer au nom du groupe. Une autre caractéristique de ce groupe réside dans sa vocation de persécuté perpétuel avec ses héros, ses martyrs... ses renégats. A ce niveau, des mécanismes de protection peuvent apparaître au travers d'éléments tels qu'une boîte postale plutôt qu'une adresse privée; un numéro de téléphone privé... Ces mécanismes remontent en partie à l'époque de la répression et traduisent, semble-t-il, un malaise parfois justifié [47]. Il n'est pas étonnant que ce groupe soit sensible à la propagation de rumeurs ou de généralisations. En voici quelques exemples: «La loi Lejeune ne *nous* a pas été appliquée»; «On nous a forcés à travailler aux mines où nous avons été battus à mort»; «Le Centre de recherche sur la seconde guerre mondiale détient des dossiers contre nous»; «Tout ce que l'on a écrit sur nous est mensonger»; etc... C'est au sein de ce groupe que l'on peut constater la constitution de petits musées où la croix de Bourgogne jouxte la photographie de John Hagemans [48] et le buste du «chef». Leur bibliothèque est révélatrice: les livres traitant de la guerre y occupent une place de choix. Des auteurs tels que J. de Launay, J. Mabire et, dans certains cas, des auteurs révisionnistes, y sont bien représentés. Plusieurs d'entre eux rédigent leurs «mémoires de légionnaire» avec un soin exemplaire et une rigueur rare. Ces dernières caractéristiques ne sont pas propres aux légionnaires. Toutes proportions gardées, on les retrouve chez bon nombre d'anciens combattants. Elles traduisent néanmoins une fixation sur un passé révolu et l'espoir de laisser une «trace» pour l'avenir. «Si c'était à refaire...»

Les considérations précédentes ne sont pas applicables au second groupe. Il ne semble pas y avoir de cohésion interne pour la raison que la conscience de groupe est inexistante. Il est constitué d'individualités pour lesquelles les interrelations avec d'autres légionnaires n'ont plus cours. Les raisons de cette «démarcation» sont diverses: délocalisation, désir de couper avec le passé, sauvegarde de l'incognito. La fréquentation de leurs anciens camarades ne leur semble pas indispensable pour leur épanouissement personnel. Pour eux, la page est tournée ! L'oubli est de rigueur ! Ils ont noué d'autres relations qu'ils ne souhaitent pas grever en dévoilant leur passé ou en le portant au pinacle.

---

47 En annexe, on trouvera un exemple de lettre anonyme adressée à l'un des interrogés (Annexe V).

48 John Hagemans, prévôt de la jeunesse rexiste, tué au front russe.

12. LA MOBILITE

Nous avons déjà signalé différentes «migrations» dans un chapitre précédent. Si l'on examine les motivations sous-jacentes à la mobilité, on s'aperçoit qu'elles ne sont pas toujours la résultante d'une «mobilité professionnelle». Elles peuvent se résumer en trois grandes catégories.

- Mobilité «familiale» (où l'incivique emprisonné n'est pas directement acteur): Le déménagement de la famille vers un lieu proche de la prison; l'hébergement de l'épouse et des enfants par un membre de la famille, un emploi étant alors trouvé pour l'épouse dans la région d'accueil. Dans les deux cas, lorsque l'interrogé était libéré, il cherchait à s'établir et à trouver un emploi dans un lieu proche de celui où s'était établie sa famille. On assiste, pour 15 des interrogés à un processus de ce genre avec une forte concentration à Bruxelles. On peut avancer une double explication sur ce point sans qu'elle devienne une règle générale. La liquidation du camp de Beverloo (camp minier où étaient concentrés avant tout les «porteurs d'armes») entraîna en 1949 une mutation de détenus vers le Petit Château de Bruxelles. D'autre part, Bruxelles (et d'autres grands centres tels Charleroi, Namur ou Liège) pouvait avoir un caractère attractif pour l'emploi (demande de travail plus importante et conservation possible de l'anonymat).

- Mobilité «contrainte»: Il s'agit surtout de l'interdiction de séjour ou de retour dans la commune (ou la région) d'origine lors de la mise en liberté provisoire. 13 personnes parmi les interrogés en furent frappées. Cette mesure, destinée à éviter les troubles sociaux, perdit de son impact dans la mesure où la mobilité «familiale» était préalable à la mobilité «contrainte». Peu d'interrogés souhaitaient dès lors retourner dans les communes «interdites». Deux légionnaires furent frappés d'interdiction de retour au pays. Le premier étant décédé (Légion Etrangère), le second se montrant peu locace, il nous était difficile d'exploiter cette filière particulière. Cette carence nous oblige à sortir du cadre de notre échantillon car le phénomène d'émigration à l'étranger, bien que difficilement quantifiable, n'en demeure pas moins important.

Une première vague d'émigration est constituée de légionnaires qui, condamnés par contumace en Belgique, n'ont pas rejoint le territoire national et se sont établis de fait à l'étranger. L'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne (le plus célèbre d'entre eux y demeure encore aujourd'hui) ont été les pays d'accueil principaux. L'URSS a également «hébergé» quelques légionnaires soucieux de s'y établir ou victimes d'un internement de longue durée [49]. Un second courant d'émigration concerne les

49 Voir V. FAUTRE et G. DELATTE, *Nos prisonniers du Goulag*, Bruxelles, 1980.

légionnaires condamnés et libérés en Belgique. Dès leur sortie de prison, estimant n'avoir aucun avenir en Belgique, ils émigrent en majorité vers l'Amérique du Sud. C'est l'Argentine qui les accueillera par priorité. Le régime fort du président Péron, l'aide efficace des émigrés de la première génération et la présence importante d'exilés français [50] ont favorisé ces nouvelles émigrations. De sorte qu'il n'est pas exagéré de parler d'une colonie relativement importante de légionnaires wallons, flamands et français dans ce pays. L'un des personnages centraux de cette colonie fut le journaliste Pierre Daye [51]. L'Espagne également accueillit des légionnaires de cette seconde vague. Enfin, l'Afrique du Sud, l'Irlande et la France, d'une manière plus restreinte et plus ponctuelle, offrirent l'hospitalité à quelques légionnaires wallons et flamands.

- Il existe une dernière mobilité, moins importante en nombre mais qu'il nous faut signaler. On pourrait l'appeler mobilité de «fin de carrière». Elle exprime la tendance qu'ont certains interrogés (sept) à s'établir dans leur terroir dès leur mise à la pension.

13. REHABILITATION ET REINTEGRATION DANS LES DROITS

Entre 1950 et 1987	20
Pas de réhabilitation	7
Pas de perte des droits	3
Indéterminé	6
TOTAL	36

La réhabilitation permet entre autres la réintégration dans les droits. A priori, on pourrait croire que les réhabilités voient leur reclassement facilité.

- Les motivations qui ont poussé les interrogés à demander la réhabilitation sont variées:

* «Pour se faciliter la vie» (surtout en matière de pension ou de relation avec l'Administration, rarement pour l'emploi);
* «Pour redevenir un citoyen à part entière» (recouvrer certains droits);

50 Voir M.-H. JASPAR, *Note pour le ministre De Vleeschauwer* (A.G.R., *Papiers M.-H. Jaspar*, 2277).

51 Voir J. GOTOVITCH, «Nazi's op vlucht naar Argentinië», dans *Spiegel Historiael*, fév. 1986.

* «Par obligation professionnelle» (ex: les indépendants; certains cadres qui doivent représenter ou engager la société dans divers actes juridiques ou commerciaux).

Dix personnes avaient recouvré leurs droits avant 1961.

- Sept personnes n'ont pas été réhabilitées. On y trouve entre autres les exilés, mais surtout celles qui refusèrent d'entamer une telle procédure, estimant que c'est à l'Etat ou à la Justice qu'il revient de faire spontanément cette démarche !

- Ceux qui n'ont pas été condamnés, ou pour qui les poursuites furent abandonnées, n'ont pas été déchus de leurs droits et n'entament pas de procédure de réhabilitation. Cela va de soi !

- Six personnes ne désiraient pas s'exprimer sur ce point. Il nous semble que deux éléments sous-tendaient ce refus:

* La peur de passer pour un «traître» auprès des autres inciviques; l'idée étant que «l'on n'a rien à espérer ni à quémander à un pays qui n'a pas su reconnaître la valeur et les sacrifices des légionnaires».
* Il ne fait pas de doute que certains légionnaires ont introduit une demande de réhabilitation mais qu'elle ne leur fut pas consentie ! L'intéressé aurait donc dû s'expliquer sur ce point et signaler à l'interviewer des éléments «gênants» (condamnations antérieures ou postérieures aux faits d'incivisme p.ex.).

Aux dires des intéressés eux-mêmes, on peut affirmer en conclusion que la réhabilitation ne fut pas un facteur primordial pour leur réinsertion sociale ou professionnelle.

14. REFUS DE L'INTERVIEW

Malgré les garanties que nous avions offertes quant à la préservation de l'anonymat des interrogés et des firmes qu'ils fréquentèrent, 10 personnes ont refusé l'interview. Plusieurs raisons ont motivé ces refus:

- L'épouse/Les enfants: 4 personnes nous ont signalé que leur épouse ou leurs enfants ignoraient leur passé de légionnaire. Il ne convenait donc pas d'hypothéquer cet anonymat à la seule fin d'un mémoire !

- Peur d'être reconnu: 7 personnes nous ont signalé leurs craintes de «figurer» dans ce mémoire pour ce motif. Des questions «trop personnelles» ou «touchant à la vie privée» pouvaient, à leur sens,

porter à conséquence et nuire à leur réputation actuelle au sein de leur firme (indépendants p.ex.) ou de leur voisinage.

- L'épuration: 2 légionnaires ne souhaitaient pas répondre à nos questions car elles réveilleraient des souvenirs trop pénibles pour eux. Il s'agissait surtout de drames résultant de l'épuration (divorce, assassinat de proche, etc...).

- Santé: 2 autres indiquaient que leur état de santé ne leur permettait pas de répondre à nos questions.

Comme on le voit, les motivations du refus ont une connotation principalement sociale et traduisent un malaise au niveau professionnel ou familial dont l'explication, quarante années après les faits, demeure encore malaisée.

CONCLUSIONS

Nous ne tenterons pas de synthétiser ici l'ensemble de nos recherches ni d'en déduire des conclusions applicables à l'ensemble des légionnaires, moins encore à l'ensemble des inciviques. Ce n'était pas notre but ! Il nous a paru plus intéressant, partant de l'équation posée par le S.R.R.T., de dégager de nos interviews quelques éléments significatifs.

- En matière de *rééducation* - on se souviendra qu'elle devait transiter par la mise au travail en prison (mines) ou par l'occupation au sein de services culturels ou pédagogiques (imprimerie, C.E.P.) -, les interviews font ressortir qu'aucun interrogé ne se sentit «rééduqué». Au contraire, la plupart des interrogés (à des degrés divers) ne renient en rien leurs activités de collaboration. Si certains d'entre eux indiquent des regrets à cet égard, c'est uniquement dans la mesure où les conséquences de ces activités se sont révélées parfois catastrophiques pour eux-mêmes ou pour leur famille (emprisonnement, perte de l'emploi, exécution d'un parent proche, etc...). L'acte en lui-même n'a, à leurs yeux, rien de répréhensible. Si l'on considère, à la suite du S.R.R.T., que la rééducation est la prise de conscience de la gravité de ses fautes, on peut donc se demander dans quelle mesure ce processus de rééducation par le travail a pu porter ses fruits ? Certes, le S.R.R.T. ne pouvait se concevoir comme une «usine» à modeler des démocrates ou des patriotes (sans quoi son but fut loin d'être atteint auprès des légionnaires !).

- Au niveau du *reclassement*, les C.E.P. demeurent le fer de lance du S.R.R.T. Créés dans une situation précaire, leur influence sur les interrogés quant à leur reclassement est évidente pour certains. Elle est difficilement mesurable pour les autres. Ce qui apparaît clairement au niveau de

l'insertion professionnelle c'est qu'elle se réalisa dans l'ensemble par des canaux tout à fait différents et dans lesquels l'acquisition d'une formation au sein d'un C.E.P. pesa peu. La mobilité, l'apprentissage au sein de l'entreprise, les filières flamandes sont quelques éléments fondamentaux dont le S.R.R.T. semblait avoir trop peu conscience à l'époque. Tenant compte d'une part du manque de formation des jeunes inciviques, d'autre part des interdictions légales ou administratives, on peut se demander si les C.E.P. n'auraient pas eu avantage à oeuvrer en vue de délivrer aux étudiants un diplôme officiel (humanités supérieures p.ex.) ? Etait-il concevable qu'un détenu fraîchement libéré tentât de décrocher un emploi en présentant un diplôme S.R.R.T., véritable «carte de visite d'incivique soi-disant rééduqué». La formation acquise à dû compter pour peu dans ces cas ! Bien plus, on pourrait la considérer comme une première étape vers la constitution d'un ghetto social des inciviques. A cet égard, il convient de signaler que les initiatives prises aux Pays-Bas en matière de formation allaient dans le sens des diplômes officiels acquis grâce à une filière préexistante (cours par correspondance p.ex.). Les pédagogues hollandais y voyaient une mesure de nature à favoriser une intégration sociale reconnue. [52]

- La *guidance post-pénitentiaire* assurée par la tutelle n'a pu être mesurée de façon adéquate dans cette étude. Conclure que son influence sur l'insertion fut nulle serait une erreur. Mais, le fait est que des éléments tels que la mobilité ou la stigmatisation des inciviques en tant que groupe constituaient des obstacles à une tutelle efficace. Par ailleurs, il est permis de se demander si les interrogés étaient prêts à se laisser «guider» par ceux qui leur étaient désignés en tant que tuteur ?

Affirmer que l'intégration des interrogés est réussie nous semble conforme à la réalité. Quant à l'*intégration morale ou idéologique*, nous avons pu distinguer deux groupes. Il serait intéressant, dans le cadre de recherches ultérieures, de mettre en lumière l'influence du maintien ou de l'abandon des convictions antérieures des intéressés sur leur réintégration. En d'autres termes, l'intégration morale ou idéologique constitue-t-elle un facteur bénéfique et préalable à l'intégration sociale ? Sur base de nos informations limitées, nous nous garderons de répondre à cette question.

Au travers de nos interviews, nous aurions dû retrouver l'empreinte du S.R.R.T. dans la plupart des cheminements professionnels et sociaux des interrogés ! Force nous fut de constater qu'elle y apparaissait bien peu ! Etait-ce dû à l'échantillon, au manque de moyens du S.R.R.T., à l'incompréhension du public ? Cela, comme l'a dit Kipling, est une autre histoire.

---

52 Lettre de M.-H. Stouten à l'auteur, 19.I.1988 (Arch.Pers.A.). Voir aussi H. STOUTEN, *Naar verkeerd spoor*, Hoogezand, 1986.

ANNEXE I

Lettre de Lippert du 8 mars 1943.

Monsieur,

Suite à **vos lettres**, j'ai le regret de vous faire savoir qu'il m'est impossible de vous donner satisfaction en ce qui concerne votre fils. Je comprends vos motifs et j'en ai mesuré l'importance. Hélàs ! Je ne peux pas le démobiliser comme je le lui ai fait comprendre d'ailleurs et cela par pure raison de justice.

Son cas est celui de nombreux légionnaires qui viennent à la Légion poussés par leur Idéal, entraînés par un appel impérieux et qui au bout de quelques semaines, devant la réelle vision de la vie dure du soldat, sont désillusionnés et sont en proie à un découragement momentané.

Ce que je refuse aux autres, je dois le refuser à lui. Mais soyez sans crainte; votre fils se plaira à la Légion; il y trouvera le milieu dur qui fera de lui un homme fort, courageux, d'une santé morale et physique à toute épreuve. Si, comme je l'ai jugé, il est plein de bonne volonté et animé du plus pur esprit d'idéal, il aimera la Légion et en sortira un jour, transformé, pour votre plus grande joie et votre bonheur.

Je vous promets de veiller spécialement sur lui. Ayez du courage; nous vivons une époque révolutionnaire où chacun doit être capable de se sacrifier dans ce qu'il a de plus cher.

ANNEXE III

MINISTERE de la JUSTICE.
2e Direction Générale.
Condamnés pour infraction
à la Sûreté de l'Etat.

Bruxelles, le 20 janvier 1948.

Service de la Rééducation, du
Reclassement et des Tutelles.
(S.R.R.T.)

DIRECTIVES AU TUTEUR
POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE SA MISSION
(Tutelle post-pénitentiaire)

Lors de sa mise en liberté, le condamné s'engage à respecter les conditions auxquelles sa libération est subordonnée.

L'acceptation et l'observation de la tutelle pour le libéré est l'une de ces conditions. Celles-ci sont mentionnées dans le carnet de libération conditionnelle qui est remis au libéré par le bourgmestre de sa commune. Le tuteur doit prendre connaissance de ce carnet.

Le carnet de libération conditionnelle mentionne en son feuillet 2 la date de la libération définitive qui est aussi la date à laquelle la tutelle prendra fin.

Il est bon que le tuteur sache que cette date de la libération a été calculée selon la règle énoncée dans l'article 4 de la loi du 31 mai 1888, dite loi Lejeune, organique de la libération conditionnelle.

Selon cet article 4: «La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Toutefois ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans.»

Le tuteur collaborera à la rééducation et au reclassement des personnes dont le manque de formation civique a été une des causes de leurs infractions.

Cette rééducation et ce reclassement sont autant que possible préparés pendant la détention. Mais si même cette préparation avait été suffisante, il reste toujours indispensable d'en vérifier les effets et de s'assurer par une surveillance vigilante, *mais toujours discrète et compréhensive* du libéré, que celui-ci ne retourne pas à ses anciens errements et que par sa conduite, il se montre digne de la libération anticipée dont la faveur lui a été accordée.

Le tuteur remplit cette mission de confiance et d'intérêt national d'assurer la surveillance et l'assistance du libéré. Et le faisant, il s'acquitte lui-même d'un devoir hautement civique. C'est d'ailleurs à raison de sa qualité notoire de bon citoyen, toujours prêt à servir le Pays, que le tuteur doit d'avoir été chargé de cette mission.

Celle-ci doit donc être considérée par lui et par ses compatriotes comme une appréciation particulièrement favorable de son civisme.

La tâche du tuteur exige de sa part autant de tact que d'objectivité. Il doit obtenir la confiance de son pupille et se tiendra en contact assez fréquent avec lui pour acquérir

une connaissance exacte de son comportement, de sa situation, de ses fréquentations et de son milieu.

Pour s'acquitter au mieux de sa mission auprès du libéré, le tuteur doit avant tout chercher à comprendre celui-ci: il doit être aussi exactement que possible informé de la conduite de l'intéressé avant et durant la guerre, et sans y apporter ni prévention ni passion, chercher quelles furent les causes et conditions de cette conduite, afin de l'apprécier sainement et en toute justice. Le plan de reclassement qui doit être remis au tuteur au moment où la tutelle devient effective, le documentera sur ces différents points.

Au besoin le tuteur se mettra en rapport avec le S.R.R.T. pour que celui-ci puisse, à titre strictement confidentiel, l'éclairer sur le passé du libéré: notamment par la lecture de l'exposé des faits.

Le tuteur tâchera autant que possible d'influencer favorablement les dispositions morales et civiques de son pupille. Il l'encouragera et au besoin lui fera les remontrances nécessaires.

*
* *

Il est indispensable aussi que les difficultés de reclassement que le libéré rencontre trop souvent ne découragent pas ses bonnes intentions et ne fassent point de lui un désespéré, ennemi de notre Communauté Nationale ou une épave à la charge de celle-ci.

L'intervention du tuteur est souvent souhaitable dans la recherche du travail pour l'intéressé. Il doit l'y aider et s'il ne parvenait à aucun résultat, le tuteur en informera le S.R.R.T. qui, autant que possible, l'assistera dans ses efforts.

*
* *

Le rapport au Service sera toujours objectif et devra signaler tout écart de conduite. Il pourra même dans certains cas proposer la réincarcération du pupille. Car si celui-ci tâchait de se soustraire à la tutelle ou aux conditions de sa libération, celle-ci pourrait être révoquée.

Le pupille de son côté fournira au tuteur tous les renseignements nécessaires à la rédaction du rapport trimestriel que ce dernier est prié d'adresser régulièrement à mes services.

W. HANSSENS
Chargé de la Direction du S.R.R.T.

MINISTERE de la JUSTICE.
2e Direction Générale.
Condamnés pour infraction
à la Sûreté de l'Etat.

Service de la Rééducation, du
Reclassement et des Tutelles.
(S.R.R.T.)

Bruxelles, le 29 octobre 1948.

DIRECTIVES AU TUTEUR

POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE SA MISSION
(Tutelle pénitentiaire)

Quant à la tutelle pénitentiaire, elle doit tendre essentiellement à encourager le condamné dans la compréhension et la reconnaissance de ses fautes, dans la volonté de s'en racheter et dans la résolution de parvenir, par sa conduite et son travail, à se refaire dans notre Communauté Nationale une place honnête et digne, à la mesure des mérites dont il saura faire preuve.

Pour l'accomplissement de sa mission, le tuteur pénitentiaire obtient, à mon intervention, l'autorisation de correspondre avec son pupille et sans que les lettres ne soient soumises à la censure de la direction pénitentiaire.

Il peut être également autorisé à rencontrer son pupille en parloir spécial et sans témoin. La tutelle est donc essentiellement une mission de confiance.

Le tuteur doit nécessairement tenir compte des effets psychologiques toujours pénibles de la détention et des conséquences morales et matérielles qu'entraîne la condamnation, tant pour l'intéressé lui-même que pour sa famille.

Ces conséquences doivent normalement avoir une répercussion souvent profonde sur l'état d'âme du détenu.

Le tuteur doit avoir sur son pupille une influence vivifiante faite à la fois de fermeté et de compréhensive bonté, ce qui doit lui assurer la confiance et la sincérité totales de l'intéressé.

La tutelle doit être pour ce dernier un encouragement et une aide efficace dans cette lutte intime qu'il doit poursuivre contre lui-même et contre son entourage pour triompher de ses erreurs, des causes proches ou lointaines de ses égarements et finalement s'établir résolument dans la voie généralement ardue de l'amendement.

En bref cette mission exige du doigté, du tact, un sens psychologique averti et pour tout dire la foi dans les valeurs morales et la perfectibilité de l'être humain.

W. HANSSENS
Chargé de la Direction du S.R.R.T.

ANNEXE IV

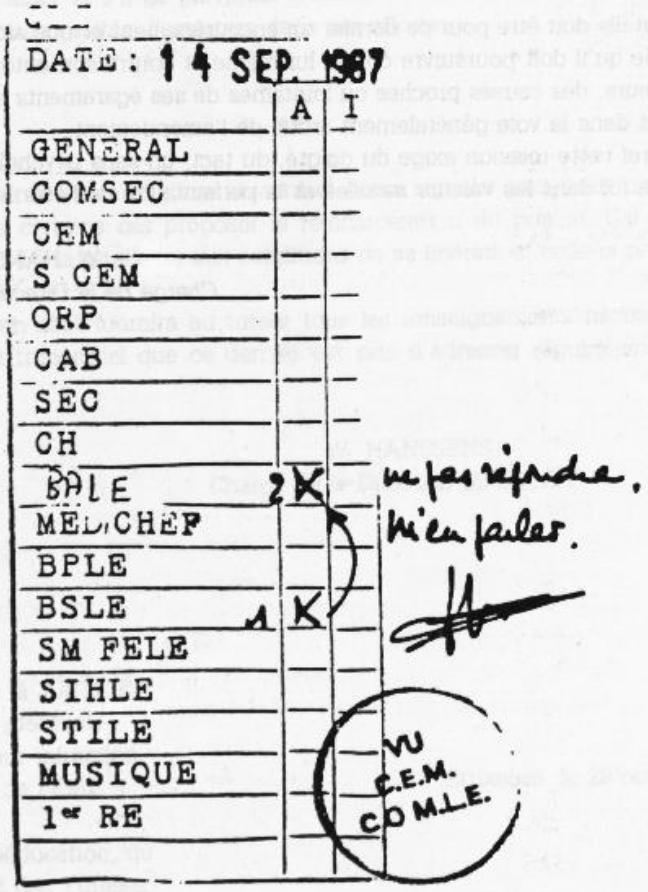
Extrait de la réponse de la Légion Etrangère (27 octobre 1987).

...«Les personnes citées dans la lettre de Monsieur VANDERLINDEN n'ont pu être identifiées sur les contrôles de la Légion Etrangère.

Les critères d'engagement n'ont pas varié depuis la création de la Légion Etrangère en 1831 (Ordonnance du 10 mars 1831).

Depuis cette date, des instructions ministérielles relatives aux engagements dans la Légion Etrangère fixent, dans le détail, les conditions d'admission dans ses rangs. Elles peuvent être consultées facilement (bulletin officiel des armées).»...

Document interne à la Légion Etrangère et relatif à notre demande d'informations.



Extrait d'une lettre de l'ambassade de Belgique à Paris par laquelle la réponse de la Légion étrangère a transité (octobre 1987).

«2. La demande et la réponse fournie appellent les commentaires suivants:

a) Les autorités françaises sont très réticentes pour répondre à des demandes qui ne leur sont pas transmises par la voie officielle, c'est-à-dire par mon canal.

b) S'agissant de demandes concernant du personnel de la Légion Etrangère, cette réticence devient fin de non-recevoir.

- instruction donnée «ne pas répondre, m'en parler»;
- inscriptions au crayon laissant supposer que quatre individus ont été identifiés, alors que la réponse indique que personne ne l'a été; a-t-on omis d'effacer les inscriptions (peu probable, étant donné les nombreux échelons par lesquels a dû passer le document) ou bien veut-on faire comprendre que malgré le fait que certaines personnes ont pu être identifiées, la Légion reste fidèle au principe du secret concernant ses membres.

ANNEXE V



Nous les vrais résistants
les (DURS) nous vous prévenons
que l'heure du châtiment
pour vous et votre femme va
bientôt sonné.
Si la justice n'a pas suis suffisant
devant nous autres nous le ferons
car les traître dispparaîtront 1 ou 1

Donc à bientôt

Les (DURS)

(circa 1951)

ANNEXE VI

Extrait d'une lettre de Robert Poulet à l'auteur, en date du 4 novembre 1987, concernant les C.E.P.

Si de nombreux intellectuels acceptèrent (ou se proposèrent) d'assurer une tâche éducative dans les C.E.P., il n'en demeure pas moins vrai que d'autres, en qui Hanssens semblait fonder de larges espérances, refusèrent avec force. Ainsi le cas du journaliste-écrivain Robert Poulet que l'on avait notamment incriminé d'avoir, par ses écrits durant l'occupation, «fait l'éloge des légionnaires» et de ce fait provoqué des engagements militaires au sein de la Légion Wallonie. Peut-être Hanssens nourrissait-il l'idée d'«associer» Poulet à son oeuvre pour influencer les légionnaires en détention. Plusieurs entrevues eurent lieu entre le conseiller et l'écrivain dans la cellule de ce dernier:

> ...«M. Hanssens, d'emblée, me fit comprendre que pour lui cette besogne consistait surtout à obtenir des prisonniers politiques **l'aveu** [53] de leur 'culpabilité'. De moi, mon visiteur attendait d'abord une 'amende honorable', qui aurait rendu 'bien des choses possibles'. Sans aucune hauteur, mais fermement, je répondis qu'il me fallait donc reconnaître que j'avais agi 'méchamment', c.à.d. 'avec l'intention de nuire à mon pays'. Qu'il eût donc la bonté de me prouver que j'avais cette intention, preuve que **personne** [54], jusque là, n'avait même essayé de m'apporter. La réponse du Conseiller fut si confuse et si embarrassée que je fus obligé d'en souligner l'absurdité. Colère du Magistrat, qui riposta que dans ces conditions, il allait me signaler comme 'très dangereux' et me soumettre à des mesures exceptionnelles de rigueur. Notez que sa première phrase avait été pour dire que je pouvais parler librement et sans aucune menace ou contrainte ! ... C'est tout.»

---

53 Souligné par R. Poulet.

54 *Idem*.

SAMENVATTINGEN — RESUMES SUMMARIES

Etienne VERHOEYEN, *De inlichtingendienst «Marc» (1942-1944). Eerste deel.*

De inlichtingendienst *Luc* ontstond in de herfst van 1940. Na de aankomst van Max Londot, die in juni 1942 geparachuteerd werd, veranderde de dienst van naam (*Marc*). Onder de leiding van Londot groeide *Marc* uit tot één van de belangrijkste militaire inlichtingendiensten uit bezet België. Over de gehele duur van de oorlog waren ongeveer 5.000 agenten en medewerkers aktief in de dienst, onder wie 15,4 % vrouwen. De dienst was ingedeeld in sektoren of groepen, geleid door een groepsoverste, die elke week een syntese opstelde van de inlichtingen die hem door zijn agenten werden bezorgd. Deze synteses werden dan aan de Centrale in Brussel bezorgd, waar een globaal synteserapport werd samengesteld (soms verscheidene honderden bladzijden), dat gemicrofilmd werd en in deze vorm langs Frankrijk, Spanje en Portugal naar Engeland werd gestuurd. Slechts vanaf juni 1942 beschikte de dienst over een telegrafische verbinding met Londen.

De geallieerde legeroverheid heeft terecht de grote waarde van de verzamelde inlichtingen onderstreept, met name over de Duitse radarinstallaties, over de lanceerbases van V^1- en V^2-bommen, en over de toestand van de bruggen kort vóór de bevrijding.

De agenten van de dienst kwamen uit alle lagen van de bevolking, maar toch overwegend uit de middenklassen.

In het tweede deel van de studie zullen volgende aspekten onderzocht worden: de aard van de verzamelde inlichtingen, het mekanisme van het doorsturen van de inlichtingsrapporten, de telegrafische verbindingen met Londen en de financiering van de dienst door de Staatsveiligheid.

Etienne VERHOEYEN, *The «Marc» Information Network (1942-1944). Part I.*

The *Luc* information network was created in the autumn of 1940 but, after the arrival of Max Londot who was parachuted into Belgium in June 1942, it changed its name to *Marc*. Under the direction of Londot, *Marc* developed into one of the most important military information

networks active within Occupied Belgium. During the course of the war, approximately 5,000 agents and collaborators, of whom 15,4 % were women, were active in the organisation. It was divided into sectors or groups, each directed by a group leader who composed a weekly summary of the information gathered by his agents. These reports were then sent to the headquarters in Brussels where a general report - sometimes running to many hundreds of pages - was drawn up. This was then sent in microfilmed form to Britain via France, Spain and Portugal. Only from June 1942 did the organisation possess a direct telegraph link with London.

The allied authorities rightly stressed the great value of the information gathered by *Marc*, notably regarding German radar installations, the launching bases for the V^1 and V^2 missiles and the condition of bridges prior to the liberation. The agents of the organisation were drawn from all classes of the population, but the majority came from the middle class.

In the second part of this study, the following aspects of *Marc* will be examined: the nature of the information gathered, the transmission of the reports, the telegraph links with London and the financing of the service by the *Sûreté de l'Etat*.

Christine VAN DER CRUYSSEN, *Les scouts catholiques flamands pendant la Seconde Guerre mondiale.*

Nous avons, dans cette étude, tenté de reconstituer l'histoire du *Vlaams Verbond der Katolieke Scouts* (VVKS) au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il est étonnant que les activités des scouts flamands aient peu ou pas retenu l'attention des nombreux ouvrages traitant des années de guerre. Dans des articles généraux sur l'histoire de ce mouvement, cette période est souvent sommairement décrite comme une époque pleine de difficultés matérielles, avec l'interdiction du port de l'uniforme et la proscription du mouvement par un occupant agissant durement. Nous nous sommes penchée sur les sources pour voir s'il en fut bien ainsi.

Cet article construit chronologiquement décrit les activités du VVKS dans le concret. Il comporte six chapitres. La période de l'occupation proprement dite est traitée dans les quatre premiers chapitres. Nous décrivons d'abord les premiers mois de la guerre (10 mai-août 1940) où nous suivons les 300 scouts qui se rendirent en France et examinons le rôle qu'ils y jouèrent. En août 1940 les derniers d'entre eux étaient rentrés en Belgique. Commence alors le second chapitre qui va jusqu'en juillet 1941 et où nous étudions l'adaptation des groupes locaux et de la

fédération à l'occupation et la tentative d'intégrer le VVKS à un mouvement de jeunesse unique. En juillet 1941 il y eut à cet égard en ce qui concerne les scouts une fin, c'est pourquoi cette date nous a semblé marquer une rupture, car l'attitude de l'occupant va se raidir à partir de ce moment. Le troisième chapitre décrit la période qui va jusqu'au début de mars 1943. Nous y plaçons une césure car, à ce moment, l'interdiction du port de l'uniforme devient effective. Ce qui donne alors l'impression à la population que le mouvement cesse d'exister. Nous plaçons la césure suivante en septembre 1944, à la libération. Dans le cinquième chapitre, nous décrivons la période qui va de la libération à la capitulation de l'Allemagne (septembre 1944-mai 1945). Ici nous décrivons l'action publique des scouts et les répercussions des bombardements sur les activités. Dans chacun de ces chapitres, nous analysons les relations des scouts flamands avec les deux autres organisations de scouts et avec les autres mouvements de jeunesse catholiques en Flandre. Evidemment nous traitons aussi des contacts avec les mouvements de jeunesse collaborateurs et avec l'occupant allemand, ainsi que des activités de la fédération et des groupes locaux. Nous terminons notre article par un examen des conséquences de l'occupation allemande sur le scoutisme. Dans cette perspective, nous portons l'attention sur l'évolution des effectifs, les activités des groupes locaux et l'attitude sur le terrain international.

Christine VAN DER CRUYSSEN, *The Flemish Catholic Scouts during the German Occupation.*

This study attempts to reconstruct the history of the *Vlaams Verbond der Katolieke Scouts* (VVKS) during the Second World War. It is remarkable that the actions of the Flemish scouts have attracted so little attention in the numerous works devoted to the war years. Moreover, in articles devoted to the history of scouting, the war is often described merely as an era of considerable material difficulties, with the prohibition on wearing uniforms and the eventual outlawing of the movement by a harsh Occupying power. By analysing the available source material, this article seeks to discover whether this was really the case.

The format of the article is chronological, and it divides the history of the VVKS into six periods. The period of the Occupation itself is considered in the first four sections. First of all, the opening months of the war (May-August 1940) are described, notably by following the three hundred scouts who fled to France and by examining the role which they played there. The second section then studies the evolution of the movement until July 1941 by analysing the manner in which the local groups and the federation adapted to the Occupation and by studying the attempt to integrate the VVKS into a single, unified youth movement. In

July 1941 these efforts came to an end in so far as the scouts were concerned and this date therefore marks a turning-point in the history of the movement, as from then on the attitude of the Occupying power became markedly more hostile. The third chapter considers the period up until the beginning of March 1943. This date again marked a watershed because it was at that moment that the ban on wearing uniforms became effective. This gave the population the impression that the movement had ceased to exist. The next turning-point in the history of the scouts came in September 1944 with the liberation. In the fifth section, the period from the liberation to the capitulation of Germany (September 1944-May 1945) is described by analysing the public activities of the scouts and the repercussions of the bombardments on their actions. In each section, the relations of the Flemish scouts with the two other scouting organisations and with the other Catholic youth movements in Flanders are considered. In addition, attention is also paid to contacts with collaborationist youth groups and with the Occupying authorities, as well as to the activities of the federation and of the local groups. The article concludes with an analysis of the consequences of the war for scouting by considering the changes in the numbers of scouts, the nature of their activities and their attitude towards international issues.

Jean-Marie TRIFFAUX, *Het «Deutsche Sprachverein» te Aarlen.*

In het zuid-oosten van België kende de streek rond Aarlen tussen 1940 en 1944 een heel biezondere bezetting omwille van het meer dan duizend jaar oude dialekt van haar bevolking. Het Arelerland ontsnapte op het nippertje aan de annexatie, omdat de *Militärverwaltung* in Brussel en de *Zivilverwaltung* in het G.H. Luxemburg het niet eens raakten over de voogdij over die regio. De bezetter, die het *Volkstum* wilde herstellen in wat hij als de voorpost van het Germaanse rijk in het westen beschouwde, voerde er een ongewoon beleid. De auteur behandelt in dit artikel de markantste feiten van die miskende bladzijde uit de geschiedenis van de bezetting in België: de vervroegde vrijlating van de Arelse krijgsgevangenen, de uitschakeling van de voorstanders van de Franse kultuur, de oprichting van een kollaborerende taalvereniging, het *Sprachverein*, dat een duizendtal leden telde, de verduitsing van het lokale leven (onderwijs, pers, enz.), het verzet van de bevolking en de rol van Leopold III. Gebeurtenissen die begraven liggen in het diepste van het kollektief geheugen van die streek, kruispunt van de Latijnse en de Germaanse kulturen.

Jean-Marie TRIFFAUX, *An Aspect of the German Occupation of Arlon: the «Deutsche Sprachverein».*

The Arlon region in the south-east of Belgium experienced between 1940 and 1944 a very distinctive form of Occupation by virtue of the more than thousand year-old Germanic language of its inhabitants. As the object of an astonishing trial of strength between the German *Militärverwaltung* in Brussels and the *Zivilverwaltung* in the Grand-Duchy of Luxembourg, it narrowly escaped being annexed by Germany. But the Occupying authorities, anxious to restore a German ethnic consciousness in what they regarded to be the outpost of the Germanic world in the west, implemented in the region a special policy. The author analyses in this article the principal features of this little known aspect of the history of the German Occupation of Belgium: the early release of prisoners of war from Arlon, the neutralisation of the promoters of French culture, the creation of a collaborationist linguistic grouping, the *Sprachverein*, which recruited a thousand members, the «Germanisation» of the structures of local life such as the press and education, the resistance of the local population and the role played by King Léopold III. These are events now buried deep in the collective memory of this region situated at the crossroads of Latin and Germanic cultures.

Kristel DE SMEDT, *La révision des manuels scolaires sous l'occupation allemande (1940-1944).*

La commission des manuels scolaires fut érigée le 8 octobre 1940. L'autorité allemande en Belgique, la *Militärverwaltung*, assigna à cette commission une double tâche. D'une part, elle était chargée de contrôler tous les manuels scolaires utilisés dans l'enseignement belge. Ceux-ci devaient être épurés de tous les passages anti-allemands et remplacés par des textes objectifs, c'est-à-dire, en fait, germanophiles. D'autre part, la commission devait oeuvrer à une uniformisation des manuels.

La composition de la commission subit divers changements au cours de l'occupation, mais elle demeura sous la direction de Jan Grauls, gouverneur d'Anvers. Par contre, l'activité et l'enthousiasme des membres décrurent à mesure que la guerre se durcit.

L'épuration concerna surtout les manuels d'histoire, de géographie, de néerlandais, d'allemand, de musique et de morale. Tous les livres examinés reçurent une cotation. Les résultats du contrôle furent immédiatement communiqués aux éditeurs, ainsi qu'à l'enseignement officiel et à l'enseignement libre, nonobstant le fait que ce dernier avait refusé d'envoyer des représentants à la commission. En outre, tous les enseignants devaient prendre leurs responsabilités et censurer eux-mêmes

les livres non contrôlés. Les passages prohibés furent ensuite surcollés, raturés ou déchirés; ce qui attira évidemment l'attention des élèves. Sous l'occupation, la commission n'obtint toutefois que peu de résultats spectaculaires. Cela est dû aux dissensions internes au sein de la commission, au refus des éditeurs d'assurer la réimpression en raison de la pénurie de papier et au sabotage des enseignants et des directions qui continuèrent à utiliser imperturbablement les éditions non censurées.

La commission elle-même ne fonctionna que comme porte-parole de la *Militärverwaltung* et n'était là que pour accomplir le sale travail. La véritable politique en matière de livres scolaires fut menée par l'occupant.

Kristel DE SMEDT, *The Revision of School Textbooks during the German Occupation (1940-1944).*

The commission for school textbooks was created on 8 October 1940. The German authorities of the *Militärverwaltung* assigned to it a dual task. In the first place, it was made responsible for inspecting all textbooks used within the Belgian educational system. These were to be purged of all anti-German passages which were to be replaced by texts deemed to be objective, that is to say, in effect, pro-German. Secondly, the commission was to work to ensure a standardisation of the textbooks.

The composition of the commission underwent various changes during the course of the Occupation but it remained under the direction of Jan Grauls, the governor of Antwerp. The activity and the enthusiasm of its members did, however, decline as the war intensified.

The censorship activities of the commission concerned principally textbooks on History, Geography, Dutch, Music and Ethics. All books examined were given a rating and the results were communicated to the publishers as well as to the public and independent school authorities, despite the fact that the last of these had refused to send any representatives to the commission. In addition, all schoolteachers were made responsible for censuring those books which had not been inspected by the commission. The prohibited passages were then pasted over, erased or torn out - something which evidently did not fail to attract the attention of pupils. The commission did, however, achieve few spectacular results during the Occupation. This was due to the divisions within the commission, the refusal of publishers to produce revised editions of textbooks because of the paper shortage and to the sabotaging of the commission's activities by school authorities and teachers who continued unperturbed to use the non-censored versions.

The commission itself functioned only as the spokesman of the *Militärverwaltung* and had no purpose other than to accomplish its dirty work. The real determinants of policy regarding school textbooks were the German authorities.

Jean-Marc VANDERLINDEN, *De socio-professionele reklassering der oudgedienden van de «Légion Wallonie». Eerste benadering.*

De studie van de moeilijkheden waarmee de socio-professionele reklassering van de oudgedienden van de *Légion Wallonie* gepaard ging, is, veertig jaar na de feiten, nog niet aangevat. Men vindt wel enkele stageverslagen van sociale assistenten of enkele persartikels over die kwestie, maar het gaat hier vooral om teksten die in de passionele naoorlogse sfeer werden opgesteld.

Tussen 1946 en 1952 werd een Dienst voor Heropvoeding, Reklassering en Begeleiding (DHRB) opgericht, belast met de reklassering van hen die men «incivieken» of «kollaborateurs» noemde. De rol van die Dienst is weinig of niet gekend. Deze studie wil, in hoofdzaak op basis van interviews, nagaan hoe belangrijk dat optreden van die dienst is geweest inzake reïntegratie van een biezondere kategorie Waalse incivieken: de oudgedienden van de *Légion Wallonie*, die meer dan 10.000 leden telde en waarvan er thans nog een duizendtal overblijven.

Enkele betekenisvolle gegevens komen tot uiting. Ze zijn eerder negatief.

Wat de **heropvoeding** betreft, laten de interviews blijken dat geen enkele geïnterviewde zich als «heropgevoed» beschouwd. Integendeel, de meeste ondervraagden zweren, in mindere of meerdere mate, hun kollaboratieaktiviteiten niet af. Indien sommigen onder hen hun houding betreuren, dan is dat uitsluitend omdat de gevolgen daarvan katastrofaal waren voor henzelf en hun familie. De kollaboratiedaad op zichzelf is in hun ogen niet laakbaar.

De strukturen die de DHRB had uitgewerkt inzake professionele **reklassering** hebben in sommige gevallen hun nut gehad. Die reklassering gebeurde echter meestal via andere kanalen.

Wat de **post-penitentiaire begeleiding** betreft, leidden elementen, zoals de mobiliteit of het brandmerken van de incivieken als groep, ertoe dat er van een efficiënte begeleiding moeilijk sprake kon zijn. Men mag zich trouwens afvragen of de ondervraagden bereid waren zich te laten «leiden» door de personen die zij als voogd kregen toegewezen.

De sociale integratie van de ondervraagden kan als geslaagd worden beschouwd. Wat de morele of ideologische integratie aangaat moet men spreken van twee groepen: zij die een streep door hun verleden hebben getrokken en zij voor wie dat verleden zeer aktueel blijft.

Jean-Marc VANDERLINDEN, *The Socio-Professional Reintegration of Former Soldiers of the «Légion Wallonie». A First Approach.*

Although forty years now separate us from those events, the study of the difficulties encountered in the social and professional reintegration of former Walloon collaborators has not yet been undertaken. Apart from some reports by trainee social workers and a few press articles on the issue, all that we possess are writings produced in the beated climate of the immediate post-war years.

A Department for Re-education, Rehabilitation and Supervision (S.R.R.T.) was made responsible between 1946 and 1951 for the reintegration of those whom it was customary at the time to term «inciviques» or collaborators. The role performed by this organisation is still little known. On the basis essentially of interviews, this article seeks to describe the impact of its actions on a specific category of Walloon collaborators: the former soldiers of the *Légion Wallonie*, a collaborationist military unit which comprised nearly 10.000 members of whom only a thousand are still alive.

The significant conclusions which emerge from this study are, on the whole, negative ones.

As far as the **re-education** of the former collaborators was concerned, the interviews revealed that none of the interviewees felt themselves to have been «re-educated». On the contrary, to differing degrees the majority of the interviewees did not repudiate their collaborationist activities. If certain of them expressed regrets for their actions, it was only in so far as the consequences of these actions had proved disastrous for them or for their families. The act of collaboration did not in itself seem to them at all reprehensible.

As regards **rehabilitation**, though the structures created by the S.R.R.T. undoubtedly played a role in certain cases, reintegration into professional life was most frequently achieved by totally different means.

As to **post-imprisonment guidance**, factors such as the mobility and the stigmatisation of the former collaborators made difficult any form of effective supervision. Moreover, it is worthwhile to question whether the

interviewees were inclined to let themselves be «guided» by those who had been designated to them as supervisors.

Finally, if the social reintegration of the interviewees can be regarded as having been a success, in so far as the moral or ideological reintegration of them is concerned, it is necessary to distinguish between those who have turned their back on their past as a «*légionnaire*» and those for whom it remains a very current reality.

Uitgaven van het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog

Publications du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale

BIJDRAGEN TOT DE GESCHIEDENIS VAN DE TWEEDE WERELDOORLOG

1, 1970 *De verplichte tewerkstelling (1940-1944) - De vestiging van een burgerlijk bestuur in België en Noord-Frankrijk.*
132 p. (uitgeput)

2, 1972 *De socialistische Internationale te Londen - De Vlaamse Landsleiding - De klandestiene K.A.J. in Duitsland - De Belgische Nationale Beweging - De Belgische netten in Frankrijk - De klandestiene pers in 1940 - Het gemeentebestuur te Verviers.*
306 p. (uitgeput)

3, 1974 *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel.* Eerste deel: *De Sicherheitspolizei in België - Dr. Elias als leider van het VNV - De «Dienst D» en de hulp aan onderduikers - Het godsdienstige leven van de Belgische krijgsgevangenen - De ekonomische plundering van de Joden in België: De diplomatieke konferentie van 5 april 1940.*
199 p. (uitgeput)

4, 1976 *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel.* Tweede deel: *De infiltratie van de politieke kollaboratie in Vlaanderen door de SS - De uitroeiing van de Zigeuners uit België - De tewerkstelling van Kortrijkzanen in Duitsland - De Amerikaanse ekonomische oorlogvoering - De behartiging van de Belgische belangen door Zwitserland.*
227 p. (320,-F)

5, 1978 *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel.* Derde deel: *Ontwikkeling van oktober 1942 tot oktober 1943 - Rex en Duitsland (1933-1940) - De herdelijke brief van*

kardinaal Van Roey over de kapitulatie van 28 mei 1940. Het aandeel van advokatuur en magistratuur.
248 p. (320,-F)

6, 1980 *De vredesvoorwaarden van de nationaal-socialistische radio - De propaganda: Een te kostelijke en slecht bestudeerde investering ? - De Dienst «Luc» (zomer 1941-zomer 1942) - De transporten van 8 en 23 mei 1944 naar Buchenwald - Gentenaars in de Internationale Brigaden.*
199 p. (300,-F/Buitenland 390,-BF)

7, 1982 *Westeuropese reakties op de Duitse strategische bedreiging vóór de tweede wereldoorlog - De «Brüsseler Zeitung» (1940-1944) - De hulpverlening aan de gemobilizeerden en hun families in West-Vlaanderen (september 1939-mei 1940) - De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel.* Vierde deel: *Salzburg vóór en na. Politionele ontwikkeking van augustus 1943 tot juli 1944 - Flitsen uit het oorlogsgebeuren te Sankt-Vith.*
216 p. (350,-F/Buitenland 400,-BF)

8, 1984 *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel.* Vijfde deel: *Salzburg vóór en na. Politionele ontwikkeling van september 1943 tot het einde van de bezetting.*
240 p. (uitgeput)

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1, 1970 *Le travail obligatoire (1940-1944) - L'instauration d'une «Zivilverwaltung» en Belgique et dans le Nord de la France.*
130 p. (épuisé)

2, 1972 *Les réseaux de renseignements belges en France - Le MNB et le renseignement - La presse clandestine en 1940 - Verviers 40-41 - L'Internationale Socialiste à Londres - La K.A.J. en Allemagne - Un «gouvernement» flamand dans le Reich.*
300 p. (épuisé)

3, 1974 *Le service «D» et l'aide aux illégaux - La vie religieuse des P.G. - La spoliation économique des Juifs - La conférence diplomatique du 5 avril 1940 - La lutte Himmler-Reeder pour la*

nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Première partie: *La Sicherheitspolizei en Belgique - Elias, chef du VNV.*
199 p. (épuisé)

4, 1976 *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.* Deuxième partie: *L'infiltration de la collaboration politique en Flandre par la SS - Quelques données relatives à l'extermination des Tsiganes de Belgique - La mise au travail des Courtraisiens en Allemagne - La conduite de la guerre économique aux U.S.A. - La représentation des intérêts belges par la Suisse.*
231 p. (320,-F)

5, 1978 *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.* Troisième Partie: *Evolution d'octobre 1942 à octobre 1943 - Rex et l'Allemagne (1933-1940). Une documentation - La lettre pastorale du Cardinal Van Roey sur la capitulation du 28 mai 1940. Le rôle du barreau et de la magistrature.*
248 p. (320,-F)

6, 1980 *Les conditions de paix de la radio nazie - La propagande: un investissement trop coûteux et mal étudié ? - Le Service «Luc», été 1941-été 1942. Aspects des problèmes de commandement et de liaisons - L'évacuation massive des prisons SS en Belgique. Les convois des 8 et 23 mai 1944 à destination de Buchenwald - Les volontaires gantois pour les Brigades Internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire.*
191 p. (300,-F/Etranger 390,-FB)

7, 1982 *Les réactions à la menace stratégique allemande en Europe Occidentale - Le «Brüsseler Zeitung» (1940-1944) - L'assistance aux mobilisés et à leurs familles en Flandre Occidentale (septembre 1939-mai 1940) - La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.* Quatrième Partie: *Salzbourg avant et après. Evolution politique d'août 1943 à juillet 1944 - Aspects de la seconde guerre mondiale au pays de Saint-Vith.*
216 p. (350,-F/Etranger 400,-FB)

8, 1984 *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.* Cinquième Partie: *Salzbourg avant et après. Evolution policière de septembre 1943 à la fin de l'occupation.*
240 p. (450,-F/Etranger 500,-FB)

CAHIERS-BIJDRAGEN

9, 1985 *Een «zachte» bezetting: De Canadese troepen in België (september 1944-lente 1945) - Les anciens combattants dans la question royale - De K.A.J.-stichter in de gevangenis (11 juni-2 september 1942) - Eglise et syndicat en 1940 - Nazi-propaganda in België (1936-1940) - Bibliografie 1982-1984.*
450 p. (580,-F/650,-F)

10, 1986 *Le rexisme de 1940 à 1944: Degrelle et les autres - Les grands industriels belges entre collaboration et résistance: le moindre mal - De Auslandsorganisation in België (1932-1944) - A propos de quelques «chapelles» politico-littéraires en Belgique (1919-1945) - Bibliografie 1985.*
270 p. (450,-F/520,-F)

11, 1988 *De wegvoering van Leopold III naar Duitsland - La libération du Brabant wallon - De weerslag van de oorlog op het Belgische omroepbestel - L'engagement de la flotte belge dans l'effort de guerre allié - Bibliografie 1986.*
239 p. (450,-F/520,-F)

12, 1989 *Quelques libres propos sur «Faurisson, Roques et Cie» - Les yeux du témoin et le regard du borgne. Lecture critique d'un génocide au quotidien - Een schakel tussen arbeid en leiding: Het Rijksarbeidsambt (1940-1944) - Un groupe de résistants du Nord-Hainaut: La Phalange Blanche - De hoop op een Duitse revanche-oorlog. De voorbereiding van de kollaboratie door de Vlaams-nationalisten rond het weekblad «Vlaanderen» - Toelichting bij het artikel «Het belang en de betekenis van de oorlog voor het Belgisch omroepbestel» - Bibliografie 1987.*
293 p. (490,-F/600,-F)

13, 1990 *De militaire funktie van het Albertkanaal - De la «Cité séculière» à la «Cité de Dieu»: Les catholiques et la politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres - Het katolieke patronaat en het korporatisme in de jaren dertig en tijdens de bezetting - La sauvegarde du port d'Anvers - Bibliografie 1988 en 1989.*
300 p. (540,-F/660,-F)

REPERTORIA/REPERTOIRES

- W. Meyers — *België in de tweede wereldoorlog. Bibliografie (1970-1980).* offset, 241 p. (300,-F)

- F. Selleslagh — *België tijdens de tweede wereldoorlog. Fotorepertorium.* offset, VII-153 p. (uitgeput)

- A. Cordewiener — *La presse et la Seconde Guerre mondiale. Répertoire de la presse périodique conservée au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale.* offset (épuisé)

- A. Cordewiener — *De pers en de Tweede Wereldoorlog. Repertorium van de pers bewaard in het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog.* offset (uitgeput)

- F. Selleslagh — *Katalogus van oorlogsaffiches.* offset, 240 p. (uitgeput)

INVENTAIRES/INVENTARISSEN

1. J. Gotovitch — *Inventaire du Fonds Léo Lejeune.* offset, XVI-94 p. (105,-F)

2. H. Balthazar — *Inventaris Hendrik de Man.* offset, 55 p. (75,-F)

3. J. Gallant — *Inventaris archief J. Grauls.* offset, VI-43 p. (75,-F)

4. J. Gotovitch — *Archives des Partisans Armés.* offset, XVIII-40 p. (75,-F)

5. D. Vercauteren & J. Gotovitch — *Archives des réseaux Tegal et Zéro.* offset, X-83 p. (100,-F)

6. J. Gotovitch — *Papiers privés J. Bondas, L. Delsinne, A. Gerlo...*
offset, 88 p. (100,-F)

7. W. Steenhaut & M. Van de Steen — *Archief DeVlag.*
offset, VIII-152 p. (150,-F)

8. W. Steenhaut & D. Martin — *Fonds Bevrijding van Antwerpen.*
offset, 66 p. (150,-F)

9. H. Masson — *Archives Rex et mouvements wallons de collaboration.*
offset, XIII-58 p. (150,-F)

10. H. Masson — *Office belge d'information et de documentation (INBEL), Londres 1940-1945.*
offset, XVIII-83 p. (150,-F)

11. D. Martin — *Archief Albert de Vleeshauwer.*
offset, III-142 p. (200,-F)

12. A. Dantoing — *Archives Baron Raoul Richard (1940-1944).*
offset, II-30 p. (75,-F)

13. J. Gotovitch — *Archives Baron Hervé de Gruben (1926-1947).*
offset, II-21 p. (75,-F)

14. D. Vercauteren & W. Meyers — *Archief Zig.*
offset, III-36 p. (75,-F)

15. P. Vanbellingen — *Les attaques aériennes alliées et les sabotages ferroviaires contre le réseau belge pendant l'occupation 1940-1944.*
offset, III-129 p. (épuisé)

16. J. Gotovitch & D. Martin — *Papiers de Résistants/Dokumenten van Verzetslui.*
offset, II-66 p. (120,-F)

17. D. Martin — *Archief V.N.V.*
offset, IV-88 p. (100,-F)

18. J. Gotovitch — *Archives de guerre de Jef Rens.*
offset, IV-31 p. (100,-F)

19. J. Gallant — *Archief Jean Vossen.*
offset, III-41 p. (100,-F)

20. D. Martin — *Kleine Vlaamse Fondsen.*
offset, II-32 p. (100,-F)

21. E. Verhoeyen — *Papiers William Ugeux.*
offset, IV-39 p. (100,-F)

22. B. Delcord & J. Gotovitch — *Papiers Pierre Daye.*
offset, VI-63 p. (150,-F)

23. L. Van Daele — *Belgium and the Foreign Office 1940-1945.*
offset, IV-164 p. (250,-F)

24. H. Masson & D. Martin — *Les Affranchis - Groupe G - Nola.*
offset, 53 p. (120,-F)

25. E. Verhoeyen — *Archives Luc-Marc / Mill / Zéro.*
offset, 42 p. (120,-F)

26. H. Masson — *Archives (partielles) de l'UTMI.*
offset, 32 p. (100,-F)

ANDERE UITGAVEN/AUTRES PUBLICATIONS

- F. Selleslagh — *De tewerkstelling van Belgische arbeidskrachten tijdens de bezetting (1940). (Dokumenten)*
offset, 134 p. (105,-F)

- F. Selleslagh — *De tewerkstelling van Belgische arbeidskrachten tijdens de bezetting (1941). (Dokumenten)*
offset, 134 p. (160,-F)

- M. Van den Wijngaert — *Schoollopen in oorlogstijd. Het dagelijks leven van middelbare scholieren tijdens de Duitse bezetting.*
offset, 63 p. (150,-F)
(coproduktie UFSAL-NCWOII)

- *België beeft en buigt... Originele klankfragmenten uit de periode 1936-1940.*
(coproduktie BRT - Gemeentekrediet - NCWOII)
Verkrijgbaar in LP-, CD- of cassettevorm. (1.250,-F)

- *De oorlog doorheen universitair onderzoek en onderwijs. La guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires. Acta van de studiedag van 11 mei 1990. Actes de la journée d'étude du 11 mai 1990.*
  offset, 86 p. (150,-F)

- *de Gaulle, la Belgique et la France Libre.*
  offset, 90 p. (300,-F)

Encore disponible / Nog beschikbaar

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE
BIJDRAGEN TOT DE GESCHIEDENIS VAN DE TWEEDE WERELDOORLOG

La Brigade spéciale de Luttre - Le convoi du 22 septembre 1941 - Het alarm van januari 1940 in Nederland - Inventaire de la presse clandestine liégeoise - La résistance belge en 1943 vue par la Gestapo.
1967, 248 p. (148,-F)

Paiement des publications à la réception de la facture
Betaling: Bij ontvangst van de faktuur

Le Centre édite périodiquement un ***Bulletin*** d'informations qui fait le point des travaux et donne la situation de ses collections. Le ***Bulletin*** est envoyé gratuitement sur demande.

Mededelingen, het huisorgaan van het Centrum, brengt regelmatig inlichtingen over de stand van de opzoekingen en van de kollekties en wordt op aanvraag gratis toegestuurd.

LES AUTEURS – DE AUTEURS

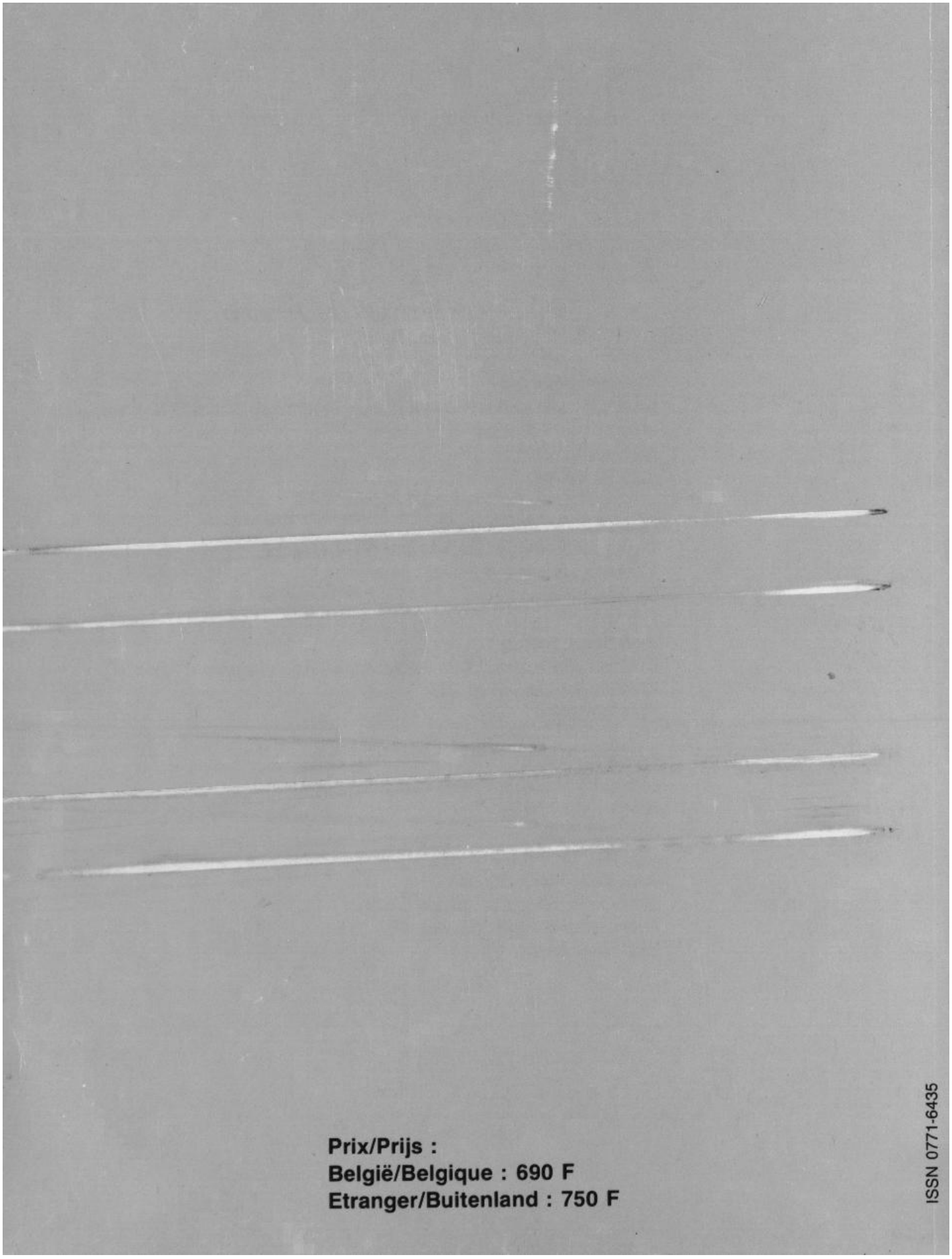
Etienne Verhoeyen
Licencié en Sciences Morales (RUG), Producteur à la BRTN, Chercheur associé au CREHSGM
Montenaken, 121
3202 RILLAAR

Christine Van der Cruyssen
Licentiate Moderne Geschiedenis (KU Leuven)
Kloostergoedstraat, 4
9200 OUDEGEM

Jean-Marie Triffaux
Licencié en Histoire (ULB), Professeur à l'Athénée royal d'Arlon
Chemin des Espagnols, 249
6700 ARLON

Kristel De Smedt
Licentiate Moderne Geschiedenis (KU Leuven)
Albert I-straat, 130
9280 LEBBEKE

Jean-Marc Vanderlinden
Licencié en Sciences Sociales (UCL)
Avenue baron Albert d'Huart, 80
1950 KRAAINEM



Prix/Prijs :
België/Belgique : 690 F
Etranger/Buitenland : 750 F

ISSN 0771-6435